MÉMOIRES

DE LA

COMTESSE DE BOIGNE[1]

I

EXPÉDITION DE LA DUCHESSE DE BERRY EN 1832

Si les romans historiques sont encore à la mode dans quelques siècles, un nouveau Walter Scott trouvera difficilement un sujet plus poétique que celui de l'expédition de Mme la duchesse de Berry en France pendant les années 1832 et 1833.

Lorsque le temps aura permis de voiler la fatale et ridicule catastrophe fournie par l'inexorable histoire, on s'exaltera volontiers sur une princesse, une mère, bravant toutes les fatigues, tous les périls, tous les dangers, pour venir réclamer l'héritage de son fils proscrit et déjà orphelin par un crime...

Mme la duchesse de Berry a de l'esprit naturel, le goût, l'instinct des arts et l'intelligence de la vie élégante. Elle porte habituellement de la bonté, de la facilité dans son commerce, mais trop souvent aussi la maussaderie d'une personne gâtée, d'une enfant mal élevée.

(1) Le quatrième et dernier volume des *Mémoires de la comtesse de Boigne* paraîtra prochainement à la librairie Plon. Nous lui empruntons l'intéressant récit de l'expédition de la duchesse de Berry en 1832, de son arrestation et de sa réclusion à Blaye.

Comprenant mal les exigences de son haut rang, elle n'avait jamais songé combien c'est un métier sérieux d'être princesse au XIXe siècle ; et elle ne prétendait y puiser que de l'amusement et des plaisirs.

Les gens de son intimité savaient sa conduite assez désordonnée ; mais, soit qu'on fût porté à l'indulgence envers elle, par l'injuste réprobation qu'inspiraient les vertus un peu austères de Madame la Dauphine, soit que le secret fût passablement gardé, on n'en glosait guère, et Mme la duchesse de Berry était très populaire.

Il se disait bien, à l'oreille, qu'une certaine attaque de goutte, suivie d'une réclusion de plusieurs semaines à Rosny, avait eu pour motif la naissance d'un enfant à cacher; mais, en général, on croyait ces rapports calomnieux, et, pour mon compte, j'y étais complètement incrédule.

Mme la duchesse de Berry s'est toujours montrée fort courageuse. Elle aimait et recherchait le danger, souvent jusqu'à la témérité; s'aventurait à nager dans la mer, lorsque la vague était assez grosse pour effrayer les matelots eux-mêmes; préférait monter les chevaux les plus fougueux, passer par les chemins les plus difficiles, affronter enfin tous les obstacles qui, ordinairement, font reculer les femmes.

Aussi incliné-je à croire, — et on me l'a affirmé, — que le vendredi 30 juillet 1830, elle eut la pensée d'enlever son fils de Saint-Cloud, et de l'apporter, dans ses bras, à l'Hôtel de Ville de Paris, pour le confier à la protection de l'assemblée tumultueuse, qui s'était arrogé le droit de parler au nom de la ville et même du pays.

Ce coup de tête aurait certainement beaucoup embarrassé les factieux, et il est impossible de dire aujourd'hui quel eût été le résultat d'une semblable marque de confiance donnée à la population.

Mais le roi Charles X et Monsieur le Dauphin en eurent quelque soupçon, et firent garder à vue la mère et l'enfant.

J'ai déjà raconté comment, trois jours plus tard, d'autres personnes songèrent à remettre M. le duc de Bordeaux aux mains de M. le duc d'Orléans, lieutenant général du royaume, et comment cette proposition fut accueillie à Rambouillet.

Mme la duchesse de Berry s'y opposa avec emportement, car cette fois elle ne devait jouer aucun rôle personnel, mais s'éloi-

gner avec le reste de la famille. Cela n'entrait plus dans ses projets.

J'ai aussi déjà dit sa folle satisfaction des Ordonnances et son puéril entrain de cette bataille des trois journées où la monarchie était en jeu. Lorsque le sort en eut fatalement décidé, la princesse ajouta à ces erreurs de jugement des actions niaisement ridicules.

Vêtue d'un costume masculin, et armée d'un pistolet, qu'elle tirait à tout instant, elle prétendait se montrer aux troupes dans cet équipage. C'est pendant la courte halte de Trianon qu'elle accomplit cette mascarade.

J'ai entendu raconter au duc de Maillé, premier gentilhomme de la Chambre, que, dans cette bagarre de Trianon, il se trouvait seul auprès du Roi, dans une pièce où Charles X s'était réfugié.

Le vieux monarque, très accablé, occupait un fauteuil sur le dossier duquel M. de Maillé s'appuyait. La porte s'ouvrit avec fracas, Mme la duchesse de Berry s'élança dans la chambre, en faisant ses évolutions belliqueuses, et tira son pistolet chargé à poudre.

Cette apparition ne dura qu'un éclair, mais frappa de stupéfaction les deux vieillards. Après un moment de silence, le Roi, se retournant vers M. de Maillé, lui dit piteusement :

— Comment la trouves-tu, Maillé ?

— A... bo... mi... na... ble, sire, répondit le duc, d'un ton tout aussi lamentable; la force de la vérité l'emportant en cet instant sur les habitudes de la courtisanerie. Le pauvre Roi plia les épaules.

Le duc de Maillé racontait cette scène, dont le cadre était si déplorable, de la façon la plus amusante.

J'ignore quelles influences firent reprendre à Mme la duchesse de Berry le costume de son sexe; mais elle ne conserva pas longuement celui dont le Roi et M. de Maillé se tenaient pour si mal édifiés.

Ceux qui accompagnaient la famille royale, dans cette incroyable retraite vers Cherbourg, remarquèrent la faveur dont M. de Rosambo jouissait auprès de la princesse. Mais les circonstances semblaient pouvoir excuser les privautés accordées à une personne complètement dévouée; quoique, cependant, l'étiquette fût seule, dans ces jours néfastes, à conserver ses droits...

En approchant la côte d'Angleterre, Mme la duchesse de Berry, que son humeur vagabonde entraînait dans tous les coins du bâtiment, éclata tout à coup en cris et en sanglots.

Elle se précipita dans la cabine où se trouvaient réunis les princes et les principaux passagers, proclamant une infâme trahison du capitaine. Celui-ci, fort étonné, parvient enfin avec peine à la faire expliquer.

En errant sous le pont, elle avait saisi quelques mots du pilote proposant d'entrer dans la rade de Saint-Helens, le vent se tenant mauvais pour Spithead, et elle s'était déjà vue mettant à la voile pour le rocher ou une autre grandeur déchue avait récemment terminé sa brillante carrière.

Le capitaine dut avoir recours à l'inspection d'une carte pour calmer les alarmes si singulièrement conçues.

L'habitation de Lullworth, vaste pour des particuliers, paraissait bien étroite à des habitudes princières. Mme la duchesse de Berry surtout avait peine à se soumettre à la communauté, où elle se trouvait avec sa royale famille, et s'en affranchissait par de fréquentes absences...

Elle fit un assez long séjour à Bath. On manda qu'elle y était accouchée d'une fille; la suite rend tout croyable. Dans le moment, je n'y vis qu'une calomnie de l'esprit de parti dont je fus indignée.

Les registres des aubergistes, répétés par les gazettes, nous apprirent que Mme la duchesse de Berry avait traversé l'Europe pour se rendre à Naples, où elle n'était aucunement désirée. Il n'y avait guère moyen toutefois de repousser absolument une sœur réclamant asile. On accepta donc une visite en refusant l'établissement.

Ce point fixé, elle fut bien accueillie. Elle se montra d'autant moins exigeante dans cette transaction qu'elle était, dès lors, sous l'influence de ses espérances, et en pleine intrigue pour leur exécution. Ses entours ne doutaient pas plus qu'elle de leur succès.

La princesse fit l'acquisition de deux bateaux à vapeur, destinés à parcourir la Méditerranée à l'effet d'entretenir et de faciliter les intelligences qu'elle pensait avoir en France.

L'un des deux lui échappa. L'autre, avec plus ou moins de complicité du gouvernement piémontais, arbora le pavillon sarde en restant à ses ordres, et devint ce *Carlo-Alberto* qui a

joué un rôle principal dans les événemens que je vais m'appliquer à retracer sous l'aspect où ils me sont apparus...

Le gouvernement redoutait fort l'embarras que lui causerait la présence de Mme la duchesse de Berry en France, par la difficulté surtout de la traiter d'une manière exceptionnelle, avec les idées d'égalité révolutionnaire qui dominaient encore à cette époque. Aussi surveillait-on les côtes de Provence avec grand soin.

Cependant, tous les indices annonçaient sa présence récente à bord du *Carlo-Alberto*, et on sut bientôt qu'il l'avait débarquée près de Marseille dans la nuit qui avait précédé l'insurrection tentée dans cette ville, au point du jour le 30 avril, et instantanément réprimée.

Mme la duchesse de Berry, ayant réussi à écarter le duc de Blacas, chargé par le roi Charles X de la surveiller et d'arrêter l'intempestivité de ses projets, s'était embarquée près de Massa, accompagnée de quelques fidèles et d'une femme de chambre, Mlle Le Beschu, qui se fit passer pour la princesse à la Ciotat.

Plusieurs fois, le *Carlo-Alberto* se mit en communication avec la côte, déposant et recueillant des émissaires. Tout étant préparé, Mme la duchesse de Berry prit terre sur la plage près de Marseille.

Les premiers rayons du soleil devaient éclairer le drapeau blanc, arboré par ses partisans sur un clocher de la ville; c'était le signal pour y entrer. Il frappa un moment ses regards, elle se mit en marche pleine d'allégresse. Mais son espérance ne dura guère, le drapeau cessa de flotter, et elle reçut avis que la tentative avait échoué.

Elle passa la journée cachée dans les rochers et fut forcée d'y bivouaquer la nuit suivante. On voulait l'engager à se rembarquer. Elle s'y montrait fort récalcitrante, et d'ailleurs il n'était point facile de regagner le *Carlo-Alberto*.

Un habitant de Marseille, M. de Villeneuve, dans les opinions légitimistes, mais étranger, je crois, à la conspiration, fut prévenu, par un billet, des prédicamens où se trouvait Mme la duchesse de Berry.

A la brune, il sortit de la ville en calèche, recueillit la noble fugitive, obtint des chevaux de poste au premier relais, où il en prenait souvent pour se rendre dans sa terre, et l'éloigna ainsi de la localité la plus dangereuse pour elle.

On a fait beaucoup de récits, plus ou moins romanesques, sur les aventures de la princesse pendant sa traversée du royaume. Je ne suis pas en mesure d'en constater l'authenticité. Ce qu'il y a de sûr, c'est que partout elle a trouvé secours, assistance, secret. Cela est d'autant plus naturel qu'elle s'adressait à ses partisans.

Mais dans aucun parti personne n'aurait voulu la livrer, ni désiré la prendre. Il a fallu que sa pertinacité à rester en France en fît une nécessité. Car c'était une capture aussi pénible à faire qu'embarrassante à garder.

Je pense bien, par exemple, que les légitimistes seuls pouvaient mettre un grand zèle à la diriger sur la Vendée. D'autres n'auraient pas eu le même goût à établir la guerre civile.

Quoi qu'il en soit, elle était avant le 20 mai à Nantes. M. de Bourmont ne tarda pas à l'y rejoindre. Il trouva tout disposé pour l'entrée en campagne. C'est-à-dire que Mme la duchesse de Berry, assistée de Mme de La Rochejaquelein, de Mlle Fauveau, de deux jeunes hommes choisis par ces dames pour aides de camp, — et qu'elles avaient fait serment, fidèlement accompli au milieu de la pieuse Vendée, de ne jamais quitter ni jour ni nuit, — de quelques têtes également folles, et de subalternes intrigans; que ce sanhédrin donc avait répandu des proclamations fulminantes, envoyé des circulaires incendiaires, et commandé une prise d'armes pour le 24.

Là s'arrêtaient les préparatifs; il n'y avait ni hommes, ni fusils, ni munitions, ni argent, et encore moins de zèle. Les anciens chefs vendéens étaient au désespoir et n'admettaient aucune chance d'obtenir un soulèvement sérieux dans le pays; ils annonçaient un échec inévitable et prédisaient de grands malheurs.

M. de Bourmont, informé d'un état de choses qu'on dissimulait à la princesse, la supplia de sortir de Nantes et de lui laisser temps d'organiser le mouvement. Elle y consentit à grand'-peine; et, malgré les avis de son entourage immédiat, elle se retira dans les environs.

Les traditions vendéennes furent évoquées pour établir sa sûreté personnelle. D'ailleurs, à cette époque, je le répète, on la croyait fugitive, cherchant à s'échapper et on n'avait aucun désir de l'arrêter.

J'en ai eu plusieurs preuves et une entre autres où j'ai été témoin, et même un peu acteur. Je ne sais si, pour mieux assurer

la marche de la princesse, son parti avait dirigé du côté de Nice des individus destinés à donner le change sur la véritable route suivie par elle; mais, lorsque son absence du *Carlo-Alberto* fut constatée, et cela demanda quelques jours, malgré le service du télégraphe, le bruit se répandit qu'elle avait repassé le Var.

Le gouvernement y crut, aussi bien que la plèbe du parti légitimiste.

Tout le monde était bien persuadé que Mme la duchesse de Berry avait repassé la frontière. On se disposait à prendre contre elle les mesures les plus sévères; à fulminer une espèce d'ordre de courir sus, destiné à calmer les vociférations du parti républicain, — qui recevait alors le surnom des Bousingots, d'une espèce de chapeau que beaucoup avaient adopté.

Je savais le Conseil assemblé pour rédiger l'ordonnance, et M. le duc d'Orléans partant le soir pour le Midi, lorsque j'appris d'une façon certaine que Mme la duchesse de Berry n'avait pas quitté le sol français. Une lettre de sa main, adressée au comité dont M. de Chateaubriand faisait partie, et de date fort récente, l'affirmait. On l'avait montrée à Mme Récamier pour qu'elle en informât M. de Chateaubriand alors en Suisse...

Bientôt après, sa traversée audacieuse du royaume fut connue, l'exactitude de ma communication confirmée, mais nos prévisions sur le lieu de son séjour trompées.

On se persuada d'abord qu'en se rapprochant des côtes de l'Océan, Mme la duchesse de Berry avait pour but de s'embarquer plus facilement dans un lieu où elle serait moins soupçonnée. Mais la Vendée ne tarda pas à se mettre en mouvement.

Partout de petites bandes d'insurgés se montraient et agitaient le pays sans l'entraîner; partout, aussi, les chefs s'épuisaient en vains efforts pour ressusciter un parti carliste, sans avoir eux-mêmes l'espérance d'y réussir.

On n'aimait pas le nouveau gouvernement. Toutefois, il ne vexait personne, et, en Vendée comme ailleurs, la grande masse voulait vivre tranquille.

Cependant, d'anciens souvenirs, fortement excités par quelques prêtres et beaucoup de gentilshommes, parvinrent à réunir une espèce de noyau d'insurrection autour de Marie-Caroline dans les derniers jours de mai.

Le maréchal de Bourmont avait dû renoncer à l'illusion dont

il s'était bercé, et avait trompé les autres, que l'armée lui était passionnément attachée. Selon lui, toutes les troupes se rangeraient sous les ordres du vainqueur d'Alger dès qu'elles sauraient sa présence.

Aucune défection n'avait lieu cependant, et partout où l'on en venait aux mains, les militaires détruisaient les bandes insurgées. Toutefois, la conflagration s'accroissait et s'étendait, le gouvernement se décida à mettre les provinces de l'Ouest sous le régime exceptionnel de l'état de siège.

Cette mesure ne souleva aucune opposition. Fort peu de gens, au fond, désiraient la guerre civile. Et l'on reconnaissait généralement, dans cette décision, l'intention qu'avait le Cabinet de donner à M[me] la duchesse de Berry un nouvel avertissement de s'éloigner; et à ses partisans de rentrer dans la tranquillité qu'on était fort disposé à leur laisser.

Toutefois, un parti plus jeune, et partant plus énergique, se disposait de son côté à profiter, lui aussi, des embarras du gouvernement. Il s'était en quelque sorte compté le jour des obsèques de M. Casimir Perier, et il fit explosion lors de celles du général Lamarque, un des députés marquans de l'opposition.

L'émeute, dans cette circonstance, se grandit jusqu'à l'insurrection, et l'on put craindre le triomphe de l'anarchie.

Le Roi, prévenu, sur les huit heures du soir à Saint-Cloud, des inquiétudes du Cabinet, après avoir lu les dépêches des ministres et causé un instant avec le baron Pasquier, président de la Chambre des pairs, qui confirma la gravité des faits, demanda ses voitures.

La Reine, entourée des princesses et de ses dames, travaillait, selon son usage, à sa table ronde. Le Roi se plaça derrière sa chaise.

— Amélie, dit-il tout haut du ton le plus calme, il y a du bruit à Paris, je m'y rends. Veux-tu venir?

— Assurément, mon ami,

— Eh bien! prépare-toi, les voitures sont commandées.

Une demi-heure n'était pas écoulée, que le Roi, la Reine, Madame Adélaïde, la princesse Louise et le duc de Nemours étaient sur la route de Paris. M. le duc d'Orléans était absent, je crois. Les deux autres princesses et leurs jeunes frères restèrent à Saint-Cloud où l'agitation n'osa se manifester qu'après le départ

du carrosse royal, tant le maintien du Roi et de la Reine y avait commandé le calme.

Il n'entre pas dans mon sujet de parler en détail de ces terribles journées. J'ai pourtant été témoin oculaire de la ridicule ovation subie par M. de Lafayette, traîné dans un fiacre dont on avait enlevé l'impériale et où s'était attelée une cohue de vagabonds, jusque dans la cour de sa maison que mes fenêtres dominaient.

Je l'ai vu se présenter au balcon, pâle, tremblant, et adresser d'une voix émue une allocution paternelle à ses « chers camarades, » en les suppliant surtout de se retirer bien vite. Il avait grande hâte à s'en débarrasser, d'autant qu'il les avait entendus délibérer s'il ne serait pas opportun de le tuer pour faire de son cadavre un appel à la révolte; et qu'il les en savait bien capables dans l'excès de ces vertus républicaines où il les avait nourris.

Sa mort a été déterminée par la fatigue d'un autre convoi émeutier, — celui de M. Dulong, — où il voulut assister. Mais il ne s'est jamais relevé de son humiliant triomphe du 4 juin. Il était de trop bon goût pour n'en point savourer péniblement tout l'opprobre.

Quoique, dès la première nuit, les factieux eussent été contraints à se concentrer dans le quartier Saint-Merri, dont les rues tortueuses leur étaient favorables, et que là même ils ne trouvassent aucune sympathie parmi les habitans, ils étaient nombreux et déterminés.

Des bruits sinistres se répandaient. Les troupes se sentaient intimidées par les souvenirs si récens du blâme jeté sur elles à la révolution de 1830; tireraient-elles sur ceux qui, encore cette fois, s'intitulaient du nom de citoyens et de patriotes?

Tout dépendait de l'élan des bataillons de la garde nationale. La présence du Roi le leur communiqua. Dès en arrivant le soir, il s'était montré aux légions réunies sur le Carrousel. Le bruit de son retour circula rapidement, et le point du jour vit les maisons s'ouvrir pour laisser sortir des hommes armés prêts à défendre l'ordre public et la société de leur volonté, de leurs bras, et de leur sang. Cette dernière condition ne fut malheureusement que trop accomplie...

Le bruit s'est beaucoup répandu alors que la duchesse de Berry s'était très rapprochée de Paris et y était même entrée. Je

n'ai là-dessus aucune notion positive. Mais je sais pertinemment que deux dames, la comtesse de Chastellux et la princesse Théodore de Bauffremont, l'engageaient à y venir et promettaient de l'y tenir cachée jusqu'au jour prochain du triomphe.

Ces illusions étaient aussi sincères que la passion dont elles émanaient. Mais Paris ne la partageait pas, il avait soif de tranquillité et sentait une peur effroyable à voir renouveler des dangers dont il se croyait à l'abri ; aussi l'ordonnance de l'état de siège, publiée le 6 juin, fut-elle accueillie comme un bienfait.

Si l'on osait se permettre de rire, en matière aussi grave, on le pourrait en se rappelant l'air de jubilation avec lequel on se répétait les uns aux autres : « L'état de siège est déclaré... Nous sommes en état de siège. »

Il semblait une panacée à tous les maux. On s'embrassait dans les rues, on se confirmait mutuellement une si bonne nouvelle, les boutiques, y puisant la joie et la sécurité, se rouvraient avec confiance.

L'incurie du Cabinet, la gaucherie de quelques membres de la Cour de cassation, le mauvais vouloir de quelques autres, ont dépouillé le pouvoir d'une arme utile, lorsqu'elle est purement défensive ; mais ce n'est assurément pas pour répondre au mouvement de l'opinion publique à cet instant ; car, la dernière fois qu'on en a fait usage, elle a été accueillie aux acclamations d'une satisfaction générale.

On se rappelle qu'un comité carliste, composé du maréchal Victor, du chancelier Pastoret, de MM. de Chateaubriand, de Fitzjames, Hyde de Neuville et Berryer, se prétendait des pouvoirs spéciaux et prenait le nom de conseil de famille. Je ne suis pas assez initiée aux secrets pour savoir à quel droit.

Ce comité blâmait l'entreprise de Mme la duchesse de Berry, aussi bien que la conspiration de la rue des Prouvaires. M. Berryer se chargea de porter à la princesse une note, rédigée par M. de Chateaubriand, où il exprimait et motivait l'opinion et les sentimens de tous ses collègues, en la conjurant de profiter des facilités offertes par le voisinage de la mer pour s'éloigner d'un lieu où sa présence était nuisible à ses propres intérêts.

Les facilités en effet étaient d'autant plus réelles, qu'amis et ennemis y prêtaient également la main. Son arrestation ne pou-

vait être, à ce moment, que le résultat d'un zèle subalterne et maladroit.

M. Berryer franchit donc, sans aucune peine, les obstacles qui devaient le tenir éloigné. Mais, arrivé à Nantes, la princesse lui fit attendre quelques jours une audience.

Il l'obtint enfin, avec des précautions dignes d'un chapitre de roman. Après avoir changé de guide, de monture, de déguisement, de mot d'ordre plusieurs fois dans une course de quelques heures, on l'introduisit dans une grande pièce où il trouva Mme la duchesse de Berry.

Elle était entourée d'un groupe fort animé et plein d'entrain; plus loin, le maréchal Bourmont et quelques anciens vendéens portaient un visage soucieux. Après les premiers complimens, M. Berryer, ne souhaitant pas s'éterniser dans un séjour aussi compromettant, demanda une audience; on lui répondit qu'on l'entendrait en conseil.

La « Régente » s'assit à une table où prirent place Mme de La Rochejaquelein, Mlle Fauveau, le jeune La Tour du Pin, le vieux Mesnard; enfin des écervelés et des nullités, aussi bien que le maréchal Bourmont, les comtes d'Autichamp et de Civrac.

M. Berryer produisit la note confiée à ses soins, et déduisit de son mieux les raisons de sagesse et de haute politique militant en faveur du parti qu'elle recommandait. Il fut appuyé par les chefs vendéens. Ils affirmaient qu'on ne réussirait à soulever ni la Vendée ni la Bretagne.

Pendant ce temps-là, les jeunes conseillers de régence haussaient les épaules; Mlle Fauveau dessinait des modèles d'uniformes pittoresques pour les troupes, et Mme de La Rochejaquelein les soumettait à l'approbation de la princesse.

M. Berryer épuisait en vain sa rhétorique. Le maréchal Bourmont avait longtemps gardé un morne silence; il s'aventura enfin à se ranger du côté de ceux qui conseillaient la retraite.

Mme la duchesse de Berry, qui, depuis le commencement de la séance, se contenait avec peine, entra dans une véritable fureur. Elle reprocha au maréchal de l'avoir nourrie de fausses espérances, poussée à son entreprise, et placée dans une situation désespérée pour l'y abandonner :

« Au surplus, ajouta-t-elle avec véhémence, votre conduite est conséquente à votre caractère. Ce serait la première fois que vous n'auriez pas trahi! » Cette scène violente termina la séance.

M. Berryer obtint la promesse d'être reçu en particulier le lendemain. On le mena, avec de nouvelles précautions romantiques, dans un lieu où il passa la nuit. Un enfant de six ans le guida le matin vers une cabane où il trouva Mme la duchesse de Berry. Elle avait quitté son vêtement semi-masculin de la veille et était habillée en paysanne.

Toute cette petite Cour factieuse jouait au roman historique, jusqu'à ce point de se donner, pour sobriquet entre eux, les noms des personnages inventés par Walter Scott. Sa mode, alors à son apogée, n'a pas peu influé sur la conduite de ces héros improvisés d'une guerre civile heureusement impossible.

Cette fois, la princesse était seule et M. Berryer la trouva plus abattue et plus accessible à la raison. Elle commença par répéter que, si elle avait mal fait de venir en France, il n'en était pas moins bien fait d'y vouloir rester :

— Je m'y ferai tuer.

— On ne vous tuera pas, on vous arrêtera.

— Eh bien ! qu'on fasse tomber ma tête sur l'échafaud.

— On ne fera pas tomber votre tête, on vous fera grâce. Cette considération l'ébranla.

— On aura tort, reprit-elle, je recommencerai.

— Si vous indiquez ce projet, vous donnerez le droit de vous retenir indéfiniment enfermée.

— Enfermée ! Enfermée ! Et cette nature vagabonde et téméraire recula devant cette sorte de danger.

M. Berryer, prenant alors son avantage, le poursuivit, et ne s'éloigna qu'en emportant l'autorisation de tout préparer pour la fuite. Le rendez-vous fut donné, pour le surlendemain au soir, dans une lande près de la mer.

Marie-Caroline s'y trouverait avec deux compagnons ; et M. Berryer s'engageait à les faire embarquer dans la nuit. Enchanté de son succès, il retourna à Nantes prendre les dernières mesures pour un départ désiré par les sommités de tous les partis, mais qu'il fallait pourtant dérober à la plèbe gouvernementale, et aux extravagans amis de la princesse, ainsi qu'à l'opposition radicale.

Tandis qu'il s'occupait des soins nécessaires à cet effet, un messager inconnu lui remit des dépêches de Mme la duchesse de Berry. Elle refusait de partir, renonçait à le revoir, et le char-

geait de rapporter, à ceux dont il était l'envoyé, les réponses contenues sous la même enveloppe.

M. Berryer, lui, n'est pas doué d'un cœur téméraire; il se tint pour fort satisfait de se retirer sain et sauf d'un si absurde guêpier, et reprit la route de Paris.

La relation précédente m'est arrivée, avec tous ses détails, d'une façon si directe, dans le temps, que je ne puis douter que ce ne soit la première version fournie par M. Berryer à ses commettans. Peut-être en a-t-il changé depuis; cela arrive à tous les gens de parti, et à lui plus qu'aux autres.

Il paraîtrait que le maréchal Bourmont, aiguillonné au vif du sarcasme amer de la princesse, avait dit comme un autre Pylade : « Allons, seigneur, enlevons Hermione, » et s'était réuni aux conseillers imberbes de Marie-Caroline.

Peut-être aussi les espérances d'un mouvement insurrectionnel à Paris avaient-elles encouragé, et servi à combattre les objections des moins extravagans; quoi qu'il en soit, les projets de retraite furent échangés contre ceux de l'entrée en campagne.

Mme la duchesse de Berry, à la tête de quinze cents paysans réunis à grand'peine, les vit mettre en fuite, malgré sa présence et malgré des actes de valeur individuelle remarquables, par une poignée de soldats réguliers.

Ce qui restait de sa troupe se réfugia dans le château de la Pénissière (1) où elle fut poursuivie. On parvint, au moment de l'attaque, à en faire évader la princesse; et bien des braves gens périrent par le fer et le feu pour assurer sa sûreté.

Ses partisans de Paris conçurent de vives alarmes. Ils furent plusieurs jours à la savoir entrée au château de la Pénissière, où tout avait péri, sans connaître son évasion. On a nié depuis qu'elle fût à la Pénissière lors de l'attaque; je n'ai point là-dessus de notion exactement positive.

Pendant ce temps, M. Berryer était arrêté à Angoulême. Comme je n'écris, ainsi que je l'ai souvent répété, que d'après mes souvenirs et sans consulter de documens, je ne saurais me rappeler lesquels de ces événemens ont précédé. Mais ils se sont succédé de fort près et de façon à expliquer les terreurs dont M. Berryer se sentit immédiatement atteint lorsqu'il se vit dé-

(1) La prise du château de la Pénissière est du 6 juin 1832.

tenu, dans un département mis en état de siège, par un gouvernement qu'il supposait exaspéré de l'insurrection écrasée dans la capitale, et de celle fomentée dans la Vendée.

M. Berryer, il faut le dire, appartient à un parti qui n'a pas fait abnégation de vengeances et que le triomphe n'adoucit pas; aussi la pensée des Lavalette, des Faucher, des Caron, etc., lui revint, et ses craintes n'en furent que plus vives, car aucun d'eux n'était aussi coupable que lui.

Son premier soin, en arrivant dans la prison, fut d'écrire cinq lettres à MM. le duc de Bellune, le duc de Fitzjames, le chancelier Pastoret, le vicomte de Chateaubriand et le comte Hyde de Neuville, en forme de circulaire, où il faisait appel à leur loyauté, — ayant soin de les nommer tous les cinq dans chaque lettre, — en les priant de se reconnaître solidaires de toutes les démarches faites par lui dans ce voyage entrepris à leur demande.

Les lettres écrites furent remises au gardien de la geôle pour les jeter à la poste. Or M. Berryer, moins qu'un autre, ne pouvait ignorer que des mains du gardien elles allaient tout droit dans celles du juge d'instruction.

Cette démarche, une des plus étranges que la peur pût dicter à un homme d'esprit et de talent, eut les résultats qu'elle devait amener. Les lettres arrivèrent à Paris accompagnées de mandats d'amener contre les cinq personnages désignés.

Le Cabinet en fut vivement contrarié. Ces messieurs assurément ne couraient aucune espèce de danger, aussi purent-ils se poser en martyrs et trancher des héros. Mais le ministère redoutait également l'ovation que leur prépareraient les carlistes, et les cris furibonds de ceux qui s'intitulaient le parti de Juillet contre l'indulgence dont on userait envers eux, comparée à la sévérité, nécessaire parce qu'ils étaient redoutables, qu'il fallait montrer aux factieux républicains.

Toutefois, le mandat suivait la forme voulue par les lois, et les prévenus durent être conduits en prison pendant que le gouvernement négociait avec la justice pour arrêter cette affaire. Tout ce qu'il put faire fut de rendre la détention aussi douce qu'elle finit par être courte.

Le chancelier Pastoret et le maréchal duc de Bellune l'évitèrent en s'éloignant de Paris de quelques lieues. Le duc de Fitzjames et M. de Chateaubriand la subirent de bonne grâce,

en l'acceptant pour ce qu'elle était : une formalité inévitable attirée par M. Berryer sur leur tête.

Il n'y eut que mon pauvre ami Hyde de Neuville qui se prit à hurler quatre-vingt-treize revenu, à réclamer le supplice dû à sa fidélité, à prédire l'échafaud fumant derechef du plus noble sang de France... Il m'écrivit lettre sur lettre pour me défendre de rien tenter pour « sauver sa tête ; » c'était un tissu d'extravagances. Mes réponses aggravant encore sa violence, je cessai de lui en faire, et cinq jours après, j'eus le plaisir d'aller le voir chez lui où il était rentré en pleine sécurité.

Ses compagnons d'infortune partagèrent le même sort. M. de Chateaubriand vantait les grâces et l'amabilité de M[lles] Gisquet, — les filles du préfet de police, — et traitait fort légèrement sa courtoise incarcération. Celle de M. de Berryer se prolongea davantage.

Je crois être assurée que la réponse de la « Régente » à la note du conseil de famille était peu obligeante. En les remerciant des services passés, elle dispensait de ceux de l'avenir, indiquant assez clairement combien leur prudence lui paraissait celle des vieillards et peu propre à reconquérir le royaume de saint Louis.

Ce qui est positif, c'est que ces messieurs, pour la plupart, s'en tinrent offensés et se dispersèrent. M. de Chateaubriand rêva pour lors une résidence à Lugano. Il y conserverait le feu sacré de la liberté et ferait gémir une presse tout à fait indépendante, sous les efforts de son génie. Il voulait placer dans cette petite république un levier avec lequel son talent soulèverait le monde.

Cette fantaisie le fit retourner en Suisse avec assez d'empressement, après des adieux solennels à son ingrate patrie.

Je ne l'avais vu qu'une fois à sa sortie de prison. Il faisait alors bien bon marché de l'héroïsme de M[me] la duchesse de Berry, la traitant de folle et d'extravagante. On en parlait généralement en ces termes dans son propre parti. Soit qu'on la blâmât véritablement, soit qu'on cherchât dans ces discours une excuse au peu d'empressement des gens, — les plus vifs en paroles hostiles au gouvernement, — à aller se ranger sous le drapeau blanc levé dans la Vendée.

Un sentiment de vergogne y décida pourtant à la fin une dizaine de jeunes gens, mais ils s'y prirent de façon à être arrêtés

dans leur route et forcés à renoncer à une entreprise où ils n'avaient pas grand goût.

Après les échecs du Chêne Saint-Colombin et de la Pénissière, Mme la duchesse de Berry fut réduite à se cacher de nouveau. Cette vie romanesque et vagabonde lui plaisait suffisamment pour l'engager à la prolonger.

En revanche, les ministres, et la famille royale surtout, souhaitaient vivement lui voir quitter le territoire français en sûreté. Les moyens lui en étaient soigneusement, quoique tacitement conservés.

Deux fois elle fut compromise par son monde. On se borna à lui mettre la main presque sur l'épaule sans vouloir la fermer. Un jour, dans l'appartement de Mme de La Ferronnays, abbesse d'un couvent à Nantes, on frappa d'une crosse de fusil sur une feuille de parquet, qu'on n'ignorait pas servir de trappe à une cachette où elle se trouvait. On espérait que ces alertes lui serviraient d'avertissement pour s'embarquer.

Mais loin de là, elle y puisait une folle sécurité, n'attribuant qu'à son habileté son succès à déjouer des recherches si actives. La suite a prouvé combien, dès qu'elles ont été sincères, elles ont obtenu un prompt résultat.

M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur jusqu'au 11 octobre et M. de Saint-Aignan, préfet de Nantes dans le même temps, ne se souciaient pas plus l'un que l'autre d'une pareille capture.

Je ne prétends pas ici faire hommage à la générosité du gouvernement français. Il suffit de songer combien l'arrestation de Mme la duchesse de Berry lui préparait de difficultés de tout genre, pour comprendre sa répugnance à l'accomplir.

La Cour royale de Poitiers avait déjà mis la princesse en jugement, avec la comtesse de La Rochejaquelein et quelques autres contumaces. Cette circonstance compliquait encore la position.

Cependant, l'ouverture de la session parlementaire s'approchait. Le ministère, composé exclusivement des hommes du Roi depuis la mort de M. Perier, n'avait pas assez de racines personnelles pour l'affronter, ni assez de talens de parole pour aborder la tribune dans des circonstances graves et difficiles à ce point. Il fallait donc s'y préparer; le Roi se résigna.

De longues conférences entre les divers candidats, et beau-

coup se passèrent dans mon salon, aboutirent le 11 octobre 1832 à la nomination d'un ministère composé du maréchal Soult à la Guerre, du duc de Broglie aux Affaires étrangères, de M. Barthe à la Justice, M. Humann aux Finances, M. Guizot à l'Instruction publique, l'amiral de Rigny à la Marine et de M. Thiers à l'Intérieur : c'est ce qu'on a appelé le grand ministère.

M. de Rigny et M. Pasquier avaient beaucoup travaillé à sa formation. Il a duré quatre ans, en subissant pourtant de fréquentes modifications.

Il avait mis pour conditions au Roi la marche d'une armée sur Anvers et l'arrestation de Mme la duchesse de Berry, si on ne réussissait point à lui faire quitter la Vendée avant la réunion des Chambres.

Son séjour prolongé en France semblait manifester une faiblesse qui excitait les cris de l'opposition; on accusait le gouvernement d'impuissance ou bien de connivence.

Je m'épuisais presque chaque soir en vains efforts pour persuader à M. Thiers combien l'arrestation de la princesse lui susciterait d'embarras. Il reconnaissait préférable qu'elle s'éloignât d'elle-même, mais il n'admettait pas la gravité des obstacles que je lui prédisais.

Le pays, disait-il, n'était point fait à mon image, et cette capture exciterait beaucoup plus de satisfaction qu'elle ne soulèverait d'intérêt pour la princesse. M. Pasquier ne s'épargnait pas dans ces discussions.

M. Thiers avait une grande considération pour lui, et, plus par déférence que par conviction, il promit de se borner d'abord à traquer Mme la duchesse de Berry d'une façon si active, qu'elle ne pût douter des intentions sérieuses du nouveau cabinet, et d'essayer ainsi de la faire partir.

Je ne me fis aucun scrupule d'avertir des personnes de son parti de la disposition où l'on était. Mais, comme elles n'admettaient pas la réalité du système d'indulgence employé jusqu'alors, elles n'attachèrent aucune importance à mes paroles, ou y virent, peut-être, une manœuvre pour obtenir un départ qu'on ne pouvait forcer.

M. Thiers raconta historiquement un jour que M. de Saint-Aignan, le préfet de Nantes, ayant donné sa démission, M. Maurice Duval le remplaçait; il était déjà mandé par le télégraphe. M. Pasquier garda un profond silence dont je fus frappée,

quoique je n'eusse pas compris l'importance de la révélation. Mais M. Thiers s'étant éloigné, il me dit tout bas :

— Thiers est décidé. Il veut prendre Mme la duchesse de Berry; s'il se bornait encore à forcer son départ, il aurait peut-être changé Saint-Aignan, mais il ne le remplacerait pas par Maurice Duval. Tenez-vous tranquille, il n'y a plus rien à faire.

A quelques jours de là, M. Thiers annonça que Marie-Caroline avait été manquée de peu d'instans dans un village. Deux de ses meilleures retraites étaient éventées de façon qu'elle n'y pût plus avoir recours, et elle était réduite à se cacher dans la ville. On savait le quartier, mais non pas encore la maison.

Enfin, un soir, lorsque, toutes les autres visites parties, il ne restait plus chez moi que M. Pasquier, l'amiral de Rigny et M. Thiers, celui-ci, qui semblait attendre ce moment avec impatience, nous dit d'un air triomphant : « Je tiens la duchesse de Berry; avant trois jours, elle sera prise. » Voici le récit qu'il nous fit à la suite de cette communication.

Mme la duchesse de Berry prétendait, en commun avec le roi Guillaume de Hollande et dom Miguel de Portugal, négocier un emprunt dont tous trois seraient solidaires.

Un juif, nommé Deutz, ayant fait abjuration de sa foi sous le patronage de Madame la Dauphine, mais n'ayant pas, en quittant sa religion, renoncé aux habitudes mercantiles de sa caste, se trouvait l'agent très actif de ce projet d'emprunt. Il avait porté de l'une à l'autre les paroles des trois hautes parties contractantes, avait successivement visité Massa, la Haye et Lisbonne.

Peut-être même, je n'oserais l'affirmer, avait-il déjà rejoint « la Régente, » depuis son séjour en France. Quoi qu'il en soit, elle l'avait récemment expédié à dom Miguel.

Or, cet homme racontait avoir eu avec ce prince, et en présence d'envoyés confidentiels de Mme la duchesse de Berry, des conférences si alarmantes sur leurs projets ultérieurs et montrant une telle aberration d'esprit chez tous les deux, qu'épouvanté d'un pareil avenir, il s'était résolu à rompre toutes leurs trames.

En conséquence, il s'était présenté chez M. de Rayneval, notre ambassadeur à Madrid, et, à la suite de certaines révélations incomplètes, lui avait demandé un passeport, et une lettre pour

le ministre de l'Intérieur, en lui confiant une liasse de papiers importans à faire parvenir à Paris.

M. de Rayneval ne pouvait refuser aucune de ces demandes: mais peu empressé, je crois, à se trouver mêlé dans cette trahison, il remit les dépêches à un secrétaire qui s'égara en route et n'arriva qu'après l'arrestation de la princesse. J'ai toujours pensé que ce n'était pas par hasard.

Je reviens au récit de M. Thiers. La lettre de M. de Rayneval était adressée à M. de Montalivet. Lorsque Deutz se présenta au ministère de l'Intérieur, on lui dit que M. de Montalivet ne s'y trouvait plus; et lorsqu'il voulut remettre sa missive à M. de Montalivet, celui-ci, n'étant plus ministre, refusa de le recevoir pour mission secrète.

Deutz, ne doutant pas que les papiers, remis à l'ambassade de Madrid, ne dussent être parvenus, laissa son adresse et s'étonna bientôt de n'être pas appelé. Les jours s'écoulaient et il ne pouvait plus tarder à aller porter les réponses à la princesse qu'il avait médité de perdre. Mais il lui fallait préalablement recouvrer les documens nécessaires.

Une démarche, faite à ce sujet vis-à-vis d'un employé du cabinet ministériel, donna l'éveil à M. Thiers. Il fit venir Deutz; celui-ci se comporta fort habilement, protestant de sa répugnance invincible à livrer la princesse. Il voulait, par philanthropie, traverser ses desseins, parce qu'il les croyait pernicieux; à cela se bornerait son rôle.

Il se rendrait, si on voulait, auprès d'elle, et tiendrait le langage qu'on lui dicterait pour provoquer son départ; mais sa personne lui serait toujours sacrée. Il rapportait les meilleures paroles de dom Miguel, les espérances les plus favorables du roi Guillaume. Il dissimulerait tout cela et découragerait Marie-Caroline de son entreprise, avant de s'embarquer lui-même pour l'Amérique, où il voulait aller ensevelir ses tristes secrets.

M. Thiers n'avait pas reçu les papiers de Madrid, il ne pouvait en apprécier l'importance. La conférence avec Deutz fut ajournée au lendemain, où l'éloquence du ministre réussit à convaincre le juif qu'il lui fallait livrer la duchesse de Berry « par amour de l'humanité. »

M. Thiers m'a protesté qu'aucun salaire n'avait été ni demandé, ni promis.

Une fois sa décision prise, Deutz lui-même avait signalé les

moyens nécessaires à la réussite de son iniquité. Et le plan était si bien ourdi que M. Thiers ne formait aucun doute du succès. Son monde était en route.

Nous écoutâmes ces détails avec une grande tristesse.

— Et si vous avez le malheur de la prendre, qu'en ferez-vous? lui dis-je.

— Si j'ai le bonheur de la prendre, on avisera, répondit-il en souriant.

— Comptez-vous la mettre en jugement?

— Assurément non, répliqua-t-il vivement.

— Cela ne vous sera pas facile à éviter, reprit M. Pasquier, la cour de Poitiers l'a déjà mise en accusation; les tribunaux n'admettent pas les considérations politiques. Et si elle est détenue deux jours à Nantes, elle y sera écrouée par la cour de Rennes.

— J'ai prévu ce danger. Il n'y a pas de justice en pleine mer, Molière l'a dit, et on l'embarquera sur-le-champ.

— Dieu soit loué! m'écriai-je, et on la conduira à Hambourg ou à Trieste. (Depuis l'arrestation du *Carlo-Alberto*, la famille royale exilée avait quitté l'Écosse pour la Bohême.)

— Cet abus de générosité n'est plus possible, on ne tarderait guère à l'y suivre soi-même. Voici mes projets : vous savez les réclamations faites par les ministres de Charles X et leurs amis sur l'insalubrité du château de Ham; ces cris avaient donné la pensée de les transférer à Blaye. Dès qu'ils en ont eu vent, comme cet éloignement leur déplaisait fort, Ham est devenu un séjour parfaitement sain. Mais on n'a pas révoqué les ordres antécédens pour préparer des appartemens au château de Blaye; ils sont en bon état, et demain le télégraphe donnera l'avis de les meubler.

— Monsieur Thiers, lui dis-je, avant de porter la main sur une personne royale, songez bien à ce que vous allez faire; cela n'a jamais réussi à aucun, et vous retrouverez cette action dans toute votre carrière. Pensez-vous que l'Empereur n'ait pas déploré constamment sa conduite envers le duc d'Enghien?

— Si le duc d'Enghien avait été pris fomentant la guerre civile en Vendée, nul n'aurait osé blâmer même la sévérité de l'Empereur. Mais, — me voyant frémir, — soyez tranquille, il ne tombera pas un cheveu de sa tête. Je le redouterais autant que vous.

— Prenez-y garde, elle est femme à se défendre. Et si on la tue dans le conflit?

Il parut troublé une seconde, puis reprit vivement :

— On ne la tuera pas.

— Et si elle se tue elle-même plutôt que de se laisser prendre?

Il garda le silence, nous le crûmes un peu ébranlé. M. Pasquier revint à la charge, appuyant sur toutes les chances que la témérité connue de Mme la duchesse de Berry pouvait faire redouter, au moment de l'arrestation, et sur les embarras que sa détention entraînerait.

— Si vous pouviez lui faire connaître à quel point elle est en votre pouvoir, ajouta-t-il, et la décider à une évasion que vous faciliteriez, cela me semblerait de toute façon préférable.

— Vous ne voyez pas, comme moi, la disposition des députés! Vous comprendriez mieux l'impossibilité de suivre cette voie. Ils veulent l'arrestation de la duchesse de Berry et non sa retraite. Cela est nécessaire pour donner de la force au gouvernement et laver le Roi de la complicité dont on l'accuse.

— Mon Dieu, repris-je, la complicité du Roi avec Mme la duchesse de Berry est trop absurde pour qu'on y croie.

— Rien n'est trop absurde pour ces gens-là!

— Et c'est à un pareil monde que vous allez faire de telles concessions! Je reconnais Mme la duchesse de Berry moins redoutable à Blaye que sur les bancs d'une cour d'assises, mais elle le sera encore beaucoup plus qu'en Vendée. Croyez-le, monsieur Thiers, elle vous y suscitera bien plus d'ennemis et chaque jour elle y grandira. Vous vous faites illusion de penser que tout sera fini par son arrestation. Les larmes royales se lavent par le sang, et le sang royal par les calamités publiques.

M. Thiers se prit à sourire :

— Je ne vous ai jamais vue si animée. répondit-il. Mais, permettez-moi de vous dire que, si mes députés de province parlent avec leur sottise, vous parlez avec votre passion, et calculez avec vos préjugés. Les larmes, et même le sang royal, n'ont plus le prix que vous leur supposez. J'espère bien, sans aucune violence, prendre la duchesse de Berry sous trois jours; et elle n'en aura pas été quinze à Blaye que personne n'y songera plus. Voyez ces prisonniers de Ham, dont nous parlions tout à l'heure, quelqu'un y pense-t-il?

— Oh ! que cela est différent ! Vous pouvez, je l'accorde, me faire arrêter demain matin le plus arbitrairement du monde; et, si l'esprit public n'est pas monté de façon à en faire une révolution dans les vingt-quatre heures, j'admets que, la semaine prochaine, tout le monde aura parfaitement oublié que Mme de Boigne gémit dans une prison. Mais il n'en est pas ainsi de Mme la duchesse de Berry. Les personnes de sa sorte agissent même sur l'imagination du vulgaire; et plus vous l'opprimerez, plus elle grandira. Sa puissance s'accroîtra dans les murs de Blaye, et ils s'écrouleront pour la laisser sortir, car ce ne sera pas vous qui pourrez lui en ouvrir les portes.

M. Thiers continuait à sourire avec un peu d'ironie.

— Eh bien ! voyons, vous-même, monsieur Thiers, seriez-vous aussi préoccupé, aussi anxieux, aussi joyeux que vous l'êtes s'il s'agissait seulement d'arrêter le maréchal de Bourmont, agent de guerre civile bien autrement formidable et actif que ne peut l'être une jeune femme ? Assurément non ; convenez donc que ce prestige du sang royal agit aussi sur vous, qui vous croyez si dégagé de mes préjugés surannés.

M. Thiers se jeta alors dans une de ces théories piquantes où son esprit s'éploie à l'aise et où les auditeurs le suivent avec intérêt, battant la campagne dans tous les sens sans beaucoup se soucier de la route qu'il tient. Cependant, après une digression historique sur le plus ou moins de dévouement des peuples au sang de leurs Rois, suivant le degré de civilisation où ils sont parvenus, il revint au but en racontant combien la conduite personnelle de Mme la duchesse de Berry l'avait amoindrie aux yeux de ses plus zélés partisans dans les provinces de l'Ouest.

— Ils en gémissent, ajouta-t-il en racontant des histoires étranges. Et on prétend même que la personne royale, pour me servir des expressions de Mme de Boigne, est grosse à pleine ceinture, et que c'est une des raisons qui la forcent à se tenir cachée.

Je haussai les épaules.

— Eh bien ! repris-je, c'est un motif de plus à ne la point vouloir prendre et à faciliter son évasion. Hé ! bon Dieu, qu'auriez-vous à craindre d'elle en un pareil état, et qu'en pourriez-vous faire ? La honte d'un tel fait serait partagée par ceux qui le publieraient !

M. de Rigny, qui jusque-là avait gardé le silence, m'appuya

en ce moment. M. Pasquier apporta de nouveaux argumens à l'appui de l'opinion qu'il avait déjà soutenue.

M. Thiers était visiblement ébranlé, mais revenait à dire cette arrestation nécessaire à la consolidation du pouvoir royal. Il en était trop persuadé pour se refuser à accepter la responsabilité de tous les inconvéniens dont nous le menacions. La pendule, en sonnant deux heures après minuit, fit lever ces trois messieurs à la fois et ils me laissèrent seule.

A peine achevais-je de déjeuner le lendemain, M. Pasquier arriva chez moi :

— Je n'ai pas fermé l'œil de la nuit, me dit-il en entrant.

— Je vous en offre autant, répliquai-je.

Nous échangeâmes de tristes prévisions, des craintes, des regrets, en commentant les discours de la veille. M. Pasquier était très soucieux.

— Peut-être, dis-je enfin, Thiers ne réussira-t-il pas à la prendre.

— Oh ! il réussira, cette fois-ci ou une autre ; il est imprudent mais il est très habile. La difficulté d'ailleurs ne consiste pas à la prendre, mais à la garder avec sécurité pour elle et pour les autres, sans enflammer les passions dans tous les partis, attiser la guerre civile que l'on croit éteindre, et forcer peut-être à commettre des actions, devant lesquelles on reculerait certainement si on les prévoyait. D'un autre côté, je ne puis nier que Thiers, dans son intérêt personnel du moment, n'ait à gagner à se présenter aux Chambres avec cette arrestation accomplie ; et à pouvoir dire : Ce que les autres n'ont pu faire en six mois, moi, j'y ai réussi en trois semaines. Cela n'est pas vrai, mais cela en a l'air ; c'est tout ce qu'il faut aux assemblées, d'autant que personne ne peut le démentir. Cependant, notre conversation d'hier soir l'a un peu ébranlé. Malgré toute son audace, Thiers a trop d'esprit pour n'être point accessible à la raison ; peut-être se contenterait-il encore du départ... Mais, elle, ne veut pas partir !

Nous continuâmes à deviser ainsi. Et plus nous considérions la question sous toutes ses faces, plus nous y découvrions des motifs de souci. S'il y avait conflit, si le sang de la princesse y coulait, quel baptême pour le trône occupé par le fils d'un juge de Louis XVI !

Si les haines vindicatives des révolutionnaires traînaient la

fille des rois devant les tribunaux ordinaires, quel abaissement pour la puissance qui le souffrirait ! Quant au jugement devant la Chambre des pairs, il était impossible ; les pairs se récuseraient ou acquitteraient tout d'une voix.

Le gouvernement, et M. Thiers en était convenu la veille encore, n'avait pas cette ressource ; ce serait amener une nouvelle perturbation dans l'État.

Nous en revenions constamment à nous lamenter que Mme la duchesse de Berry s'obstinât dans un séjour si dangereux pour elle et si parfaitement inutile à sa cause, puisque sa présence n'avait pu en six mois soulever la Vendée.

— Si elle savait sa position, dis-je enfin, elle partirait sans doute. Mais, hélas ! il est trop tard, si elle doit être arrêtée demain.

— Ces choses-là, reprit M. Pasquier, ne se font pas si facilement qu'on croit. Elle est sûrement entourée de beaucoup de précautions, et le juif pourrait bien ne pas réussir. Mais elle est traquée de façon à ne pouvoir échapper, dès qu'on a décidé de la saisir et le parti en est évidemment résolu.

Que faire pour conjurer le danger ? La Reine ne pouvait être d'aucun secours, nous n'y songeâmes même pas. Il nous était trop évident que son crédit était épuisé, et ses efforts infructueux, puisque les choses en étaient arrivées là.

J'ai su depuis que le nouveau Cabinet avait exigé de M. le duc d'Orléans, comme condition à le laisser aller au siège d'Anvers, qu'il obtiendrait de la Reine sa mère de ne se plus mêler des affaires de Mme la duchesse de Berry, établissant que c'était une question d'État où les relations de famille ne devaient pas exercer d'influence, que la sécurité du pays en dépendait, et que d'ailleurs, tant que Marie-Caroline serait en Vendée, lui, ne se pourrait éloigner de Paris. La passion du jeune prince pour les armes avait stimulé son zèle et arraché la promesse à sa mère, qui, au reste, se soumettait toujours aux volontés manifestées par le Roi.

Je retourne à ma conversation avec M. Pasquier.

— Je voudrais, dit-il, avoir moyen de faire avertir la duchesse de Berry.

— Hé ! mon Dieu, ils n'y verraient qu'une ruse pour les tromper.

— C'est vrai.

Après un assez long silence, il se leva brusquement.

— C'est égal, il ne faut pas se croiser les bras en pareille occurrence. Je vais aller trouver Mounier, il est en rapport avec tout ce monde-là, je lui dirai sérieusement de faire partir la princesse; il me comprendra, lui, il croira, et peut-être fera-t-il croire les autres.

— Pensez-vous, repris-je, que, par Mme Récamier, je puisse être de quelque utilité ?

— Essayez toujours, cela est sans inconvénient. Il n'y a pas de mal que le tocsin sonne à leurs oreilles de plusieurs côtés.

M. Pasquier partit. Je demandai mes chevaux et je me rendis à l'Abbaye-aux-Bois. J'y appris, alors, le profond mécontentement de M. de Chateaubriand contre Mme la duchesse de Berry et son entourage.

Il avait rompu toute communication, avant son départ pour la Suisse; et Mme Récamier ne conservait aucune des relations qui l'instruisaient si exactement dans les premiers temps du séjour en France.

Déjouée dans mon espoir, mais excitée par les noires inquiétudes dont j'étais poursuivie et que celles de M. Pasquier n'étaient point propres à calmer, j'allai trouver Mme de Chastellux.

Exaltée, au delà des plus exaltés de son parti, elle apportait pourtant de l'esprit à travers sa passion, parce qu'elle en avait infiniment.

— Ma chère, lui dis-je en l'abordant, vous avez accueilli d'un sourire ironique l'avertissement que je vous ai donné, il y a une quinzaine de jours, qu'on était dans la disposition sérieuse d'arrêter Mme la duchesse de Berry. Eh bien ! je viens vous dire aujourd'hui que toutes ses retraites sont dénoncées, qu'elle est vendue de plusieurs côtés et sera livrée incessamment. Peut-être est-il encore possible d'éviter ce malheur en la décidant à partir, j'ignore si vous en avez le moyen; mais il n'y a pas un instant à perdre.

Mme de Chastellux me regardait fixement, elle me tendit la main :

— Vous êtes trop troublée pour n'être pas sincère. Confidence pour confidence. Je suis en rapports directs avec Mme la duchesse de Berry. Elle sera avertie le plus promptement possible, et de plus je ne négligerai rien pour la décider à partir. Elle s'y

refuse encore, mais tout le monde autour d'elle en admet la nécessité.

— Dieu veuille que vous réussissiez, répliquai-je en me levant pour m'en aller. Car je ne voulais pas être entraînée à dire plus que je n'avais projeté.

— Encore un mot, ajouta-t-elle en me retenant par le bras, si Mme la duchesse de Berry consent à partir, le pourra-t-elle? la laissera-t-on s'échapper?

— Hélas! repris-je, il y a encore huit jours, je vous aurais répondu oui, bien affirmativement; aujourd'hui, j'ose seulement dire: je l'espère, et presque: je le crois. Mais, soyez-en persuadée, c'est la seule chance possible d'éviter ce que nous déplorerions également toutes les deux.

Elle me remercia de nouveau, m'embrassa cordialement et je me retirai. Elle avait bien vu que je n'en voulais pas dire davantage, et avait trop de tact pour m'adresser aucune question.

M. Pasquier, de son côté, avait trouvé M. Mounier et lui avait d'autant plus facilement fait comprendre le danger, non seulement pour la princesse, mais encore pour le pays et pour la famille régnante, — danger tout moral que Thiers et apparemment ses collègues ne reconnaissaient pas, — que M. Mounier, plein de sagesse, exempt d'esprit de parti, quoique dans les rangs légitimistes, était en même temps fort éclairé.

— Maintenant, me dit M. Pasquier, il n'y a plus à rien à faire, il nous faut attendre les événemens...

Dans la matinée du 8 novembre je reçus un billet de M. Pasquier; il me disait:

« L'œuvre est accomplie... Elle est prise... du moins sans coup férir... Voilà un des dangers passé... Plaise au ciel qu'on échappe aux autres!... »

Le *Moniteur* du lendemain confirma la nouvelle. J'allai chez la Reine, pensant bien qu'elle trouverait quelque douceur à s'épancher avec la certitude de n'être point compromise. Elle remerciait Dieu que nul accident ne fût arrivé dans l'arrestation.

« Avec la tête de Caroline, vous savez, ma chère, il y avait tant à craindre!... » Et puis, elle répétait mille fois: « Elle l'a voulu, elle l'a voulu, ce n'est pas la faute du Roi, elle l'a voulu! »

Je lui demandai si le bâtiment où on l'allait embarquer ne pourrait pas la conduire à Trieste, plutôt qu'à Blaye, en exigeant sa promesse de rejoindre le roi Charles X en Bohême.

— Ah! ma bonne amie, vous pouvez penser si nous le désirons!... Mais ils ne veulent pas... ils disent que c'est impossible.. On m'a fait promettre de ne me point ingérer dans cette affaire... tout le monde est contre moi!... Le Roi a dû à la fin consentir à l'arrestation et à la détention... Vous savez s'il s'y est longtemps refusé!... Ah! si elle avait voulu profiter de ces six mois de patience où il était le maître, pour s'en aller... Je comprends bien l'impossibilité de la laisser en France, avec l'apparence d'y rester malgré le gouvernement... mais quelle rude extrémité!...

Et la pauvre Reine se reprenait à pleurer. Elle me confirma la volonté positive du Roi de s'opposer à toute espèce de jugement et de se borner à une détention politique; que la même raison politique pouvait modifier, prolonger ou abréger arbitrairement. Cela présentait déjà une série de difficultés, presque inextricables, dans un pays de discussion et de passion, comme le nôtre, où l'opposition se fait arme de tout.

J'étais destinée à voir le soir même une singulière péripétie. Les dépêches de Nantes avaient apporté les détails de l'arrestation. M. Thiers, impressionnable et mobile au suprême degré, ému des souffrances de la princesse, touché de son courage, frappé du ton de grandeur dont elle avait commandé autour d'elle, se trouva plein d'enthousiasme pour sa triste prisonnière.

Oubliant ses diatribes des jours précédens contre la femme désordonnée, contre la folle coupable qui, profitant de la calamité d'un fléau, avait voulu joindre les ravages du fer et du feu de la guerre civile à ceux du choléra pour désoler la France, il ne voyait plus dans Marie-Caroline que la fille des rois soumise à de nobles et poétiques malheurs, supportés avec constance, avec magnanimité :

— Convenons-en, messieurs, Mme de Boigne a raison, les personnes royales, comme elle dit, sont d'une sorte à part...

Lorsque Deutz avait été introduit chez Mme la duchesse de Berry, elle l'avait accueilli d'une bonté familière, qui avait dû sembler bien cruelle à ce misérable. Après avoir parlé de sa mission, lu et signé des papiers relatifs aux affaires pour lesquelles il s'entremettait, elle lui raconta avoir reçu avis qu'elle

était trahie, vendue par une personne en qui elle avait entière confiance.

— Par vous, peut-être, mon cher Deutz,... je plaisante... ne vous défendez pas... mais en me rappelant vos efforts pour m'engager à partir avant-hier, malgré les bonnes nouvelles dont vous êtes porteur, j'ai pensé que vous aussi pouviez avoir des motifs pour partager ces craintes... Savez-vous quelque chose?

Deutz avait tressailli jusqu'au fond de son lâche cœur. Il balbutia quelques paroles, abrégea la conférence, se précipita dans la rue, dit à l'agent de police : « Je la quitte, elle est dans la maison, vous la trouverez à table; » raconta brièvement au préfet la conférence dont il sortait, désigna le lieu où l'on trouverait les papiers; courut à son auberge, se jeta dans une voiture tout attelée et revint à Paris, sans attendre pour savoir le résultat de sa trahison.

Il fallut se mettre à sa recherche pour lui en donner le salaire pécuniaire. Il ne l'avait ni stipulé, ni réclamé, mais il l'accepta. Tout cela paraît étrange et n'en est pas moins exact.

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

La confiance en Deutz n'était pas assez bien établie pour que le préfet eût négligé les précautions. L'ordre avait été donné de le suivre, et de cerner d'un peu loin la maison où il entrerait, de façon que nul ne s'en pût évader. Tout était donc prêt. A peine trois minutes s'écoulèrent entre sa sortie et l'entrée de la force armée.

L'aspect de l'appartement, lorsqu'on y pénétra, confirma la véracité du rapport de Deutz; on y trouva les traces du séjour actuel de Mme la duchesse de Berry. Le couvert était mis pour cinq personnes, mais Mlle du Guigny, la maîtresse de la maison, se présentait seule et niait avoir des hôtes; la table, selon elle, était préparée pour des convives que l'aspect des troupes aurait probablement empêchés d'arriver. Il était impossible d'obtenir le moindre aveu.

La lettre, qui avertissait la princesse de son danger, était ouverte sur la cheminée, au feu de laquelle on avait fait paraître l'encre sympathique. Elle avait été prévenue à temps, mais on n'échappe pas à son sort!

Vainement chercha-t-on à intimider et à séduire les habitans de la maison; maîtres et valets, tout résista. Une recherche

de plusieurs heures n'amena aucun résultat. On avait fouillé partout sans même trouver les papiers signalés par Deutz, quoique plusieurs cachettes eussent été découvertes. Et on était réduit à croire qu'une communication, soit par l'intérieur des murs, soit par les caves, soit par les toits, permettait de quitter la maison.

Mais tout le quartier, circonscrit par quatre rues, était strictement gardé; personne n'en pouvait sortir sans être soigneusement examiné. Il faudrait bien que la princesse, dont la présence était constatée en ce lieu, finît par être prise.

Telle était la première dépêche, écrite par M. Maurice Duval, en quittant le domicile de Mlle du Guigny, où il avait passé une grande partie de la nuit. Au moment de la cacheter, il ajoutait : « On vient me chercher. J'ai la satisfaction de vous annoncer que la duchesse est arrêtée; j'expédie mon courrier et je me rends auprès d'elle. »

Le second rapport, parvenu le soir même où M. Thiers nous en parlait, contenait les détails suivans.

En s'éloignant, pour prendre un peu de repos, les chefs avaient distribué des gardiens dans toute la maison. Deux gendarmes, postés dans une petite pièce, dont la lucarne ouvrait sur le toit, et souffrant d'un froid très vif, s'avisèrent d'une cheminée placée dans l'encoignure.

La chambre était remplie de vieux journaux, et surtout d'une énorme liasse de numéros de *la Mode :* mauvaise publication protégée et payée par Mme la duchesse de Berry. Ils pensèrent à les utiliser en s'en chauffant, les empilèrent dans la cheminée et y mirent le feu.

Peu de minutes après, tandis qu'accroupis devant le foyer ils dégelaient leurs doigts, ils crurent entendre un bruit insolite derrière la plaque. Bientôt, on y frappa à coups redoublés. Ils appelèrent leurs officiers ; on se hâta de retirer les papiers enflammés, et la plaque, cédant aux efforts mutuels des assiégeans et des assiégés, tourna sur ses gonds.

« Cessez vos recherches, je suis la duchesse de Berry, » dit une femme en sortant sans assistance de la cheminée et en s'asseyant très calmement sur une chaise, tandis qu'on s'empressait à aider une seconde femme et deux hommes à se retirer, presque étouffés, de leur retraite brûlante.

C'étaient une demoiselle de Kersabiec, — Vendéenne passion-

née qui depuis quatre mois s'était mise à la suite de la princesse, — le comte de Mesnard et M. Guibourg, l'avocat, qui prenait le titre de chancelier de la « Régente. »

Un agent de police, accourant en toute hâte, voulut verbaliser au sujet de Mme la duchesse de Berry. Elle ne lui répondit qu'en disant : « Faites venir le général qui commande, je ne parlerai qu'à lui. »

Elle demanda un verre d'eau et remercia poliment le gendarme qui le lui apporta. Pas une plainte, pas un mot des souffrances où elle venait d'être exposée, ne lui échappa. Ses compagnons de détresse, en revanche, ne les laissaient pas ignorer. Les cheveux de la princesse roussis, sa figure, ses mains toutes noires de fumée, un pan de sa robe brûlé, témoignaient seuls qu'elle avait partagé cette torture, car elle paraissait dans son assiette ordinaire.

Le général arrivé, elle lui dit : « Approchez, général, je me rends à vous ; et je me mets sous la sauvegarde de la loyauté militaire. Je vous recommande ces messieurs et mademoiselle; s'il y a quelqu'un de coupable, c'est moi seule, ils n'ont fait que m'obéir. J'entends n'en être point séparée. Puis-je rester dans cette maison ? »

Le général, — Dermoncourt, je crois, — plus troublé qu'elle, répondit que des appartemens étaient préparés au château : « Eh bien donc, partons et faites avertir qu'on nous y donne un bouillon ; nous n'avons rien mangé depuis vingt-quatre heures. »

Elle s'approcha du comte de Mesnard, qui semblait anéanti, l'encouragea à la suivre, en paroles calmes et douces, et commanda l'assistance des gendarmes pour le soutenir. Les deux autres prisonniers avaient repris des forces et pouvaient marcher seuls.

La princesse prit d'elle-même le bras du général, comme si elle lui accordait une faveur et qu'il se fût agi d'une simple promenade. Elle ne fit aucune vaine tentative pour parler aux gens de la maison, pour donner des instructions, pour réclamer des effets ou des papiers ; rien enfin qui la pût exposer à subir un refus. Arrivée au seuil de la porte, et voyant du monde amassé dans la rue, elle s'arrêta un instant et reculant d'un pas :

— Général, je ne dois pas être insultée... cela vous regarde.

— Soyez tranquille, madame.

— Je me fie à vous.

La route était bordée d'une haie de soldats. Elle la franchit d'un pied et d'un cœur fermes, causant avec son escorte militaire, d'une grande liberté d'esprit, mais refusant toute réponse au préfet qui était survenu au moment de son départ.

Parvenue au château, elle donna des ordres sur les soins à rendre à ses compagnons d'infortune, et principalement à M. de Mesnard qui paraissait fort mal, avec une sorte d'autorité; puis elle demanda à se reposer. Conduite dans sa chambre, avec Mlle de Kersabiec, elle en ressortit un instant après, sous le prétexte de recommander que le médecin, appelé auprès du comte de Mesnard, vînt lui faire son rapport.

L'homme de la police, accoutumé à observer tous les gestes, s'aperçut qu'une très petite boule de papier avait passé de la main de la princesse dans celle de l'avocat Guibourg. Le désir de s'en emparer suggéra la pensée de fouiller les prisonniers aussitôt que Marie-Caroline se fut éloignée.

Le papier, trouvé sur M. Guibourg, contenait ces mots écrits au crayon : « Insistez, surtout, pour n'être pas séparé de moi. »

Cette circonstance, sue dans le temps et infidèlement racontée, accrédita le bruit, déjà répandu, d'une intrigue amoureuse entre la princesse et l'avocat. Je n'oserais garantir qu'il n'en fût rien. Mais M. Guibourg était en fuite, avec une condamnation capitale sur le corps. Mme la duchesse de Berry se croyait une sauvegarde pour ses entours, et cette pensée suffisait à expliquer les termes du billet.

Elle avait mangé une soupe, bu un verre de vin de Bordeaux, avait dormi paisiblement quelques heures et s'était relevée, pour le moment du dîner, dans un état de calme qui ne se démentait pas. M. Maurice Duval, lui-même, quoique fort blessé de ses procédés envers lui, parlait du maintien de la princesse avec admiration. Les généraux en étaient émus, et le ministre dans l'enthousiasme.

En outre des rapports des autorités de Nantes, M. Thiers était armé, en venant chez moi, de la décision du Conseil qui, en enlevant Mme la duchesse de Berry à la juridiction des tribunaux, faisait de sa position une mesure politique sur laquelle les Chambres auraient à statuer. La pièce était bien rédigée. Il voulait la montrer à M. Pasquier et le consulter sur la forme de sa publication.

Après une longue discussion, on s'arrêta à un article officiel du *Moniteur*, ne portant le titre ni d'ordonnance ni de déclaration; qui, s'appuyant sur les précédens de la marche suivie pour le bannissement de la branche aînée des Bourbons et de la famille Bonaparte, établirait en principe que les princes et princesses de races proscrites, se trouvant en dehors de la loi commune, ne pouvaient en réclamer le bénéfice ni en subir les rigueurs. Leur sort, dès lors, devait être réglé arbitrairement, d'après les exigences des intérêts politiques.

M. Pasquier insistait derechef pour qu'on embarquât la princesse au plus vite. « Vous ne serez maître de son sort, répétait-il, et à l'abri des obstacles que peut susciter le zèle aveugle ou malveillant des magistrats secondaires, qu'après le départ de Nantes. »

M. Thiers adoptait cette pensée et partageait les mêmes sollicitudes. Aussi avait-il donné, et déjà renouvelé, l'ordre d'un embarquement immédiat, que les préparatifs matériels, pour la sûreté du transport et la commodité du voyage, arrêtaient encore bien malgré lui.

La princesse demandait un délai, fondé sur l'état de santé du comte de Mesnard; mais M. Thiers, fort à regret dans sa disposition actuelle, avait positivement refusé.

Comme il ne fallait pas compliquer la question relative à Mme la duchesse de Berry, en assimilant à son sort d'autres personnes compromises vis-à-vis des tribunaux, on se décida à les rendre à leurs juges naturels. M. Guibourg fut renvoyé là où son procès avait été déjà instruit. Mlle de Kersabiec accompagna la princesse à Blaye; puis fut reconduite immédiatement à Nantes.

Dès le premier jour de l'arrestation, M. Maurice Duval avait prévenu M. Thiers qu'il pouvait s'emparer de MM. de Bourmont, de Charette, et de plusieurs de leurs coopérateurs les plus actifs. On les savait cachés dans les maisons voisines de celle occupée par Marie-Caroline. Deutz avait vu le maréchal. En persistant à cerner le quartier, on était assuré de les prendre.

Mais le ministre en avait autant qu'il lui en fallait, pour se présenter à l'ouverture de la session, et ne se souciait pas de multiplier ses embarras. Plus il se trouverait de gens arrêtés dans les mêmes prédicamens que Mme la duchesse de Berry, plus il serait difficile de la soustraire à la loi commune; car elle se

trouverait réclamée, comme principal accusé par tous les tribunaux où les affaires seraient portées.

Vu de loin, et lorsque les passions sont calmées, il semble que rien n'était plus simple et plus facile que la marche adoptée par le gouvernement. Mais dans ce moment, où l'amour de l'égalité se trouvait poussé jusqu'à l'enivrement, il fallait une ferme volonté, beaucoup de courage, et même une certaine audace, pour oser dire hautement que Marie-Caroline, en sa qualité de princesse, ne serait pas passible de la loi commune. Encore devait-on avoir recours à l'argument, que j'ai déjà mentionné, de la considérer placée hors la loi par la proscription prononcée contre elle en 1830.

M. Thiers, en prenant cette décision, n'ignorait pas qu'il affrontait les colères des oppositions et bravait le mécontentement de beaucoup de ses partisans.

Toutefois, des obstacles insurmontables pouvaient surgir à Nantes d'un moment à l'autre; et, dans cette crainte, on décida que l'article convenu ne serait inséré au *Moniteur* que lorsqu'on saurait la princesse voguant vers Blaye.

Je demandai tout bas à M. Thiers si ce qu'il m'avait dit de l'état de Mme la duchesse de Berry était confirmé; il me répondit à haute voix : « Il n'y a pas un mot de vrai. Elle est au contraire très maigre, très mince, et très agile. Ce bruit, cependant, nous était venu de gens qui auraient dû être bien informés; mais ce n'est qu'un méchant propos de ses bons amis. »

Si Mme la duchesse de Berry dédaignait de parler des souffrances matérielles qu'elle avait supportées, pendant les dix-sept heures passées dans le tuyau de cheminée, ses compagnons racontaient volontiers le martyre subi par quatre personnes serrées de façon à ne pouvoir faire aucune espèce de mouvement, exposées au vent, à la gelée, dont un toit en claire-voie les défendait fort mal. Elles bravaient pourtant ces douleurs.

Mais ce qui acheva de rendre leur situation intolérable, c'est la fumée épaisse et puante des papiers imprimés. La cachette n'était pas séparée du tuyau de la cheminée jusqu'en haut, elle s'en remplit incontinent et ses malheureux habitans en furent comme asphyxiés.

Lorsque la souffrance d'une extrême chaleur s'y joignit et que la robe de Mme la duchesse de Berry prit feu, le comte de Mesnard, — qui déjà avait ouvert l'avis de se rendre, après

avoir entendu l'ordre donné aux gendarmes de ne quitter la chambre sous aucun prétexte et compris que toutes les issues étaient gardées, — le comte de Mesnard, sans demander de nouveau une permission obstinément refusée, donna dans la plaque le premier coup de pied qui appela l'attention des gendarmes. Une fois la décision irrévocable, Mme la duchesse de Berry ne fit point de reproches et se conduisit comme nous avons vu.

Ma mémoire ne me fournit aucune circonstance particulière sur son embarquement. Elle fut conduite, à bord de la *Capricieuse*, goélette de l'État, en prisonnière bien gardée, mais avec les égards dus à son rang et le respect acquis à des malheurs supportés avec un aussi grand courage.

Son arrestation ne provoqua aucune manifestation en Bretagne ni en Vendée. Elle montra un très vif dépit en apprenant que M. Guibourg restait à Nantes et parut très émue en s'en séparant. Du reste son calme, accompagné d'une sorte de gaieté et d'une complète liberté d'esprit, ne se démentit pas. Le zèle de M. de Mesnard suppléant à ses forces, il insista pour la suivre.

Elle laissa, parmi toutes les autorités de Nantes, un sentiment d'admiration et de sympathie dont le contre-coup retentit sur leurs chefs à Paris. Mais cela ne s'étendit pas au delà et ne gagna pas le public. On voulait avant tout la tranquillité.

Au Conseil, M. Guizot se montra partisan des procédés généreux, et il proposa de diriger la *Capricieuse* sur Trieste. Mais M. Guizot, nouvellement arrivé aux affaires par l'obstinée exigence du duc de Broglie, avait peu de poids vis-à-vis de ses collègues, et la détention à Blaye fut décidée à une unanimité où il se rangea.

Dans la cachette même, où s'était refugiée Mme la duchesse de Berry, on trouva les deux sacoches de cuir, désignées par Deutz, renfermant ses papiers les plus importans. Elles étaient réunies par une bretelle et la suivaient dans toutes ses pérégrinations, soit sur le col de son cheval, soit sur les épaules d'un guide.

Si on avait recherché les violences, il y avait de quoi porter le trouble et la proscription dans une multitude de familles; mais on n'en fit aucun usage. C'est là où l'on trouva les lettres de Mmes de Chastellux et de Bauffremont engageant Mme la

duchesse de Berry à se rendre à Paris, et offrant de l'y cacher. J'ignore si elles ont eu connaissance de cette découverte.

Ces sacoches renfermaient des documens qui excusaient la folle entreprise de la descente en France. De nombreux correspondans annonçaient 100 000 hommes dans le Midi et 200 000 dans l'Ouest, armés, organisés, prêts à se déclarer au premier signal. L'arrivée de « Madame » enfanterait en outre des légions innombrables dans tout le royaume.

Les correspondans les plus raisonnables, en présentant le pays comme dans « un fâcheux état de calme, » admettaient que la présence de la princesse exciterait sans doute un grand mouvement d'enthousiasme, et pourrait faire jaillir la flamme de ces masses inertes.

Ajoutons à ces appels que Mme la duchesse de Berry avait constamment entendu reprocher aux princes de la Maison de Bourbon de ne s'être point associés aux travaux de la Vendée. Et peut-être excusera-t-on son esprit aventureux d'avoir cru faire de l'héroïsme en débarquant sur la plage de Marseille et en se jetant dans la Vendée. Il est au moins certain qu'à Nantes, elle supporta royalement le revers de sa fortune et la chute de ses espérances.

LES ORIGINES

DU

CULTURKAMPF ALLEMAND

V[1]

LES CRISES INTELLECTUELLES (1850-1869)

Les barrières qu'avait édifiées le joséphisme entre l'Allemagne et Rome, démantelées d'abord par les fidèles eux-mêmes, avaient succombé, en 1848, sous la poussée de la révolution. Les évêques appelaient le Pape à leur aide, pour s'émanciper; les congrès lui expédiaient des messages de dévouement; et c'est pour lui que travaillaient les missions de Jésuites, qui devaient être, vingt ans durant, une immense force d'évangélisation. L'action catholique, par un mouvement spontané, se soumettait aux influences du Vatican. Mais il en était autrement d'une fraction de la pensée catholique : « Notre doctrine théologique souffre du plus profond cancer, écrivait à Ketteler, dès 1851, Windischmann, vicaire général de Munich. En fait, elle se tient hors de l'Église, et c'est ainsi que peu à peu les plus éminens, — je n'excepte pas Doellinger lui-même, — deviennent la proie d'un esprit qui peut mener aux pires conséquences. »

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril, 1er juillet, 1er octobre 1907 et 15 janvier 1908.

Les belles années 1848 et 1849, où l'on avait vu les hommes de science, les hommes d'œuvres et les hommes de lutte, fraterniser dans les *meetings*, ne devaient pas avoir de lendemain : l'heure était proche où beaucoup de savans allaient bouder ostensiblement, pour les châtier de leur « ultramontanisme, » les professionnels de la politique et de l'action ; et puis aux bouderies succéderaient les ruptures, aux ruptures les combats. Plusieurs de ces savans, si ombrageux à l'endroit de Rome, se trouveraient être des prêtres, chargés, par leur office même de professeurs, de former d'autres prêtres. Rome alors s'inquiéterait, s'indignerait ; la distance même aggraverait la mésentente ; et cette Allemagne, qui venait de montrer à l'univers chrétien comment une Église se libère et comment la conscience catholique devient une force sociale, sentirait peser sur d'illustres érudits les défiances tenaces de l'autorité romaine. Cependant l'action catholique et une certaine pensée catholique poursuivraient leurs voies de plus en plus divergentes ; et cette pensée catholique, qui devait plus tard s'intituler « vieille-catholique, » machinerait contre le concile du Vatican une formidable opposition, tandis que l'action catholique, disciplinant de longue date prêtres et fidèles, préparerait la soumission de l'Allemagne aux décisions conciliaires. Mais aussitôt, cette pensée, qui prétendrait n'avoir pas été réfutée et qui pourtant se sentirait vaincue, chercherait sa revanche en appelant le bras séculier contre l'« ultramontanisme » triomphant, couronnerait ses plaidoyers pour la liberté de la science en suscitant des menaces contre la liberté de la foi, et tenterait de mettre entrave à l'action catholique en secondant le *Culturkampf*.

Les crises intellectuelles qui divisèrent alors le catholicisme allemand eurent une répercussion prolongée dans la vie du nouvel Empire, et l'on ne saisirait pas dans toute leur complexité les lointaines origines du *Culturkampf*, si l'on dédaignait d'assister à ces débats théologiques. Ils sont déjà loin de nous : que de flux, depuis lors, et que de reflux aussi ! Et parce qu'ils sont loin de nous, on peut les raconter, — nous l'espérons du moins, — sans se laisser distraire par les préoccupations de l'heure présente : d'autant que le rapprochement entre deux époques risque toujours de troubler la perspective et de les faire mal comprendre l'une et l'autre, surtout la plus ancienne.

I

Le romantisme avait incliné vers une certaine religiosité catholique les imaginations et les cœurs. Mais entre l'état d'esprit d'un romantique et celui d'un théologien, un abîme subsistait. Vague par instinct, et vague aussi, de propos délibéré, la pensée romantique rêvait d'un syncrétisme religieux, qui voilerait d'un nuage mystique les arêtes d'un dogme importun, et dans lequel toutes les confessions communieraient. Elle offrait en hommage au Christ, et même à l'Église, les émotions religieuses de l'humanité tout entière et du passé tout entier; mais lorsqu'un Lasaulx, par exemple, considérait les penseurs de l'antiquité comme des révélateurs du vrai Dieu presque au même titre que Moïse, l'Église jugeait que Lasaulx brouillait tout et s'embrouillait lui-même. Schelling vieillissant avait séduit beaucoup de catholiques; ses leçons de Munich et de Berlin leur étaient apparues comme une insigne préparation à leur foi. Et sans doute, par une réaction contre un rationalisme étriqué, une partie de l'Allemagne intellectuelle avait reflué vers les portiques de l'Église, mais avec moins de souci d'y entrer elle-même que d'attirer jusqu'à ce même seuil, pour une sorte de congrès des religiosités, tout ce qu'on entrevoyait de pensées religieuses, de souffrances religieuses, de velléités religieuses. Indolent et fiévreux, mélancolique et caressant, attrayant par ses malaises mêmes, il semblait que le romantisme fût descendu sur la place publique, comme le serviteur de l'Évangile, pour convoquer des passans au banquet du Christ, mais il les avait menés, seulement, à proximité de la salle du festin, car il excellait mieux à faire pressentir l'Église qu'à la faire connaître.

Alors avaient surgi deux systèmes, qui insistaient avec une force étrange sur la part de l'élément intellectuel dans la croyance religieuse : à l'écart de l'impressionnisme romantique se dressait un intellectualisme rigide, si exigeant, si absolu, qu'on se demandait quelle place restait, dans l'acte de foi, pour la générosité de Dieu et pour la générosité de l'homme, pour la grâce et pour la volonté. L'un de ces systèmes, frappé par Grégoire XVI, se nommait l'hermésianisme; l'autre, très goûté vers 1850, était le güntherianisme.

Günther, prêtre pieux et profond, menait à Vienne une vie

solitaire, pour la pensée ; et dans une langue broussailleuse, il édifiait des synthèses dont l'Allemagne s'exaltait. A son école, la raison retrouvait et reconstituait les mystères, et peu s'en fallait qu'elle ne les comprît. Elle conquérait, par son propre mécanisme, les vérités qui avaient fait la substance de la révélation. Quel échec pour les libertins, narrateurs audacieux d'on ne sait quel conflit entre les exigences rationnelles et la vérité révélée! La raison ferait mieux, désormais, que de se soumettre à la révélation ; elle parviendrait par son propre travail, — comme l'on parvient à une découverte, — jusqu'à ces notions mêmes dont Jésus fit aux hommes le cadeau ; et tandis que la scolastique, pour faire saisir quelque chose des mystères, n'avait pu recourir qu'au procédé d' « analogie, » la pensée günthérienne, enfin, saurait les voir bien en face, bien à fond. Elle les transformerait à mesure qu'elle les pénétrerait : car les formules dogmatiques n'étaient que l'expression précaire d'une foi immuable ; efficaces en leur temps contre les erreurs d'une époque, elles devaient se laisser interpréter dans le sens qu'imposait le progrès scientifique et philosophique, jusqu'à ce que survinssent des formules nouvelles, susceptibles de « mieux approprier le fond dogmatique aux modes de la pensée en marche. » Ainsi la raison ressaisirait et repétrirait les apports de la révélation, et Günther pensait que ce serait pour l'Église un beau triomphe.

L'illustre Goerres avait naguère goûté cette philosophie. Elle avait l'estime de Doellinger, et les ardentes sympathies du cardinal Diepenbrock, évêque de Breslau, et de son successeur Foerster, du cardinal Schwarzenberg, archevêque de Prague, de l'évêque de Trèves, Arnoldi, de l'évêque de Salzbourg, Tarnoczi. Elle était enseignée par Knoodt et Baltzer aux universités de Bonn et de Breslau, par Merten au séminaire de Trèves. Le bénédictin Pappalettere projetait de fonder, aux portes mêmes de Rome, une sorte d'Académie où Günther lui-même serait professeur. Des juges plus réservés admiraient du moins l'inspiration du système : « Des censures viendront, pronostiquait Lasaulx, parce que tout n'est pas rigoureusement exact : ce grandiose édifice, corniches et fondations, subira des modifications partielles ; mais le noble désir de faire du dogme révélé un objet de compréhension scientifique ne sera pas condamné. »

Sur les cimes nouvelles où elle s'était hissée pour prendre « scientifiquement » possession du dogme, l'intelligence alle-

mande défiait triomphalement l'incroyance, et beaucoup d'âmes pieuses en étaient fières. L'évêque Arnoldi signifiait à Rome qu'il y avait là une victoire acquise. « L'Allemagne catholique, déclarait-il, ne peut pas se contenter d'une demi-philosophie, comme les Espagnols, comme les Italiens, car les attaques capitales contre l'Église sont ici purement philosophiques, et pour y répondre formellement, il faut une philosophie proprement dite, une philosophie de valeur. Telle est celle de Günther, qui a déjà essayé ses forces contre l'hégélianisme. » — « Vis-à-vis du protestantisme, disait de son côté le professeur Baltzer, l'école de Günther fortifiera notre Église et la fera vaincre. »

C'est l'habitude séculaire de Rome, lorsqu'on lui propose des armes nouvelles, d'avoir moins égard à ce qu'elles ont d'efficace ou d'opportun qu'à leur légitimité et à leur aloi. Peu d'années auparavant, Rome, combattue par le rationalisme, avait eu l'apparente bonne fortune de voir accourir vers elle des traditionalistes, des fidéistes, qui se targuaient d'humilier jusqu'à l'anéantissement l'insolente raison, et le Saint-Siège, écartant cette chance comme un péril, avait défendu contre ces alliés trop empressés la valeur de l'esprit humain. Voilà qu'aux antipodes Günther survenait, et présentait comme le propre fruit de la raison ces mystères révélés que le rationalisme attaquait : il offrait à l'Église des présens imprévus ; elle les examinait, inquiète, et bientôt les repoussait.

Le güntherianisme ne visait à rien de moins, comme l'expliquaient Baltzer et Knoodt à Geissel, archevêque de Cologne, qu'à devenir la philosophie officielle de l'Église : il voulait être l'Église elle-même, « l'Église pensante », auxiliaire ou, pour mieux dire, préceptrice de l'Église enseignante. Ces hyperboles, moins imputables à Günther qu'à ses disciples, effrayaient Geissel, que choquaient aussi, dans cette école, un certain manque de charité intellectuelle, un insultant dédain pour toute objection. « Dieu puisse éclairer Diepenbrock et Geissel, écrivait Günther dès 1850, pour qu'ils n'omettent pas, à Rome, de parler au nom de la science ! » Mais cette « science, » telle que les günthériens l'étalaient, apparaissait à Geissel comme une menace, et pour la tradition catholique, et pour la prérogative qu'a l'évêque d'être juge de la foi. Et précisément à la même heure, un travail dont Geissel se réjouissait s'accomplissait à Mayence, à Bonn, à Rome, pour rendre à l'Allemagne catho-

lique une philosophie oubliée; la scolastique repassait les Alpes, pour prendre possession de l'Allemagne.

De longue date, le dogme lui était uni; et la phraséologie même qu'elle employait avait laissé sa trace dans les énoncés doctrinaux. « Retour à la scolastique! » tel fut dès 1852 le programme de la revue *Le Catholique*, qui s'imprimait à Mayence. « Qu'on ne se contentât plus des miettes de la philosophie protestante, et qu'on revînt aux trésors légués par les ancêtres : » c'était aussi le souhait d'un jeune philosophe laïque, Clemens, qui enseignait à Bonn, puis à Münster. Hegel, naguère, l'avait un moment séduit, mais Hegel avait trouvé son vainqueur, qui n'était autre que Dante. La *Divine Comédie* avait installé dans le moyen âge la pensée de Clemens; il s'était fait contemporain des scolastiques, et puis scolastique lui-même; il cherchait dans leur doctrine des armes contre le güntherianisme, et il les y trouvait; il les brandissait en public, dans des articles, dans des brochures; il les affinait en secret, dans les manuscrits que lui demandait Geissel, et qui devaient aider l'autorité romaine à connaître le güntherianisme et à le juger. Enfin, un Jésuite allemand qui vivait à Rome, Kleutgen, entreprenait en 1853, sous le titre : *La théologie du passé*, plusieurs volumes, où militait contre Hermès et Günther la scolastique exhumée. Vouloir combattre les philosophies nouvelles en créant, de son côté, une nouvelle philosophie, c'était, au regard de Kleutgen, faire des concessions au protestantisme : la « vieille science catholique, » — ainsi appelait-il la scolastique, — lui paraissait toujours efficace, pourvu que les manuels où elle s'était trop figée « fussent adaptés, non point à l'esprit, mais aux besoins du siècle. »

C'est ainsi que l'inquiétude même suscitée par les ambitions du güntherianisme ramenait l'Église vers la *Somme* de saint Thomas d'Aquin. En pleine bataille contre le protestantisme, les Pères de Trente avaient voulu que devant eux, sur l'autel, à côté des Évangiles, la *Somme* fût ouverte, pour leur offrir « des avis, des argumens, des oracles; » et c'était en vue de cette même lutte que certains penseurs d'Allemagne, trois siècles après, souhaitaient d'encadrer le dogme dans une philosophie nouvelle. Mais un vaste parti se formait dans l'Église pour qu'en Allemagne même saint Thomas ressuscité mît un terme au fidéisme inconscient où s'étaient enlizées les imaginations romantiques et au rationalisme formel dans lequel se drapait l'apologétique günthérienne.

II

Au milieu de ces débats philosophiques survint en 1854 la proclamation de l'Immaculée Conception : malgré saint Bernard et saint Anselme, malgré saint Bonaventure et saint Thomas lui-même, Pie IX promulgua ce dogme. Ainsi la *Somme* n'était pas une prison ; l'attachement à saint Thomas n'excluait point qu'on dépassât ce docteur, ni même qu'on lui passât outre. Pie IX avait consulté les docteurs, mais aussi les fidèles ; les savans, mais aussi les âmes pieuses ; il avait vu « la piété devancer la science théologique, la stimuler, l'éclairer, et l'amener enfin à ratifier les intuitions de l'amour (1) ; » il avait senti que la croyance en l'Immaculée Conception vivait dans l'Église, d'une vie mystérieuse, dont les âmes témoignaient beaucoup plus que les textes ; et du haut de son magistère, il avait, en appréciateur souverain, ratifié cette vie.

Mais lorsque avant la décision suprême il avait questionné la chrétienté, une partie de l'Allemagne s'était montrée peu enthousiaste : les facultés de Munich, de Tubingue, avaient répudié le nouveau projet de définition ; l'hostilité du chapitre de Cologne survécut même à la proclamation du dogme. Il ne s'agissait plus ici de philosophie, mais bien plutôt d'histoire. L'école historique soulevait contre l'Immaculée Conception les argumens qui serviront plus tard contre l'infaillibilité : elle objectait la « règle de foi, » formulée par Vincent de Lérins.

« Ce qui a été cru partout, toujours et par tous, cela est vraiment catholique. » Telle était cette règle, qu'alléguaient fréquemment dans leurs polémiques les deux confessions chrétiennes, et sur laquelle s'appuyaient Doellinger et son école pour combattre les enrichissemens de la foi. Il y avait disette de textes pour prouver l'ancienneté de la croyance à l'Immaculée Conception ; il y en avait foison pour remontrer que cette croyance n'avait jamais été l'objet d'un consentement universel : l'école historique avait beau jeu, sur un pareil terrain. Mais si impeccable que pût être son érudition, en quoi prévalait-elle contre les aspirations de l'Église et contre cette sorte de poussée vitale, dont la définition dogmatique nouvelle était le résultat ? La science, en

(1) Voyez l'article de M. Bainvel : *Histoire d'un dogme* (*Études*, 1904).

l'espèce, se réclamait de la lettre; l'Église écoutait l'esprit et traduisait l'esprit.

Vincent de Lérins avait raison lorsqu'il affirmait que toute doctrine qui alléguait pour elle l'universalité, l'antiquité, le consentement général, était certainement catholique ; mais c'était là tout ce qu'il avait voulu dire, et rien de plus. Une commission de théologiens et de cardinaux, réunie par Pie IX avant la définition, affirmait qu'une doctrine pouvait être catholique sans offrir intégralement ces trois caractères (1) : le fait de l'antiquité, de l'universalité, du consentement général, démontre irréfutablement la catholicité d'un dogme; mais l'absence de ces faits n'est pas une raison pour nier *a priori* cette catholicité. C'est ce qu'expliqua plus tard le cardinal Franzelin en disant que la règle de saint Vincent est vraie « au sens affirmatif, et non point au sens exclusif. » Et déjà vingt-cinq ans avant la proclamation de l'Immaculée Conception, les censeurs romains qui, sous Léon XII, avaient épluché le catéchisme de Wurzbourg, notaient que cette règle n'était ni le critère unique, ni le critère principal du dogme : le vrai critère, disaient-ils, c'est « la définition de l'Église, laquelle s'est appliquée à des doctrines jadis mises en doute et diversement appréciées par les Pères. »

La définition dogmatique, ainsi comprise, est quelque chose de plus qu'une déduction, ou qu'une étude de textes; elle est le terme et l'expression d'un phénomène vital qui fit affleurer, peu à peu, au premier plan de la conscience chrétienne, certaines vérités appartenant très objectivement au dépôt primitif de la révélation évangélique, mais longtemps cachées par une certaine pénombre. Interpréter la règle de saint Vincent comme le faisaient Doellinger et son école, c'eût été immobiliser le dogme dans une sorte de paralysie; et cette règle fût devenue une gêne pour la vie même du dogme, — pour cette vie du dogme dont un autre chapitre de saint Vincent donne de précieuses définitions, textuellement reprises par le Concile du Vatican.

Pie IX savait pertinemment qu'une partie de l'Allemagne savante avait tout d'abord considéré l'Immaculée Conception comme « une absurdité : » il en témoigna sa douleur, un jour, à un visiteur bénédictin. Mais une fois la définition promulguée, les oppositions se bornèrent à quelques murmures. L'école

(1) Voyez l'article de M. Pierre de Labriolle sur saint Vincent de Lerins, dans les *Annales de philosophie chrétienne*, 1905.

historique pressentait les courans qui se dessinaient dans l'Église en faveur de l'infaillibilité papale, dont l'acte dogmatique de 1854 était une première application; elle s'équipait, dès lors, pour les escarmouches érudites qu'aux approches de 1870 elle devait engager contre l' « ultramontanisme; » mais le conflit entre Rome et cette école n'était encore que latent.

III

La question du güntherianisme, au contraire, était d'une acuité plus immédiate; et c'est sur le terrain philosophique que des luttes allaient éclater. Günther, que certains pressaient d'aller s'expliquer à Rome, s'y refusait en alléguant son grand âge; il était d'ailleurs plein de mépris pour les courans qui lui semblaient prédominer au Vatican : « C'est une vraie honte pour les Jésuites modernes, » disait-il. Le pèlerin du güntherianisme à Rome fut le professeur Baltzer, de Breslau. Naïvement, triomphalement, un journal de Munich annonçait que, grâce à ce docte voyageur, qui fut bientôt rejoint par le professeur Knoodt, « les découvertes faites par Fichte, Schelling, Hegel, dans le monde de la pensée, allaient être révélées à Rome. » Baltzer passa là-bas douze mois, et, vers l'automne de 1854, il reprit la route de Silésie, très content de l'accueil que lui avaient ménagé Pie IX et le cardinal d'Andrea, préfet de l'Index.

La cause néanmoins demeurait pendante : entre Knoodt et Clemens, les polémiques continuaient; les évêques d'Allemagne écrivaient à Rome pour ou contre Günther; l'excitation des esprits allait croissant. Finalement, au début de 1857, les écrits du vieux philosophe furent mis à l'index : le grand effort de pensée qui visait à faire rentrer dans le patrimoine de la raison les vérités révélées était répudié comme erroné.

Günther, dès février, déclara qu'il se soumettait; mais son école relevait le drapeau. On parlait de « manœuvres jésuitiques, » dont Geissel et le cardinal de curie Reisach auraient été les complices. Foerster, prince-évêque de Breslau, transmettait à Rome, avec quelque complaisance, une lettre équivoque de Baltzer, qui, tout en se soumettant, constatait qu'aucune thèse précise n'avait été condamnée, et qui demandait insidieusement un surcroît d'informations. Pie IX répondit le 30 mars à Foerster que Günther avait erré sur la Trinité, sur l'Incarnation,

sur la création, sur les rapports de la philosophie et de la théologie, de la science et de la foi; il écrivit à Geissel le 15 juin que la théorie de Günther sur l'âme humaine était contraire à la doctrine catholique.

Les deux brefs trouvèrent un accueil singulièrement différent : Geissel fut enthousiaste, Foerster ennuyé. Le prince-évêque de Breslau ne pouvait, du jour au lendemain, rompre avec ses amis günthériens; il garda plusieurs mois dans son tiroir le message pontifical; et lorsque, sous la pression de beaucoup de ses diocésains, il eut fini par le publier, tout de suite, afin de panser la blessure, il offrit une stalle de chanoine au professeur Reinkens, qui déclarait sans ambages qu'un cerveau sainement organisé ne pouvait être que günthérien. Geissel observait au loin ces manèges, et s'alarmait surtout en constatant que Baltzer à Breslau et Knoodt à Bonn, malgré leur acceptation du verdict romain, continuaient d'enseigner comme si Pie IX n'eût jamais parlé. L'archevêque de Cologne avait l'expérience des frondes philosophiques : il se rappelait quelle peine il avait eue, jadis, pour traquer les résistances de l'hermésianisme. A quinze ans de distance, l'histoire recommençait. Geissel jugeait urgent d'interdire la fréquentation des cours de Knoodt; aussi poursuivit-il la condamnation de ses écrits. Rome hésita longtemps, craignant l'émoi de l'Allemagne; Knoodt avait écrit là-bas, peut-être ironiquement, qu'il piochait la *Somme* pour réfuter Günther. Mais les instances de Geissel triomphèrent : à la fin de 1859, les livres de Knoodt et de Baltzer rejoignirent ceux de Günther sur les listes de l'Index.

Le souple esprit de Baltzer n'était pas décontenancé : il avait, au cours de 1859, adressé au Saint-Siège, au sujet de l'unité de l'âme humaine, certaines questions philosophiques, dont il attendait, quelque peu narquois, la solution. Le Pape répondit, en avril 1860, en recommandant à Baltzer le respect de la solution théologique commune, et « tellement jointe au dogme de l'Église, qu'elle en est la seule interprétation légitime et vraie, et que donc on ne peut la nier sans erreur dans la foi. » Tout de suite après, le concile de Cologne, que présidait Geissel, formula les affirmations que les consciences croyantes devaient désormais opposer au güntherianisme.

« La raison, proclama le concile, peut illustrer les mystères et, dans une certaine mesure, les rendre manifestes, par des

argumens de convenance, par des analogies; mais elle ne peut les démontrer par des argumens nécessaires et évidens. » Arrière donc les systèmes qui attribuaient aux motifs de crédibilité une valeur inévitablement contraignante! « De toute évidence, disait encore le concile, ceux qui affirment que parfois le progrès exige qu'un dogme soit interprété dans un sens nouveau, renversent de fond en comble la foi tout entière. » Arrière donc toute tentative pour modifier avec la variabilité des sciences le sens et la portée des dogmes! Enfin le concile, remontant jusqu'à la source même des erreurs günthériennes, notait, pour la sauvegarde des philosophes futurs, qu' « il faut réformer les doctrines philosophiques selon la doctrine et selon l'esprit de l'Église, dès qu'elles touchent en quelque façon la vérité révélée. »

C'est ainsi que l'Église enseignante, en Prusse rhénane, répercutait et traduisait les échos du magistère romain. Günther avait voulu renouveler l'interprétation des dogmes eux-mêmes; et les polémiques auxquelles il avait donné le branle conduisaient l'Église à proclamer qu'à côté des dogmes, dont le sens est immuable, il existe des opinions théologiques toutes proches de la foi, *proximæ fidei*, et qu'on ne saurait s'en détacher sans un grave risque d'erreur. En face du besoin de nouveautés qui travaillait la pensée allemande, l'Église de Rome mettait un surcroît de sollicitude à occuper ses positions traditionnelles, et à les défendre.

IV

L'activité littéraire d'un prêtre de Munich, Jacob Frohschammer, créait à cette même époque une autre occasion de conflits. Épris de spéculations philosophiques, Frohschammer, en 1847, avait accepté le sacerdoce comme un cadre d'existence, comme le terme d'une jeunesse difficile. Un livre qu'il avait publié en 1854 sur l'origine de l'âme humaine avait été mis à l'Index. Mais cette mesure n'avait eu d'autre effet que de faire émigrer Frohschammer de la faculté de théologie dans la faculté de philosophie, avec l'appui complaisant du gouvernement de Munich; et du haut de sa chaire nouvelle, Frohschammer s'érigea en représentant de la « science, » que menaçaient en sa personne les congrégations romaines.

La religion, professait-il, fournit des matériaux pour la philosophie, mais rien de plus ; la philosophie est seule souveraine ; elle renferme en sa sphère tous les dogmes de la révélation, aussi bien que ceux de la religion naturelle ; elle examine, en toute indépendance, la substance des doctrines chrétiennes, et détermine, en chaque cas, si oui ou non elles sont vérités divines. Libre à l'Église d'examiner, de son côté, les conclusions de la philosophie, et de décider si elles peuvent, oui ou non, être enseignées en théologie ; mais si elle les juge vraies, elle n'a aucun moyen de les démontrer telles ; et si elle les juge fausses, elle ne peut les convaincre d'erreur ; car la raison et la foi sont deux domaines distincts. Autre chose est ce que nous croyons, autre chose ce que nous savons. Une philosophie peut être en désaccord avec le dogme, et néanmoins, tout en même temps, le philosophe qui la professe peut continuer à croire tout le dogme. Car il sait que les résultats de la science sont certains, mais que la théologie est sujette à changemens, et c'est en raison de cette variabilité de la théologie qu'on peut escompter la future réunion des Églises, puisque l'évolution même des dogmes purifiera le catholicisme de tout ce qui est une entrave pour les autres confessions chrétiennes.

Mais la pensée de Frohschammer évoluait, elle aussi ; elle finissait par atteindre les extrêmes confins du libéralisme protestant ; elle affirmait que le Christ n'enseigna pas un système de doctrines, et que l'unité qu'il recommandait à ses fidèles n'était pas celle de la foi, mais celle de l'amour. Ainsi Frohschammer et le Saint-Siège suivaient deux routes nettement inverses : tandis que Rome, sans attacher expressément la valeur de dogmes à certaines opinions théologiques communes, exigeait du moins pour ces opinions une déférence de plus en plus assidue, Frohschammer ravalait les dogmes consacrés, immuables par définition, à n'être que de simples opinions théologiques, sujettes à correction, à contradiction, à perfectionnement.

Une lettre de Pie IX, du 11 décembre 1862, réprouva Jacob Frohschammer : « S'il faisait un pas, nous en ferions dix, » avait dit le nonce Gonella. Le prêtre bavarois fit un pas, mais ce fut pour sortir de l'Église.

V

Coup sur coup, des hauteurs du Vatican, la foudre tombait sur l'Allemagne. Des commentateurs zélés interprétaient les actes pontificaux : la gravité du péril les amenait parfois, dans leurs commentaires sur les condamnations de la veille, à prévoir et à préparer les condamnations du lendemain. Théologiens

frondeurs, philosophes émancipés, se dénonçaient entre eux ces *zelanti*, comme les fourriers d'une sorte de terreur, dans laquelle les victimes imputaient volontiers aux Jésuites le rôle de bourreaux : les suspicions créaient les suspicions.

Un mot d'ordre, alors, s'accréditait de plus en plus, dans une partie de l'opinion catholique allemande : Rome, disait-on, ne connaît, ni ne comprend, ni n'aime l'Allemagne. On descendait ainsi du domaine des idées pures sur un terrain presque patriotique : les spéculations aventureuses, pour résister aux anathèmes, s'abritaient sous l'imposante rubrique de « pensée germanique, » de « pensée allemande ; » et les susceptibilités de l'orthodoxie ne se heurtaient plus seulement à des argumens ou à des feintes dialectiques, mais à d'autres susceptibilités à demi nationales. Une opposition se groupait et prenait corps, dans laquelle les plus passionnés accusaient Rome de haïr l'Allemagne, et les plus modérés, de l'ignorer.

Mais en fait, l'Allemagne elle-même, comment connaissait-elle Rome, et quels efforts faisait-elle pour la connaître mieux ? Une série de lettres écrites de Rome de 1853 à 1859 par le prêtre tyrolien Alois Flir témoignent d'une façon singulièrement frappante combien certains Allemands avaient de peine à s'acclimater sur les bords du Tibre, et combien, même, leur bon vouloir était lent à s'y prêter.

Flir était un ecclésiastique irréprochable, dont Geissel, fort difficile en hommes, recommandait hautement la science et le caractère, les talens et l'attitude, et qui mourut à Rome recteur du collège de l'*Anima* et auditeur de rote. A son arrivée dans la Ville Éternelle, ses premières impressions avaient été franchement mauvaises. Mauvaises au point de vue esthétique : « Rome, comme ville, m'est une nausée, écrivait-il en 1853 ; les églises ne m'inspirent qu'antipathie. » Mauvaises au point de vue politique, et certaines de ses observations étaient susceptibles de réjouir les adversaires du pouvoir temporel.

Mauvaises enfin, — ce qui était plus pénible, — au point de vue religieux. « C'est ici pour la première fois, disait-il en 1854, que j'ai appris à estimer véritablement la science allemande... On trouve à peine, ici, ce qu'en Allemagne on nomme science... Avec cela, les Italiens ont un immense orgueil ; ils se réputent comme des savans infaillibles. J'ai çà et là laissé apercevoir mon avis contraire : on me regardait avec de grands yeux... Le car-

dinal B... expliquait qu'on devait envoyer ici des jeunes gens d'Allemagne, pour qu'ils s'y formassent dans le véritable esprit... Ce que sera ma réponse, on le prévoit; je ne prends pas de précautions, je parlerai *allemand*, même si c'est là, en pays welche, une façon de casser les vitres. » — « L'antipathie du Saint-Père contre la philosophie, notait-il avec regret en 1855, augmente depuis la proclamation de l'Immaculée Conception. »

Cependant Flir avait observé de plus près; il s'était efforcé de comprendre, au lieu de se borner à critiquer. Il était sorti, peu à peu, du rôle assez négatif de spectateur dédaigneux; et d'accord avec le Saint-Siège, grâce à la protection du cardinal Reisach, il s'était voué à une œuvre positive, à une besogne de construction. Le collège de l'*Anima*, devenu pendant un certain temps une institution purement autrichienne, avait repris, grâce à Flir, son importance d'autrefois : il en avait fait une sorte de centre où tous les évêques allemands pourraient envoyer des clercs et trouveraient eux-mêmes un point d'attache, des informations, des appuis. L'effort avait réussi, et Flir, du jour où il avait regardé Rome en homme d'action au lieu de l'éplucher en dilettante, avait senti tomber beaucoup de ses antipathies.

« Rome, pensait-il toujours, doit se rajeunir au contact de l'Allemagne; cette évolution sera malheureusement trop lente. » Mais déjà il constatait avec satisfaction que l'ancien nonce Viale Prela, devenu archevêque de Bologne, était plein d'admiration pour l'Allemagne et voulait organiser son diocèse à la façon allemande; et Flir, qui, peu d'années auparavant, était, ou peu s'en fallait, un bon günthérien, en était venu à souhaiter que ce Viale Prela, que là-haut, sur l'Oder et sur le Rhin, les günthériens avaient en exécration, parvînt un jour à la secrétairerie d'État, voire même à la tiare. Flir, d'ailleurs, commençait à voir clair au sujet de ces philosophes : leur « superbe, » leur « intolérance, » lui déplaisaient « En vérité, s'écriait-il à la fin de 1856, ces savans exerceraient, sur quiconque pense autrement qu'eux, une tyrannie qui deviendrait toujours plus insupportable. Non seulement l'orthodoxie, mais la liberté même de la science, exige qu'ils soient humiliés. »

Le paysage du Vatican, c'est un état d'âme : Flir entrait plus avant dans l'intelligence de ce paysage et se faisait au jour le jour une âme plus romaine. « Je ne puis plus me séparer de Rome, » avouait-il à la fin de 1856. « Seriez-vous inquiet de

moi? demandait-il en 1857. Trouveriez-vous que je commence à trop m'enthousiasmer pour Rome? Longtemps j'étais resté sans l'observer au point de vue scientifique, ecclésiastique, moral: cela ne m'intéressait pas, et puis l'occasion manquait. En prolongeant mon séjour, je fus contraint à maintes constatations. Mon enthousiasme pour le catholicisme est même devenu plus grand; et j'ai acquis pour le Pape, dans sa proximité, un respect comme jamais je ne l'avais éprouvé autrefois. »

La conversion était accomplie : il avait fallu cinq ans pour que ce Germain, sans cesser d'être Allemand et de faire à Rome œuvre allemande, devînt Romain. Peut-être certains compatriotes de Flir ne se fussent-ils jamais brouillés avec la papauté, s'ils avaient, comme lui, trouvé le temps de prendre contact avec elle, et si, comme lui, ils en avaient acquis le goût.

Doellinger, au cours de 1857, avait passé quelques semaines à Rome : il était sorti mécontent de l'audience papale, où Pie IX, peu communicatif ce jour-là, avait surtout insisté sur l'inopportunité des Églises nationales; on l'avait médiocrement charmé en le gratifiant d'une prélature, et en faisant ainsi de lui, dans la famille pontificale, le collègue de prêtres qu'il savait scolastiques et jugeait dès lors ignorans; et les meilleures heures de son bref séjour s'étaient écoulées dans les bibliothèques et les archives. Mais il jugeait avoir assez vu, et assez retenu, pour se permettre, un peu plus tard, ces appréciations tranchantes, où se résume assez exactement, beaucoup mieux que dans les lettres de Flir, ce que, dix ans avant le concile, les futurs « vieux catholiques » pensaient du monde romain :

En Italie, notait-il, l'antipathie contre tout ce qui est spécialement allemand flotte pour ainsi dire dans l'air. Ce qu'il y a d'original, chez l'Allemand, dans ses façons de sentir, de penser, d'envisager, est étranger et incompréhensible au Romain. Et si l'Allemand parle d'une théologie allemande, s'il donne à comprendre qu'il considère cette théologie comme plus approfondie et plus efficace que ce que l'on donne sous le même nom dans les séminaires italiens, alors on n'a pas assez de sévérités pour une telle appréciation : c'est là, tout au moins, *propositio piarum aurium offensiva, hæresi proxima*. Car, dit-on à Rome, il n'est pas même concevable que les Italiens, qui, dans la Nouvelle Alliance, sont ce qu'était, dans l'Ancienne Alliance, le peuple élu de Dieu, aient pu rester en arrière dans le domaine de la théologie : ce qui est italien, dans ce domaine, est déjà, en soi, le juste et le vrai; et ce qui s'en éloigne, c'est une périlleuse erreur.

Doellinger n'admettait pas que, lorsque l'Allemagne voulait

projeter ses rayons sur une lointaine terre d'obscurantisme, cette terre refusât de se laisser éclairer. Les clans érudits dont il était justement l'orgueil ne proposaient même pas à Rome un échange d'idées et de connaissances; ils étaient tout prêts à exporter là-bas, sans rien réclamer en retour, leur philosophie et leur critique historique, et souffraient cruellement que Rome n'acceptât cette critique que sous bénéfice d'inventaire, et que cette philosophie fût renvoyée sans retard au delà des Alpes par les messagers de l'Index. Ils accusaient Rome, avec une sorte de chagrin, de ne se point rendre compte que le catholicisme allemand vivait quotidiennement en face du protestantisme; que, pour ce duel constant, il fallait des armes nouvelles... Ces armes, disait-on, Rome les brisait. A la douleur succédait l'aigreur : on accusait les congrégations romaines d'avoir une procédure archaïque; on dénonçait des abus faciles à réformer, et dont la persistance, épiée par les protestans de l'Allemagne, leur servait d'argument contre le catholicisme. On voulait le bien de l'Église, continuait-on, et c'est pourquoi l'on se plaignait de Rome comme l'avocat se plaint d'un client qui ne veut pas suivre ses conseils.

Mais encore faut-il que l'avocat connaisse parfaitement le dossier de son client, et qu'il le fasse valoir : a-t-il rempli toute sa tâche d'avocat lorsqu'il lui a demandé de se corriger? Or, dans cette école théologique qui s'apitoyait sur Rome avec une si impérieuse condescendance, on ne savait pas toujours exactement ce qui se passait à Rome... C'était l'époque, — remarquons-le bien, — où les découvertes de Rossi dans les catacombes faisaient revivre le christianisme primitif, et témoignaient l'antiquité de certains rites et de certaines croyances, jadis contestée par la Réforme. Cette Rome dont la stérilité scientifique faisait pitié à certains érudits de l'Allemagne était en train de créer, à l'instigation même de Pie IX, une science qui s'appelait l'archéologie chrétienne, et cette science, tout de suite, offrait des argumens insoupçonnés, susceptibles d'embarrasser la négation protestante. On eût pu croire que tant de bonnes volontés, si promptes à se dire paralysées par Rome dans leur lutte contre le protestantisme, profiteraient du moins de ces ressources nouvelles que Rome leur offrait, et qu'elles en sauraient gré, et que la sévérité de leurs jugemens en serait atténuée. Mais dans quelques cercles allemands les esprits en étaient arrivés à ce point d'amertume, qu'il leur semblait que rien de bon ne pût venir

de Rome. Lorsqu'on songe que Doellinger, durant la première moitié de sa vie, avait dépensé contre le protestantisme son activité d'historien, l'on reste stupéfait du peu de place que tinrent ensuite dans ses préoccupations les découvertes d'un Jean-Baptiste de Rossi. C'est que désormais la pensée de Doellinger et de ses amis était à demi confisquée par un autre idéal, et cet idéal, c'était la lutte contre le romanisme et contre les idées « infaillibilistes, » dont il voulait enrayer la marche victorieuse.

VI

Dans Ignace Doellinger, l'université de Munich vénérait une gloire, et l'histoire ecclésiastique un maître. Il avait jadis pris une part insigne au réveil de l'Allemagne catholique : il avait lutté, comme publiciste et comme parlementaire, contre le despotisme religieux de l'État. Il avait figuré parmi les fossoyeurs du joséphisme ; et dans ce temps-là, — c'était en 1848, — on lui avait fait un renom d'ultramontain, et il l'avait accepté. Et puis en 1850, à l'assemblée catholique de Linz, dans cette Autriche où l'Église fêtait son émancipation, il avait tracé l'architecture d'une Église nationale allemande qui, dans la vaste unité romaine, aurait sa vie propre, son organisation propre, ses conciles, sa littérature, et dont l'institution serait une première étape vers la réunion des confessions chrétiennes en Allemagne : ainsi capitulerait et reculerait une certaine variété d' « ultramontanisme, » trop soucieuse de « reléguer à l'arrière-plan les particularités des peuples et de leur imposer, comme une livrée étrangère, la formation religieuse d'une autre nation. » Les commentaires variés auxquels ce discours avait donné lieu avaient convaincu Doellinger que cette conception d'une Église allemande était loin de séduire l'unanimité des catholiques, et que dès lors l'avenir en était fragile.

Tout de suite il s'était effacé du domaine de l'action pour remonter dans les hautes régions de l'érudition ; il n'avait plus reparu dans ces congrès catholiques qu'illustrait autrefois son éloquence, et de nouvelles publications savantes avaient grandi son prestige d'historien. En revanche, sa réputation d'ultramontain était allée déclinant ; et dès 1854, certains de ses anciens amis avaient chuchoté qu'il pourrait bien devenir hérétique : le pronostic était au moins prématuré.

Doellinger, aux environs de 1860, vivait dans son cabinet

face à face avec un beau rêve. Le rapprochement des Églises obsédait sa pensée: il s'y intéressait comme catholique et plus encore, peut-être, comme Allemand. Il constatait que la doctrine luthérienne sur la justification était désertée par les notabilités de la Réforme: n'y avait-il pas lieu d'espérer qu'entre Rome et le protestantisme le fossé se rétrécissait? Doellinger voulait que les catholiques s'en rendissent compte. L'ère de la polémique lui semblait close: ils devaient à l'avenir, suivant un mot du cardinal Diepenbrock, « supporter la scission religieuse en esprit de pénitence pour les fautes communes, » et puis, afin d'y mettre un terme, ils devaient « cesser de traiter comme capitales les choses secondaires, » et « accepter une sérieuse correction de tout ce qui paraîtrait nuisible. » Contre un tel programme, en principe, il n'y aurait eu pour l'orthodoxie aucune raison de s'insurger; mais les deux conférences données à l'Odéon de Munich, en avril 1861, sur la question romaine, rendirent aussitôt suspect le plan d'ensemble que poursuivait Doellinger.

La presse hostile à l'Église répétait que la chute du pouvoir temporel, qui semblait prochaine, serait la fin de la papauté; elle citait en témoignage les apologistes mêmes de ce pouvoir: ne démontraient-ils pas que le Saint-Siège en avait absolument besoin, et qu'on ne pouvait concevoir un pape qui ne fût pas roi? Ainsi donc, concluaient les protestans, l'Église Romaine partagera le sort des États Romains; et c'est à quoi Doellinger voulait riposter. Mais ses argumens mêmes, qui visaient les illusions protestantes, atteignaient indirectement certains avocats du pouvoir temporel; et Doellinger achevait de déplaire en réclamant solennellement du pape-roi certaines réformes administratives et politiques. Walter, le canoniste de Bonn, prit l'initiative d'un mouvement de protestation contre les discours de Doellinger. L'orateur de l'Odéon fut comparé à Cham dévoilant les faiblesses de Noé, à Judas trahissant le Christ. Et l'on demandait, au delà des Alpes, de quoi se mêlait cet Allemand.

Cet Allemand, croyons-nous, avait encore, à ce moment-là, — et ce fut peut-être le dernier, — des intentions apostoliques: il voulait habituer ses compatriotes protestans à n'envisager que la primauté religieuse du Pape et à comprendre ce qui était l'essentiel dans l'institution divine de la papauté. Son livre: *Église et Églises*, qui parut à la fin de 1861, opposait précisément au tableau de la situation des Églises séparées une certaine

apologie de la primatie papale; et des périodiques peu suspects de complaisance pour Doellinger, tels que le *Catholique* de Mayence, apprécièrent la haute portée de ce volume, où Pie IX trouvait « beaucoup de bon. » Doellinger y glissait encore quelques chapitres où il reprenait le thème traité à l'Odéon. Non pas qu'il consentît à la chute de la souveraineté temporelle; car en septembre il « donnait une joie suprême à tous les cœurs chrétiens, » suivant les expressions de la *Civiltà*, en affirmant, au congrès catholique de Munich, que la cause du Pape était celle du bon droit, et que si le Pape était spolié, la chrétienté, jalouse de son indépendance, devrait le restaurer. Mais à cette époque où la situation des États Romains préoccupait tous les esprits, il était impossible que Doellinger la passât sous silence dans ce livre : *Église et Églises*, destiné à faire connaître la papauté.

Peut-être eût-il évité beaucoup d'ennuis, moyennant une certaine délicatesse de main. C'était l'heure où l'épiscopat multipliait les souscriptions pour Pie IX, où certains protestans, Guizot en France, Leo en Allemagne, s'inclinaient devant la légitimité de la souveraineté temporelle, où la croisade pour les États du Pape avait deux chefs, qui s'appelaient Montalembert et Dupanloup. Et sur ces entrefaites Doellinger survenait, avec des pages qui pouvaient aider au procès politique de l'administration romaine. Vincke, le député prussien, assez hostile à Rome, disait à Auguste Reichensperger : « Absolvez-moi, puisqu'en principe Doellinger est d'accord avec nous. » Les propos de ce prêtre avaient un formidable écho : Napoléon se les faisait télégraphier; l'Europe était aux écoutes. « La seconde partie de votre livre, lui écrivait Montalembert, déplaira beaucoup, non seulement à Rome, mais encore à la très grande majorité des catholiques. Je ne sais donc pas si j'aurais eu le courage d'infliger cette blessure à mon père et à mes frères. » Montalembert parlait avec son cœur; Doellinger, qui ne s'était fait prêtre que pour avoir une occasion de cultiver la science théologique, était presque exclusivement un puissant cerveau, « une moitié d'homme, » disait de lui Bernard de Meyer, l'ancien chef du *Sonderbund;* et Meyer ajoutait : « L'autre partie de la nature humaine, le cœur, le sentiment, faisait défaut à Doellinger à un degré surprenant. »

Un détail, dans son livre, devait rendre à Pie IX la blessure

plus cuisante. Doellinger offrait l'hospitalité de l'Allemagne au pontife dont le trône chancelait, et il lui remontrait combien cette hospitalité contribuerait à parfaire l'éducation de la curie romaine. Il y avait, dans ses explications, plus de lourdeur que d'ironie, et pas la moindre volonté d'irrespect; mais le symptôme, peut-être, n'en était que plus grave, en attestant le peu de considération que le germanisme avait pour le romanisme.

Doellinger offrait l'Allemagne à la cour de Rome, non seulement comme un asile, mais comme une école.

VII

Entre l'autorité romaine et l'aristocratie d'intelligences qui parlait au nom de la science germanique, les défiances s'aggravaient. Mais en Allemagne même se groupaient autour de Rome des théologiens et canonistes de valeur, dont Mayence et Wurzbourg étaient les deux centres. La revue *Le Catholique*, de Mayence, suivait avec vigilance, sur le terrain de la philosophie, de l'histoire, de la politique, toutes les manifestations qui lui semblaient mettre en péril les droits du Saint-Siège; elle traquait les formules indécises qui pouvaient abriter dans leurs vagues contours un parti pris d'habile indocilité; elle ne tolérait aucune désinvolture à l'endroit de la scolastique ou des congrégations romaines. L'évêque Ketteler, le chanoine Moufang, le doyen Heinrich, plus préoccupés d'action sociale que de science pure, craignaient que les divisions intellectuelles entre catholiques ne nuisissent à leur influence profonde sur les masses; et plus soucieux du peuple allemand que de la pensée allemande, ils voulaient que l'Église d'Allemagne, docile aux systèmes traditionnels et aux disciplines romaines, témoignât moins de coquetterie pour les besoins intellectuels d'un petit nombre et plus de charité pour les besoins économiques de la foule.

Un cercle plus scientifique que Mayence était l'université de Wurzbourg : l'apologiste Hettinger, l'historien Hergenroether, y faisaient régner les idées romaines. On ne pouvait contester leur valeur de savans : l'érudition du jeune Hergenroether avait jadis étonné l'université de Munich, et l'ouvrage sur Photius, auquel il travaillait, devait être salué par Doellinger lui-même comme un maître livre; mais Hettinger et Hergenroether avaient passé leur jeunesse à Rome, au collège Germanique, sous la

direction des Jésuites, et c'en était assez pour que le germanisme les traitât en suspects.

De fait, il était naturel que les ennemis systématiques de la scolastique incriminassent les Jésuites : car les leçons professées à Vienne par Schrader de 1857 à 1863, et surtout les volumes publiés en 1860 par Kleutgen sur la philosophie du moyen âge donnaient aux études thomistes une très forte impulsion; et Schrader et Kleutgen appartenaient à la Compagnie de Jésus. Jésuite encore, ce Franzelin, qui depuis 1857 enseignait à l'Université grégorienne de Rome : l'extatique Maria de Moerl, que visitèrent tous les grands hommes de l'Allemagne catholique, avait jadis déclaré à son confesseur que ce jeune Tyrolien, qui hésitait sur son avenir, devait aller au noviciat; et l'oracle de cette mystique avait ainsi scellé la vocation de l'un des plus grands scolastiques contemporains.

Ces Jésuites, forgeant au loin des intelligences allemandes, effrayaient beaucoup le germanisme : on parlait d'un réseau, dans lequel ils prétendaient emprisonner l'Allemagne pensante, et dont au jour le jour, à Wurzbourg, à Mayence, à Rome, se tissaient diligemment les mailles. Lorsqu'on voyait des élèves du collège Germanique, de retour en leurs diocèses, être attachés au grand séminaire ou à la personne de l'évêque, on dénonçait, sur l'heure, le complot jésuitique, et l'on ricanait : *Doctor Romanus asinus Germanus*, un docteur de Rome n'est plus qu'un âne en Allemagne. Veith, le grand prédicateur autrichien, fort attaché au güntherianisme, expédiait à Knoodt, en 1863, cet ironique commentaire des verdicts romains : *Fiat syllogismus, pereat dualismus, pereat et cum spiritu libertas, crescat zizania, pereat Germania!*

Les deux camps projetèrent, à peu près simultanément, des rendez-vous de savans. En 1861, Michelis, professeur à Braunsberg, écrivit à Doellinger que la thèse de l'infaillibilité papale faisait du chemin dans l'Église, et qu'il était urgent que la science allemande tînt un congrès pour sonner l'alarme ; en 1862, de Luca, nonce à Vienne, essaya de déterminer les évêques allemands à envoyer à Wurzbourg des délégués pour créer une grande association scientifique catholique. Doellinger, en octobre 1862, se mit d'accord avec Hirscher et Alzog, de Fribourg, avec Dieringer, de Bonn, pour tracer un programme de congrès ; mais ce programme, qui prônait la liberté de la science

et semblait fronder les congrégations romaines, suscita les objections du Mayençais Heinrich; les professeurs de Tubingue se montrèrent très froids, et bientôt Hirscher s'effaça, jugeant que l'idée n'était pas mûre. Mais une démarche de Michelis, au printemps de 1863, ressuscita le projet: il s'en fut voir à Vienne de Luca, à Munich Doellinger, et travailla si prestement que Doellinger et son collègue Haneberg convoquèrent un congrès à Munich, pour la fin de septembre. De Luca ne tarda pas à sentir que cette assemblée n'aurait rien de commun avec l'association qu'il avait rêvée, et Gonella, nonce de Munich, se montra fort inquiet : qu'allaient faire ces professeurs, brusquement réunis en une façon de synode, sans convocation de l'autorité ecclésiastique? Mais il était trop tard pour mettre un veto, et les Mayençais, d'ailleurs, qui donnaient au nonce toute sécurité, acceptaient le rendez-vous. Le 30 septembre, le congrès s'ouvrit.

On y fut d'accord pour l'action: d'intéressantes décisions furent prises au sujet de publications savantes et populaires. On y fut d'accord pour déclarer que les savans devaient être attachés aux vérités révélées et se soumettre aux énoncés dogmatiques de l'Église infaillible: quatre congressistes seulement se refusèrent à voter ces propositions, qu'ils eussent voulu compléter par une formule sur la liberté de la science. Mais sur ce dernier point, toute discussion risquait de transformer le congrès en une mêlée; et le débat fut ajourné. Les congressistes ne commirent aucun acte formel dont Rome pût leur faire un grief, ils envoyèrent même à Pie IX un message fort séant.

Mais ce que devaient retenir, de ce congrès, la presse et l'opinion publique, c'étaient les manifestations oratoires faites par Doellinger, qui en était le président. Doellinger, admirable d'éloquence, présentait à l'univers chrétien la théologie allemande, et définissait le rôle auquel dans l'Église cette force nouvelle était appelée. Son discours était une déclaration des droits. La théologie, expliquait-il, représente cette opinion publique « devant laquelle, à la fin, tous s'inclinent, même les chefs de l'Église, même les dépositaires du pouvoir, le prophétisme coexistait avec la hiérarchie sacerdotale, il y a aussi, dans l'Église, une puissance extraordinaire à côté des puissances ordinaires, et c'est l'opinion publique. » Ainsi semblait surgir, en face de la hiérarchie, une science qui viserait à être l'interprétation scien-

tifique de l'opinion chrétienne, et qui serait juxtaposée plutôt que subordonnée à l'autorité ecclésiastique.

Cette théologie, quelle serait-elle? et cette opinion publique, où la recueillerait-on? Serait-ce en France? Non, certes, car Doellinger n'avait que mépris pour nos séminaires où le clergé s'isolait de la vie nationale. Serait-ce en Espagne, en Italie? Moins encore, puisque, au jugement de Doellinger, l'Inquisition, en Espagne, avait tué la vie intellectuelle, et puisque les Rosmini, les Gioberti, les Passaglia, étaient en délicatesse avec Rome. L'orateur retraçait la détresse de la théologie dans les pays latins, et contestait d'ailleurs que la scolastique fût capable de créer « un édifice doctrinal harmonique, répondant effectivement à la richesse interne des vérités révélées. » Et puisque « les deux yeux de la théologie sont la philosophie et l'histoire, » puisque l'Allemagne, dans ces deux domaines, devenait « l'institutrice de toutes les nations, » c'est pour la théologie allemande que Doellinger revendiquait dans l'Église universelle une place d'élite, d'où elle se fît entendre, écouter, exaucer.

Ignace Doellinger aimait la science et aimait l'Allemagne : il prétendait, en face du Vatican, les représenter toutes deux. Il fallait qu'on sût, à Rome, que le cerveau de la chrétienté était en Allemagne. La science germanique offrait à l'Église une « façon scientifique de prendre conscience d'elle-même, de son passé, de son présent et de son avenir, de sa substance doctrinale, de sa constitution, de ses règles de vie; » l'Allemagne cultivait et développait, sous le nom de théologie, la « conscience scientifique de l'Église. »

On devine la surprise de l'école adverse. La pensée allemande des cent dernières années avait produit une série de systèmes dans lesquels les théologiens du Saint-Siège recherchaient en vain leurs façons communes de penser, et qui ne leur apparaissaient pas seulement comme des erreurs de logique, mais aussi, mais surtout, comme des attitudes monstrueuses de l'intelligence humaine : l'Allemagne de Kant et de Fichte, de Hegel et de Feuerbach leur faisait l'effet, ou à peu près, d'être le pays de l'absurde, où le monde extérieur se niait, où l'identité des contraires s'affirmait. La sollicitude qu'ils avaient pour l'édifice dogmatique s'étendait aux avenues mêmes de la foi : il leur semblait que la nouvelle philosophie allemande dévastait ces avenues. Il leur avait suffi, des siècles durant, de donner à

la doctrine catholique, comme assise et comme cadre, certains postulats philosophiques empruntés au sens commun, — à ce sens commun contre lequel les systèmes allemands paraissaient en insurrection. Et voilà qu'en substance, par la bouche de Doellinger, cette Allemagne venait leur dire : C'est moi qui représente la pensée et qui sans vous, au-dessus de vous, malgré vous s'il le faut, représenterai désormais le catholicisme.

Les théologiens de Mayence et Wurzbourg, présens au congrès, s'émurent de cet excès d'honneur que Doellinger accordait à l'Allemagne, et du mépris qu'il affichait pour la science italienne. Il y avait aussi, dans son discours, certaine distinction entre les erreurs dogmatiques et les erreurs théologiques, dont s'alarma leur orthodoxie. Moufang lut une déclaration sommaire, qui formulait leurs objections. L'harmonie superficielle de l'assemblée n'en fut pas troublée, mais Doellinger, dans la dernière séance, souligna l'existence de deux écoles rivales, l'allemande et la romaine. L'une, disait-il, tire avec des armes à feu, l'autre avec des flèches. Et il suppliait celle-ci de ne plus céder à une manie de dénonciation, d'être moins prompte à crier à l'hérésie, et de ne pas décourager, par des menaces de censure, les initiatives des jeunes travailleurs. Heinrich interrompit pour justifier l'école romaine; et ce fut cette école qui, par l'organe de Moufang, porta le toast à Doellinger, au banquet de clôture : ainsi se prolongeait cette sorte d'accord discordant, *concordia discors*, dont parlait spirituellement un congressiste.

En se quittant, on s'était dit au revoir : cet au revoir fut un adieu. Le télégramme de complimens que le futur cardinal de Hohenlohe avait, au nom du Pape, expédié à l'assemblée, fut bientôt suivi d'un échange de correspondances entre le Saint-Siège et l'archevêché de Munich. Le discours de Doellinger était survenu juste un mois après celui de Montalembert à Malines : les anxiétés s'accumulaient au Vatican. Une sorte de prétendante avait surgi dans l'Église, avec un avocat merveilleux pour soutenir ses titres : elle s'appelait la science théologique, baptisant d'un vieux nom respectable une personnalité très nouvelle. Rome lui barra la route. Pie IX, par un bref du 21 décembre 1863, tout en exprimant l'espoir que les bonnes intentions des congressistes produiraient de bons fruits, déplora qu'une assemblée de théologiens se fût ainsi réunie par une sorte d'initiative privée, sans impulsion ni mission de la hiérarchie, à qui pourtant « il

appartient de diriger et de surveiller la théologie. » Les aspirations qui s'étaient fait jour dans le congrès de Munich, amenaient le Pape à combattre, avec un renouveau de vigueur, certaines théories sur la liberté de cette science. Les professeurs et les écrivains catholiques pouvaient-ils s'accorder toute licence, sous réserve de l'adhésion aux dogmes formels que propose à la foi commune l'infaillibilité de l'Église? Pie IX redisait que non : leurs obligations intellectuelles formaient un réseau singulièrement plus vaste et singulièrement plus ténu. L'Église réclamait qu'ils acceptassent d'elle, tantôt certaines disciplines de pensée que facilement ils trouveraient trop pesantes, tantôt certains postulats de bon sens que peut-être ils seraient tentés de réputer fallacieux, tantôt certaines opinions théologiques qui, sans appartenir à l'édifice du *Credo*, lui servent en quelque mesure d'arcs-boutans, et tantôt enfin certaines décisions doctrinales qui, pour n'être point infaillibles, requièrent néanmoins l'assentiment intérieur de l'esprit. La théologie, qui avait semblé trôner, à Munich, comme une souveraine aventureuse, réapprenait de Pie IX que, sous le contrôle de la hiérarchie, elle était, avant tout, une écolière et une héritière. L'Angleterre subit le contre-coup de cet incident : lord Acton et Simpson estimèrent que le *Home and Foreign Review*, qui soutenait des idées analogues à celles de Doellinger, devait cesser de paraître; et les correspondances récemment publiées par Dom Gasquet semblent prouver que lord Acton était d'une nature plus soumise que son maître Doellinger.

VIII

Doellinger, lui, s'exacerbait. Son ami Moy, le célèbre canoniste, lui faisait observer qu'il était trop sévère pour la théologie italienne; Moy parlait en vain. Certaines brisures survenaient entre Doellinger et ses intimes d'autrefois : avec Phillips, taxé d'ultramontanisme fanatique, la rupture était consommée; l'hospitalité qu'accordèrent au scolastique Schaezler les *Feuilles historico-politiques* refroidit à jamais les rapports entre Doellinger et Joerg, qui dirigeait cette revue.

De ces deux puissances hostiles, Rome et Doellinger, que volontiers Doellinger eût mises sur un pied d'égalité, la plus conciliante encore était Rome. « On vous y aime beaucoup, quoi

qu'il soit survenu, écrivait à Doellinger, en novembre 1864, le jeune historien Janssen ; et vous demeurez le *primus doctor Germaniæ*. » Mermillod, de son côté, racontait certains propos de Pie IX, flatteurs pour l'illustre savant. Mais il semble que Doellinger méprisât désormais tout ce qui venait d'Italie, même les hommages. Il accusait le Vatican de transformer en un cimetière le champ de la littérature catholique allemande, et sans qu'il pensât à s'interroger lui-même sur ses responsabilités à l'endroit de Rome, il imputait les susceptibilités romaines à quatre causes : l'esprit de particularisme italien, les progrès de l'influence française sur les bords du Tibre, l'infiltration dans les diocèses allemands des clercs élevés par les Jésuites, enfin la multiplication des Jésuites eux-mêmes. Dans ses discours de 1864 sur Maximilien II et de 1866 sur les Universités, il affectait de reprendre ses thèses de Munich, glorifiant le sacerdoce scientifique de la Germanie, et bafouant l'ignorance italienne, qui faisait de la théologie « une femme névrosée, craintive des courans d'air et des alimens substantiels. »

Ce compliment visait Mayence, Wurzbourg et Rome. On allait répétant que Rome n'était plus l'Église, mais un parti. *Église ou parti?* tel était le titre d'une brochure impertinente de Michelis. Et la riposte d'Hergenroether s'intitulait : *Église, non parti*. Moufang, aussi, y allait de sa réplique.

Des armes nouvelles se forgeaient. Dans le camp où, selon l'expression de Doellinger, on se battait avec des armes à feu, le jeune professeur Reusch fondait à Bonn, en 1865, la *Feuille de littérature théologique*. Elle recrutait des collaborations très variées. La signature de Reusch, qui devait mourir hors de l'Église, y voisinait avec celle de Simar, dont Léon XIII fit plus tard un archevêque de Cologne. La collection de cette *Feuille* entre 1866 et 1870 demeure un document unique sur un moment de la pensée religieuse allemande : presque tous les écrivains étaient animés d'un égal désir de soutenir la confession catholique et de convaincre d'intempérance ou d'exagération les partisans de la scolastique et les publicistes qui souhaitaient accroître les pouvoirs du Saint-Siège. Les *Feuilles de Cologne*, quotidiennement publiées par Joseph Bachem, étaient ouvertes à Reusch, et Ketteler reprochait amicalement à Bachem de trop représenter la tendance de Doellinger; mais l'intelligent publiciste, homme de tact et de foi, sut donner congé à Reusch, lorsque ce congé s'imposa.

L'autre camp, où, s'il en fallait croire Doellinger, les armes n'étaient que des flèches, avait, de son côté, au lendemain du *Syllabus* de 1864, taillé des flèches nouvelles. Ces paroles ailées s'appelaient les *Voix de Maria Laach :* théologiens et canonistes de la Compagnie de Jésus y commentaient la doctrine du *Syllabus*. Cette doctrine comptait parmi les publicistes laïques d'imprudens amis, qui l'exploitaient dans la presse quotidienne avec une pétulance étourdie : il y avait là des questions fort délicates, et c'était une bonne fortune qu'elles fussent abordées avec sérénité par des théologiens bien authentiquement romains, et que leur gravité même invitait à la mesure. Mais les champions du germanisme refusèrent justice aux savans rédacteurs des *Voix de Maria Laach :* on était offusqué par le mot de Heinrich au congrès de Trèves, proclamant le *Syllabus* « le plus grand acte du siècle, et peut-être de beaucoup de siècles; » on flairait dans ces *Voix*, avant même d'y faire attention, les messagères d'un ultramontanisme usurpateur; et l'envol de ces flèches jésuitiques était scandé par de nouveaux coups de feu.

Des livres dont les auteurs cherchaient une position moyenne et tentaient de jeter un pont entre les deux pôles de la pensée catholique allemande obtenaient un succès d'estime, et rien de plus : l'écrit fort distingué qu'avait publié en 1862 le professeur Schmid, de Dillingen, sur les *Tendances scientifiques dans le domaine du catholicisme*, aurait assurément mérité plus d'accueil. L'heure était aux mêlées théologiques, avec les injustices de jugement, les violences de plume, qu'entraînait la passion même de la lutte; elles sont encore, à distance, profondément douloureuses... Mais lorsque vers 1895 nous visitions l'Allemagne; lorsque nous y constations le mouvement de confiance réciproque qui poussait les catholiques, vainqueurs du *Culturkampf*, à s'associer entre eux pour une commune besogne de progrès intellectuel; lorsque nous pressentions leur belle et libre ambition de reprendre dans l'Allemagne pensante une place analogue à celle qu'ils venaient de conquérir dans l'Allemagne parlementaire, l'évocation même des anciennes misères nous rendait plus imposantes encore ces visions de renouveau, qui nous faisaient admirer, tout à la fois, la force d'élan du catholicisme allemand et la puissance d'impulsion du pape Léon XIII.

IX

Revenons en arrière, où notre tâche nous rappelle, et ressons-y. Les polémiques que nous venons de noter risquaient de s'aggraver encore, en se répercutant jusque dans l'économie même de l'éducation sacerdotale. C'est l'originalité du catholicisme allemand, que les clercs d'un certain nombre de diocèses font leurs études dans des facultés de théologie, dont les professeurs, prêtres eux-mêmes, reçoivent de l'évêque une mission canonique et sont nommés par l'État. D'autres diocèses possèdent des grands séminaires, pareils aux nôtres. Aux heures calmes, ces institutions vivent en bon voisinage; aux minutes de tourmente, un duel s'engage entre adversaires et partisans des facultés de théologie.

Les adversaires insistent sur la délicatesse de la formation cléricale et sur la nécessité pour l'évêque de surveiller très soucieusement, dans l'enclos d'un séminaire, l'intelligence et la conscience de ses futurs coopérateurs, leur doctrine et leur vocation; quant aux partisans des facultés, ils remontrent que le prêtre doit agir sur le monde et pour cela connaître son époque; que dès lors, il est bon pour lui de prendre contact, à l'université, avec des étudians en droit, en médecine, en philosophie, et de se familiariser ainsi avec les préoccupations actuelles; qu'il est utile aux théologiens d'enseigner leur science sous le regard des autres sciences et d'être ainsi poussés à rajeunir et à parfaire leur enseignement; et qu'il est en définitive heureux et glorieux pour l'Église que la science des choses divines, représentée par des prêtres, soit admise, bannières déployées, dans le grand organisme universitaire. On pressent tout de suite que, derrière le choc des plaidoyers, se dissimule un antagonisme de tendances; gardons-nous pourtant de l'exagérer. C'est seulement lorsque la discussion s'enfielle que les champions des séminaires sont accusés de faire bon marché de la science, et les champions des facultés, de faire bon marché de la foi; et pour écarter ces argumens passionnés, il suffit d'observer que, tout proche de nous, Mgr Heiner, de Fribourg, qui vers 1900 écrivit en faveur des universités plusieurs brochures chaleureuses et solides, a depuis lors consacré sa plume à la défense des Jésuites et au commentaire du décret *Lamentabili*. A l'époque même qui nous occupe,

le séminaire de Trèves, sous la houlette d'Arnoldi, fut un foyer de güntherianisme plus actif que beaucoup d'universités.

Mais, dans l'Allemagne d'alors, deux grandes considérations dominaient le débat. D'une part, les évêques, réunis à Wurzbourg en 1848, avaient affirmé leur droit et leur devoir de veiller de plus près sur l'éducation sacerdotale; et sans faire acte d'hostilité contre les facultés de théologie, ils avaient envisagé, conformément aux prescriptions de Trente, l'établissement de grands séminaires; puis la conférence de l'épiscopat bavarois, tenue à Freising en 1850, avait repris la question, qui, du reste, en présence de l'opposition de Doellinger, n'avait pas été résolue; enfin lorsque en 1851 Ketteler avait ouvert un séminaire à Mayence, Pie IX l'avait chaleureusement félicité.

D'autre part, les universités rencontraient des avocats compromettans : tel ce Lütterbeck, ancien professeur à Giessen, qui expliquait en 1860 que le Pape et les évêques voulaient multiplier les séminaires pour « recruter une troupe de sectateurs aveuglément dévoués; » et tel aussi, tel surtout, Doellinger, qui présentait l'existence des facultés de théologie comme la conséquence pratique de ses propres maximes sur la liberté de cette science. Dès l'instant que la défense de ces facultés s'appuyait sur certaines doctrines qui restreignaient au profit des professeurs les droits du magistère ecclésiastique, ce magistère devait trouver, dans les plaidoiries mêmes dont ces institutions étaient l'objet, les élémens d'un réquisitoire.

D'autant que les universités avaient des ennemis imperturbables, qui suivaient avec vigilance tous les incidens fâcheux : la nomination de Knoodt comme recteur à Bonn au lendemain de sa condamnation par Rome; la nomination de Baltzer, autre victime de l'Index, comme docteur en philosophie de l'Université de Breslau; le geste provocateur de la faculté de théologie de Breslau, nommant docteurs, sans que Rome lui en eût donné le droit, neuf personnages dont la plupart étaient des günthériens déterminés; les tergiversations de Baltzer condamné, se cramponnant, malgré l'évêque Foerster, à sa chaire de Breslau; le découragement de l'évêque Foerster, qui finissait par rêver d'avoir un séminaire; les difficultés de Geissel pour faire nommer à Bonn, après la condamnation de Knoodt, un professeur de philosophie orthodoxe; et la crainte incessante des évêques que les professeurs dont ils blâmeraient l'enseignement ne fussent

soutenus par le pouvoir civil. Lorsqu'on voit les facultés allemandes de théologie survivre à de tels incidens, assez fréquens au cours de leur histoire; lorsqu'on les voit survivre aux manifestes malencontreux de certains amis maladroits, on acquiert la conviction qu'elles répondent parfaitement aux besoins religieux et nationaux d'outre-Rhin, et que, dans l'édifice de l'Allemagne catholique, elles sont une pièce indestructible.

Ce fut en Bavière que les débats s'échauffèrent. Weis, évêque de Spire, ami de l'école de Mayence, voulut, en 1862, ouvrir un grand séminaire : il réclama du cabinet de Munich une permission et un appui. Au bout de deux ans, le ministre Koch refusa. Weis passa outre, introduisit dans le séminaire une demi-douzaine de clercs : la police survint et ferma l'immeuble. Weis protesta; dans le clergé, des adresses circulèrent; l'épiscopat se plaignit au Roi; le nonce, les ambassadeurs d'Autriche et de France, multiplièrent les démarches; le Pape échangea des notes avec la Bavière. On se souvenait des anciennes luttes, qui avaient émancipé l'Église : derechef un État surgissait, qui gênait la hiérarchie dans l'exercice d'une de ses fonctions les plus légitimes : l'éducation des clercs. Quel beau discours eût fait Doellinger, vingt ans auparavant!

Mais des bruits circulaient, d'après lesquels Doellinger aurait inspiré le refus du ministre Koch; et à l'heure même où il les démentait, il griffonnait un article enfiévré contre le projet de l'évêque Weis. Si ce projet réussissait, expliquait-il, on finirait par avoir en Allemagne cinq cents professeurs de séminaires, qui seraient des nullités. A l'égal de la science, l'État moderne était menacé. « Voici ce qu'on veut à Rome, écrivait Doellinger : on veut que tout le clergé, dès la jeunesse, soit élevé dans une hostilité fondamentale, dans une hostilité de principe, contre toutes les constitutions. » Il brandissait le *Syllabus :* « L'ultramontanisme n'est plus une fiction, s'écriait-il, l'ultramontanisme n'est plus un spectre; il est une puissance réelle et agressive. » C'est après la mort de Doellinger que cette philippique fut trouvée dans ses papiers : la presse libérale, à laquelle il l'avait offerte, avait jugé plus sage de ne pas l'insérer. Doellinger ne se maîtrisait plus; il faisait le geste d'intervenir dans un débat où tout l'épiscopat se déclarait intéressé; et il y intervenait avec des accens qui sont déjà ceux du *Culturkampf*. Avant de connaître ce manuscrit, on était tout près de regretter que le Saint-Siège, pour les travaux

préparatoires du concile, se fût privé du concours d'un aussi docte historien; mais du jour où son disciple Reusch eut publié les feuillets où cet historien, dès 1865, faisait figure de pamphlétaire, on fut moins surpris de l'attitude de Rome. Une fois de plus, un grand homme qui s'était jugé trop indispensable devenait quelque chose de moins qu'un « serviteur inutile. »

Le même ministre Koch, qui avait empêché Weis d'ouvrir un séminaire, fut convaincu, en 1866, d'avoir, à propos de l'université de Wurzbourg, adressé au roi un rapport sur le péril ultramontain : une indiscrétion fit tomber le papier entre les mains du prêtre Maier, secrétaire de l'évêque de Ratisbonne, qui s'empressa de le publier, avec des gloses véhémentes, dans une brochure intitulée : *Pour l'édification des rois.* On soupçonnait Doellinger d'avoir « documenté » Koch; Maier le prenait à partie avec la dernière violence. « Romanisme » et scolastique affectaient, sous cette plume acerbe, l'allure d'opinions extrêmes, volontairement froissantes et cassantes. Doellinger riposta : il releva le procédé grâce auquel le rapport de Koch était sorti des cartons, et dénonça les hommes pour qui la fin justifie les moyens. L'illustre historien de l'Église, qui visait ici les Jésuites, eût rendu service à l'histoire, s'il avait indiqué les livres de casuistique où s'étalait cette maxime; avait-il oublié que treize ans plus tôt, le Père Roh avait promis une forte somme à quiconque la découvrirait, que les chercheurs avaient perdu leur temps, et que l'original missionnaire avait gardé son argent?

Doellinger, ensuite, faisait le procès de la *Civiltà cattolica*, la revue des Jésuites romains : il retraçait la conquête de l'Allemagne par l' « ultramontanisme; » et ce n'était plus seulement aux grands séminaires, mais aux petits séminaires, qu'il s'en prenait. « Un clergé élevé d'après les doctrines de la *Civiltà*, déclarait-il, doit être sans intelligence vis-à-vis de toute notre époque, et n'est propre qu'à susciter entre l'Église et l'État d'incurables conflits. » Et Doellinger, interpellant l'opinion bavaroise, demandait carrément : « Comment cet esclavage spirituel se concilie-t-il avec le christianisme et avec notre concept contemporain d'humanité? L'État, oui ou non, a-t-il intérêt à ce qu'on ne fasse pas violence à ses membres? Ceux-ci, oui ou non, ont-ils quelque droit à l'aide de l'État? » Doellinger ouvrait une porte par laquelle pouvaient passer de singulières ingérences, et pour

commencer le *Culturkampf*, Bismarck n'aura qu'à répondre oui aux questions ici posées par Doellinger.

Le même Doellinger qui avait, entre 1840 et 1850, éloquemment soutenu la cause de la liberté, se montrait tout prêt à faire appel à l'État contre l'influence d'une Église dont l'orientation lui déplaisait : il éveillait les défiances des pouvoirs publics; ses insinuations devenaient celles d'un jacobin. D'ailleurs ses écrits historiques de l'époque, son historique du concile de Trente, ses articles sur l'Inquisition, étaient dirigés contre Rome.

Voilà où aboutissait le débat entre partisans des séminaires et partisans des universités : l'affectation que mettaient les uns à se donner comme les seuls défenseurs de l'Église, les autres à parader en défenseurs de l'État, passionnait et faussait toutes les discussions. Les femmes elles-mêmes entraient dans la bagarre : la comtesse de Hahn-Hahn et une quarantaine de dames catholiques, dans un appel très répandu, accusaient formellement les facultés de théologie de mettre en doute le christianisme. Mais Hergenroether, dont Léon XIII devait faire un cardinal, allait bientôt, dans un article de revue, ramener la question sur son vrai terrain : professeur de faculté, et notoirement attaché à toutes les aspirations romaines, il pouvait être cru lorsqu'il disait quels avantages trouvaient les clercs dans le séjour des universités et lorsqu'il affirmait que l'Église ne pourrait faire à ses ennemis mortels un plus grand plaisir que la suppression des facultés de théologie. Il fut peut-être taxé, sur l'heure, d'optimisme ou d'illusion; mais lorsque les prêtres allemands, peu d'années après, cueillirent souffrance et gloire dans le *Culturkampf*, il fut visible pour Rome que plus de la moitié de ces prêtres qui luttaient contre les empiétemens de l'État étaient sortis des facultés de théologie, et que Doellinger avait accumulé bien à la légère les antithèses factices en soutenant ces facultés, à titre de foyers d'étatisme, contre les séminaires, foyers d'ultramontanisme.

X

Les suspicions de certains milieux catholiques contre les facultés de théologie devaient s'étendre, naturellement, à l'ensemble des universités. On avait l'exemple, çà et là, que si un théologien résistait à Rome, ses collègues de philosophie, de droit ou de médecine, le gratifiaient de promotions honorifiques

ou de dignités universitaires; inversement, une faculté de théologie catholique trop déférente pour la hiérarchie courait le risque de perdre son crédit et d'être désormais traitée en intruse dans ces fières universités dédiées à la « libre science. » Rome savait cela; elle savait aussi, par les discussions parlementaires, quelle était dans l'enseignement supérieur, même en des régions catholiques, la prépondérance de l'élément protestant.

De ces observations avait surgi le projet de fonder en Allemagne une université libre : ajourné en 1849, au congrès de Ratisbonne, à la suite de l'intervention de Doellinger, il avait triomphé, en 1862, au congrès d'Aix-la-Chapelle. Tout de suite Ketteler et le Vatican s'en étaient épris; et Geissel, Ketteler, l'évêque Martin de Paderborn, avaient été chargés par Pie IX d'en assurer le succès. Quarante-cinq ans ont passé, et l'université libre est toujours à fonder. Toujours elle a ses partisans, tantôt sensibles à l'idée de protéger les jeunes étudians contre les souffles du dehors, tantôt séduits par le beau rêve de créer en Allemagne un grand centre intellectuel catholique; mais toujours, aussi, elle a ses adversaires, qui estiment qu'en détournant vers une telle fondation l'élite des savans catholiques, on supprimerait de l'ensemble des universités toutes les influences religieuses qui ont pu s'y faire jour, et que, pour l'Église, une attitude de pénétration vaut mieux qu'une attitude d'isolement. Ce sont là questions de tactique, questions de tendance, aussi : on les résout différemment, suivant la conception qu'on se fait des rapports de l'Église avec le siècle; et peut-être provoqueraient-elles d'âpres querelles, si les quêtes faites pour l'université libre n'avaient révélé la difficulté de trouver des fonds.

Mais entre 1862 et 1870, la ferveur des espérances, vierges encore de toute déception, se révoltait contre les réserves dont cette fondation pouvait être l'objet. Ne fallait-il pas chercher la cause de ces réserves dans un attachement exagéré aux droits de l'État et à l'autonomie de la science? Kuhn, professeur à l'université de Tubingue, combattit dans un écrit, d'ailleurs très modéré, la création d'une université libre : tout de suite des soupçons s'élevèrent, et se condensèrent en nuages, qui planèrent et fondirent sur la pacifique université du Wurtemberg.

Kuhn savait peu la scolastique : Jacobi et Schelling lui étaient plus familiers que saint Thomas. Ses théories sur les rapports de la philosophie et de la théologie lui avaient valu les chicanes

du professeur Clemens. Lorsqu'il nia l'opportunité de l'université libre, on sentit que cette opinion perdrait son poids si l'on prouvait qu'elle était le fruit de sa philosophie, et que cette philosophie était mauvaise. Un protestant converti qui enseignait à Fribourg, le baron de Schaezler, poursuivit contre Kuhn les assauts de Clemens; on polémiqua longuement, et l'on finit par aboutir à une dispute sur la grâce, dans laquelle Kuhn fut taxé de semi-pélagianisme (1). Hefele, le futur évêque de Tubingue, s'emportait contre Schaezler, « premier inquisiteur de la Germanie ; » mais le directeur du séminaire de Rottenburg, où les clercs de Tubingue allaient avant la prêtrise parachever leur formation, passait pour seconder la campagne de Schaezler. Ketteler fut consulté par Rome : il allégua la bonne foi de Kuhn, les services rendus à l'Église par la faculté de Tubingue, le péril qu'il y avait à exciter les susceptibilités des savans allemands : lorsqu'on s'exaltait, à Munich, contre l'intolérance de l'école de Mayence, on ignorait apparemment cette généreuse démarche qui sauva Kuhn.

Les professeurs de Tubingue, à cette époque de troubles, avaient su profiter de l'effacement même de leur ville, qui leur offrait une sorte d'abri; ils avaient évité de se compromettre dans les joutes acharnées entre Munich et Mayence; on ne les avait pas vus paraître au Congrès des savans de 1863 ; ils ne s'étaient pas laissé englober dans les partis théologiques où ils auraient perdu beaucoup de leur personnalité et un peu de leur sécurité ; et malgré la difficulté des temps, ils avaient dignement aidé à vivre cette école de Tubingue qui sera bientôt centenaire, — belle lignée d'apologistes qui commence à Moehler pour arriver à Paul Schanz. Quel malheur pour l'Allemagne catholique si l'on eût inquiété cette université féconde !

Mais les suspicions mêmes élevées contre Kuhn avaient, de part et d'autre, dans le diocèse de Rottenburg, exalté les esprits. Le *convict* de Tubingue, où logeaient les futurs prêtres durant leurs années d'assiduité à la faculté, avait pour directeur un certain Ruckgaber, assez malveillant à l'endroit de Rome ; et deux répétiteurs qu'il taxait d'ultramontanisme et soupçonnait d'espionnage furent envoyés par l'évêque Lipp dans des cures. Le séminaire de Rottenburg, où passaient ensuite les clercs, était dirigé par le régent Mast et le sous-régent Hoefer, qui étaient

(1) Kuhn a été l'objet de deux articles de M. Godet dans les *Annales de philosophie chrétienne*, 1907.

classés comme ultramontains: c'est eux que visait, un jour, un professeur de Tubingue, en attaquant dans un article les « fermiers généraux de l'orthodoxie, » les « sicaires de la théologie, » la « meute qui calomnie; » l'évêque Lipp, à la suite de cette attaque, disgracia Hoefer, qui devint à son tour curé. On triomphait à Tubingue : l'appui de l'évêque était éclatant, et ceux qu'on nommait les « dénonciateurs ultramontains » n'avaient aucun succès auprès de lui. Mais on apprit, en août 1868, qu'ils avaient du succès contre lui : le cardinal Antonelli négociait pour donner un coadjuteur à l'évêque, réputé trop faible.

C'était Mast, le directeur du séminaire, qui avait signalé à la nonciature de Munich le mauvais esprit et la mauvaise tenue du *convict* de Tubingue ; et l'évêque était rendu responsable. Le procédé choqua Lipp, d'autant que Mast avait mis quelque temps à confesser qu'il était l'informateur : Mast à son tour fut expédié dans un lointain presbytère. Mais l'administration du *convict* de Tubingue, telle que Mast l'avait décrite, et bien que les professeurs se fussent tous levés pour la défendre, inquiétait le Saint-Siège : Pie IX gronda fortement l'évêque; il exigea que le directeur Ruckgaber fût éloigné de Tubingue, et celui-ci aussi fut mis en paroisse. La presse de toute l'Allemagne s'occupait de cette affaire : de la Vistule au Rhin, de la Baltique au Danube, scolastiques et antiscolastiques, romanistes et germanistes, prenaient parti pour Mast ou pour Ruckgaber: ces personnalités secondaires devenaient presque des symboles ; on apprit, un jour de mai 1869, que le pauvre évêque Lipp était mort de chagrin, pour avoir trop aimé Ruckgaber et n'avoir pas assez redouté les rapports de Mast; et peu s'en fallait que des gens qui n'avaient pas l'habitude de pleurer les évêques ne pleurassent celui qu'ils appelaient captieusement une victime de Rome.

Il était temps, grandement temps, que le concile survînt, que son autorité souveraine pacifiât les intelligences et les consciences, par certaines déclarations dogmatiques tout à la fois impérieuses et mesurées, et qu'au souffle de l'Esprit l'atmosphère allemande fût purifiée.

Il était temps que ces déclarations, parce qu'impérieuses, éclairassent les adversaires de l'« ultramontanisme » sur les conditions auxquelles ils pouvaient rester catholiques.

Il était temps de définir avec exactitude les conditions et la

portée de l'infaillibilité papale, et de montrer ainsi que le pouvoir romain ne devait pas être réputé solidaire de certaines exagérations d'« ultramontanisme, » commises surtout par la presse laïque, et qui souvent s'opposaient, comme des ripostes, aux irrévérences d'un « germanisme » frondeur.

Il était temps que l'école dite ultramontaine, fortifiée et rassurée par la ratification conciliaire de ses vœux les plus importans, réglât désormais ses allures sur celles de l'Église, et qu'à l'image de cette Église, renonçant à tout esprit de parti, elle se montrât sereine, sagement triomphante, et conquérante sans provocation. Il était temps que certains partisans du thomisme, rassurés par les avantages qu'ils remportaient, témoignassent à d'autres philosophes cette patience persuasive dont jadis Benoît XIV, dans sa bulle *Sollicita ac provida*, leur avait fait un devoir, et qu'ils apprissent de plus en plus, à l'école de saint Thomas, la « modestie, la modération, » la douceur, la charité intellectuelle, dont ce grand pape glorifie ce grand docteur.

C'est grâce au concile que les crises intellectuelles dont nous avons tracé l'épineux récit purent avoir un terme. L'Allemagne catholique redoutait le concile; mais en fait le concile la sauva; et le concile, l'ayant sauvée, méritait bien qu'ensuite elle souffrît à cause de lui. Jamais n'apparut avec plus de relief la souveraineté pacificatrice de l'autorité religieuse.

Au milieu des crises avaient mûri des germes de schisme: le schisme devait s'appeler le vieux catholicisme; l'éclosion en fut lente, les destins précaires. Mais d'autres germes aussi s'étaient développés, qui devaient avoir une vitalité plus tenace; c'étaient les germes du *Culturkampf*. Les argumens d'ordre théologique et canonique qui s'étaleront, quinze ans durant, dans les assemblées législatives de l'Allemagne pour justifier les vexations de l'État, seront empruntés, le plus souvent, aux polémiques antérieures de certains théologiens contre le *Syllabus* et contre le romanisme : avant même que les hommes d'État du *Culturkampf* n'eussent engagé la lutte, des hommes d'Église s'étaient rencontrés, pour leur forger d'avance un outillage intellectuel.

GEORGES GOYAU.

L'OMBRE DU PASSÉ

TROISIÈME PARTIE (1)

XII

A genoux sous le manteau de la cheminée, la vieille *Suppèi* soufflait et bougonnait, allumant le feu pour préparer le souper, quand une voix jeune et haletante l'appela de la porte :

— Grand'maman ! Caterina !

— Ah ! c'est toi, mon cœur? Quand es-tu arrivé ? dit la vieille en retournant la tête.

Un beau garçon, bien mis, coiffé d'un panama à bon marché, d'où s'échappaient en grappes noires des boucles retombant sur les tempes lisses et blanches, regardait, debout sur le seuil. Son visage curieux, encore un peu enfantin, était éclairé par de grands yeux sourians.

— Où est Caterina ? reprit le jeune homme avec impatience.

— Elle est sortie. Elle reviendra tout à l'heure.

— Je cours au-devant d'elle... Non, je me cache. Je vais lui faire une de ces surprises !

Mais, au moment de s'enfermer dans la chambrette voisine, il s'aperçut qu'il avait commis un grave oubli, fit volte-face, et dit à la vieille, qui s'était relevée et qui, appuyée sur son bâton, l'observait des pieds à la tête :

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

— Et vous, grand'maman, comment vous portez-vous? Bien, n'est-ce pas? Vous êtes grasse comme une caille.

Elle hocha la tête. Elle ne se laissait pas prendre aux flatteries, elle! Toujours la même : sous son chapeau d'homme, ses cheveux rares blanchissaient, mêlés derrière la nuque à une petite tresse jaune, postiche; et son nez rouge, ses yeux vifs, ses joues ridées exprimaient le soupçon et la ruse.

— Toi, mon garçon, tu as grandi! dit-elle, examinant toujours la mise du jeune homme.

Les vêtemens de celui-ci ne valaient pas cher, mais ils étaient à la mode : gilet fermé, jaquette serrée à la taille. Ce changement parut déplaire à la vieille.

— Vous m'appelez « mon garçon? » répondit-il en riant. Dites plutôt : monsieur l'instituteur! Car j'ai obtenu mon brevet. Attention, les bambins : *ba, be, bi, bo, bu*...

Elle fut comme électrisée par ce grand mot, « instituteur. » Son visage se rasséréna, sa grosse voix s'attendrit.

— La petite sera ici dans un instant, reprit-elle. Elle a poussé, elle aussi, en une année! M'est avis qu'elle est plus grande que toi. Un vrai diablotin, mon cœur, mais un diablotin de haute taille!... Des fois, pourtant, elle est sérieuse, très sérieuse! Elle lit des livres, des journaux, et elle parle comme un avocat. Mais ça ne l'empêche pas de travailler, cette petite! Tout ce qu'une femme d'esprit peut faire, elle le fait... Tu vois : je n'ai pas été maladroite, le jour où je l'ai recueillie. Dès le premier coup d'œil, je m'étais dit : Voilà une bambine qui sera une bonne fille... Et puis, mon cœur, toi qui étudiés dans les livres, tu dois connaître ce commandement du Christ : « Donnez à manger aux affamés. » Les pauvres créatures mouraient de faim. Eh bien! mangez, buvez, mes chéries! La vieille Barberina n'est pas riche, mais le peu qu'elle possède est à vous... Le Seigneur m'a enlevé mon fils, l'a emporté au loin comme le vent emporte la plume dans les airs. Alors je me suis dit à moi-même : Prenons-la donc, cette fillette que le sort nous apporte comme un léger duvet... Mais j'ai souffert, ah oui! j'ai souffert avec cette femme malade. Et ensuite, il m'a fallu brûler jusqu'au matelas sur lequel elle est morte, jusqu'au linge qui lui avait servi (1). Sans quoi, le docteur

(1) Les règlemens italiens sont très rigoureux pour ce qui concerne la désinfection des appartemens où sont morts les phtisiques et des objets qui ont été à leur usage.

menaçait de mettre le feu à la maison!... J'ai pourtant réussi à sauver quelques menues choses, soit dit entre nous!

Adone connaissait déjà cette vieille histoire, et, pendant que la *Suppèi* bavardait, sa pensée était ailleurs.

— Je l'entends! fit-il tout à coup.

Et, d'un bond, il s'éclipsa dans la chambrette, referma la porte. Que de souvenirs! La petite pièce humide était toujours pareille, avec sa table de noyer, avec sa commode ornée de coquillages et de fruits en marbre. Sur la cheminée, les portraits semblaient encore plus pâles autour de la sombre figure de Mazzini.

Le jeune homme regarda vers le sentier, où le ciel rose d'un crépuscule de juillet versait une lumière mélancolique, et il sentit battre son cœur. « Un an, presque un an! pensait-il. Il me semble que c'était hier... Caterina est devenue plus grande que moi. Comme elle doit être belle!... Ah! la voici! »

— Où est-il? Où est-il? criait une voix fraîche et sonore. On m'a dit qu'il était arrivé! Grand'maman, grand'maman, dites-moi, où est-il?

— Qui, mon cœur?

— Adone! Où s'est-il caché?... Ah! je le vois, le mauvais sujet! Comme il m'a fait peur!

Elle s'était précipitée dans la chambrette, et elle était dans les bras de son fiancé. Ensuite, elle se mit à courir comme une folle de la chambrette à la cuisine, cherchant la chandelle, cherchant le panier aux provisions.

— Il faut que j'aille acheter quelque chose pour souper! Nous n'avons rien! Nous n'avons que des œufs!

— Crois-tu qu'il est habitué à manger du pain d'Espagne? grogna la vieille, d'un ton bourru.

Adone, heureux de l'agitation et du trouble de Caterina, la suivait comme un jeune chien.

— Si tu veux, j'irai chercher ce qu'il faut, proposa-t-il.

— Non, non, mon amour! Ne bouge pas d'ici! Ne t'en va pas!

Elle paraissait craindre qu'il ne revînt plus. La vieille fit deux ou trois gestes qui contrefaisaient comiquement ceux de la jeune fille; puis elle ordonna à Caterina de mettre le couvert, et elle-même sortit pour aller à la cave.

Caterina, toute blonde, toute rose, le buste provocant, res-

semblait un peu à la fille du cordier; mais ses yeux noirs avaient une expression différente : profonds et lumineux, ils jetaient de temps à autre un éclair de fierté et de malice. Elle avait gardé ses manières enfantines, ses mains larges et noueuses, ses gros pieds, sa démarche un peu lourde et son léger dandinement. C'était une créature de force et de beauté, neuve à la vie, prête à toutes les luttes. Tandis qu'elle mettait le couvert, Adone la regardait avidement, et il rougissait de plaisir lorsqu'elle s'approchait de lui.

— Je t'ai apporté un cadeau ! lui dit-il, la traitant encore comme une gamine. Mais je ne te le donnerai que si tu devines quoi... Eh bien, devine!

— J'ai rêvé que tu m'apportais des boucles d'oreille. Fais voir, fais voir!

Il tira de sa poche un petit paquet, le plaça sur la paume de sa main.

— Ce ne sont pas des boucles d'oreille... Devine! répéta-t-il, d'une voix altérée.

La vieille reparut avec trois bouteilles, et, en les posant sur la table, elle dit :

— Trois, pour qu'il n'y ait pas d'erreur ! Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit!

— Oh! grand'maman, dit Caterina, je ne peux pas deviner ce qu'il m'apporte!

La *Suppèi* prit le paquet, l'ouvrit, y trouva un petit éventail avec sa chaînette.

— Qu'est-ce que ce colifichet-là ? marmotta d'un ton méprisant la pauvre vieille, qui n'avait jamais joué de l'éventail.

Le souper fut modeste, mais gai. Adone raconta son humble existence d'élève de l'École normale. Caterina lui répéta toutes les menues histoires qu'elle lui avait déjà écrites, pendant les longs mois de séparation. La *Suppèi* les écoutait en fixant sur les fiancés ses petits yeux métalliques, pleins de tendresse et de défiance. Comme Adone faisait le récit de son voyage, il rapporta ce détail :

— A Casalmaggiore j'ai manqué le train, et j'ai dû venir à pied jusqu'ici. Sur la digue, j'ai rencontré Scipione, le colporteur juif...

— Ah! dit Caterina, dont les yeux brillèrent.

— Quel drôle d'individu ! poursuivit Adone. Assis sur sa

carriole chargée d'étoffes, il avait un chapelet roulé autour du poignet et il récitait des prières. « Eh quoi? lui dis-je. Tu t'es donc fait chrétien ? » Il me répondit : « Pas encore ; mais, si je réussis dans une certaine affaire, je me convertirai. » « Viens donc là-bas, jusqu'au Pô, répliquai-je, et je te donnerai le baptême ! »

Caterina riait nerveusement. La *Suppèi* la regarda et lui dit :

— Tu as entendu, mon cœur ? Il consent à se faire chrétien.

— Il peut se faire Turc, s'il lui plaît ! riposta Caterina. Que m'importe?

Elle avait parlé d'une façon si étrange qu'Adone demanda :

— Qu'est-ce qu'il y a donc?

— Il y a, il y a...

— Non, grand'maman, non, il ne faut pas le lui dire ! s'écria la jeune fille, les mains tendues.

— Il faut le lui dire, au contraire, mon cœur ! répliqua la *Suppèi* avec une douceur inaccoutumée. Deux fiancés doivent se confier tout, sans réticence, être comme deux miroirs placés l'un en face de l'autre.

Puis, se tournant vers le jeune homme, elle prononça d'une voix grave :

— Le colporteur voudrait épouser Caterina. C'est pour elle qu'il songe à se faire chrétien.

— Mais non, grand'maman ! C'est faux, c'est faux !... Et d'ailleurs, il est trop laid, ce garçon ! Trop laid, trop laid, je vous dis !... Et c'est un Juif : il a crucifié Jésus !

Elle paraissait hors d'elle-même. Mais Adone lui fit simplement observer :

— Tu exagères. Personnellement, il n'y a été pour rien. Et, au surplus, c'est un beau garçon.

Alors Caterina se leva et alla s'asseoir sur la pierre du foyer, pleurnichant comme une fillette :

— Vous voulez donc me faire mourir ?... Eh bien ! oui, je mourrai...

— Auparavant, fais-nous le café, commanda la vieille. Après, tu pourras mourir tout à ton aise.

Et, s'inclinant vers Adone :

— Elle a encore eu d'autres prétendans, tu sais ! ajouta la *Suppèi*.

Le café bu, les deux fiancés voulurent faire une promenade ; mais la vieille fut inflexible.

— Quant à ça, non, mes petits!

Et ils durent se contenter de prendre deux chaises et de s'installer sous la treille, devant la maisonnette, tandis que la grand'maman, assise sur le pas de la porte, fumait tranquillement sa pipe de terre.

La nuit était chaude et silencieuse; la haie fleurie embaumait; à travers les pampres, on voyait les étoiles trembler; et les lucioles, voltigeant dans l'air obscur, faisaient penser à des perles qui se seraient détachées des astres. Tout, dans le ciel et sur la terre, était douceur et silence; et Adone, un peu grisé par le vin et plus encore par la présence de Caterina, se sentait heureux. Il dit :

— Maintenant que j'ai mon brevet, tout le reste me sera facile. L'instituteur de Casalino demandera bientôt sa retraite, car il est vieux. Et puis, même s'il ne la demande pas et si je ne trouve pas tout de suite un poste, j'en serai quitte pour continuer mes études.

— Que dis-tu, que dis-tu? intervint la vieille. Tu n'auras donc jamais fini d'étudier?

— Si je faisais encore deux autres années d'étude, je pourrais être inspecteur.

Caterina, à qui il avait déjà parlé de ce projet dans ses lettres, s'empressa d'approuver :

— Oui, oui! Et si Tognina refuse de te venir en aide, eh bien! nous vendrons cette maison. Grand'maman me l'a donnée, elle m'appartient. Nous la vendrons pour toi!

Adone se croyait heureux, mais il n'était qu'enivré. Sans doute il aimait Caterina, mais les baisers ne suffisaient pas à son amour : ce qu'il rêvait, c'était une complète union morale avec elle. Or la jeune fille était restée telle qu'il l'avait connue quand elle avait dix ans; et lui, au contraire, il avait la conviction d'être devenu un homme supérieur, tout au moins supérieur à cette paysanne.

En ces dernières années, il avait perdu la foi religieuse, et il était devenu un fervent adepte des théories socialistes. A Padoue, il vivait avec d'autres élèves de l'École normale qui, presque tous, inclinaient à l'anarchisme, et qui ne passaient pas un jour sans démolir la société et sans la reconstruire à leur fantaisie. Il était le plus pacifique d'entre eux : imbu d'idéalisme,

il voulait qu'on marchât à la conquête du monde en s'armant, non de haches, mais de patience et de fraternité. S'il ne haïssait pas « les puissans de la terre, » c'était parce qu'au fond de son cœur, il s'était formé l'illusion que tous les riches sont malheureux. Jamais il n'avait fréquenté d'homme riche; mais il n'en était pas moins persuadé que, s'il avait connu un tel homme, il aurait eu à le plaindre plutôt qu'à l'envier. En outre, il se figurait que toutes les familles opulentes sont en proie à des dissensions intestines, condamnées à une ruine prochaine, et il en donnait sans cesse pour exemple la famille Dargenti. La fraternité, voilà ce qui manquait aux riches, comme elle manquait aux pauvres, du reste! Les haines de classe enveloppaient la société d'une atmosphère malsaine. Ce qu'il rêvait, c'était un pays d'utopie où tous s'aimeraient, se prêteraient une mutuelle assistance. Il se préoccupait peu des autres questions, notamment de la question économique: car on pouvait vivre sans avoir beaucoup d'argent. « Que j'obtienne seulement mon poste, se disait-il, les yeux tournés vers le rideau noir des peupliers immobiles, et vous verrez comme je deviendrai allègre et fort. A moi la joie et la vie intense! Caterina... »

La pensée de Caterina le faisait toujours tressaillir et de joie et d'inquiétude. Elle serait pour lui une bonne épouse, une amante passionnée; mais serait-elle vraiment sa *compagne?* Pourraient-ils encore se comprendre comme autrefois, lorsqu'ils cheminaient ensemble sur la digue, elle avec son vieux châle, lui avec sa grande houppelande? Ce doute éveillait dans son esprit une image bizarre : il croyait revoir Caterina toute petite, avec sa robe courte et bouffante, avec ses galoches aux pieds, là-bas, sur le chemin de Viadana; mais lui, au contraire, il avait grandi prodigieusement, il était devenu haut comme un peuplier, et autour de lui se déployait un horizon sans limites.

XIII

Chez Tognina, rien n'était changé dans la maison même; seulement les garçonnets étaient devenus des adolescens, les bambins des garçonnets, et il était né des bébés nouveaux. Carissima avait engraissé encore, et tante Elena avait perdu ses dents. Quant à la maîtresse du logis, elle était toujours aussi jaune, aussi souffreteuse, aussi indifférente, d'âge aussi incer-

tain; il semblait que, pour elle, le temps eût suspendu son cours, ou, mieux encore, qu'il n'existât pas, comme il n'existe pas pour la momie enveloppée dans ses imperméables bandelettes.

Adone alla se coucher dans ce grenier qui conservait toujours sa fade odeur de pommes de terre et le furtif grignotement de ses souris effrontées; mais, en dépit de la fatigue, il ne put s'endormir tout de suite. Ses idées s'égaraient, vagues et diffuses comme l'eau d'un ruisseau qui, à un certain endroit, se divise pour aller se répandre çà et là sur la prairie. Il continuait de penser à Caterina; mais, en même temps, il pensait à d'autres choses, à d'autres personnes, à sa mère, à ses frères. Ceux-ci grandissaient, laborieux et honnêtes; le plus jeune seul demeurait un peu rachitique, un peu sauvage, se cachait quand Adone l'appelait. « Pour ce bambin-là, je suis un homme heureux! » se disait-il, en se souvenant qu'un jour Reno avait ramassé les miettes de sa fouace. Puis sa pensée revenait avec tendresse à sa petite sœur Éva. « Elle est vraiment mignonne et elle trouvera un mari. Mes frères aussi se marieront. Pourquoi n'auraient-ils pas leur part de bonheur? Quant à ma mère et à Reno, je leur viendrai en aide. En somme, j'espère que tout finira par s'arranger! »

Dans cet espoir, il tâcha de s'endormir; mais, dès qu'il eut fermé les yeux, un léger bruit l'éveilla.

— Maudites souris!... Ah! mon vêtement!

Il releva la tête, inquiet sur le sort de sa belle jaquette, de ses chaussettes à raies noires et jaunes. Les souris ne respectent rien, ne prennent pas garde qu'une jaquette à la mode et une paire de chaussettes fines représentent, hélas! de grands sacrifices pour un jeune homme pauvre.

Il reposa la tête sur l'oreiller et, de nouveau, il s'attrista. Il pensait maintenant à sa tante, qui le faisait encore coucher là-haut, dans ce taudis. Il était donc toujours l'intrus, toujours l'oiseau de passage? Tognina ne s'attendrissait sur lui que quand elle était malade, et, si Pirloccia ne le battait plus, c'était seulement parce qu'il n'était pas sûr d'être le plus fort. Quant aux autres, ils le regardaient avec indifférence ou avec envie. Lui-même, en dépit de ses théories sur l'amour universel, il n'aimait guère ses parens, et le temps lui durait de les quitter et de se débarrasser d'eux, comme, autrefois, il aurait voulu se débarrasser de cette vilaine houppelande, qui pourtant lui était nécessaire.

Il se leva de bonne heure, fit un tour dans les champs. Le soleil ne brillait pas encore; mais l'herbe jaune des douves, les grains verts et durs des raisins déjà gros, les figues mûres indiquaient que l'on était en plein été. Il s'arrêta près de la melonnière et remarqua que les pastèques étaient en retard. Il ne s'entendait que trop à la culture des pastèques! Ces lieux avaient connu son enfance tourmentée par tant de vicissitudes, et, pour lui, mille souvenirs joyeux et tristes s'en exhalaient avec le parfum de l'herbe.

En passant près d'un carré de tomates, il vit émerger, d'entre les touffes liées à des échalas de saule, la grosse tête roussâtre d'Agostino le besson.

— Comment vas-tu? lui demanda Adone.

L'albinos myope répondit que sa santé était fort bonne, mais qu'il avait beaucoup d'ennuis.

— On ne t'a pas conté la chose? Dans les premiers jours d'avril, je suis venu avec ma femme Dircé habiter chez vous. Mais les femmes ne s'entendaient pas : à certains momens il y avait du grabuge. Alors, nous avons été obligés de déguerpir... La tante devrait bien avoir un peu plus de conscience. Elle me fait travailler, c'est vrai; mais comment? Comme un ouvrier quelconque! Les autres se gobergent à la maison, et moi, je trime dehors. Est-ce juste, ça? Dis-moi, petit, est-ce juste?

Et il allongeait vers le jeune homme ses grosses mains verdies, qui fleuraient la tomate. Adone se souvint des bastonnades que le besson lui avait administrées jadis, et il eut envie de rire en pensant qu'aujourd'hui Agostino se plaignait à son ancien souffre-douleur de l'injustice des autres.

— Non, ce n'est pas juste! accorda-t-il.

— Tu devrais faire une chose! Adone, reprit l'albinos en grattant les paumes de ses mains. Tu devrais dire à notre tante: « Vous n'avez donc pas de conscience? Traitez un peu mieux ce pauvre Agostino. » La tante, crois-moi, t'aime beaucoup, et elle t'écouterait... Recommande-lui bien d'avoir de la conscience!

— Je le lui recommanderai, promit Adone avec une nuance d'ironie, en reprenant le chemin de la maison.

Les marmots de Carissima et d'Andromaca jouaient et piaillaient dans le vestibule. Le carrelage était sali par des cosses de pois et des pelures de figues. Le plus jeune des enfans, encore à la mamelle, traînait son panier d'osier en hurlant comme un

chien battu ; un autre mangeait de la bouillie, vautré sur le pas de la porte ; un troisième, avec deux doigts de sa menotte, ramassait un pois et le portait à sa petite bouche. Les poules allaient et venaient, graves et dignes. La couturière cousait en fredonnant, indifférente à la scène qui se déroulait autour d'elle. Dans la cuisine, Pirloccia faisait collation, servi par tante Elena.

A la vue du jeune homme, le nabot lui montra une tranche de polenta, pour l'inviter à manger. Mais Adone aima mieux prendre la tasse de café au lait que lui offrait tante Elena, et il alla s'asseoir dans le vestibule, sous prétexte qu'il y faisait moins chaud. Tandis qu'il buvait lentement son café, assis parmi les cosses de pois et les pelures de figues, entouré de poules qui becquetaient les boutons de ses chaussures, Carissima lui dit :

— Tu sais que Davide va se marier, maintenant qu'il a obtenu un poste de professeur ?

— Oui, je sais. De quel pays est sa future ?

— Elle est de Milan, et il paraît qu'elle viendra ici avec lui, au mois de septembre. Elle est plus âgée que son fiancé ; mais c'est une belle femme, et qui a des écus... Davide n'a pas été aussi bête qu'il en avait l'air...

Adone sourit et hocha la tête : il pensait au pauvre allumettier, mort l'année précédente dans la misère. Il demanda si la Muton était satisfaite de ce mariage.

— Oui. A présent qu'il a une bonne place, il lui envoie un *demi-marengo* tous les mois ; et, ce matin même, il lui a fait parvenir une forte somme, pour arranger la maison.

— *Son jour est donc venu*, à elle aussi ! dit Adone gaiement, en faisant allusion au refrain de la vieille marchande d'allumettes.

Puis il alla voir Tognina. Elle était dans sa chambre, en train de faire son lit qu'elle bordait et aplanissait avec un soin religieux.

— Laisse-moi, mon ami ! dit-elle à son neveu qui s'élançait vers elle.

— Écoutez, rien qu'une minute, ma tante. J'ai à vous parler... Non, n'ayez pas peur : je ne toucherai ni aux chaises, ni aux pots de confitures... J'ai une question à vous adresser, ma tante. Avez-vous de la conscience ?

La petite femme se redressa, le dévisagea avec inquiétude.

Adone alla fermer la porte, et, lorsqu'il revint vers le lit, il remarqua dans les yeux ternes de sa tante une telle expression d'anxiété qu'un ancien soupçon lui repassa par la tête : il lui sembla que Tognina était travaillée par un remords.

— J'ai causé avec Agostino, reprit-il, et c'est de sa part que je vous demande si vous avez de la conscience. Pourquoi ne le prenez-vous pas chez vous? Les autres, vous les accueillez sous votre toit; mais lui, non!

— Qu'il aille au diable! s'écria Tognina, en se penchant de nouveau pour border la couverture. Sa femme Dircé menaçait de battre Carissima, et la maison était devenue un enfer... Cette Dircé ne prétend-elle pas que Carissima me vole? Avoue que ce ne sont pas des choses à dire!

— Quelle calomnie, en effet! ricana Adone. Mais, quoi qu'il en soit, je me suis acquitté de la commission.

Tognina était songeuse plus que d'habitude. Quand Adone eut gagné le palier, elle le rappela.

— Que voulez-vous, ma tante?

— Je voulais..., commença-t-elle, avec hésitation, je voulais te dire que... s'il te plaisait d'inviter à déjeuner, pour dimanche prochain, ta Caterina et sa vieille...

— Je doute qu'elles acceptent; mais, en tout cas, j'essaierai. Vous n'avez pas autre chose à me dire?

— Non.

Il alla ensuite trouver l'allumettière, qui l'accueillit avec tendresse. Elle était devenue presque sourde, plus laide que jamais, et, quand elle s'entretenait de son pauvre mort, une expression sauvage déformait sa face de bois.

— *Il* parlait toujours d'un pays où les poitrinaires guérissent. Quand il avait la fièvre, c'était toujours à ce pays-là qu'il rêvait. Il disait : « Quand mon Davide aura son poste, nous irons là-bas ensemble. » Mais Davide n'avait pas de poste; et, quand le poste lui a été accordé, notre cher malade était déjà guéri de tous ses maux...

Adone connaissait cette histoire, et ce qui l'intéressait, ce n'étaient pas les morts, c'étaient les vivans. Il demanda :

— Vos jeunes mariés viendront bientôt, à ce que j'ai entendu dire. Faites-moi donc voir la photographie de la future.

La Muton la lui montra. La future était en robe décolletée, avec un collier de perles, et elle tenait à la main un gant long.

À la vérité, elle n'était pas très jolie; mais ses traits avaient du caractère, sa bouche était spirituelle, et ses grands yeux noirs, sous les sourcils épais qui se rejoignaient, donnaient à toute sa physionomie une expression de fierté.

— La belle femme! s'écria Adone.

La Muton ajouta, en faisant un geste de la main:

— Et elle est instruite, notre fiancée! Elle connaît les langues. Elle a même écrit un livre...

Ah! enfin Adone se rendait compte: ce qui l'avait séduit dans le portrait, c'était l'air intelligent de cette femme...

Quelques jours passèrent, tranquilles et uniformes. Pirloccia et ses fils ne molestaient plus Adore, le laissaient vivre à sa guise, poursuivre librement son chemin vers le but qu'il s'était assigné dès son enfance.

Depuis qu'il était de retour à Casalino, il se sentait mieux, malgré la chaleur étouffante. La nuit, il dormait bien, n'avait plus de migraines, ne rêvait plus de choses tristes. Levé dès l'aube, il errait par les champs, poussait jusqu'aux villages voisins; et il revenait par la digue, d'où l'on avait une vue splendide sur le fleuve calme et ensoleillé.

Quand il restait à la maison, les bambins se réunissaient autour de lui, grimpaient derrière sa chaise, l'embrassaient et lui tiraient les cheveux. Il leur témoignait beaucoup de patience, convaincu qu'un instituteur doit sympathiser avec les enfans. Il se rappelait combien il avait souffert, autrefois, de l'abandon où on le délaissait, et ce souvenir lui faisait aimer les marmots de Carissima, ceux d'Andromaca, toute la marmaille de Casalino et sans doute aussi celle du monde entier.

Cependant, pour occuper ses loisirs et pour gagner quelque argent, il chercha des leçons et il réussit à dénicher deux élèves. L'un était un jeune séminariste, l'autre était une demoiselle nommée Céleste, qui avait suivi les cours de l'École normale, tous deux plus âgés que lui-même. Le séminariste était un garçon nonchalant et d'esprit obtus, tandis que la normalienne était éveillée, très intelligente; mais elle n'avait guère de mémoire, et c'est ce qui l'avait fait échouer à l'examen. En outre, elle était fort jolie, un peu pâlotte, avec un profil idéal et une chevelure admirable. Dès la seconde leçon, elle se mit à discuter avec son professeur; mais ils finissaient toujours par tomber d'ac-

cord. Près d'elle, Adone éprouvait une étrange fascination qui ressemblait à l'enivrement d'un parfum, au charme d'une musique. Mais d'ailleurs il ne pensait pas le moins du monde à trahir Caterina.

Il considérait Caterina comme sa femme. Il lui semblait qu'ils s'étaient épousés le jour de leur première rencontre, à l'ombre des peupliers, sur la route de San Giovanni; et, en mari sage, il était plein d'indulgence pour ce qu'il remarquait en elle de médiocre et d'inélégant. Durant les heures qu'il passait avec elle, Caterina n'interrompait point son travail de ménagère; elle préparait la polenta, donnait à manger aux poules, tressait des cordelettes de jonc ou d'écorce destinées à la fabrication des chapeaux. Sa mise était un peu négligée; ses gros pieds n'entraient qu'à moitié dans les lourdes galoches; ses cheveux d'or disparaissaient sous un foulard rêche, de couleur sombre, tel un trésor enfoui dans une bourse de cuir. Il ne l'en admirait pas moins, et il continuait à la trouver belle, fraîche, désirable. Leurs entretiens étaient presque toujours puérils, et ils se chamaillaient encore à peu près de la même façon que jadis, sur le chemin de l'école.

Parfois, tandis que Caterina bavardait, Adone avait d'étranges distractions. Il se laissait aller à ses rêveries; et ce qu'il voyait alors apparaître, c'était une petite table sur laquelle il y avait un dictionnaire français, près de laquelle il y avait la figure pâlotte de mademoiselle Céleste. Mais il se hâtait de chasser cette vision, qu'il jugeait coupable; ce qui ne l'empêchait pas de trouver dans son remords une sorte de volupté. Caterina l'observait, tournait autour de lui, épiait l'instant où la grand'maman s'éloignerait; et, sitôt qu'ils étaient seuls, elle s'approchait, lui offrait sa bouche rose et fraîche. Soudain il oubliait l'autre, et il ne s'apercevait pas que, au moment même où il embrassait sa fiancée, celle-ci devenait triste.

Un soir, vers la mi-août, il était avec Caterina sous la treille, tandis que la *Suppèi*, à l'intérieur de la maisonnette, relavait la vaisselle et chantait, de sa grosse voix, une monotone complainte religieuse. Tout à coup, Adone dit à Caterina:

— J'ai rencontré le Juif, sur la digue...

— Encore? s'écria-t-elle. Mais je t'ai déclaré que c'est une affaire finie! Laisse donc le Juif tranquille!

— Non pas; et j'ai même à te parler de quelque chose...

Grand'maman, nous permettez-vous de faire une petite promenade?

— A cette heure, mon bel ami? répondit la vieille. Tu n'y penses point!

— Eh bien! alors, je m'en vais...

Caterina le reconduisit jusqu'au détour du sentier, en lui serrant le bras nerveusement.

— Reviens ce soir! dit-elle, suppliante.

— Oui. Il faut que j'aie avec toi un entretien particulier. Si tu me promets de m'écouter, je reviendrai!

— Il s'agit du Juif?

— Du Juif et d'autre chose... Je sais qu'il tourne toujours dans les environs...

— Tu crois donc?... Tu crois donc?...

— Je ne crois rien! Nous reparlerons de tout cela.

Il s'éloigna, et il lui sembla qu'il devenait vraiment jaloux. Pour la première fois, il se demanda si le Juif ne plaisait pas à Caterina comme l'étudiante lui plaisait à lui-même.

Deux heures plus tard, ils étaient ensemble dans la chambrette humide et sombre. Caterina, d'une froideur insolite, ne l'embrassa point; elle lui toucha seulement l'épaule, comme pour l'inviter à parler. Il ne savait par où commencer.

— Viens dehors! dit-il enfin avec agitation. Il fait trop chaud ici.

— Mais grand'maman...

— Laisse-la dormir! N'entends-tu pas qu'elle ronfle?

Ils sortirent, s'assirent sur le seuil. A travers le feuillage de la treille, on voyait dans le ciel blanchâtre des étoiles filantes.

— Il est nécessaire que je te dise une chose. Mais ne te fâche pas; écoute-moi bien... Est-il vrai que le Juif veut t'épouser? Réponds avec franchise.

— Oui, c'est vrai.

— Il te l'a dit à toi-même?

— Il me l'a écrit... Il est venu plusieurs fois à la maison.

— Mais toi, tu ne veux pas de lui, je suppose?

— Si je voulais de lui, je ne serais pas ici avec toi! répondit-elle d'un ton fier.

— Sans doute. Mais écoute-moi bien: voici ce que j'avais à te demander... Si tu ne m'avais pas connu et si tu t'étais éprise de lui, aurais-tu exigé qu'il se convertît au christianisme?

— Mais c'est lui qui veut se convertir!

— Bon! Mais si, au contraire, il n'avait pas voulu se convertir, et si tu l'avais aimé, est-ce que tu l'aurais épousé tout de même?

— Grand'maman...

— Il ne s'agit pas de grand'maman! C'est une vieille qui radote.

— Oui; mais, moi, je dois me souvenir qu'elle m'a élevée! repartit Caterina, qui commençait à être nerveuse. D'ailleurs qu'importe, puisque je ne veux pas de ce Juif, même s'il se fait mille fois chrétien!

— Tu n'as pas répondu à ma question... Si tu l'avais aimé et s'il t'avait déclaré que la vraie foi est la sienne, aurais-tu voulu de lui?

— Les Juifs ont crucifié Jésus! dit-elle ingénument. Non, je n'aurais pas voulu de lui!

« Elle est incapable de me comprendre! » pensa-t-il, en appuyant son front sur ses deux mains. Et il continua à voix basse, sans relever la tête :

— Eh bien! moi, je ne suis pas Juif; mais j'ai ma foi, et ma foi m'interdit le mariage religieux. Est-ce que tu m'acceptes malgré tout?

— Tu plaisantes! fit-elle avec un sourire. Tu veux m'éprouver. Tu es jaloux du Juif.

— Non, je parle sérieusement. Je ne suis pas jaloux... Ou plutôt, oui, je suis jaloux; mais il s'agit d'autre chose. Réfléchis... Ne ris pas, ne ris pas! Il n'y a pas de quoi rire!

Elle cessa de rire, et, après une minute de silence, elle lui demanda d'une voix tremblante :

— Tu veux donc me faire pleurer?

Il s'aperçut alors qu'il était injuste envers elle, lui qui rêvait le règne de l'universelle justice. « Mais c'est pour son bien! » se disait-il à lui-même.

Toutefois, ce bien ne pouvait se réaliser qu'à la condition qu'elle comprît; et elle n'était pas capable de comprendre, et il n'était pas capable de faire qu'elle réussît à comprendre. Cependant elle se taisait, étonnée, et il attendait qu'elle parlât, résigné d'avance à ouïr d'inutiles paroles, mais résolu à ne pas céder. Le plus difficile était fait.

Elle avait les coudes posés sur ses genoux et la tête dans les paumes de ses mains. Subitement, elle éclata en sanglots.

— Caterina, lui dit-il, pris d'un accès de tendresse, pourquoi pleures-tu? Je ne veux pas que tu pleures! Non, non...

Et il lui caressa les épaules, lui passa les doigts sur les cheveux. Il se rappelait que, dès le jeune âge, il s'était juré maintes fois d'être son protecteur, et il avait honte de la tourmenter, de la faire pleurer.

— Non, ne pleure pas! Nous reparlerons de cette affaire quand tu y auras bien réfléchi... Je t'expliquerai... je te convaincrai...

Elle releva la tête:

— C'est tout réfléchi! déclara-t-elle en sanglotant, avec de la rudesse dans la voix. Ce que tu exigeras, je le ferai...

— Pourquoi pleures-tu, alors?

— Parce que tu n'es pas gentil! Parce que tu ne penses pas au chagrin de grand'maman!

— Elle est vieille, ta grand'maman! murmura-t-il.

— Oui, et elle peut mourir bientôt. Mais les morts reviennent, tu sais! Elle ne me pardonnera pas...

— Est-il possible que tu croies encore à de semblables choses! répliqua-t-il en haussant les épaules.

XIV

Pendant quelques soirées, ils ne revinrent plus sur ce sujet. Caterina paraissait avoir oublié. Elle se montrait gaie et insouciante, riait et s'exclamait pour la moindre chose, s'émerveillait de tout comme une gamine. Adone, au contraire, dissimulait une secrète inquiétude : il n'était pas satisfait de la prompte condescendance de sa fiancée, et il se demandait si, le moment venu, elle tiendrait sa promesse.

Il attendait Davide avec impatience, pour lui demander conseil. Depuis deux ans, il n'avait pas revu son ancien protecteur, lequel professait dans une école normale de jeunes filles. Oui, avec tous ses beaux rêves, Davide avait dû accepter de faire la classe à de modestes écolières; mais il n'en restait pas moins pour Adone un personnage transcendant, qu'à l'occasion, on pouvait consulter comme un oracle. Or Davide avança le jour de son arrivée à Casalino, et il y vint seul. Son mariage avait été ajourné; et, à ce propos, Caterina racontait mystérieusement la petite histoire que voici :

— La famille de la future craint que Davide ne soit phtisique. Phtisique et toqué, c'est un peu trop, n'est-ce pas? Mais la future le veut tout de même : apparemment elle est toquée, elle aussi!... Ses parens ont dépêché un homme à Casalino, pour prendre des informations. J'ai vu l'homme; il avait un chapeau gris...

— Quelle imagination tu as, ma mignonne! dit Adone, agacé.

La Muton, elle, affirma qu'au contraire c'était la santé de la future qui donnait des inquiétudes. Alors, pour faire enrager Adone, Carissima riposta :

— Si elle est toquée et phtisique, le couple sera bien assorti!

Le dimanche suivant, il y eut un grand déjeuner chez Tognina, pour fêter le diplôme d'Adone. Il n'avait pas été facile de décider la *Suppèi* à accepter l'invitation; mais enfin, de guerre lasse, elle avait promis de venir.

Au lieu du chapeau de feutre habituel, elle noua sur sa tête un foulard jaune; elle enfila des bas, ce à quoi elle avait renoncé depuis la fin de l'hiver; elle changea la courroie trop graisseuse de son bâton et grimpa sur la charrette de Pirloccia, qui était venu la prendre. Caterina et Adone firent la route à pied; mais la vieille exigea que le véhicule marchât très lentement, parce qu'elle ne voulait pas perdre de vue les amoureux.

— Je ne les ai jamais laissés seuls! certifiait-elle, contente d'elle-même, à Pirloccia. On ne sait pas ce qui peut arriver! D'abord, j'avais confiance dans le jeune homme : il était un peu froid, très timide. Mais, à présent, il a des yeux endiablés, ce garçon!

— Laissez-les faire! conseilla le nabot philosophiquement. Avant ou après, c'est tout comme.

— Non, mon cœur, ce n'est pas tout comme! Et il y a même une jolie différence!... J'ai ramassé cette petite ainsi qu'on ramasse une loque tombée dans le ruisseau; je l'ai lessivée, je l'ai rendue plus nette et plus blanche qu'une nappe d'autel, et je prétends qu'on ne me la salisse pas!... Regarde! Elle est aussi grande que lui. Elle est belle, travailleuse, intelligente; et, de plus, elle aura une dot, mon cœur! Tu peux le dire à Tognina : son neveu épousera une orpheline, mais dotée!... D'ailleurs, les prétendans ne lui manquent pas!

Un peu piqué, le nabot répondit en faisant l'éloge d'Adone.

— Et moi, vieille, je te garantis que, de notre côté, nous avons élevé notre neveu avec le plus grand soin. C'était un démon, dans son enfance. Il ne voulait pas faire œuvre de ses dix doigts, mais il mangeait comme quatre. Figure-toi qu'un jour il m'a mordu! Les marques y sont encore : vois là!... Mais, à force de caresses et de gifles, nous l'avons redressé comme on redresse une branche tordue... Regarde! Il n'est pas très grand, c'est vrai; mais il est très bien proportionné. En somme, un beau garçon! Ses yeux seuls valent le Pérou. S'il avait voulu, il aurait épousé une demoiselle...

— Oui, mon cœur: Mlle Dargenti en personne! riposta la vieille, ironiquement. Comme si les filles millionnaires épousaient des maîtres d'école!... En outre, s'il continue à étudier...

— Comment? A faire quoi? demanda Pirloccia, pris d'inquiétude.

— Il paraît que, s'il étudie encore deux ans, il pourra monter en grade. Puisqu'il n'a pas de poste...

— Le poste, il l'aura! J'ai parlé moi-même au vieux maître, et je lui en ai dit de toutes les couleurs. Je lui ai dit : « Vous devriez avoir honte, à votre âge, de faire la classe à des morveux hauts comme ma botte. Si encore c'était à des vieillards, ça se comprendrait; mais à des mioches grands comme ça!...

— Et qu'est-ce qu'il a répondu? interrogea la vieille, attentive.

— Il se décidera, vous verrez! Il est invité au festin d'aujourd'hui, et peut-être nous y donnera-t-il la bonne nouvelle...

— Plaise à Dieu! Ah! je t'avoue, mon cœur, que j'ai hâte de voir ces enfans mariés!

— Moi aussi!

Pendant ce temps-là, les jeunes gens suivaient de loin la charrette, mal protégés contre le soleil par l'ombrelle rouge de Caterina. Comme toujours, ils plaisantaient et riaient pour la moindre chose. Caterina était délicieuse, avec sa face rougie par la chaleur et par le reflet de l'ombrelle; et Adone la regardait avec passion, la priait d'incliner davantage l'ombrelle en avant, pour que, de la charrette, on ne pût pas apercevoir leurs visages.

— Assez, assez! disait Caterina. On nous voit des champs qui bordent la route.

— Et puis après?... Mais c'est toi qui ne veux plus que je

t'embrasse! Tu es en train de devenir aussi contrariante que ta grand'maman!

— Tais-toi, vilain!

— Vilaine, toi-même!

Et ils s'embrassaient. Pourtant Adone n'avait pas tort, et le fait est que Caterina devenait très prudente. Lui, au contraire, il s'enflammait de jour en jour davantage, comme le soleil en cette saison caniculaire.

Le déjeuner fut gai. Du reste, à Casalino, on n'a jamais vu un festin sans gaieté, sauf les banquets funèbres qui suivent parfois les enterremens.

Comme au repas donné en l'honneur de Davide, il y avait là les personnages les plus notables du pays, de gros propriétaires, des marchands de grain, le forgeron philosophe, le patron de l'auberge et tous les enfans de Pirloccia, y compris Agostino le besson qui, pour la circonstance, avait fait la paix avec sa famille. Peu de femmes. La mère d'Adone, faute de vêtemens, n'avait pas voulu venir, et elle s'était contentée d'envoyer son Francesco. Quant à Tognina, elle ne se faisait remarquer, selon son habitude, ni par l'esprit ni par la grâce. Petite et noiraude, elle trottinait, silencieuse, légère comme une chatte; et, lorsqu'elle se mettait une minute à table, personne ne daignait remarquer la présence de celle qui, pourtant, avec l'aide de tante Elena, avait préparé les plats savoureux, le *bissolan* de pain d'Espagne et l'interminable file de bouteilles pleines, rangées le long du mur.

Les fils de Pirloccia affectaient d'être aimables avec les invités, spécialement avec la grand'maman et avec Caterina. Mais Adone sentait que leurs gentillesses étaient feintes, et il comprenait qu'au fond, si tous ces gens se réjouissaient, c'était parce qu'ils espéraient le voir bientôt sortir de la maison de sa tante.

Assis près de la *Suppèi*, qui avait attaché son bâton au dossier de sa chaise, Pirloccia racontait ses sempiternelles aventures de voyage.

— Une fois, j'étais en Égypte. Car vous saurez qu'il y a un pays qui s'appelle l'Égypte, et ce pays-là n'est pas bien loin d'ici; mais tout y est autrement que chez nous. Eh bien! là-bas, il y a des bêtes féroces, des lions, des ours et un gros poisson armé de dents, qui s'appelle le crocodile...

— C'est un amphibie, remarqua le magister, assis à la place d'honneur, en face de Pirloccia.

— Faites excuse, je vous dis que c'est un poisson! affirma le sabot. Je l'ai vu de mes propres yeux! Il vit dans le fleuve et il est de couleur terreuse. Quand il surnage, on dirait un tronc d'arbre. Or l'un de ces poissons s'est approché de notre barque chargée de balais; pour le tenir à distance respectueuse, nous lui lancions de temps en temps un balai, qu'il saisissait avec sa mâchoire et qu'il réduisait en pièces... J'en ai vu un autre qui dévorait une vieille femme avec ses jupes et tout : il n'a laissé d'elle que le collier de corail...

Les convives, saisis d'une feinte horreur, éclatèrent de rire.

A mesure que Tognina replaçait le long du mur les bouteilles vides, la gaieté croissait. Le vieux magister lui-même, ordinairement taciturne et impassible comme le hibou avec lequel il avait une certaine ressemblance, commençait à s'animer. De temps à autre, il s'était levé à demi de sa chaise, le verre en main, et il avait fait signe qu'il avait quelque chose à dire. Mais, soit qu'il n'osât pas prendre la parole, soit qu'il craignît que la mousse rose de son vin ne se dissipât avant qu'il eût fini de parler, il s'était rassis et il avait vidé son verre, que la silencieuse Tognina s'était aussitôt empressée de remplir. Finalement, lorsque toutes les bouteilles de vin eurent été débouchées, il se leva une dernière fois et, d'une voix tremblante :

— Salut au nouvel instituteur! prononça-t-il solennellement, en étendant la main vers Adone. De même qu'un vieux général renonce aux champs de bataille, après avoir servi avec fidélité sa patrie et son roi,... de même... de même... je me retire et je cède l'épée, ou, si vous préférez, la férule, à celui qui va commander les générations recrutées de fraîche date! Vive le jeune général! Vive le roi! Vive la patrie!

Et il but d'un trait son vin qui n'avait plus de mousse. Pendant que l'on applaudissait à tout rompre, Adone se leva à son tour, s'inclina trois fois, d'un air comique; mais, dans le fond de son âme, il était ému : car il ne s'attendait pas à ce coup de théâtre. Puis, le verre en main, il s'approcha du vieillard, l'embrassa sur les joues et cria :

— Je bois à la santé du vieux général! Vive lui! Vive moi! Vive toute la compagnie!

Pirloccia se pencha vers la vieille et lui dit à voix basse, triomphant :

— Hein? vous avez entendu?

Et il se leva, lui aussi, monta sur sa chaise, se tourna vers Caterina et clama, d'une voix pleine de malice :

— Moi, je dis : Vivent les fiancés!

— Vivent les fiancés! répondit-on de toutes parts.

Caterina conservait son calme de reine; seulement elle menaça Pirloccia avec sa fourchette. Puis elle regarda la grand'-maman *Suppèi*, et elle vit une chose étrange, presque incroyable : la vieille pleurait de joie!

Après le déjeuner, comme il faisait très chaud, Tognina invita Caterina et la grand'maman à faire la sieste; mais ce n'était qu'un prétexte pour les conduire au premier étage, où elles verraient les courtepointes de soie et les taies d'oreiller ornées de dentelles que, vu la solennité de la circonstance, elle avait disposées sur les lits. Caterina accepta, et Fiorina la mena dans la chambre du défunt oncle. Quant à la vieille, elle voulait à toute force s'en aller, et il fallut insister beaucoup pour l'induire à rester jusqu'au soir. Les enfans se pressaient autour d'elle, la suppliaient de leur dire un conte. Comment résister à ces yeux langoureux, à ces petites têtes penchées de côté, à ces bouches mignonnes qui semblaient implorer une suprême faveur? La vieille fit d'abord semblant de les chasser avec son bâton; mais enfin elle s'attendrit, commença le conte de *Caval Rundello;* et, peu à peu, elle s'excita, se mit debout, accompagna des gestes les plus expressifs sa longue narration. Elle se pénétrait si bien de son rôle de conteuse qu'elle oubliait tout le reste. Les femmes mêmes prêtaient l'oreille ; seule Fiorina, ébouriffée et rouge, avait gagné doucement, d'abord le vestibule, puis la cour où Francesco était allé s'asseoir, sitôt le déjeuner fini.

Adone, qui était sorti pour reconduire son prédécesseur un bout de chemin, s'aperçut, en rentrant, que tout le monde écoutait le conte de la vieille Barberina, et il en profita pour monter au premier étage. Le lambrusque fermentait dans son cœur comme il avait fermenté dans son verre, et la nouvelle donnée par le vieux maître causait au jeune homme une sorte d'ivresse. Sans savoir précisément ce qu'il allait faire en cet endroit, il poussa la porte de la chambre habitée jadis par son oncle Giovanni.

Caterina s'était mise à son aise, pour prendre un peu de repos, avait enlevé son corsage et sa jupe, s'était installée dans un fauteuil, en corset et en jupon, près du grand lit où l'oncle était mort; et elle appuyait sa tête sur la couverture de soie verte. A la vue d'Adone, elle se leva brusquement.

— Que veux-tu? lui demanda-t-elle, effarouchée.

— Chut! Il y a dans la chambre voisine un enfant qui dort.

Il referma la porte, s'avança sur la pointe des pieds. Dans la pénombre, le vaste lit verdissait comme une pelouse, et, par contraste, Caterina paraissait plus blanche et plus blonde que de coutume. Adone se troubla davantage encore. Cette femme à la peau nacrée, sur le bord de cette verte couche, ce n'était pas Caterina, c'était la nymphe agreste, la nymphe longuement rêvée par les adolescens. Il s'approcha d'elle.

— Tu as entendu? lui dit-il tout bas, le regard affolé. L'instituteur prend sa retraite, c'est chose certaine!

— Oui. Mais va-t'en! Si on nous trouvait ensemble...

Au lieu de répondre, il lui passa un bras autour de la taille. Tout son être frémissait de passion. Elle tâcha de se dégager.

— Mais es-tu fou! Va-t'en, te dis-je! Va-t'en!... Je t'en conjure, Adone!

— Et qu'importe si on nous trouve ensemble? Ne sommes-nous pas des fiancés, des époux? Ne sommes-nous pas unis à jamais?

— Non, laisse-moi, laisse-moi! répétait-elle, d'une voix tremblante.

— Un baiser, un seul baiser!

Il lui donna sur l'épaule un baiser ardent. Éperdue, elle lui ouvrit les bras. Ils se contemplèrent avec des yeux pleins d'ivresse et d'angoisse, s'étreignirent comme pour se prêter l'un à l'autre un mutuel soutien; et, saisis de vertige, ils s'abandonnèrent au ravissement qui les emportait dans un monde inconnu.

La semaine suivante, Davide arriva par le train du soir. Il ne devait rester que quelques jours à Casalino.

Adone alla au-devant de lui avec la charrette, jusqu'à la gare de Casalmaggiore. La lune, rouge, oblique et ricanante, montait derrière la digue, dans un ciel d'un lilas grisâtre; et Adone, tout

en fouettant le petit cheval, se disait à lui-même : « Comment vais-je le retrouver? A-t-il changé beaucoup? »

Le fait est que, lorsqu'il vit le voyageur descendre du wagon, il eut peine à le reconnaître. Davide était maintenant un homme; il avait coupé ses longs cheveux et il portait toute sa barbe : une barbe taillée en carré, si noire qu'on l'aurait crue teinte. Avec son nez d'oiseau de proie et ses yeux métalliques, agrandis par un cerne plombé, il avait une apparence lugubre. Adone se souvint des bavardages de Carissima, ce qui ne l'empêcha pas d'embrasser Davide sans la moindre crainte.

Lorsqu'ils furent installés dans la charrette, Davide s'enveloppa dans son manteau jusqu'aux oreilles et dit :

— Va doucement! Est-ce que nous passerons sur la digue? L'air n'est-il pas trop humide?

— Trop humide? J'ai terriblement chaud, moi! repartit Adone, en riant.

Mais soudain il devint triste, n'osa pas demander à Davide des nouvelles de sa fiancée : il songeait que la véritable fiancée de ce malheureux, c'était la mort! Ce fut Davide qui se mit à parler spontanément de son prochain mariage. Il paraissait très fier de la richesse de sa future, et il s'informa de ce qu'on en disait à Casalino.

— On ne s'entretient que de cela! répondit Adone, qui crut faire œuvre pie en flattant la vanité de son compagnon.

En ce moment, la lune, haute et jaune, voguait au-dessus des bois de la rive, illuminant le fleuve bleuâtre; et, à gauche de la digue, au-dessus des vapeurs argentées qui s'élevaient comme une muraille construite par d'invisibles géans, quelques étoiles glauques scintillaient. « Oui, songeait Adone, il est malade, c'est évident. Il mourra bientôt, et il le sait! » Il s'imaginait que ce qu'il conduisait dans sa charrette cahotante, c'était un de ces revenans auxquels croyait Caterina. Mais n'était-ce pas une raison de plus pour que Davide lui inspirât du respect et pour que chaque parole prononcée par ce fantôme lui semblât pleine de significations profondes?

Cependant l'autre causait de choses fort banales. Faisait-il chaud à Casalino? Les nuits étaient-elles déjà fraîches? Quels étrangers y avait-il au village? La marquise était-elle arrivée?

— Oui, elle est arrivée. Je l'ai vue l'autre jour qui entrait à l'église.

— Et sa nièce?

— Je l'ai vue aussi. Elle accompagnait sa grand'mère. Elle était habillée tout de blanc : une mouche dans du lait!

— Et tu ne me dis rien de toi-même? Quand te marieras-tu, Adone? Ta fiancée est-elle jolie?

— Charmante! répondit-il avec orgueil.

Il brûlait d'envie de raconter à Davide, comme à un frère aîné, tous ses rêves et toutes ses espérances, de lui faire part aussi de ses inquiétudes et de lui demander aide et conseil. Il ajouta, presque à voix basse :

— Peut-être a-t-elle moins d'intelligence que de beauté; mais elle n'est pas sotte non plus. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle fera ce que je voudrai. Elle a déjà consenti à ne pas se marier à l'église...

— Tu lui as proposé une chose pareille! interrompit Davide, stupéfait. Et elle a consenti? A-t-elle au moins conscience de ce qu'elle t'accorde? Comprend-elle ce que tu veux qu'elle fasse?

— Je l'espère. Dans tous les cas, elle consent.

— Par amour, sans doute!

Adone sentit que l'autre avait raison. Néanmoins, il demanda encore :

— M'approuves-tu?

— Que puis-je te dire, mon cher? Il faudrait connaître la jeune fille. A-t-elle des sentimens religieux?

— Elle est même un peu superstitieuse.

— A merveille! Et tu dis que tu l'aimes réellement?... Mais toi, du moins, comprends-tu bien ce que tu fais?

— Certes oui! Je l'aime et elle m'aime. Nous avons toujours vécu ensemble, dans la pauvreté et dans le malheur; nous sommes unis par des liens plus forts que l'amour. Même si je la haïssais, je ne l'abandonnerais pas!

— Ça, ce n'est pas le principe de l'union libre.

— Mais c'est le principe de la justice! Je considère Caterina comme une sœur. Elle a été ma compagne dans mes jours de détresse; elle m'a aimé lorsque personne ne m'aimait. Nous avons été frère et sœur avant d'être amans. Je serais tenté de dire qu'elle est ma conscience!

— Prends garde de ne pas être aussi sa victime : on est parfois la victime de sa conscience! déclara sentencieusement Davide. Puisque je ne connais pas la jeune fille, je ne puis

pas te dire si tu as bien fait de lui demander ce sacrifice. Lorsqu'une femme n'est pas encore suffisamment affranchie, le mieux est de respecter ses préjugés. On n'arrache pas les feuilles d'une plante qui a déjà des fruits.

— Au contraire! riposta Adone. On arrache les feuilles, pour que les fruits mûrissent au soleil...

Mais il se repentit aussitôt de cette réponse : ce qu'il voulait, ce n'était pas discuter avec Davide, c'était obtenir de lui un avis.

— Tu crois donc, reprit-il, que j'ai eu tort? Il serait peut-être encore temps de réparer...

— Non, non! Il ne faut jamais revenir sur ce que l'on a fait. Elle perdrait le respect qu'elle doit avoir pour toi. Le remède serait pire que le mal..

Ils étaient arrivés devant la maison, et la figure noire de l'allumettière se détachait sur la route blanche.

Les jours suivans, Adone revit plusieurs fois Davide. Ils firent ensemble de longues promenades sur la digue, allèrent ensemble à la pêche. Mais le jeune instituteur n'avait plus autant de confiance dans son aîné. Celui-ci, pourvu d'un bon poste, ne pensait pas du tout à mourir, et il s'accommodait fort bien de sa nouvelle situation. « Qui sait même, se disait Adone, si la fortune de sa future n'a pas été pour quelque chose dans ses projets de mariage? »

XV

Depuis son retour, Adone projetait de jouer la comédie devant le public inculte de Casalino. Les représentations dramatiques y ont toujours beaucoup de succès en août et dans les premiers jours de septembre. A cette époque de l'année, la population est en gaîté, et un vent de folie passe sur le pays; on finit de vider les futailles et les bouteilles, pour faire de la place au vin nouveau; les marchands de raisin et les marchands de balais n'ont pas encore entrepris leur tournée annuelle, et les grainetiers, les maquignons arrivent de la Croatie : — tous gens qui aiment le spectacle comme les filles aiment la danse!

Adone se croyait une aptitude spéciale pour le théâtre. D'autres amateurs offraient leur concours avec un héroïque empressement. Le plus difficile était de trouver un local.

— Nous espérons que la marquise nous prêtera l'ancienne écurie du palais Dargenti, disait Adone à Caterina.

Mais Caterina, jalouse, n'approuvait pas cette idée de jouer la comédie.

— Les soirs de représentation, tu ne pourras plus venir me voir... Et puis, les filles te regarderont.

— Le beau malheur! répondait-il. D'ailleurs, tu assisteras aux représentations.

— Grand'maman ne me le permettra pas.

— Oh! cette grand'maman! Elle me met dans des rages!... Mais j'irai te prendre en cachette.

— Non, non, mon bel ami! repartait Caterina avec calme.

— L'an passé, tu serais venue.

— L'an passé, j'étais une sotte.

— Tu me plaisais davantage.

— Ne dis donc pas de mensonges, mon bel ami!

Malgré les objections de Caterina, les représentations commencèrent à la mi-août. L'orchestre se composait d'un vieux montreur de marionnettes qui, pendant les entractes, jouait de l'accordéon. Candido, le peintre en bâtimens, faisait le comique. Céleste, la normalienne, était la *prima donna* la plus endiablée et la plus sémillante que l'on pût rêver. Par amour de l'art, Adone consentait quelquefois à se charger du rôle de *seconda donna*, et Céleste le récompensait en l'embrassant sur la scène, parfois même dans les coulisses. Il ne s'y opposait pas, mais il aurait été beaucoup plus heureux de cette faveur le mois précédent. D'ores et déjà, il considérait Caterina comme son épouse légitime, et il était décidé à lui être fidèle.

Au début, les représentations eurent peu de succès. Le directeur de la troupe, épave d'un théâtre de quatrième ordre, voulut à toute force donner *la Croix d'or* et *les Deux Sergens*, drames qui avaient été ses grands chevaux de bataille dans la carrière où il avait misérablement échoué. Le public s'ennuya. Mais, un jour, comme la compagnie délibérait sur l'œuvre nouvelle à représenter, et comme Adone proposait la *Mort civile*, Candido se leva et, ôtant son bonnet :

— Permettez-moi, dit-il, de vous soumettre mon opinion. Il existe une comédie très divertissante, dont je ne me rappelle plus le titre, mais que j'ai vu jouer dans mon enfance, à

Mezzano. Dans cette comédie-là, il y a un personnage qui entre en scène, l'épée nue, et qui crie d'une voix de stentor :

Avec cette épée au poing,
Je parie un paolo (1)
De couper la tête à Golo...

— Si tu ne te rappelles plus le titre, nous sommes bien avancés! fit Adone.

Candido mordilla son bonnet.

— Attends!... Il y avait un vilain bonhomme qui tourmentait tout le monde!... C'était à mourir de rire!

Sur ce, l'ex-comique intervint et prononça du bout des lèvres, avec mépris :

— Cette pièce, c'est le *Tyran de Padoue!*

Adone se rendit à Viadana, y acheta la brochure; et, pour le dédommager de sa peine, on lui donna un rôle à effet : celui du personnage qui entre en scène l'épée nue. Il apparut donc devant le public avec une énorme rapière, si longue qu'il avait l'air de porter une croix processionnelle. Dès lors, le succès fut assuré.

Un soir des premiers jours de septembre, Adone alla chercher Caterina, pour la conduire au théâtre avec quelques-unes de ses amies. Il ne fut pas facile d'obtenir la permission; mais enfin, la vieille *Suppèi* se laissa convaincre, non sans avoir d'abord fait promettre solennellement aux autres jeunes filles de ne pas quitter une seule minute les deux amoureux.

Cette promesse n'empêcha pas que, sitôt la bande engagée dans la ruelle, les amoureux ne demeurassent en arrière, tandis que les amies prenaient les devans. Ce soir-là, Adone était préoccupé, presque triste.

— Laisse-les aller! dit-il à Caterina qui riait et qui rappelait ses compagnes. Il faut que je te parle...

Elle tressaillit.

— J'ai causé avec ma tante, ajouta-t-il. Le vieil instituteur et moi, nous sommes d'accord : il ne renoncera à son poste qu'après que j'aurai terminé mes études. De cette manière-là, je serai toujours sûr d'avoir, dans deux ans, le poste de Casalino, si je ne peux pas obtenir mieux.

(1) Ancienne monnaie d'argent qui valait 0 fr. 55.

— Et qu'est-ce qu'a dit Tognina ?

— Elle a dit que je suis fou et qu'elle n'aura pas le moyen de m'envoyer un centime... Peut-être aurait-il été préférable que je me fisse nommer tout de suite à ce poste. Je suis las de vivre aux crochets des autres.

— Mais tu ne vivras pas aux crochets des autres ! Je t'ai déjà dit que, si c'est nécessaire, nous vendrons la maison...

— Ne dis donc pas de sottises !... Je travaillerai, je vivrai de peu. Et Pirloccia n'en continuera pas moins de répéter que je suis un fainéant !

Lorsqu'ils eurent atteint la digue, Adone lui prit le bras et se serra contre elle. Il aurait voulu qu'elle ne dît plus rien et qu'elle le laissât goûter en silence la douceur de leur première promenade nocturne ; il aurait voulu oublier les vulgarités de la vie, la misère morale du milieu où il végétait, les images du passé, qui lui remontaient du cœur avec amertume.

Ils arrivèrent en retard. On entendait déjà les notes mélancoliques du joueur d'accordéon qui faisait le tour du village en écorchant un air de danse, pour appeler les spectateurs au théâtre, et Golo attendait impatiemment sur la pelouse celui qui devait le tuer. Golo, c'était Candido, vêtu de rouge et de noir comme un diable, et coiffé de son bonnet de papier, pour ne pas salir le casque de carton dont il était si fier sur la scène.

— Dépêche-toi, dépêche-toi ! se mit-il à crier, en apercevant Adone.

— Quoi donc ? Est-ce qu'il y a le feu au théâtre ? demanda Caterina.

— Mieux que ça ! Il y a un monde fou ! Cours t'habiller, Adone ! Moi, je m'occuperai de trouver des places pour ces demoiselles.

Le théâtre avait deux entrées : une grande, sur la route, et une petite, sur la pelouse. La petite était réservée aux artistes, tandis que la grande, gardée par un distributeur de billets assis derrière une table, était pour le public. La salle, — cette ancienne écurie gracieusement accordée à la troupe par la marquise, — avait sur ses murs délabrés de bizarres décorations : des pampres, des rubans, des guirlandes de papier doré. Cinq ou six lampes à pétrole éclairaient un amas confus de figures et d'objets ; de grandes ombres s'agitaient au plafond, et, à l'extrémité de la salle, le rideau de toile grossière ressemblait à

une voile latine ondulant sous la brise. Tandis que Golo installait ces demoiselles à leurs places, Adone se hâta d'entrer dans une petite remise qui servait de loge commune aux artistes. Mlle Céleste finissait de s'y habiller derrière un drap tendu en guise de paravent.

— Monsieur Adone, lui cria-t-elle, venez vite ! J'ai une nouvelle à vous apprendre.

Et, montant sur une chaise, elle fit voir par-dessus le drap son front et ses yeux espiègles.

— Oui, oui, je sais une grande nouvelle ! Venez de ce côté-ci ! Je ne veux la dire qu'à vous !... Ce soir...

— Eh bien, parlez donc !

— Non ! Venez ici ! Venez tout de suite !

Adone, à demi vêtu, passa dans la loge mobile de la *prima donna*. Elle sauta lestement à bas de sa chaise et lui chuchota dans l'oreille :

— Ce soir, la marquise et Maddalena Dargenti assisteront à la représentation !

Et, ce disant, elle lui appliqua un gros baiser. Adone rougit de surprise et d'allégresse ; il rendit le baiser à la normalienne, l'entraîna par la main hors de la loge mobile ; puis, s'inclinant devant un groupe de comédiens :

— Membres de cette illustre compagnie, proclama-t-il, je vous annonce que nous aurons ce soir de nobles spectateurs. Le sort de notre théâtre est assuré !

Les nobles spectateurs se faisaient attendre et le public commençait à s'impatienter, lorsque, sous le cintre de la grande porte, deux silhouettes se dessinèrent : celle d'une grosse dame vêtue de noir, avec une face rouge et joufflue, des cheveux blancs, des lunettes d'or, et celle d'une jeune fille, frêle, blanche, vaporeuse, qui avait au cou un collier de perles et dont les cheveux noirs, partagés sur le front et bouffant légèrement aux tempes, encadraient un visage délicat et sévère, d'une pâleur mate. Soudain tous les chapeaux de feutre, toutes les têtes brunes et blondes se retournèrent vers la porte, et, brusquement, le silence s'établit. Adone, l'œil au trou du rideau, vit le distributeur de billets conduire les deux dames au premier rang des places réservées. On entendit des craquemens de banquettes, un murmure confus de personnes qui se levaient, et l'acordéon attaqua

la *Marche royale*, comme à l'entrée d'une reine. La dame aux lunettes s'avançait de son pas lourd, la poitrine en avant, capable, semblait-il, de s'ouvrir un passage à travers la multitude la plus compacte. La jeune fille, au contraire, marchait sur la pointe des pieds, et on aurait cru qu'elle allait s'envoler comme un papillon.

— La marquise n'est pas venue! dit Adone, désappointé.

— Allons, allons! repartit Céleste. Console-toi : la petite est là pour te voir!

Ce fut pendant cette mémorable représentation, demeurée célèbre dans le pays, que Golo, ayant le trac, déclama :

— Je m'avance, le casque en tête et le *cimetière* au poing...

A cette étrange nouvelle, il y eut des exclamations, des éclats de rire, des trépignemens, des applaudissemens frénétiques. Adone, inquiet, regarda Maddalena Dargenti. Elle riait, mais à peine; et elle était très jolie, avec ses fossettes aux joues, avec ses lèvres entr'ouvertes qui laissaient voir des dents admirables. Elle aussi, elle le regarda. Leurs regards se croisèrent. D'habitude mi-clos, les yeux de la jeune fille s'ouvrirent tout grands, fixés sur lui. Et il éprouva une sorte de vertige. Ces yeux-là, ne les avait-il pas déjà rencontrés dans un pays lointain, dans une vie antérieure, dans un rêve de tendresse et de volupté?

Après la représentation, il ramena Caterina et ses amies à Casale. Caterina se montra très jalouse de la *prima donna*.

— Elle t'embrassait tout de bon, cette effrontée!

— Quel mal y avait-il? Sur la scène, tout est permis aux artistes. Sans cela, est-ce qu'on pourrait jouer?

— Mais elle n'embrassait pas les autres! Elle n'embrassait pas même son mari!

— Naturellement. Elle ne pouvait pas le souffrir, et c'était moi qu'elle aimait.

— Ah! c'était toi qu'elle aimait?... Eh bien, qu'elle y prenne garde : je lui casserai la tête à coups de galoche!

— Quels instincts féroces tu as, ce soir!

— C'est que tu m'appartiens! affirma-t-elle en lui serrant le bras avec passion. Tu es à moi! Tu n'es pas aux autres!

— Ne crains rien, ne crains rien! répondit-il, ironique et maussade. Personne ne songe à me prendre!

— Si fait! Elles te regardent toutes!... Oui, elles te regar-

dent, parce que tu es beau! Maddalena Dargenti elle-même te regardait!... Mais celle-là, elle est trop laide...

— Non. Elle est belle quand elle rit, et ses yeux ressemblent alors à ceux d'Andromaca...

Un peu plus tard, lorsqu'il revint seul de Casale à Casalino, le souvenir de ces yeux longs et caressans, qui s'étaient plus d'une fois plongés dans les siens, l'accompagna sur la digue où il cheminait entre la splendeur du fleuve et la splendeur du ciel au clair de la lune. Il pensait à *elle* comme il n'avait jamais pensé à aucune autre femme. Il n'osait pas la nommer par son nom : elle était pour lui le mystère d'un monde inconnu, le symbole de tout ce qui est inaccessible. Il avait perdu la mémoire de ce qu'il était lui-même; il se croyait devenu un autre homme. En imagination, il avait dépouillé ses vêtemens de tous les jours et il avait endossé un costume extraordinaire, plus brillant et plus léger que sa défroque de théâtre; il s'était métamorphosé en un de ces personnages fantastiques dont, tous tant que nous sommes, nous avons joué le rôle, un beau soir : — personnage qui se hâte sans savoir où il va, qui chemine sans toucher le sol, qui déclame sans paroles, sur la scène magique d'un paysage lunaire, un drame auquel les étoiles seules comprennent quelque chose!

Il s'arrêta devant la grille du château Dargenti. Les ombres des peupliers s'allongeaient sur la pelouse, blanche de lune; l'édifice, d'un jaune pâle, avec ses corniches, ses balcons et sa terrasse, se détachait comme une peinture sur le champ sombre des arbres, et un parfum d'herbes et de géraniums émanait du jardin. Tout était comme à l'époque lointaine où, petit écolier, Adone se suspendait aux barreaux de la grille, pour plonger des regards curieux dans l'ombre du parc. Le parc venait de retrouver pour lui son mystère, et même un mystère plus profond et plus enchanteur que celui d'autrefois.

XVI

Le lendemain, au réveil, il tâcha instinctivement de ressaisir son rêve, comme l'enfant qui, ayant un jouet nouveau, le cherche, dès qu'il rouvre les yeux; mais, pendant la nuit, quelqu'un a emporté le jouet.

Dans la pénombre du grenier, les yeux de Maddalena ne

reparurent point : ce lieu n'était pas digne d'elle! Au premier moment, Adone fut humilié de se revoir là; mais il recouvra bientôt son orgueil. Davide n'était-il pas fiancé à une personne plus belle et plus riche que Mlle Dargenti? En ce monde, il n'y a rien d'impossible!

Une minute après, il se fâcha contre lui-même et il eut honte de ses rêveries, en réfléchissant que Caterina ne coquetait jamais avec personne. Non, il n'avait plus le droit d'agir à la légère, puisqu'il appartenait à Caterina!

Toutefois, l'idée d'appartenir à Caterina choqua son amour-propre, et, de plus en plus mécontent, il alla se mirer dans sa petite glace. Était-il beau garçon?... Non, il ne se trouvait pas beau... Et pourtant, lorsqu'il souriait... Il sourit à son image, vit ses dents fines, se rappela la plaisanterie de l'oncle Giovanni, qui les comparait à des grains de riz oubliés dans la bouche. Il ne sourit plus, se regarda encore; et il se dit à lui-même : « Eh bien! vrai, tu n'es pas beau! »

Plus tard, tandis qu'il flânait devant la porte du théâtre, il vit la marquise et Maddalena qui traversaient la pelouse; et, pour la première fois, il remarqua qu'*elle* était maigre, sans formes, raide d'allure comme sa grand'mère. Avec sa robe un peu courte, ses cheveux noués sur la nuque, ses bras grêles, sa poitrine plate, elle n'était qu'une fillette à l'âge ingrat. Désormais Adone se piquait d'être bon connaisseur en fait de beauté féminine. Il avait une si belle maîtresse!... Une maîtresse!... Oui, et il était fier d'en avoir une, et il était reconnaissant à Caterina d'avoir consenti à lui donner ce bonheur secret, en attendant le moment de devenir sa fidèle épouse.

Maddalena et la marquise gravirent les marches et pénétrèrent dans l'église. Il s'attrista sur Maddalena. Davide lui avait dit qu'elle était un peu bizarre, comme tous les Dargenti, qu'elle n'allait à l'église que pour complaire à sa grand'mère, que sa grand'mère n'avait pas confiance en elle, et qu'elle, de son côté, aimait peu sa grand'mère. Mais ces renseignemens étaient-ils exacts? « Du reste, que m'importe? » conclut le jeune homme.

Ce soir-là, il n'y avait pas de représentation, et il était encore trop tôt pour aller chez Caterina. Adone entra donc au théâtre, rangea quelques objets, puis revint devant la porte des artistes. Il vit passer à bicyclette, sur la pelouse, un gros garçon blond, qui mit pied à terre près de la grille. C'était probablement un

des visiteurs habituels de la marquise; il devait être invité à dîner au château, et, ce soir-là, Maddelena minauderait avec lui!

Jusfin ouvrit la grille, et il annonça sans doute au visiteur que ces dames étaient à l'église: car le gros garçon confia sa bicyclette à l'ancien chasseur et se dirigea vers le portail. Adone le suivit du regard. Ce jeune homme, avec son visage rubicond, ses moustaches en croc, ses yeux voilés par des paupières un peu lourdes, se donnait des airs d'homme en bonne fortune, de conquérant. Et Adone eut un accès de mauvaise humeur, éprouva un malaise qu'il n'avait jamais éprouvé jusqu'alors. Était-il donc jaloux de cet inconnu?

Ensuite il alla chez Caterina, où il rit et bavarda plus que de coutume; et, comme elle s'amusait à imiter avec une perfection surprenante la voix et les gestes des personnages du *Tyran de Padoue*, il dit à la vieille:

— Grand'maman, vous devriez lui permettre de jouer la comédie. Vous voyez comme elle s'en tire bien!

Mais la *Suppèi* hocha la tête et marmotta d'inintelligibles paroles.

— Permettez-lui au moins de venir à la représentation, insista-t-il. Demain, ce sera encore plus beau que les jours précédens: nous aurons la fanfare, et il est possible que Mlle Dargenti soit là...

Mais tout de suite, il eut peur d'avoir trahi son secret désir de revoir cette demoiselle, et, pour donner le change, il ajouta:

— Nous aurons aussi des dames de Cicognara et de Casal-Belloto...

— Je mettrai ma belle robe bleu de ciel! dit Caterina.

— Non, mon cœur, protesta la vieille. Ce n'est pas tous les jours fête!

Caterina répliqua avec vivacité, et la *Suppèi* la menaça d'une gifle. Alors Adone, pour rétablir la paix, dit en plaisantant qu'il viendrait prendre Caterina en cachette, pendant que la grand'maman dormirait.

— Tu sais, mon cœur, je dors les yeux ouverts, moi! se vanta l'aïeule. Quand tu agis mal, je le sais; quand tu agis bien, je le sais pareillement. Mon âme rôde autour de toi comme l'esprit follet.

— Mon Dieu, vous me faites peur! s'écria-t-il en éclatant de rire.

— Oui, oui! expliqua-t-elle en levant son bâton. Quand nous agissons mal, il y a sûrement un esprit follet qui rôde autour de nous; et cet esprit follet, mon cœur, c'est notre conscience, c'est notre belle petite conscience!

Et elle ôta son chapeau, comme pour saluer l'esprit invisible.

Quelques jours passèrent. Adone, si persuadé qu'il fût que les yeux sont faits pour voir, n'en hésitait pas moins à lever les siens vers Maddalena, quand il la rencontrait sur la pelouse de l'église ou quand il la voyait dans le carrosse antique de sa grand'mère. Du reste, elle non plus, elle ne le regardait pas. Cette demoiselle semblait ne regarder personne, ne voir personne; c'était Mme Maria, l'institutrice, qui regardait et qui saluait pour le compte de la marquise et de l'élève.

Un soir, la dédaigneuse jouvencelle reparut au théâtre. Elle était accompagnée de deux messieurs et d'une jeune fille, hôtes du château. Tous les quatre étaient vêtus de blanc; et le théâtre prit un autre aspect, devint plus riant, plus lumineux, dès que ce groupe élégant et parfumé en eut franchi le seuil. Les artistes aussi eurent plus d'entrain. Seul Adone joua mal, comme par l'effet d'un secret dépit. Ce soir-là, sa mère assistait au spectacle avec Eva et avec Reno, dont les yeux grisâtres et sauvages ne quittaient pas un instant le grand frère. Or Adone n'avait certes pas honte de sa famille; mais la présence de cette pauvre mère et de ce malheureux petit frère lui rappelait nécessairement l'humilité de sa condition et la tristesse de son existence.

Il se disait: « Il est temps que cela finisse! Pourquoi m'abaisser à ce rôle de baladin? Suis-je donc tenu de divertir ces nobles spectateurs? Je me moque bien d'eux! » Il n'accordait pas un seul coup d'œil au parterre. Quand Céleste parut en scène, avec sa magnifique chevelure dénouée sur les épaules, avec son visage artistement maquillé, il résolut de lui témoigner beaucoup de passion; mais il remarqua tout de suite que la fille du tyran de Padoue attirait les regards des « nobles spectateurs, » et qu'à son tour elle ne dédaignait pas de regarder l'un d'eux avec une évidente complaisance. Alors, entraîné par ce bon exemple, Adone se mit à regarder Mlle Dargenti.

Elle avait les paupières baissées, l'air distrait. Mais, subitement, comme attirés par une lueur lointaine, les yeux longs et enjôleurs se dilatèrent et allèrent à la rencontre du regard qui

les cherchait. Adone crut défaillir, tant l'éclair de ces yeux avait été perçant. Il ferma les siens, les rouvrit, regarda d'un autre côté; mais toujours et partout il revoyait les yeux suiveurs de Maddalena. Et lorsque, sous l'influence de ces magnétiques prunelles, il la regarda de nouveau, de nouveau elle répondit à son regard charmé.

Il l'aperçut encore le lendemain. Presque tous les jours, elle allait voir la vieille sœur du curé. Mais, quoiqu'elle fût seule au milieu de la pelouse, il n'osa plus arrêter son regard sur elle. Une sorte d'obsession le tourmentait, faite de remords, de crainte et de désir.

Il se croyait aimé de Maddalena, mais il ne s'en réjouissait point. Il éprouvait une grande pitié pour elle. Il se disait: « Ne sait-elle pas que je suis engagé avec une autre ? Ne sait-elle pas qu'il m'est interdit de lui faire la cour, même par simple passe-temps ? Qu'elle réserve donc ses coquetteries pour les gens de son monde ! Moi, je ne suis pas de sa race ; et, si elle est capricieuse, ce n'est pas une raison pour que je sois capricieux ! »

A certaines minutes, il s'imaginait que, si Maddalena l'avait regardé, c'était précisément par goût des contrastes : elle riche et lui pauvre, elle noble et lui plébéien. « Ah ! toutes les femmes sont romanesques, surtout à l'âge de Maddalena ! Elles aiment les situations extraordinaires, les aventures sentimentales. » L'opinion qu'il se faisait d'elle changeait d'un instant à l'autre; tantôt il la considérait comme une fillette naïve; tantôt il la soupçonnait d'être un peu détraquée, comme tous les Dargenti. « Oui, elle ne le regardait que par caprice, pour se divertir ! » Cette pensée mortifiait Adone ; mais il se complaisait à sa souffrance, et il aimait à y voir une punition des velléités qu'il avait eues d'être infidèle à Caterina.

Déjà les nuits fraîchissaient, et, parfois, en revenant du rendez-vous qu'il donnait chaque soir à sa fiancée, il était enveloppé d'une brume indécise et transparente à travers laquelle on apercevait encore les étoiles. Des vapeurs grisâtres flottaient sur le fleuve, sur les champs; et il s'imaginait marcher, non sur la digue, mais sur un pont qui aurait traversé un immense étang circulaire; et il lui semblait qu'à chaque extrémité de ce pont surgissaient deux fantômes, qui l'attiraient l'un et l'autre

avec une force magique; et il allait de l'un à l'autre comme une navette, tissant la toile grise de son inutile jeunesse...

Un beau jour, Maddalena partit avec sa grand'mère; et, aussitôt après, il ouït dire qu'elle était promise à un riche propriétaire de Casalmaggiore, ce blond qui avait naguère éveillé en lui une jalousie instinctive. Il n'en ressentit ni joie, ni douleur. Il était certain que Maddalena se marierait sans amour, et il avait compassion d'elle; mais pourtant, il se mêlait à cette compassion une vague rancune. Le futur en question n'était pas noble, n'était pas même beau garçon. « Mais que voulez-vous? se disait Adone. Les temps sont durs, même pour les demoiselles nobles et riches. Combien n'y en a-t-il pas qui restent vieilles filles? Les jeunes gens de l'aristocratie préfèrent conserver leur liberté, s'en aller à Paris, à Montecarlo ou en Amérique, pour faire la chasse aux millions. Souvent les jeunes filles nobles sont réduites à se contenter de propriétaires sans titres, et on en voit même qui épousent des industriels parvenus, des professeurs, de simples fonctionnaires!... D'ailleurs, leurs maris ne font pas une aussi bonne affaire qu'ils le croient: ils deviennent esclaves, sont contraints de s'assujettir aux lubies de leurs femmes. Assurément ce gros blondasse est convaincu qu'en épousant Maddalena il fait une excellente acquisition. Libre à lui de priser cet objet de luxe; il aura le temps de déchanter. Elle ne l'aimera pas: il est trop corpulent, trop rubicond pour elle. Une jeune femme ne peut pas embrasser avec amour un homme gras. Pauvre Maddalena! Sans nul doute, le mariage a été combiné par l'aïeule, cette vieille marquise haute comme une perche, et qui, à quatre-vingts ans, a encore la prétention de marcher et de s'habiller comme une jeune fille. Ah! oui, pauvre Maddalena! »

Mais, un instant après, il se traitait de nigaud, d'imbécile. « Je suis plus naïf qu'un bambin de dix ans! Parce qu'elle m'a regardé deux ou trois fois, me voilà devenu fou! Je rôde autour du parc, comme au temps où je croyais qu'il était plein de choses fantastiques! Ah, l'homme est vraiment trop stupide!... Et nous prétendons réformer le monde, nous qui, pour un regard de femme, oublions nos devoirs et nos principes, nous qui ne savons vivre que pendus à des jupes! Réformons-nous, d'abord; arrachons-nous du terrain pourri où nous avons pris racine; dépouillons-nous de notre peau de bête! »

Après quoi, s'apercevant qu'il s'indignait tout de bon, il souriait de lui-même. Il se rappelait qu'il n'avait jamais prétendu être un réformateur et moins encore un juge impitoyable des faiblesses humaines. Il s'était toujours contenté de rêver un monde nouveau, dont les lois seraient fondées sur la justice et sur l'amour; et ce qui maintenant le rendait presque féroce, c'était qu'une jeune fille riche lui avait fait les doux yeux!

L'avant-veille de son départ, il se rendit à Casale, et il trouva la vieille *Suppèi* seule dans sa maison.

— Où est Caterina? Pourquoi est-elle sortie? Pourquoi ne m'a-t-elle pas attendu?

— Le livre du pourquoi n'est pas encore écrit! répondit la vieille avec sa brusquerie habituelle. Montons plutôt dans la chambre à coucher; je te montrerai une jolie chose.

Il s'en fut avec elle dans la vaste pièce où l'on voyait, au-dessus de la petite fenêtre, plusieurs nids d'hirondelles semblables à des excroissances de bois grisâtre. La vieille ouvrit la commode, fureta dans les tiroirs. Une petite toux sifflante, mêlée à des râles, sortait de sa gorge avec un flot de paroles sans suite. Depuis quelques jours, elle se lamentait au souvenir d'une bronchite qu'elle avait eue dix ans auparavant, et elle croyait ressentir de nouveau les symptômes de ce mal.

— J'ai lutté avec l'ennemi, alors; mais il est resté là, en catimini. L'entends-tu, mon cœur? (Et elle frappait légèrement sa poitrine avec la pomme de sa canne.) Mon tour est venu, à présent: un de ces matins, la *Suppèi* tombera par terre avec son chapeau, son bâton et sa pipe, comme une marionnette morte!... L'heure vient pour tous, mon cœur, même pour le curé doyen, même pour les bébés qui sont encore à naître! Finies, les histoires! Et que reste-t-il de nous, ensuite? Les bonnes œuvres!

— Laissez donc là vos idées noires, repartit Adone. Vous vivrez plus longtemps que nous! Mais où est cette jolie chose que vous vouliez me montrer?

— La voici, la voici! répondit-elle, en continuant à ouvrir et à refermer des tiroirs d'où s'exhalait une forte odeur de tabac. Tu veux accompagner Caterina à la promenade? Eh bien! moi, je te demande: « L'accompagneras-tu toujours? » L'homme, hélas! est souvent plus dur qu'un morceau de bois. Le bâton

n'abandonne jamais celui qui a besoin de lui; mais l'homme... l'homme change d'idée comme de jaquette!

Et, ce disant, elle regardait la jaquette étroite et longue du fiancé.

— Qu'est-ce que vous avez aujourd'hui, grand'maman? dit-il, en s'approchant de la fenêtre pour épier le retour de Caterina. Voyons, un peu de gaieté! Si je pars demain, je reviendrai plus tard. Et alors nous aurons un poste, et alors nous nous marierons, et alors nous ne grognerons plus!

— Mais nous pourrions aussi nous marier tout de suite, mon cœur! repartit la vieille en fouillant toujours dans la commode. Le poste viendra en son temps!

Finalement, d'un signe de tête, elle l'appela près d'elle et elle lui montra une petite boîte où il y avait de nombreuses pièces d'or.

— Tout ça est à Caterina, tu sais! Ses épargnes! Une vraie fourmi, cette fille! Elle travaille, travaille, et elle s'est ramassé un petit magot. Eh bien! mon cœur, puisque ta tante ne veut pas te venir en aide, prends-la, cette boîte... Prends-la donc! Est-ce que tu as les mains paralysées?... Si tu refuses, Caterina ne sera pas contente.

Il regardait, troublé par une sorte de vertige, ne sachant s'il devait rire ou pleurer. La vieille toussait, l'œil sur les pièces d'or. Adone comprenait la défiance, la générosité, la simplicité de cette femme ; et il ne savait quoi répondre.

— Nous en reparlerons, grand'maman ! Nous en reparlerons!

Elle replaça le coffret, saisit Adone par le coude, et, le fixant de ses petits yeux bleus, veinés de rouge :

— Ne refuse pas! lui enjoignit-elle. Si tu refuses, tu fais un grand chagrin à Caterina. Tu crois la connaître, cette petite, mais tu te trompes. Elle a le corps robuste, mais elle a le cœur sensible... Rappelle-toi ce que te dit la vieille ! Les vieux, même tombés en enfance, en savent parfois plus long que les jeunes, même instituteurs!

Malgré cette preuve de bonté humaine, Adone fut triste jusqu'à l'heure du départ. En automne, l'homme devient sentimental, n'eût-il que vingt ans. Le brouillard s'épaississait sur la digue; les arbres et les buissons dressaient parmi les vapeurs du couchant leurs frondaisons jaunies, telles des flammes loin-

taines; les feuilles tombaient, noircissaient comme de l'or faux, et les illusions faisaient comme les feuilles. « Somme toute, pensait Adone, debout près de la petite porte du théâtre où il attendait Jusfin pour lui rendre la clef de l'écurie, l'homme n'est-il pas comparable à une plante? Né souvent par hasard, dans un sol ingrat, il se couvre de feuilles, fleurit et produit selon la culture qu'on lui donne. Si personne ne le cultive, il reste sauvage; et alors ses fleurs peuvent être belles, mais ses fruits sont amers. » Inutile d'ajouter qu'il se comparait à l'arbre sauvage.

L'ex-chasseur parut, grand et encore vigoureux. C'était un arbre qui conservait bien ses feuilles, malgré l'automne avancé.

— Regardez partout, lui dit Adone. Constatez que nous n'avons commis aucun dégât!

Jusfin regarda partout. Puis Adone lui remit la clef en faisant observer malicieusement :

— Vous ne vouliez pas nous la donner, cette clef, vieux grognon! Vous prétendiez que nous ne saurions rien faire de propre! Eh bien! vous avez vu : nous avons eu l'honneur d'être mis sur le journal!

— Ce n'est pas difficile, d'être sur le journal! répondit Jusfin d'un ton ironique, en faisant le geste d'étendre par terre une gazette et de poser les pieds dessus.

GRAZIA DELEDDA.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LE LAC DE TRASIMÈNE

C'est par myriades que les touristes d'outre-monts envahissent l'heureuse Italie, entre novembre et mai. Les trains qui font le parcours de Florence à Rome, bondés de voyageurs, défilent sans se lasser devant Castiglione del Lago. Personne ne s'y arrête. Quelques curieux, attirés par la réputation de Pérouse et d'Assise, se détournent du chemin battu. Une demi-heure durant, la locomotive qui les entraîne s'attarde le long d'une nappe unie ou moutonneuse, bleue, verte, grise ou blanche selon la saison et l'humeur du temps. L'impeccable Bædeker est là pour leur apprendre, s'ils l'ignorent, qu'ils côtoient le lac de Trasimène. Ce grand nom, prononcé à l'improviste, fait battre le cœur de tous ceux qui ont quelque teinture de lettres. La figure d'Hannibal se dresse devant eux, impressionnante et énigmatique. Les plus cultivés évoquent les épisodes de l'antique tragédie, le clair récit de Polybe, la description éblouissante de Tite-Live, les alexandrins de Silius, les strophes de lord Byron...

L'histoire du monde présente à nos regards un fond monochrome sur lequel se détachent quelques points lumineux. L'époque des guerres puniques brille entre toutes les autres d'un éclat qui ne diminuera pas. Rien de ce qui s'y rattache ne nous laisse insensibles. Pourquoi? D'abord, parce que des hommes singuliers, Caton le Censeur, Fabius Maximus, Scipion, Hannibal entrent en scène. Ensuite et surtout, parce que de l'issue de la lutte engagée dépendait la destinée de l'univers.

La question n'était pas de savoir qui l'emporterait de Rome ou de Carthage. Ce qui était en jeu, c'était la suprématie d'une

race, d'une civilisation : d'un côté, l'Italie latine, étrusque et grecque ; de l'autre, l'Afrique sémitique et mélanienne. C'était un conflit qui rappelait la guerre de Troie, un choc semblable à celui qui amena l'écrasement des Huns à Châlons et des Sarrasins à Poitiers, un duel comme le monde en verra demain ou après-demain entre les blancs, fils et neveux de la vieille Europe, et les jaunes de l'Extrême-Orient. Pareilles collisions, où le destin décide en dernier ressort, méritent de trouver des Homère pour chantres.

Si les dieux s'étaient prononcés en faveur de Carthage, la civilisation prenait en Occident une direction inconnue. Les Phéniciens dominaient sans conteste la Méditerranée, assujettissaient ses îles et ses côtes, fondaient partout des colonies, régnaient souverainement sur cette région privilégiée qui fut pendant une longue suite de siècles le centre et comme le cœur du monde. Voilà pourquoi le nom de Trasimène, — une des principales étapes de la marche victorieuse du Carthaginois, — est familier à tous ceux qui ont reçu une éducation classique. Ne sommes-nous pas, en effet, les fils de la culture romaine, latins, celtes, bretons, scandinaves, germains et slaves, que nous habitions l'ancien ou le nouveau continent, Paris, New-York ou Sydney ?

Bien d'autres souvenirs se rattachent au Trasimène. Le moyen âge n'a pas moins généreusement contribué que l'antiquité à enrichir ses annales. Il a ses légendes païennes et mystiques. Il a ses îles, les villages qui se regardent dans ses eaux, des coteaux ombragés, des montagnes violettes à l'horizon, une esthétique spéciale digne de solliciter l'admiration des âmes artistes et le talent des peintres. Qu'il me soit permis d'errer sur ses bords et de m'attarder sur son onde, afin de pouvoir confier à ceux qui le dédaignent les raisons qu'ils auraient de le visiter.

I

Le lac de Trasimène est situé en territoire ombrien, sur les confins de la Toscane. Son niveau s'élève à 258 mètres au-dessus du niveau des deux mers. Il mesure 59 kilomètres de tour. Trois îles : la Polvese, la Maggiore et la Minore, surgissent de son sein, semblables à des corbeilles d'émeraude sur une nappe azurée.

C'est un lac ouvert. Des montagnes ou, si l'on veut, de hautes collines l'entourent de trois côtés et le dominent sans l'écraser. Elles semblent s'incliner à son approche et meurent avant de l'atteindre. Leur courbe gracieuse s'allonge dans la direction du Sud où l'on découvre une suite de cônes qui s'étagent à l'horizon. Vers le couchant, le lac confine à la Val di Chiana, plaine immense, jadis marécageuse, fertile en fièvres, habitée par une population chétive et fataliste que Dante a chantée, région assainie maintenant, riche, prospère, heureuse.

Dans son poème *De bello punico secundo*, Silius Italicus nous dit d'où le lac tire son nom :

« Trasimène avait pour père Tyrrhène. Ce Lydien, l'honneur du Tmolus, élevait son fils pour de plus grandes choses. Mais la nymphe Agylle s'enflammant d'amour pour le jeune homme dont la beauté ne le cédait pas à celle des dieux, oublia toute retenue et, saisissant Trasimène, elle l'entraîna dans les ondes. Celui-ci se déroba tout d'abord aux embrassemens de la nymphe éperdue, mais, dans ces antres tapissés de verdure, les naïades calmèrent sa frayeur. Le lac fut la dot d'Agylle, et c'est depuis ce voluptueux hyménée que l'onde a porté le nom de Trasimène. »

Les géographes, gens irrespectueux, soutiennent que « Trasimène » signifie tout simplement « le pays au delà du Meno. »

A écouter Silius, n'imaginerait-on pas de mystérieuses profondeurs resplendissantes de clartés diffuses, des grottes moussues où les plantes aquatiques étalent des feuilles larges comme des coupes et, dans ce décor, les amans glissant enlacés ou se poursuivant à l'instar des filles du Rhin de l'épopée wagnérienne? Le chantre du lac, Matteo dell'Isola, vante non moins élégamment et toujours en vers latins la transparence de ses eaux :

nam fulget ab imum
usquè solum semper.

Fazio degli Uberti et Viperani font chorus. A leurs yeux, la limpidité du Trasimène égale celle d'une source. Les poètes ont pour voir et pour peindre les spectacles de la nature des lumières qui font défaut aux autres mortels. Chateaubriand décrit les merveilles du lac Supérieur :

« Le lac lui-même est creusé dans le roc. A travers son onde

verte et transparente, l'œil découvre, à plus de trente et quarante pieds de profondeur, des masses de granit de différentes formes, et dont quelques-unes paraissent comme nouvellement sciées par la main de l'ouvrier. »

Il ne manque à cette prose que la rime pour nous convaincre.

Quant aux grottes, aux cavernes et aux retraites moussues de Silius, on aura quelque peine à se les figurer, la profondeur du Trasimène ne dépassant nulle part sept mètres. Lorsque le vent, descendant des montagnes voisines, souffle en tempête, les lames profondes atteignent sans peine le sol limoneux qui forme le lit du lac et les eaux se troublent comme par enchantement. Les calmes les plus persévérans ne suffisent pas à leur rendre une transparence qu'elles n'ont jamais eue. Pour trouver une ombre d'excuse aux assertions de Matteo et de ses émules, il faut admettre qu'ils aient cherché leurs termes de comparaison dans le vieux Tibre qui charrie ses ondes fauves dans le voisinage.

II

Plusieurs torrens se jettent dans le Trasimène, mais lui-même n'a pas d'écoulement naturel. Pendant un temps incommensurable, l'évaporation compensait tant bien que mal la quantité de liquide déversée dans le réservoir par les ruisseaux, ses tributaires, et par l'eau du ciel. Les riverains n'en étaient pas moins exposés à des crues subites, source continuelle de dommages inévitables.

En vue de parer à ces inconvéniens, on avait construit, à une époque que ni les historiens, ni les ingénieurs ne sont parvenus à déterminer, une longue galerie d'écoulement. Le canal devait transporter le trop-plein de la cuvette dans un des affluens du Tibre. Par malheur, si l'idée était heureuse, les hommes chargés de la réaliser manquaient des connaissances techniques indispensables. Ils creusèrent une galerie d'un diamètre insuffisant et d'un cours si irrégulier que le volume d'eau exporté était insignifiant. A la suite de pluies torrentielles comme en connaît cette région voisine de l'Apennin, le niveau du lac s'élevait tout à coup de deux ou trois mètres au-dessus de la normale. C'était un fléau périodique auquel on songea, dès le milieu du siècle dernier, à porter remède. Mais, tout en s'accordant sur le principe, on différait radicalement d'opinion sur les moyens à em-

ployer. Deux solutions furent proposées : la première consistait à dessécher le lac, la seconde à construire un second émissaire selon les règles de l'art.

Les partisans du dessèchement dressaient contre le lac un réquisitoire en règle; ils l'accusaient de tous les crimes. A leurs yeux, le Trasimène n'était qu'un étang fangeux ou, plutôt, un marais dont les eaux stagnantes entretenaient la fièvre paludéenne à l'état endémique parmi les populations riveraines. Pour assainir la région, il convenait de supprimer la cause du mal, c'est-à-dire le lac lui-même. En le desséchant, on obtenait un second avantage, on livrait à la culture un contingent respectable de terres vierges. On devait répéter avec le Trasimène l'expérience du Fucin.

Ces argumens ne furent pas jugés péremptoires. On répondit en premier lieu que si fièvres il y avait, elles ne résultaient pas fatalement de la présence des eaux lacustres, mais des vices inhérens à un système hydraulique défectueux qui, en multipliant les alluvions, déposait sur le rivage d'innombrables germes de pestilence. C'était par conséquent le régime des eaux qu'il fallait perfectionner. On ajoutait que les terres cultivables encore incultes abondaient en Italie; que, d'après des sondages pratiqués récemment, on avait constaté que le sol du lac était stérile et malsain; que le bassin constituait pour les riverains une source de richesse, et pour l'Italie une sorte de monument national sur lequel on ne pouvait porter sans crime une main téméraire. Quant à l'exemple du Fucin, il se retournait contre les partisans du dessèchement, les habitans de la région ayant saisi récemment le gouvernement royal d'une pétition tendant à la reconstitution pure et simple du lac tel que Dieu l'avait fait.

Cette manière de voir obtint le suffrage des populations intéressées; c'est elle qui triompha, grâce à l'énergie infatigable d'un homme de bien, M. Guido Pompilj. Ses efforts aboutirent d'abord à la constitution d'une société qui se proposait de construire à ses frais un second émissaire; à force de ténacité, il finit par arracher à l'administration récalcitrante l'autorisation de commencer les travaux.

Le premier coup de pioche entama le sol, le 9 mars 1896. Le projet de l'ingénieur Cristiani, approuvé en haut lieu, prévoyait une galerie souterraine longue de près d'un kilomètre, suivie d'un canal à ciel ouvert de quinze kilomètres. L'inaugu-

ration solennelle eut lieu le 2 octobre 1898, en présence des autorités et des notables de la région, aux acclamations d'un peuple enthousiaste. On ouvrit l'émissaire, puis le canal qui aboutit à la rivière Caima, affluent du Nestore qui lui-même se jette dans le Tibre. On avait prévu une dépense globale de 881 910 lire; elle n'atteignit que 650 918 lire, d'où une économie réalisée de 230 000 lire.

Depuis lors, le niveau du lac ne s'est plus élevé au-dessus de la limite fixée par les ingénieurs. Il est regrettable que la Société se soit obligée par contrats à livrer journellement une certaine quantité d'eau pour alimenter les moulins d'alentour. Par les temps de sécheresse prolongée, le niveau s'abaisse plus qu'il n'est utile. C'est ce qui est advenu pendant l'été de 1903.

Tel qu'il est, le Trasimène constitue un bassin d'eau douce d'une grande importance. Ses revenus augmenteraient encore si l'État propriétaire y pratiquait de sérieux essais de pisciculture. La navigation et la pêche sont soumises aux prescriptions d'un *motu proprio* pontifical suranné. Les restrictions qu'il contient n'ont plus de raison d'être aujourd'hui.

III

Si le Trasimène ne détient pas les grottes vertes et les abîmes secrets dont parle Silius, la dot de la nymphe Agylle n'en mérite pas moins quelque considération, car le lac constitue un gigantesque vivier dans lequel croissent et se perpétuent des myriades de poissons qui, à leur corps défendant, entretiennent depuis des siècles l'aisance parmi les populations riveraines.

On a vainement tenté, il est vrai, d'y acclimater la truite. Pourquoi le regretter? La truite ne se trouve à son aise que dans les eaux rapides, dans les torrens fertiles en cascades. Partout ailleurs elle s'appesantit, et sa chair cesse d'être savoureuse. En revanche, le lac abrite dans ses eaux une profusion d'anguilles, de brochets, de carpes, de tanches, de gardons, sans parler des crustacés de la famille des écrevisses.

L'anguille, d'humeur égale et de tempérament robuste, se montre indifférente par nature au régime des eaux; elle se multiplie dans le Trasimène, au grand profit des gens du lieu.

Le brochet est aux eaux douces ce que le requin est aux océans: un destructeur infatigable; mais, comme sa chair est

estimée, on n'a jamais entrepris de l'exterminer. La nature, d'ailleurs, en mère prévoyante, proportionne toujours les moyens de défense aux moyens d'attaque. Les faibles trouvent pour leur préservation des armes efficaces. Les brochets n'ont pas plus réussi à dépeupler le lac que les oiseaux de proie à faire le vide dans nos forêts (1).

La carpe est importée. Borghi, qui a dressé, il y a cent ans, la carte du Trasimène, raconte que son père y mit vingt-six carpes; elles ont prospéré, et petits poissons, avec le temps, sont devenus grands. Vagabondes et fantaisistes, les carpes s'en vont souvent flâner le long du rivage. Cette fièvre de curiosité leur vaut quelquefois un coup de fusil du chasseur aux aguets.

Des deux espèces de gardons qui fréquentent, le lac, l'*albo* est insipide et dédaigné; la *lasca,* poisson de la longueur d'un doigt, a la pupille de l'œil noire et l'iris argenté; ses nageoires sont tachetées de rouge, hormis celle du dos; le dos se teinte de vert clair comme la tête, le reste du corps a la couleur et l'éclat de l'argent. La *lasca* fit de tout temps les délices des Pérugins, à telles enseignes que les troupes d'Arezzo ayant, à certain jour du moyen âge, battu à plate couture celles de Pérouse, les Arétins, par dérision, pendirent les prisonniers haut et court avec des *lasche* suspendues à leur ceinture. Cette plaisanterie mortifia les vaincus: ils en tirèrent sans tarder une vengeance exemplaire.

Les Pérugins avaient l'épiderme chatouilleuse. Le pape Jean, vingt et unième du nom, les ayant priés de lui envoyer des *lasche* dont il raffolait, le conseil de la ville s'assembla. Après une grave délibération, on décida de déférer à la requête du Saint-Père, en lui faisant observer, toutefois, que le lac de Trasimène et ses poissons faisaient partie du patrimoine de Pérouse. Ceci se passait en 1277. Lorsque, dans la suite des temps, l'Ombrie tout entière fut soumise à la tiare, les pontifes romains cessèrent de solliciter ce qu'ils pouvaient exiger. Chaque année, à la fin du carême, un convoi partait du Trasimène pour la Ville éternelle. Il apportait, sans avis préalable du conseil de Pérouse, des bourriches de *lasche* destinées à figurer pendant la semaine sainte sur les tables du Vatican.

(1) La France est devenue récemment la cliente du Trasimène. On a expédié en 1902 plus de 2000 kilogrammes de brochets au delà des Alpes. Lyon constitue un des principaux débouchés pour les brochets.

L'Orient passe pour la terre de tradition par excellence; il n'en retient pas le monopole. Les campagnes italiennes offrent partout la trace parfois lumineuse d'usages inaugurés il y a des vingtaines, des trentaines de siècles. Il n'est pas difficile de s'assurer, en parcourant le Trasimène, que les méthodes de pêche ont à peine changé depuis le temps de Flaminius. Matteo dell'Isola énumère sept espèces de filets; les édits pontificaux en font mention; riverains et insulaires en usent encore à l'heure qu'il est.

Par les calmes après-midi et les nuits sereines, les poissons aiment à se rapprocher du rivage. Ils glissent à travers les roseaux et les joncs et s'endorment voluptueusement au milieu des herbes. Mais dès que le ciel se couvre et que la bise commence à souffler, brochets et anguilles, pressentant la tourmente, gagnent le large et vont se blottir dans les bas-fonds. Les pêcheurs connaissent ces habitudes. On aperçoit devant le village de San Feliziano des rangées de piquets disposés avec symétrie dans l'eau. Elles forment, verticalement à la rive, de véritables palissades dressées à grands frais, semées de pièges. L'anguille qui, à l'approche de l'orage, se met en quête des eaux profondes, suit la ligne des piquets. Une encoche se présente à l'improviste. Inconsciente du danger, l'animal s'engage, sans même y prendre garde, dans un étroit couloir qui aboutit à une trappe fermée par un filet. O vous qui entrez, perdez toute espérance... d'en sortir ! On donne à cet engin le nom d'*arelle*.

La *cacciarella* ne comporte que des préparatifs rudimentaires, mais elle exige l'intervention active de l'homme. Son théâtre est le voisinage immédiat de la rive, un endroit peuplé de roseaux dont la profondeur ne dépasse pas soixante-quinze centimètres. Sur la lisière des joncs, on dispose un long réseau de filets hauts d'un mètre, retenus en bas par des grains de plomb, à la surface par des bouchons. On pénètre dans l'enclos sur des barques; on bat l'eau et les roseaux à l'aide de bâtons. Le poisson, effrayé, va buter dans les filets en essayant de fuir. Le menu fretin passe à travers les mailles; les brochets et les carpes se font prendre malgré leurs bonds désordonnés. C'est une poursuite pleine d'imprévu.

La pêche au *gozzo* est moins mouvementée, mais c'est elle qui fait vivre les riverains. On jette un filet à cinq ou six cents mètres du bord; puis, à l'aide d'un câble, trois hommes amènent

par des procédés ingénieux le lourd engin sur le rivage

Si la pêche constitue une industrie plutôt qu'un sport, la chasse aux oiseaux est le passe-temps des oisifs. L'abbé Marchesi, qui a publié en 1846 une édition de la *Trasimenide* avec une traduction en vers vulgaires et des notes explicatives, compte vingt-quatre espèces d'oiseaux familiers du lac. Je relève dans la liste le guèbre, le cygne sauvage, le pélican, la perdrix, la corneille et le canard sauvage. Le guèbre, que les Italiens appellent, selon les régions, *tuffeto* ou *sualso*, appartient à la famille des plongeurs; son plumage épais et chatoyant est recherché dans le commerce. Le chasseur éprouve une jouissance sans égale à poursuivre ce bel oiseau. Il faut choisir une journée sans vent et s'avancer en bateau avec mille précautions. Sur la surface unie des eaux, on aperçoit de loin une tête noire. On profite d'un des plongeons pour se rapprocher vivement et silencieusement de l'endroit où le plongeur a disparu. On le tire au moment où il émerge.

IV

C'est dans la plaine qui s'étend au nord du lac qu'eut lieu, deux cent dix-sept ans avant Jésus-Christ, la bataille qui ouvrit aux Carthaginois le chemin de Rome et leur livra l'Italie centrale.

L'histoire de la seconde guerre punique a été écrite par Polybe avec l'exactitude, la précision, la sobriété qui caractérisent sa manière. Sans s'éloigner sensiblement du récit de son devancier, Tite-Live l'a repris, l'a développé, l'a embelli, s'il est permis de dire que les ornemens du style et les détails pittoresques ajoutent à la beauté de l'histoire. Il paraît hors de doute que l'écrivain latin avait lu, avant de prendre la plume, tous les documens de nature à éclairer son sujet; on regrette seulement qu'il ne s'appuie pas plus ostensiblement sur des témoignages indiscutables; on serait heureux de savoir qu'il a eu sous les yeux les écrits de Fabius Pictor. La relation que le grand historien latin nous a laissée au livre XXII de son ouvrage n'en mérite pas moins d'être accueillie avec confiance, quelque partialité qu'il puisse ressentir pour ses compatriotes.

De nombreux critiques, des Allemands surtout, — Nitzsch, Lachmann, Nissen, Peter, — ont, d'autre part, commenté à plai-

sir les textes anciens relatifs à la bataille de Trasimène. Puis sont venus les militaires avec les argumens tirés de l'étude du terrain et de la science tactique. Il est, en conséquence, permis de se prononcer en connaissance de cause sur le mémorable fait d'armes de l'année 217.

Hannibal avait profité de la paix avec Rome pour préparer de longue main la guerre contre Rome. On sait que la prise de Sagonte détermina la rupture entre les deux rivales et que le fils d'Amilcar, franchissant tous les obstacles avec une armée puissante, apparut à l'improviste dans la Haute-Italie. Chemin faisant, ses troupes s'étaient affaiblies et aguerries tout ensemble. Les consuls tentèrent d'arrêter cette marche victorieuse; ils furent battus à la Trébie. Le général carthaginois apprit ce jour-là ce qu'il en coûtait de vaincre les Romains, mais les Romains durent reconnaître que les légions n'étaient pas invincibles.

Romains et Carthaginois prirent leurs quartiers d'hiver à la fin de l'an 218. A Rome, on procéda comme de coutume à l'élection des consuls. Les suffrages se portèrent sur Cneus Servilius et sur Caius Flaminius qui furent chargés de garder les deux grandes routes qui du Nord conduisaient à la capitale. Le premier s'établit à Rimini, *Ariminum;* le second choisit Arezzo, *Arretium*, pour y passer la mauvaise saison. Hannibal trompa les prévisions en franchissant l'Apennin dès les premiers beaux jours, entreprise hardie qui lui coûta un œil et la perte de nombreux soldats. Il descendit en Étrurie à la manière d'un torrent des Alpes, dévastant tout sur son passage.

C'est alors que le drame commence.

Le Carthaginois ne pouvait se dissimuler les difficultés avec lesquelles il allait se trouver aux prises. Faute d'avoir une flotte à son service, il ne pouvait tirer de Carthage ni hommes, ni argent, ni subsistances. Bon gré, mal gré, il fallait qu'il vécût sur le pays qu'il traversait. Il laissait en arrière des peuples indifférens ou hostiles. En face de lui, se tenaient les anciens adversaires de Rome, devenus ses sujets ou ses alliés. Comment pénétrer leurs sentimens intimes? La comparaison entre les armées en présence ne tournait pas à l'avantage des Carthaginois. Que pouvait-on attendre de ces mercenaires contre la légion, de la cohésion artificielle des uns contre l'unité organique par excellence? Et puis, tandis que les consuls évoluaient sur un

terrain connu, les Phéniciens ne possédaient sur la topographie de l'Italie que des notions incertaines. Rome, enfin, pouvait subir, sans succomber, plusieurs défaites; la fortune d'Hannibal était à la merci d'un revers.

« Quand on examine bien, dit Montesquieu, cette foule d'obstacles qui se présentèrent devant Hannibal et que cet homme extraordinaire surmonta tous, on a le plus beau spectacle que nous ait fourni l'antiquité. » Le fils d'Amilcar s'est placé, durant la seconde guerre punique, au nombre des cinq ou six hommes de guerre que l'histoire met au-dessus de tous les autres : la race sémitique n'a jamais produit de capitaine qui puisse lui être égalé.

Hannibal comptait sur lui-même, sur son esprit fécond en combinaisons stratégiques, sur sa connaissance des hommes, sa volonté de fer, son activité, son génie. L'armée de Flaminius, inférieure à la sienne, campait en Étrurie ; de l'autre côté de l'Apennin, Servilius surveillait toujours les approches d'Ariminum. A tout prix, il fallait éviter la jonction des deux corps. Permettre aux consuls, je ne dis pas de se réunir, mais de combiner leurs mouvemens, c'était courir au-devant d'un échec. Hannibal se promit d'écarter cette éventualité redoutable.

« Connaître les desseins et le caractère du consul, la situation du pays, les ressources que l'on pourrait se procurer pour les approvisionnemens, en un mot tout ce qu'il importait de savoir, écrit Tite-Live, fut pour lui l'objet d'un soin particulier. » Ces questions élucidées, il se met en route sans perdre un instant. Laissant l'armée romaine à Arezzo, il la tourne, la dépasse et se dirige délibérément sur Cortone.

Cette marche surprit Flaminius et le laissa perplexe. S'il fallait prendre au pied de la lettre les assertions de Tite-Live et des historiens favorables à l'aristocratie, le consul n'aurait été qu'un vulgaire politicien, enflé de présomption, digne de la défaite qui l'attendait. L'homme qui a donné son nom à une des grandes voies romaines n'était pas le premier venu, mais il se peut que les qualités requises pour diriger de grandes opérations militaires lui fissent défaut. Dans les élections populaires, alors comme aujourd'hui, l'intrigue a souvent plus de poids que le mérite, et c'est toujours une imprudence insigne que de confier aux hasards d'un scrutin la distribution de charges qui exigent des connaissances professionnelles. Flaminius méprisait le Sénat,

en quoi il faisait preuve d'une grande légèreté de jugement, car c'est le Sénat qui allait sauver la République. Voyant Hannibal marcher vers le Sud, il crut Rome en danger et courut à la poursuite de l'ennemi.

Dans la prévision de ce mouvement, le Carthaginois avait cherché et choisi avec sagacité le terrain de la rencontre qu'il prévoyait. Polybe et Tite-Live s'accordent pour assurer qu'il avait reconnu, entre les montagnes de Cortone et le Trasimène, la présence d'un défilé long et étroit qui débouchait dans une plaine entourée de collines. « C'est là, écrit l'historien latin, qu'Annibal vint camper dans la partie découverte ; il s'y tiendra avec les Africains et les Espagnols. Les Baléares et les autres troupes légères sont embusquées derrière les montagnes. La cavalerie, protégée par quelques éminences qui la couvrent, occupe la gorge même des défilés, afin qu'au moment où les Romains paraîtront, cette cavalerie leur ferme le passage et qu'ils se trouvent enveloppés de toutes parts entre le lac et les montagnes. »

Si clair qu'il paraisse, ce récit a soulevé des discussions sans fin. Il s'en faut qu'on tombe d'accord sur le lieu précis de la rencontre. La plupart des commentateurs de Polybe et de Tite-Live admettent que le choc se produisit entre les villages modernes de Borghetto et de Passignano, situés à environ dix kilomètres l'un de l'autre, aux deux extrémités de la plaine en demi-cercle au milieu de laquelle émerge la petite ville de Tuoro. Pour eux, le défilé dont parle l'historien latin est celui de Borghetto. D'autres critiques, et parmi eux Magdoudal, ancien commandant du collège d'état-major de Sandhurst, qui a écrit un savant ouvrage sur les campagnes d'Hannibal, estiment que le défilé dont parlent les auteurs anciens est celui de Passignano et que la bataille fut livrée un peu plus loin, dans la direction de Pérouse. Cette opinion est contredite par la tradition populaire. On rencontre dans les environs du Monte Gualandro un grand nombre de lieux dont le nom rappelle le carnage des Romains. Un village se nomme *Ossaia*, une chapelle *Sepulcraia*, un ruisseau *Sanguineto*, et les paysans qualifient encore la plaine qui domine Tuoro de « Champs d'Hannibal. » Byron a recueilli la tradition :

« Un ruisseau à l'onde faible, au lit étroit, a emprunté son nom à la pluie de sang de cette fatale journée, et le Sanguineto

nous indique l'endroit où le sang des Romains abreuva la terre et teignit les eaux indignées. »

L'inspection des lieux donne raison aux commentateurs et à la tradition. Non seulement la plaine ondulée qui s'étend entre Borghetto, Passignano, les montagnes et le lac répond exactement au texte des auteurs anciens, mais elle est la seule aux environs du Trasimène où deux grandes armées aient pu se livrer bataille.

Reprenons la relation de Tite-Live.

L'armée romaine s'avançait à marches forcées dans la direction de Rome. Elle arriva aux abords du Trasimène à la nuit tombante, trop tard pour que les éclaireurs pussent tenter une reconnaissance. Le lendemain matin, il se trouva qu'un épais brouillard couvrait la plaine, tandis que les hauteurs restaient découvertes. Sans avoir fait battre les environs, le consul se hâte de donner à ses officiers l'ordre de marcher en avant : « A la clarté encore incertaine du jour, disent les Décades, il franchit le défilé, et lorsqu'il a déployé ses bataillons dans la partie de la plaine qui offre le plus d'espace, il n'aperçoit que le gros d'ennemis qui est en face de lui. L'embuscade dressée sur sa tête échappe à ses regards. Lorsque Hannibal voit, selon ses désirs, son ennemi resserré entre le lac et les montagnes et cerné de tous côtés par ses troupes, il donne aux différens corps le signal d'une attaque générale. Au moment où les Carthaginois accourent des hauteurs, le choc est si brusque et si imprévu que les Romains, environnés d'un épais brouillard, n'aperçoivent plus rien, tandis que les ennemis, du haut des collines, se distinguent très bien entre eux et peuvent manœuvrer avec ensemble. C'est par le cri de charge qui retentit sur tous les points plutôt que par la vue des Carthaginois que les Romains reconnaissent qu'ils sont entourés; et le combat commence sur le front et sur les flancs avant que leur ligne de bataille soit formée, avant qu'ils aient eu le temps de préparer leurs armes et de tirer leurs épées. »

Le plan d'Hannibal avait réussi. Les Romains ne couraient pas le risque d'être battus, comme à la Trebbia, mais d'être anéantis. La légion, qu'un dieu avait inventée, au dire de Végèce, était paralysée sur ce terrain. Seul pourtant, le consul ne perdit pas la tête. Intrépide et calme au milieu du désarroi général, il essaya de rallier ses soldats, de les animer au combat et, pen-

dant trois heures, il soutint un combat inégal. Son armure brillante attirait tous les regards et tous les coups; malgré le rempart vivant que lui faisaient les Romains, il finit par tomber, frappé d'un coup de lance. Sa chute abattit les derniers courages et donna le signal de la déroute. Fébrilement, mais inutilement, les fuyards cherchaient une issue. Les uns se jetaient dans les sentiers de la montagne, les autres dans les eaux du lac, mais rares furent ceux qui échappèrent à la poursuite des vainqueurs.

Un corps de dix mille Romains parvint à franchir le défilé de Passignano. Les soldats gravirent une éminence d'où ils constatèrent l'étendue du désastre. Le lendemain, exténués, mourant de faim, ils se rendirent à Maharbal. Mommsen estime que l'armée de Flaminius laissa quinze mille morts sur le champ de bataille, et un nombre égal de prisonniers aux mains des Carthaginois.

Byron a chanté en strophes magnifiques la plaine fatale à la témérité romaine :

« Ici, j'évoque le souvenir des ruses guerrières du Carthaginois et son adresse à attirer son ennemi entre les montagnes et la mer. Là, succomba le courage réduit au désespoir; là, des torrens grossis par le sang et devenus rivière, sillonnèrent la plaine brûlante, semée au loin des débris des légions semblables à une forêt abattue par les vents; et tel fut l'acharnement de ce combat qui ne laisse à l'homme de sensation que pour le carnage, qu'un tremblement de terre ne fut pas remarqué par les combattans! Personne ne s'aperçut que la nature chancelait sous ses pieds..., tant elle absorbe la rage qui pousse les unes contre les autres les nations en armes. Les lois de la nature étaient suspendues en eux; ils ne ressentirent pas cette terreur qui règne partout alors que les montagnes tremblent, que les oiseaux, abandonnant leurs nids renversés, plongent au sein des nuages pour y trouver un refuge, que les troupeaux mugissans s'abattent sur la plaine onduleuse et que l'épouvante de l'homme ne trouve pas de voix. »

Comme un malheur ne vient jamais seul, les Romains éprouvèrent peu après une nouvelle disgrâce. Servilius, averti de l'apparition des Carthaginois en Étrurie, avait quitté Ariminum pour se rapprocher de son collègue. Il avait mandé en avant quatre mille cavaliers qui furent surpris et capturés après un vif engagement.

Hannibal s'était montré aussi habile tacticien qu'éminent stratège; il triomphait cette fois sans coup férir. L'effroi se répandit dans Rome : on croyait déjà apercevoir les ennemis aux portes de la ville, et on s'attendait aux pires calamités. Le Carthaginois ne justifia pas ces craintes. Il lui parut sans doute téméraire de tenter l'assaut d'une place munie de bons remparts et pleine de ressources, sans pouvoir compter sur la contrée qui l'entourait. Si les Latins s'étaient unis à Hannibal, c'en était fait de Rome et de sa fortune; leur fidélité décida du sort de l'Italie et des destinées de l'univers.

V

Le lac de Trasimène, à proprement parler, n'a pas d'histoire; il a suivi la destinée de la région au milieu de laquelle la Providence l'a placé. Étrusque, puis romain, il appartint à Charlemagne, devint féodal et finit par connaître la domination de Pérouse. Cette antique cité se distingua toujours de ses voisines par l'esprit belliqueux de ses habitans. Elle ne parvint jamais pourtant à conquérir dans sa plénitude l'autonomie politique. Il fallut la rivalité séculaire des papes et des empereurs d'Allemagne pour lui assurer une indépendance qui en fait, sinon en droit, ne connaissait guère de limites. Les Pérugins s'administraient eux-mêmes, ils déterminaient le montant des taxes, choisissaient leurs magistrats, faisaient la guerre selon leur bon plaisir. De ce dernier privilège ils usèrent sans mesure et sans remords; mais intraitables vis-à-vis des cités rivales, ils se montraient accessibles aux humbles, équitables, bienveillans même à l'égard de ceux qui acceptaient de bonne grâce leur protectorat.

Cette politique résolue en imposait aux communes voisines. Dès 1139, les habitans de l'isola Polvese lui envoient des ambassadeurs. Peu après, Castiglione del Lago sollicite et obtient sa protection. Le lac de Trasimène lui fut dès lors à ce point assujetti qu'on prit peu à peu dans la région l'habitude de le désigner sous le nom de *Lago di Perugia.* La plupart des cartes publiées aux siècles derniers ne portent que cette dénomination.

Pérouse conserva longtemps sa situation prépondérante. Cependant, à partir du retour d'Avignon, les papes ne cessèrent pas d'étendre et d'affermir leur autorité dans les limites du

Patrimoine. Comme les autres provinces, l'Ombrie dut courber la tête. La vieille cité étrusque crut, toutefois, pouvoir, à un moment donné, secouer le joug qui s'appesantissait sur elle. Mal lui en prit. Le pape qui régnait alors, c'est-à-dire en 1540, était Paul III. Il chargea Pier Luigi Farnèse et Alessandro Vitelli d'envahir le territoire pérugin. La métropole ombrienne opposa une vive résistance, mais, abandonnée à ses propres ressources, il fallut qu'elle capitulât sans conditions. La répression fut terrible. Dix notables eurent la tête tranchée, d'autres, en grand nombre, prirent le chemin de l'exil. La ville eut encore la douleur de perdre ses privilèges séculaires.

Aux agitations que fomente et qu'entretient la liberté, succédèrent le calme et le repos. Des légats mandés de Rome gouvernèrent la province jusqu'au moment où la Révolution française provoqua dans la péninsule les perturbations que tout le monde connaît.

Napoléon donna le nom de Trasimène à un département impérial qui, confinant d'une part au royaume d'Italie, de l'autre aux départemens de l'Arno, de l'Ombrone et du Tibre, avait Spoleto pour chef-lieu. Les traités de 1814 et de 1815 rendirent l'Ombrie au Pape, qui la perdit de nouveau en 1861. Le lac de Trasimène fait aujourd'hui partie de la province de Pérouse.

VI

Les îles du lac comptaient au moyen âge une population nombreuse. Les historiens certifient qu'une flottille de barques de toutes dimensions sillonnait le Trasimène hiver comme été. C'était l'âge d'or. La décadence est venue. Il y a beaux jours que les îles Polvese et Minore sont désertes. Cette dernière, propriété du comte Baldeschi, laisse voir, au milieu d'arbustes sauvages et de broussailles, les ruines d'une chapelle et de quelques maisonnettes. L'isola Polvese, la plus importante du groupe, appartient au commandeur Cesaroni qui utilise la partie boisée pour l'élève et la chasse des faisans; sur l'autre versant, âpre et découvert, on aperçoit les restes d'un couvent de Camaldules.

L'isola Maggiore compte environ deux cents habitans; une légende, empruntée à la vie de saint François d'Assise, l'a rendue célèbre dans toute la contrée.

C'était l'année 1211. François avait prêché les gens de Cor-

tone et instruit pendant l'hiver les novices de la maison de Celli. Aux approches du carême, il conçut le projet de se recueillir dans la solitude et de se préparer, par le jeûne et par la méditation, à commémorer la Passion du Sauveur. Il partit le mercredi des Cendres, avec deux pains pour unique provision et se dirigea vers le Trasimène. Ayant avisé un pêcheur de sa connaissance, il se fit conduire à l'isola Maggiore encore inhabitée. Tous deux abordèrent sur la grève et le batelier revint à terre après avoir promis de ne pas souffler mot de l'aventure.

Cependant le pèlerin s'était agenouillé sur le rocher et se perdait dans une oraison profonde. Les bonnes gens montrent encore, gravée sur la pierre, l'empreinte de ses pieds et de ses genoux. Des ronces couvraient les bords escarpés de l'île. Le *poverello* construisit tant bien que mal une cabane pour se garantir des intempéries; puis, enveloppé de silence et de solitude, il s'abîma dans la contemplation mystique de l'au-delà. Pendant les quarante jours de sa retraite, il n'éleva pas la voix, et si rigoureux fut son jeûne qu'il mangea seulement la moitié d'un pain. Le mercredi des Cendres, il quitta l'île et regagna Celli.

Le pêcheur qui avait transporté François tint d'abord sa promesse. L'action singulière dont il avait été le témoin unique finit toutefois par lui délier la langue; il raconta ce qu'il avait vu. Le lieu où le saint s'était retiré se transforma rapidement en un but de pèlerinage. Des miracles s'y opérèrent. Afin de perpétuer le souvenir de cet événement, la ville de Pérouse fit édifier à ses frais, sur un des points culminans de l'île, une église et un couvent qu'elle confia aux Mineurs observantins. Le monastère, visité tour à tour par saint Bernardin et par le pape Pie II, Piccolomini, resta la propriété des moines franciscains jusqu'à la loi de sécularisation de 1866.

Il était abandonné depuis vingt ans et les bâtimens tombaient en ruines, lorsque le marquis Guglielmi s'en rendit acquéreur en 1884. C'était une bénédiction qui tombait sur les pauvres habitans de l'île. Des travaux de transformation commencèrent aussitôt. Quelques années plus tard, on voyait de loin se dresser sur la falaise un vaste château orné de terrasses, muni de tourelles et de créneaux. Tout ce qui offrait un intérêt historique ou artistique a été conservé. La chapelle des moines et les cloîtres ont subi d'heureuses restaurations. Pendant les

mois d'automne, le châtelain offre à ses nombreux amis une hospitalité digne des grandes traditions du passé.

Dès la fin du XIIIe siècle, une population nombreuse s'était groupée autour du couvent. C'est dans ce hameau que naquit, sur le déclin du *quattrocento*, le chantre du lac, Matteo dell'Isola. Il rimait déjà en 1520. Plus tard, il tint école de grammaire et de littérature à Fojano, en Toscane. Disciple des humanistes, il écrivait encore en latin, comme Fracastor et Navagero, au moment même où l'Arioste terminait le *Roland furieux*. Au nombre de ses ouvrages, il convient de citer la *Trasimenide*, poème didactique d'un style élégant et facile que goûtèrent ses contemporains, mais qui ne fut imprimé qu'en 1843. Dans cet ouvrage inspiré des Géorgiques de Virgile, Matteo célèbre le lac, ses habitans et leurs mœurs, la chasse et la pêche (1).

Danzetta nous assure que les pêcheurs du Trasimène sont superstitieux à l'excès. Quand, en automne, les étoiles filantes traversent le ciel par milliers, donnant l'illusion d'une pluie de feu, on cesse de naviguer la nuit sur le lac. Quelquefois, par les soirées humides et sombres, de petites flammes se posent sur le chapeau ou sur les rames des bateliers. Ces feux follets, présage infaillible de troubles atmosphériques, causent des frayeurs extrêmes. C'est aussi sans doute l'imagination en travail qui a fait voir à de nombreux témoins des fantômes errant la nuit à travers les taillis de l'isola Minore.

VII

Après avoir chanté le grand carnage dont le Trasimène fut témoin, Childe Harold est frappé du contraste que présentent les lieux environnans :

Far other scene is Trasimene now;
Her lake a sheet of silver, and her plain
Rent by no ravage save the gentle plough;
Her aged trees rise thick as once the slain
Lay where their roots are.

(Byron, *Childe Harold*, ch. IV, 65.)

(1) La *Trasimenide* débute ainsi :

Est lacus Hetruriæ Trasimenis nomine dictus;
Hunc pete; tende chelym hic pariter, plectrumque, lyramque
Hic quoque, Diva tuo, si vis, succurre tironi.

(« Bien différent est le tableau qu'offre aujourd'hui le Trasimène; son lac est une plaque d'argent; sa plaine n'est plus déchirée que par la charrue pacifique; ses arbres séculaires s'élèvent épais comme autrefois les cadavres entassés là où sont maintenant leurs racines. »)

Le paysage ne présente, en effet, que des images paisibles. Les collines qui forment autour du lac une ceinture brisée, couvertes de bois, d'herbages ou de cultures, s'élèvent et s'abaissent tour à tour en molles ondulations dont on retrouve le profil pittoresque et la couleur dans les tableaux du Pérugin et de Francia. De tous côtés, apparaissent des bourgades, des métairies, des maisons de plaisance auxquelles on accède par des chemins creux ou des avenues plantées d'arbres; ici des champs de blé et de maïs prospèrent à l'ombre de la vigne mariée à l'ormeau; là de mélancoliques bois d'oliviers; plus loin, des mûriers gigantesques et des chênes touffus. De tous côtés, des ruines surgissent au milieu de la campagne, châteaux forts démantelés ou transformés en fermes rappelant que si le pays a été longtemps ensanglanté par les guerres privées, il a retrouvé les douceurs de la *pax romana*; et à chaque pas, dans une église ou un couvent, quelque objet digne d'arrêter une heure ou cinq minutes le curieux, un tableau ombrien, un reliquaire du moyen âge, une maïolique de l'École des Robbia.

Aucune cité importante n'est née sur les bords du lac, mais nombre de petites villes se mirent dans ses eaux ou se cachent à demi dans les plis des montagnes voisines. Castiglione del Lago, Borghetto, Pessignano, Monte del Lago se regardent à travers l'espace sans communiquer entre elles. Tuoro, sur le versant septentrional, semble un observatoire construit pour surveiller le lac. Une montagne dérobe, il est vrai, Pérouse à la vue, mais on aperçoit, sur une cime élevée, Cortone la toscane, dans la direction du Nord.

Le point le plus pittoresque du lac est indubitablement Castiglione del Lago. Vue du large, à travers la brume vaporeuse des beaux jours, la petite ville, assise sur un promontoire élevé, ressemble, grâce à la saillie de sa forteresse et de son château, à un cuirassé armé de tourelles et démâté ou, si l'on préfère, à un monstrueux torpilleur. Le cap rocheux est relié à la terre ferme par un isthme étroit. Position facile à défendre, Castiglione devint au moyen âge un objet de convoitises sans fin, et il

changea maintes fois de maîtres. En 997, il appartient au couvent de San Gennaro di Campo Leone : l'abbé Ugone le cède à Pérouse en 1184. Cent dix-huit ans plus tard, il soutient victorieusement un siège contre l'empereur Henri VII. Enfin, dans la seconde moitié du XIVe siècle, le pape Grégoire XI le donne à son neveu Roger, comte de Beaufort.

Le 13 septembre 1315 compte dans les annales de Castiglione comme un jour particulièrement illustre. Léon X, qui se rendait à Bologne afin de s'aboucher avec le vainqueur de Marignan, s'arrêta sur les bords du lac avec sa cour, non pour se reposer comme on pourrait le croire, mais simplement pour se livrer au plaisir de la chasse et de la pêche, avant de traiter les affaires de l'État. Le fils du Magnifique avait conservé sous la tiare un goût singulier pour le sport. Un poète du temps, Molosso da Casalmaggiore a mis en rimes latines les exploits cynégétiques des cardinaux qui avaient accompagné le pape Léon sur les terres d'Alexandre Farnèse, le futur Paul III. La pêche exerçait un égal attrait sur l'esprit du souverain pontife, peut-être parce qu'il aimait à voir défiler sur sa table les poissons réputés pour leur délicatesse. L'Italie rivalisait alors avec la France sous le rapport de la cuisine. Lisez la *Cronaca Aliprandina* et les ouvrages de Vincenzo Tanaro, et vous prendrez quelque idée de luxe des repas à la cour des princes italiens. Ces auteurs auraient appris peu de chose dans le *Viandier de Taillevent*, « maistre des garnisons de cuisine » du roi Charles VI. La tradition veut que Léon X ait fait son régal des *lasche* du lac.

Ce fut un autre pape, Jules III, qui fit passer Castiglione entre les mains des seigneurs de la Cornia, ses parens.

La ville repose sur une éminence aplanie dont les pentes s'ombragent d'oliviers. Des murailles vieilles, mais de grande allure, l'enserrent. Par une porte délabrée et une rue étroite, on débouche sur une place vaste et régulière au centre de laquelle un puits arrondit sa margelle. A droite, l'église, qui possède l'œuvre maîtresse du peintre Caporale, un des fondateurs de l'école ombrienne. A gauche, une rue droite, dont les maisons paraissent avoir été bâties la même année par le même architecte, conduit au château.

Cet édifice est l'œuvre de Galeasso Alessi. La façade un peu mesquine ne laisse pas soupçonner la belle ordonnance des appartemens décorés par Zuccari. Ces peintures murales rap-

pellent les fresques de Caprarola et, à ce propos, on a sujet de s'étonner que Vasari, qui s'est extasié sur celles-ci, n'ait même pas mentionné celles-là. Artistes de la décadence, les Zuccari tombent dans la plus désolante affectation lorsqu'ils traitent des scènes religieuses, mais ils se relèvent aussitôt qu'ils abordent le genre historique, parce qu'ils peignent leurs personnages d'après nature et qu'ils conservent le sens de la décoration. Les tableaux sont accompagnés d'inscriptions latines qui les expliquent; l'un d'eux montre Ascanio della Cornia, le neveu de Jules III, combattant à la bataille de Lépante.

Un corridor voûté, long de cent cinquante mètres, construit sur le faîte des remparts, relie le château à la forteresse. Il aboutit à la plate-forme d'une tour d'où la vue embrasse l'ensemble de la *rocca*. En bas, une cour irrégulière, depuis longtemps abandonnée, envahie par une végétation luxuriante comme les « latomies » de Syracuse, profondément encaissée entre de hautes murailles tapissées de lierre. De distance en distance, le sommet d'autres tours reliées entre elles par un chemin de ronde. L'une de ces tours, la plus haute, attire les regards par la singularité de son architecture; elle est triangulaire, munie de créneaux et de mâchicoulis.

Sur la rive opposée du lac, Monte del Lago, San Feliziano, Passignano étincellent au soleil. Plus loin, Maggione, ville plus importante, qui a donné le jour à un de ces voyageurs intrépides qui ont fait l'admiration de leurs contemporains, Fra Giovanni di Pian di Carmine.

Les gestes du moine composeraient sans doute le livre le plus attachant qui soit au monde si les réflexions et les détails qu'on goûte le plus aujourd'hui accompagnaient son récit. Le pape Innocent IV redoutait, avec tout l'Occident, une incursion des Tartares; il résolut de tenter un effort suprême pour arrêter Gengis Khan qu'on se représentait comme à la veille de réduire les royaumes chrétiens en poudre et leurs habitans en servitude. Fra Giovanni fut choisi pour se rendre en Tartarie, comme ambassadeur du pontife. Les lettres qu'il reçut portent la date du 5 mars 1245. Au milieu de 1246, le religieux quitte l'Italie et traverse tour à tour la Bohême, la Pologne, la Russie, la Moscovie. Après des épreuves sans nombre dans une contrée barbare à peine peuplée et aux trois quarts inconnue, il arrive à Cuyné, le 2 juillet 1247. Il y avait un an qu'il voyageait!

On lui apprend que Gengis Khan vient de mourir et que son successeur, Oktar, est sur le point de se faire couronner. Fra Giovanni présente la lettre pontificale et l'accompagne de paroles engageantes. Oktar l'écoute et lui fait cette réponse : « Avec l'aide de Dieu, nous détruirons toute la terre, de l'Orient à l'Occident ! » paroles lapidaires, bien faites pour accréditer l'aphorisme de Hobbes, à savoir que l'homme est un loup pour ses semblables, *homo homini lupus*.

La mission du religieux était accomplie. D'abord traité avec égards, il fut bientôt réduit à souffrir la faim. Le 13 septembre 1247, il obtint enfin l'autorisation de quitter la capitale tartare ; il partit pour l'Europe avec quelques présens de l'impératrice mère. Fra Giovanni fut, à son retour, chargé d'une mission auprès de Louis IX, roi de France. L'accueil du doux monarque lui fit sans doute oublier celui d'Oktar. Il mourut sur le siège épiscopal d'Antivari, récompense de ses grands services.

VIII

Le caractère des hommes, leurs sentimens et leurs goûts, partant, leur manière de vivre et de se comporter dépendent de causes nombreuses, souvent cachées, parfois contradictoires. Pourquoi les gens de Pérouse se sont-ils signalés pendant plusieurs siècles par leur humeur querelleuse et intraitable, par leur esprit de violence factieuse et de domination ? La vieille cité ne commandait-elle pas une contrée bénie du ciel, une terre fertile en moissons, coupée de montagnes odorantes et de frais vallons ? N'est-ce pas à quelques lieues de ses murailles que « naquit au monde, » selon l'expression de Dante, « un soleil semblable à celui qui sort du Gange, » le doux, l'angélique François d'Assise ? Était-ce donc la brutalité du moyen âge qui avait reçu, plus libéralement qu'ailleurs, droit d'asile parmi les Pérugins, ou bien le sang étrusque fermentait-il encore dans leurs veines, en dépit de tous les mélanges, y remuant le levain des passions ataviques ?

Par une rencontre non moins étrange, c'est du sein des populations ombriennes qu'est sortie une légion de peintres amoureux de la forme, entraînés vers l'idéal des extases mystiques, et c'est à Pérouse qu'ils se groupèrent. Ils sont bien les fils de l'heureuse Ombrie et les compatriotes du saint qui qualifiait de

« frères » et de « sœurs » les oiseaux du ciel et les fleurs de la terre, ces artistes dont la légion commence à Gentile da Fabriano pour finir au Pérugin et à Raphaël. De Gentile, Michel-Ange disait qu'il avait la main semblable au nom, et Vasari déclare à son tour que nul n'égala jamais le Pérugin pour la grâce du coloris. Qualités d'harmonie plutôt que de force, voilà ce qui caractérise aussi bien le talent de ces maîtres que les paysages qui se glissent parfois dans le fond de leurs tableaux.

Ils s'y glissent timidement, presque furtivement, comme des accessoires, parce que les hommes de ce temps n'avaient pas encore « découvert la nature, » et que l'école des Corot et des Millet appartenait aux futurs contingens. Sans quoi, le Trasimène serait dès lors devenu aussi populaire en Italie que le sont parmi nous la forêt de Fontainebleau et les bois de Ville-d'Avray, car il est, à n'en pas douter, ou devrait être le lac des paysagistes, moins parce qu'il offre à profusion des « sujets de tableaux, » qu'en raison des effets singuliers de lumière et de couleur qui se manifestent à sa surface et sur ses bords. C'est un spectacle que les pays méridionaux offrent rarement et ceux du Nord jamais, parce qu'il provient à la fois de la moiteur de l'air et de l'éclat victorieux du jour. Les abords du Trasimène disparaissent fréquemment, à l'aube, sous un épais voile blanc, le brouillard de Flaminius. Puis, à mesure que le soleil pompe l'humidité, les buées s'élèvent, s'envolent, se volatilisent, tout en laissant flotter derrière elles une légère vapeur d'eau impondérable, mais susceptible de retenir un moment les rayons solaires. De là, des colorations qui atteignent leur maximum d'intensité aux approches du crépuscule, alors que l'astre du jour traverse l'atmosphère de ses rayons obliques. Ce phénomène ne se produirait pas si, comme tant d'autres, le lac était fermé de tous les côtés, ou même s'il était ouvert au Nord, au levant ou au Midi. C'est au voisinage immédiat de la Val di Chiana, que le Trasimène doit son principal attrait.

En entrant dans la canicule, le Trasimène s'endort d'un sommeil léthargique. Rien ne se meut plus, rien ne semble plus vivre à sa surface. Pendant des semaines et des semaines, c'est à peine si quelques nuages furtifs, légers flocons d'ouate, traversent le ciel embrasé. Une vapeur qu'on dirait immatérielle, tant elle est insaisissable, flotte, dans l'atmosphère immobile. Lorsque la rame des mariniers s'abat sur l'onde, on a de loin la sensation qu'elle déchire une étoffe de soie aux reflets chatoyans;

ce qui étonne, c'est qu'elle ne crie pas sous la morsure. La fraîcheur du soir ne parvient pas à tirer le lac de son engourdissement ; il demeure comme assoupi dans sa langueur voluptueuse. Mais, par les nuits sereines, son sommeil se peuple de rêves.

L'automne ramène la vie dans ces parages. A l'uniforme gamme bleue succèdent mille teintes fragiles et fugitives, des colorations si imprécises qu'il faudrait, pour les saisir au passage et les fixer sur une toile, le pinceau de Turner...

Le soleil décline à l'horizon. Un silence émouvant, élégiaque, se répand de proche en proche. La nature se recueille avant de s'endormir, comme pour une prière. Un souffle aussi léger que l'haleine d'un nouveau-né caresse les eaux assoupies. Le bleu moiré de l'onde, le bleu saphir qui se balance doucement, s'unit au bleu topaze de l'espace. Du côté de Panicale, dans le Sud, les montagnes entassent les uns sur les autres leurs frontons coniques d'un violet atténué et mourant comme s'ils étaient tapissés de violettes de Parme. De loin, les promontoires, plus vivement éclairés, ressemblent aux voiles claires de navires à l'ancre. Les maisons de San Savino, étagées pittoresquement, se penchent sur le miroir qui tremble. Elles se réfléchissent en se renversant sur le fond glacé en images d'une étrange délicatesse. A l'extrémité du Trasimène, un véritable mirage se balance.

Et les variations de la symphonie lumineuse se succèdent, accélèrent leur mouvement, se précipitent. Le ciel paraît maintenant chargé de poussière d'or. La chaîne de montagnes passe des tons de l'améthyste à ceux du corail rose, tandis que l'Occident s'embrase progressivement. A son tour, l'onde immobile se teint de pourpre. Est-ce un nouveau tribut sanglant que les ruisseaux d'alentour apportent au lac? Est-ce la symbolisation visuelle de l'antique tragédie? C'est comme une apothéose muette, quand tout à coup, comme si elles s'étaient mises d'accord, les cloches retentissent, proches ou lointaines, sonores ou profondes, de tous les villages qu'on voit ou qu'on ne voit pas, comme pour saluer l'astre du jour qui va disparaître derrière l'éminence à peine perceptible de Montepulciano. Les tintemens dolens de l'*Angelus* semblent pleurer le jour qui meurt :

Che paia il giorno pianger che si muore.

FERDINAND DE NAVENNE.

LA POLITIQUE CANADIENNE

D'ÉMIGRATION FRANÇAISE

De tous les problèmes qui se posent en ce moment à la politique canadienne, le plus épineux est celui de l'émigration. Cet immense pays, presque aussi grand que l'Europe et peuplé seulement de cinq millions d'habitans (une Europe où il n'y aurait en tout et pour tout que la population de deux villes de Paris) a fait signe à grands gestes, de tous côtés, à l'Est comme à l'Ouest, aux foules d'émigrans, pour remplir ses solitudes, évidemment appelées à la plus brillante prospérité agricole et industrielle. Les foules accourent de plus en plus denses. Mais les nationaux commencent à résister.

Le 7 septembre dernier, à Vancouver, 600 émeutiers de race blanche ont pillé le quartier chinois et japonais, sur la nouvelle qu'un paquebot chargé d'émigrans nippons venait de partir d'Honolulu pour le Dominion; et cela un an après la traversée quasi triomphale que l'ambassadeur du Japon, le prince Fushimi, avait faite du Canada, de l'Est à l'Ouest. Les orateurs politiques qui sont venus par la suite à toucher à la question, ont fait frémir cette région d'un profond sentiment de nationalisme canadien. En définitive, sir Wilfrid Laurier, qui cherchait activement à ouvrir à son pays le marché japonais, s'est engagé aussitôt à payer les dommages de l'émeute de Vancouver, et il a dû envoyer, le 24 octobre, à Tokio, l'un de ses collègues les plus actifs du cabinet, M. Rodolphe Lemieux, pour arranger avec la puissante alliée de l'Angleterre la question de l'émigration. Le ministre japonais des Affaires étrangères, le vicomte Hayashi, s'est engagé, par lettre officielle du 23 décembre 1907, à

« prendre des moyens efficaces pour restreindre l'émigration au Canada (1). »

L'Est du pays, le Canada français n'avait pas attendu pour dessiner, plus pacifiquement, un mouvement analogue. Il y a déjà deux ans, du sein même du parti « libéral » qui occupe le pouvoir depuis douze ans, du milieu de la majorité parlementaire, se détacha un député fédéral canadien-français, jeune, de belle mine, travailleur, d'une instruction solide, d'idées très élevées, de parole vibrante, d'un désintéressement au-dessus de tout soupçon : Henri Bourassa. Petit-fils du chef des patriotes de 1837, l'illustre Papineau, il rompit bruyamment avec l'opportunisme de ses amis politiques de la veille, pour se jeter dans une bouillante campagne contre ce qu'il regardait comme les abus de son propre parti.

Commençant, chose curieuse, par la province très anglaise d'Ontario, où il fit applaudir son patriotisme, sa ténacité, sa hardiesse, il parcourut ensuite tout le Bas-Canada, allant de cité en cité et de petite ville en petite ville porter partout la parole nouvelle, qui semble avoir été partout accueillie, sauf à Saint-Roch de Québec, avec une très bienveillante attention (2). La croisade parut exciter l'enthousiasme, moins encore du peuple proprement dit (si l'on peut commettre cette hérésie de distinguer des classes sociales sur le sol de l'Amérique) que de la bourgeoisie qui réfléchit, surtout dans la jeunesse indépendante, et nous avons assisté, le 25 avril dernier, à une vraie ovation faite à Henri Bourassa par 2 000 jeunes gens de Montréal, dans un milieu universitaire de Canadiens-Français, où il donnait une conférence sur « l'Immigration au Canada. »

Le jeune apôtre politique est soutenu dans sa lutte, pour ne pas dire précédé dans sa marche, par un journaliste de son âge, de son talent et de son désintéressement, mais plus audacieux encore, plus bilieux, et plus mordant, Olivar Asselin. Celui-ci rédige à Montréal, avec quelques amis, une simple feuille hebdomadaire de 4 pages, dont l'apparition fait, chaque semaine, une manière de petit événement. Tous les yeux, chaque dimanche matin, se tournent, avec malice ou inquiétude, vers le numéro du *Nationaliste*, comme toutes les oreilles se tendirent pendant

(1) *La Vérité*, de Québec, 25 janvier 1908.

(2) A Québec, M. Bourassa et ses amis ont été assaillis par des injures et des cailloux, attentat qui fut, le lendemain, réprouvé par tous les partis.

plusieurs mois vers les conférences quasi quotidiennes que prodiguait le chef éloquent de la nouvelle « ligue nationaliste. »

Une plus grande honnêteté financière et plus de franchise morale dans la politique, une distribution plus rationnelle et plus équitable, par le gouvernement, du domaine national, terres, forêts et mines, le retour progressif à l'État des grandes entreprises privées, comme les chemins de fer, pour mettre fin aux abus des monopoles particuliers, tels sont, en dehors des questions de personnes et des attaques contre les ministres, quelques-uns des principaux points du nouveau programme. Si nous avions à le discuter, encore qu'il soit toujours fort délicat de juger la politique intérieure d'un pays étranger, nous ne manquerions pas de remarquer à quel point ce courant d'*étatisme* est, à l'heure présente, général sur tout le continent américain, qui, durant si longtemps, n'a rien demandé à l'État, sinon de rendre la justice, d'assurer la police (et encore...) et de laisser le citoyen tranquille. M. le vicomte d'Avenel en a fait naguère, ici même, une remarquable démonstration pour les États-Unis (1). Nous nous trouvons plus à l'aise pour aborder le point qui paraît bien être le premier du programme nationaliste : *enrayer l'immigration anglaise au profit de l'immigration française*. Ce point, touchant à la politique extérieure, nous intéresse directement, et nous donne dès lors voix au chapitre.

Deux coups de théâtre sont venus passionner d'abord, puis clore en apparence cet ardent débat. Le ministre de la province de Québec le plus visé par MM. Asselin et Bourassa, celui de la Colonisation, M. Jean Prévost, a donné subitement, dans les premiers jours d'octobre, sa démission de ministre. — Ensuite, M. Turgeon, le ministre de l'Agriculture de la même province, a donné sa démission de député provincial afin de se faire à nouveau blanchir par ses électeurs. Aussitôt M. Bourassa, résignant lui-même son mandat de député fédéral, courut se présenter crânement dans la circonscription même de M. Turgeon. Il fut battu en novembre, grâce à toutes les forces coalisées du parti libéral, qui poussa des clameurs de triomphe à Ottawa et à Québec, criant, un peu tôt peut-être, à « la mort politique » de M. Bourassa. Il fera sagement de ne point s'endormir : la conscience publique s'est montrée trop vivement émue par le mou-

(1) 1er octobre 1907. — Sir Wilfrid est personnellement hostile à la nationalisation des services d'entreprises privées (voyez *les Débats* du 6 janvier 1908).

vement « nationaliste » pour qu'on puisse douter qu'il ne réponde à quelques-unes de ses plus intimes aspirations.

En somme, la question qui préoccupe si fort aujourd'hui nos cousins d'outre-mer, offre une double face, l'une canadienne et l'autre française. Du point de vue canadien, elle est de première importance : orateurs et écrivains « nationalistes » affirment tous les jours que le Canada, s'il persévère dans les mêmes erremens de colonisation, ne court à rien moins qu'à un « suicide national. » Envisagée de ce côté de l'Atlantique, elle est pour nous, à vrai dire, secondaire, mais d'un intérêt vif encore et plus que jamais éveillé à l'heure présente où, en France, l'on s'occupe si curieusement du Canada, sans d'ailleurs ordinairement le connaître avec précision.

Est-il vrai que le gouvernement actuel du Canada ne favorise point l'immigration française et qu'il pourrait agir autrement? et, s'il en est ainsi, quelles en sont les raisons?

Émigrer davantage dans la « Nouvelle-France » est-il bon pour nous ?

Tels sont les deux ordres de questions auxquelles nous allons nous appliquer à répondre le plus impartialement qu'il nous sera possible, en nous appuyant sur les documens officiels d'Ottawa eux-mêmes, éclairés par un récent séjour de deux années au Canada.

*
* *

L'originalité propre et unique au monde du Canada réside, comme l'on sait, dans la constitution de ce pays par l'*accord, sans fusion*, de deux des races les plus remarquablement douées, bien que de qualités diverses, la race française et la race anglaise. Sa raison même d'exister est évidemment dans une « entente cordiale, » qui se pratiquait là-bas bien avant qu'elle ne fût décrétée chez nous

Or, d'après le dernier recensement officiel, celui de 1901, le Dominion comptait 5 371 315 habitans, parmi lesquels 1 649 371 Canadiens-Français, soit le tiers de l'ensemble, exactement 30, 7 pour 100. L'élément de race française ne possède donc point la prépondérance, d'autant mieux que les plus gros capitaux sont entre les mains anglaises; néanmoins, il défend encore vaillamment ses positions, grâce au prestige de son ancienneté

d'occupation du sol, grâce à sa possession de la grande entrée européenne du Canada, les bouches maritimes du Saint-Laurent, grâce à ses qualités bien françaises de persévérance au travail, de sociabilité, de vivacité, de gaieté, enfin, il faut l'ajouter, grâce au charme propre de son homme d'État, sir Wilfrid Laurier, qui, bien que membre de la minorité ethnique, dirige depuis douze ans, avec une si sereine autorité, le gouvernement de ce peuple à deux têtes. Néanmoins, les Canadiens-Français doivent se surveiller de près, s'ils veulent conserver les droits qu'ils ont conquis de haute lutte depuis cent cinquante ans, et dont ils sont très légitimement fiers. L'émigration considérable, qui se fait actuellement au Canada, est-elle de nature à les alarmer?

Les chiffres vont se charger de nous répondre, car là-bas, — tendance américaine sans doute, — tout se mesure, se jauge, se pèse et se compte. Le gouvernement est prodigue de statistiques en tous genres, que l'on excelle à vulgariser par les moyens les plus ingénieux, tantôt en les reportant sur des cartes de géographie, comme dans le bel Atlas récent de M. James White (1), tantôt en les étalant aux yeux sous forme d'échelles progressives et de ballots multicolores d'épaisseurs proportionnelles aux chiffres.

Les nombres officiels nous apprennent donc que, depuis dix ans, de 1897 à 1906, le Canada a reçu 311 000 Anglais et 280 000 Américains des États-Unis, soit, en chiffres ronds, 600 000 Anglo-Saxons pour... 14 000 émigrans de France et de Belgique. Déjà réduite à 30 p. 100, la minorité « française, » dans cet afflux considérable qui vient ainsi compléter rapidement le Canada, ne se voit plus représenter que par 2 pour 100. On voit que le péril est loin d'être imaginaire.

Il ne serait pas encore bien grave si la population indigène pouvait, par son propre chiffre, résister longtemps à ces arrivages si disproportionnés. Mais la réalité est tout opposée, et, dans très peu d'années, si le mouvement « nationaliste » de l'Es. ne reçoit point satisfaction, c'en est fait des Canadiens-Français, qui auront héroïquement lutté pendant un siècle et demi et, groupés autour de leurs prêtres, victorieusement survécu à l'invasion anglaise, à l'oppression anglaise, à l'infiltration anglaise des fonctionnaires et des commerçans, pour disparaître, sans rémission, dans les premières années du xxe siècle, complète-

(1) *Atlas of Canada*, 1906.

ment noyés sous cette pacifique inondation anglo-américaine.

On aperçoit déjà au Parlement fédéral les avant-coureurs de la submersion prochaine : à la Chambre des communes, qui seule émane du suffrage populaire, puisque le Sénat est nommé par le gouvernement, les députés « français » ne sont plus que 80 environ sur 214. La constitution politique, c'est-à-dire le *British North America Act* de 1867, a fixé au chiffre de 65 le nombre des représentans de la province de Québec, la plus française de toutes, et a décidé que ses comtés électoraux, quelles qu'en fussent les variations de population, serviraient de types à ceux des autres provinces. Le comté québecquois, c'est-à-dire le soixante-cinquième de la population totale de la province, est actuellement de 30 000 âmes environ : de 30 000 âmes est donc la circonscription électorale dans tout le Dominion. Il s'ensuit que, à chaque fois que passe vers l'Ouest canadien où on les précipite, un lot de 30 000 émigrans de race anglaise, c'est un député anglais qui s'achemine vers le Parlement d'Ottawa. Il n'est même pas de plus sûr moyen d'annihiler la minorité « française » que d'écarter les immigrans de la province de Québec et de les entraîner vers l'Ouest; l'on fait ainsi coup double : 1° en ne peuplant point la province de Québec, l'on maintient partout le chiffre de la circonscription électorale au nombre de 30 000 habitans; 2° l'on prépare directement de nouveaux sièges de députés au Canada anglais de l'Ouest. Or il est entré, en 1906, 156 000 Anglais et Américains pour moins de 3 000 émigrans de langue française : en conséquence, cinq nouveaux députés anglais vont bientôt prendre la route d'Ottawa et y augmenter l'écrasante prédominance de la majorité anglaise, sans que rien vienne renforcer la petite phalange des 80 « Français. » On comprend que l'Angleterre ne laissera, pas plus que les nouveaux citoyens eux-mêmes, se perdre les avantages que la Constitution lui confère, et, à l'ouverture solennelle du Parlement canadien, au mois de novembre 1906, nous avons entendu le gouverneur général du Canada, lord Grey, déclarer au Parlement, dans le discours du Trône, à la suite du voyage qu'il venait d'effectuer dans l'Ouest, que ces nouvelles provinces réclamaient une augmentation du nombre de leurs représentans. Il se réjouissait de constater que, parmi les émigrans, une plus forte proportion que jamais était venue des Iles Britanniques. On devine si les nouveaux élus seront Français ou Anglais.

Au-dessus de la question canadienne-française la question simplement canadienne se pose elle-même au sujet de l'émigration. Tous ceux qui ne se laissent pas endormir, dans le Dominion, par le confort matériel et par l'extraordinaire développement économique, se demandent si cet accroissement prodigieux de l'immigration est un réel avantage pour le Canada. Partie du chiffre de 21 000, il y a dix ans, l'émigration, par bonds successifs, en était, en 1906, au nombre de 180 000. 1907 s'est clôturé sur 275 000 (1) et, en haut lieu, l'on « espère, » l'année prochaine, importer 500 000 hommes : nous n'oublions pas que les Canadiens indigènes sont en tout 5 millions. D'après les données mêmes du ministère de l'Intérieur, dans cinq ans, pas plus, le Canada comptera 11 millions d'habitans, dont la moitié, 5 millions 600 000, seront nés en pays étranger. C'est comme si la France, à supposer qu'elle les pût admettre, recevait en un an 2 millions et demi de nouveaux arrivans : voilà l'image de l'émigration canadienne en 1907; — comme si elle recevait 4 millions d'étrangers : voilà l'image de l'émigration probable au Canada en 1909.

Et encore, dans la France, ce pays si bien limité et si bien centré par la nature, de nouveaux arrivans seraient vite mis en contact avec tous les grands organes qui composent la vie du pays. Mais avec ses immenses plaines et forêts vierges, larges en tout comme l'Océan Atlantique lui-même, séparées les unes des autres par deux séries d'obstacles naturels, à une extrémité, les Montagnes Rocheuses, et, vers le milieu, le groupe des Grands Lacs, orageuses « mers intérieures qui établissent dans ce continent une solution de continuité (2), » le Canada n'est point un pays proprement dit, c'est plutôt une expression géographique. Je l'ai même entendu appeler en public par un patriote canadien « une absurdité géographique. » Dans un tel pays, une aussi formidable invasion d'émigrans ne pourrait être vraiment profitable à l'unité nationale que si elle avait le temps de s'imprégner du caractère, des habitudes, des traditions de la population indigène : or, cette armée pénètre bien en Canada, pour la majeure partie, par les rives du Saint-Laurent et la province de Québec; mais elle ne

(1) Déclaration de M. Frank Oliver, ministre de l'immigration (*Vérité*, du 28 décembre 1907).

(2) Mot d'un Anglais très attaché au Canada, dans une conférence de Montréal en 1906.

traverse ce vrai cœur historique du Canada qu'à tours rapides de pistons de locomotives ou d'hélices, n'apercevant, à la fin d'un voyage exténuant, par les hublots ou les vitres du wagon de « colonist, » que des villes noires, des campagnes vertes ou uniformément couvertes de neige, qui défilent trop lentement à son gré, — pressée qu'elle est d'aboutir au sol où elle doit planter enfin sa tente, ici ou là, peu lui importe. Pour beaucoup de ces hommes hardis, qui ont renoncé à leur patrie et qui s'imprègnent si vite de l'esprit, non pas canadien, mais américain, la patrie, je le leur ai entendu dire, « c'est uniquement l'endroit où ils gagnent de l'argent. » Si les hommes politiques canadiens pouvaient conserver sur ce chapitre quelques illusions, qu'ils fassent donc causer librement l'un de ces nouveaux habitans du Dominion, de ceux du Far-West, qui, voisins des États-Unis, dont ils ne sont séparés que par la frontière toute théorique du 49e parallèle, sont obligés de mettre trois, quatre, cinq, six ou sept jours consécutifs de chemin de fer, avec autant de nuits, pour venir à la capitale commerciale du Canada, Montréal, à sa capitale historique Québec, ou à sa capitale politique Ottawa, et qu'ils les interrogent sur leurs sentimens canadiens. Pour moi, j'entends encore l'un des grands éleveurs du pied des Rocheuses, Français de France par l'origine et par le cœur, me dire au mois d'avril dernier : « Nous vendrons mieux nos produits au marché de Chicago quand nous n'aurons plus de taxes de douanes : *aussi* nous appelons de tous nos vœux une annexion aux États-Unis, et nous pensons tous de même dans la Province. » Que l'on juge du langage des colons anglais ou des colons américains qui n'ont fait, eux, que monter un peu plus au Nord, de la prairie américaine épuisée, dans la jeune prairie canadienne.

Les États-Unis semblent bien avoir contribué à entraîner leurs voisins, par une sorte de contagion de vertige, dans le tourbillon de la grande immigration. Mais eux-mêmes, qui furent si largement ouverts aux émigrans, n'accueillirent 300 000 étrangers par an, ce qui est le chiffre actuel de l'immigration canadienne, que le jour où ils furent... 50 millions. L'un des publicistes du « nationalisme » l'a fait très justement ressortir (1). Comment un peuple dix fois moins nombreux peut-il prétendre

(1) M. Pierre Beaudry (*Nationaliste* du 1er septembre 1907 et *passim*).

assimiler le même chiffre d'étrangers? Aujourd'hui même, les États ne font entrer que 1 pour 100 d'émigrans par rapport à leur population totale (exactement 1,35 pour 100) : le Dominion va en faire entrer, chaque année, 10 pour 100 par rapport à la sienne.

Le Canada doit attirer, dit-on, une gigantesque émigration parce qu'il est très grand. — C'est précisément en raison de sa grandeur et du manque de coordination de ses divers membres qu'il devrait aller beaucoup plus lentement en besogne et se donner plus de soin pour absorber chacun de ses élémens nouveaux. Les nations sont fatalement soumises aux lois de la biologie. Si vigoureux soit-il, un corps n'a jamais pu s'assimiler de gros élémens étrangers, qui finissent toujours par le faire périr. Ce n'est point par une nutrition monstrueuse qu'un organisme se fortifie ni qu'une patrie se fonde.

*
* *

Si encore cette foule cosmopolite, assurément remarquable par la quantité, l'était de même par la qualité ! Mais ces deux termes, comme l'on sait, marchent rarement d'accord, et 300000 personnes, ramassées partout où l'on a pu les trouver, n'ont guère de chance de constituer une élite. On s'en aperçoit bien à l' « inspection médicale, » en même temps inspection morale, que le Canada a dû établir en 1902 et compléter en 1904 dans chacun de ses grands ports d'immigration : elle ne passe pourtant point pour bien sévère. Parmi les émigrans qui se voient interdire l'entrée du Canada en raison de leurs tares physiques ou morales, figurent, pour la dernière année officiellement publiée, 1904-1905, en premier lieu des Juifs, des Russes, des Allemands, des Italiens, des Turcs. Mais il est remarquable que, parmi les émigrans qui, après avoir été une fois admis, durent être renvoyés, les trois quarts soient des Anglais, — comme d'ailleurs l'année précédente, — les uns parce qu'ils sont devenus fous ou diversement malades, d'autres parce qu'ils sont une « charge publique, » d'autres enfin parce que l'on a découvert en eux des criminels. Pour ces derniers, le médecin en chef du service fait l'observation que c'est la première fois qu'on en relève un nombre aussi considérable. Quant à l'ensemble des rapatriés, il explique la très forte proportion des Anglais (75 p. 100, tandis que les émigrans anglais font

50 p. 100 de l'effectif total) en disant que beaucoup d'entre eux ont demandé eux-mêmes à revenir (1). Il semble donc évident que le recrutement dans les Iles Britanniques est fait trop légèrement pour l'intérêt du Canada.

On s'en serait douté en lisant les rapports de certains agens d'émigration canadienne en Angleterre. Celui de Liverpool se réjouit en 1905 d'avoir pu mettre en route 3350 émigrans de plus que l'année précédente, et il attribue ce succès au chômage des ouvriers anglais durant le dernier hiver et aussi « à l'aide puissante de l'Armée du Salut (2). » Voilà qui est pour faire rêver tous ceux qui savent que cette respectable institution protestante travaille surtout, en pays anglais, dans les bas-fonds et les bouges, où elle réussit noblement d'ailleurs à faire pénétrer quelques lueurs d'idéal.

Ces soupçons se trouvent pleinement confirmés par un document arrivé entre les mains de M. Henri Bourassa, qui a dû à sa simple lecture de véritables triomphes oratoires : il justifierait à lui seul toute la campagne nationaliste. C'est un prospectus de Londres, émanant d'une de ces sociétés de philanthropie religieuse analogues à l'Armée du Salut. Ici, c'est la « Church Army » qui fait appel à la générosité du public pour continuer ses envois d'émigrans au Canada : en cette année 1906, elle a « envoyé de la misère du pays à la prospérité du Canada : 3000 anciens prisonniers, chemineaux, malheureux, vagabonds, ivrognes, apaches (ex-prisoners, loafers, unfortunates, tramps, drunkards, hooligans). On demande chaleureusement des dons en vue de constituer un fonds de 100000 livres pour l'émigration de 20000 sujets l'an prochain (3). » On conçoit quel sursaut d'indignation a secoué les Canadiens à la lecture d'un pareil factum leur révélant qui on leur expédie comme frères.

Les journaux anglais du Canada se sont eux-mêmes émus d'un jugement rendu, l'été dernier, dans la Grande-Bretagne. Un journalier était poursuivi pour avoir voulu, avec menaces, extorquer de l'argent à son père. Il avouait et méritait la prison.

(1) *Annual Report of the Department of the Interior for the year 1904-1905.* — Part II. *Immigration*, p. 131 et 132.

(2) *Ibid.*, p. 57.

(3) Annonce parue dans le *Church Army Record*, de Londres et reproduite en fac-similé dans *le Nationaliste*, de Montréal, le 28 avril 1907, p. 1. La « qualité » des émigrans s'étale en vedette sur le texte original pour mieux montrer le service rendu à la société anglaise.

Le juge : « Voulez-vous aller au Canada? — Oui, Votre Honneur. » Là-dessus le coupable fut acquitté et relâché (1).

Il a été observé d'ailleurs avec raison que l'âge héroïque de l'émigration européenne, ou plutôt de la bonne émigration européenne est passé, du moins pour le moment, et ce sont les États-Unis qui ont eu l'heureuse chance et l'habileté d'en profiter. Leur pays s'est fait beaucoup avec les Scandinaves, avec les Irlandais, qui sont aujourd'hui si puissans à New-York, avec les Allemands, avec les Italiens du Nord. La situation politique des nations européennes a profondément modifié la qualité de l'émigration : elle en a reporté les foyers, du Nord et du Centre de l'Europe, au Sud et à l'Est. L'Irlande, devenue plus tranquille, a moins émigré, du moins dans ses bons élémens ; le grand mouvement d'agriculture, de commerce et d'industrie, qui s'est manifesté en Allemagne depuis 1880, a retenu sur le sol, avec les efforts du « kaiser, » beaucoup du surplus de la population. Les Italiens émigrent de plus en plus, mais les provinces du Nord et du Centre vont chercher du travail dans les États européens, et ce sont les provinces les plus déshéritées, les plus éprouvées par de récens tremblemens de terre, les Pouilles, la Calabre, Naples, la Sicile, qui se mettent à passer l'Atlantique (2). Les luttes politiques de la Russie et des États des Balkans ont rejeté beaucoup d'hommes de cette région sur l'Amérique, en particulier les Juifs, dont un véritable exode s'est abattu sur le Dominion, au point que les enfans juifs dépasseront bientôt en nombre dans les écoles « séparées » les enfans protestans, et qu'une question « sémitique » se posera un jour ou l'autre dans la grande colonie anglaise. Enfin, la transformation la plus considérable s'est faite dans l'élément britannique où, par suite du machinisme et du paupérisme, ce ne sont plus les gens de la campagne, mais les habitans des villes qui, dans l'énorme proportion de 80 p. 100, se sont mis à passer les mers.

Cette évolution n'a point échappé, dans le monde, aux hommes d'État qui observent. Aussi, instruits par l'expérience, l'Australie et les États-Unis resserrent-ils fortement aujourd'hui les mailles de leur filet national, pour empêcher par tous les moyens

(1) Le *Toronto Star* reproduisant le *Kent Messenger* (*Vérité*, de Québec, 4 janvier 1908).

(2) *Rapport du Commissariat de l'Émigration*, distribué à la Chambre italienne en 1907 (*Journal des Débats* du 30 juillet 1907).

l'entrée même sournoise des élémens « non désirables, » selon la commode expression américaine (*undesirable*). Il suffit d'avoir fait soi-même le voyage de New-York pour savoir quels renseignemens multiples sont demandés à tous les passagers, même à ceux de cabine, par ce pays de la liberté soi-disant illimitée, sur leur origine, leur situation conjugale (Êtes-vous bigame?), leurs opinions... politiques (Êtes-vous anarchiste?), le chiffre de leur numéraire et d'où ils le tiennent, etc. Sur les grandes Compagnies transatlantiques, française, allemande ou anglaise, c'est assez, quelque apparence offrît-on d'ailleurs, de se déclarer originaire de l'Italie du Sud, des Balkans ou de l'Asie Mineure pour se voir impitoyablement refuser le débarquement à New-York. Bien qu'une pareille rigueur soit généralement très connue des intéressés, la douane des États-Unis trouve encore le moyen d'arrêter plus de 12 000 émigrans par an, 1,13 p. 100 de ceux qui se présentent (1). Le Canada, pendant la dernière année qui soit complètement publiée (1904-1905), a refusé près de trois fois moins, soit 0,41 pour 100 de ceux qui se présentaient. Il s'effectue donc fatalement en Europe un triage entre les deux destinations de l'Amérique du Nord: la plupart des braves gens qui n'ont rien à cacher se dirigent vers les États-Unis, les autres sur le Dominion, et pour peu que les choses marchent de ce train pendant quelques années, le Canada, où va s'amasser l'écume des quais de Londres, de Liverpool, de Naples, deviendra peu à peu la sentine du vieux monde. Il n'est pas permis de bâcler ainsi une patrie.

*
* *

Un tel mouvement surabondant et indiscret d'immigration, qui paraît si contraire aux vrais intérêts du Canada, se produit-il, comme une force fatale, à l'insu du gouvernement fédéral? ou celui-ci le favorise-t-il, soit en ne l'arrêtant point par des mesures prohibitives, comme le fait son habile voisine, soit même directement, en le désirant, en l'organisant, en le voulant? Et est-il vrai, comme on le lui reproche, que ce gouvernement d'un pays mixte, français et anglais, favorise nettement l'immigration anglaise au détriment de la française? ou serait-ce peut-être

(1) Exactement 12 432 pendant l'année 1905-1906 (*Annual report of the commissioner general of Immigration*).

l'Angleterre qui imposerait le trop-plein de ses nationaux à son immense colonie ?

Un commencement de réponse à ces questions se trouve déjà dans les triomphans communiqués officiels qui sont lancés fréquemment d'Ottawa dans tous les journaux, — tels les bulletins de victoire de la Grande Armée, — portant au monde de glorieux chiffres d'immigrans canadiens avec les augmentations sur l'exercice précédent de ceux de race anglaise.

Quiconque veut approfondir la matière n'a qu'à lire attentivement le dernier rapport en 250 pages, qui ait été publié par le ministère de l'Intérieur sur l'*Immigration*, celle de juillet 1904 à juin 1905 (dates officielles de l'année politique au Canada). Celui-là sera pleinement édifié : il verra fonctionner les divers rouages d'un service très habilement organisé et convergeant tout entier vers un double but à atteindre : *l'Ouest* à peupler, les Émigrans de *langue anglaise* à y attirer, — service presque exclusivement occidental et anglophile. Les deux choses vont d'ailleurs ensemble, car si le gouvernement s'occupait davantage des provinces de l'Est, il serait tout naturellement amené à y attirer des colons français. Le Canada, en effet, se partage de plus en plus en deux parties par un mouvement en sens inverse qui n'est pas sans inquiéter ses amis, le Canada de l'Ouest ou anglais et le Canada de l'Est ou « français, » la minorité anglaise dans les paroisses « françaises » émigrant spontanément vers l'Ouest, comme la minorité « française » dans les paroisses anglaises tend à revenir à l'Est.

Dans son rapport initial, le sous-ministre de l'Intérieur, M. William Wallace Cory, après avoir déclaré que le principal objet de ce ministère, fondé en 1873, est « la concession des terres vacantes sous son contrôle, » se félicite, sans la moindre réserve, de l'énorme proportion des Anglais parmi les émigrans de 1905 :

«... L'année passée, écrit-il, a été la plus heureuse dans l'histoire du pays en ce qui concerne l'immigration. Le nombre total des arrivées a été de 146 266, le plus grand qui ait été enregistré, et *non seulement ces résultats sont satisfaisans au point de vue numérique, mais quand l'on considère que 98 902 de ces immigrans, soit plus des deux tiers des arrivées totales, viennent des Iles Britanniques et des États-Unis, et que nos agens dans l'Ouest sont unanimes à apprécier cette classe de*

colons qui se sont établis dans le Manitoba et les nouvelles provinces pendant la dernière campagne, je pense que c'est la récompense de tous ceux qui ont contribué à organiser notre politique actuelle d'immigration pour laquelle tous les Canadiens devraient éprouver de la reconnaissance. Dans un pays jeune comme le Canada, avec sa petite population, son territoire étendu et ses ressources naturelles illimitées, *il est d'une suprême importance, au point de vue national, que l'assimilation des élémens étrangers qui sont introduits, se développe graduellement,* mais, dans les conditions présentes, quand *près de cent mille Anglais, parlant la même langue, et ayant les mêmes aspirations que nous-mêmes,* sont ajoutés à notre population dans le court espace de douze mois, il n'y a guère lieu de craindre que *le caractère national* puisse jamais être altéré. Tout danger à cet égard, si jamais il y a eu danger, a maintenant disparu, et il est à espérer que les méthodes suivies dans le passé, sous ce rapport, ne manqueront pas de donner les mêmes résultats bienfaisans dans l'avenir (1). »

Il n'est pas possible de méconnaître plus... naïvement les droits, « la langue, les aspirations » d'un tiers des citoyens du Canada.

De 1896 à 1902, le chiffre des émigrans était monté normalement et comme naturellement de 21 000 à 67 000. En 1903, il bondit à 128 000, le nombre des arrivées des États-Unis et celui des Iles Britanniques ayant doublé. Que s'est-il donc passé? C'est que l'année précédente, le sous-ministre de l'Intérieur, M. James Allan Smart, a organisé lui-même l'émigration en pays anglais. Tout, en effet, s'organise, même l'émigration. Convaincu qu'il fallait infuser du sang anglais au Canada, M. Smart, à peine débarqué à Liverpool, s'aperçut avec étonnement que, dans leur propagande canadienne, ses agens avaient complètement négligé la population rurale. Aussitôt il monte de toutes pièces un système de conférences sur le Canada, d'articles sérieux bien rédigés (non pas seulement de vulgaires réclames) dans les plus grands journaux; il *offre* le voyage d'Angleterre à 55 colons anglais qui ont le mieux réussi dans l'Ouest canadien, et il les fait disséminer habilement dans les campagnes anglaises.

(1) *Annual Report of the Department of the Interior for the year 1904-1905*; p. XXVIII.

Résultat l'année suivante, en 1903 : 41 000 émigrans anglais, au lieu de 19 000 en 1902.

Dès 1899, M. Henri Bourassa avait demandé à la Chambre des communes l'envoi de deux colons belges en Belgique : on n'en tint aucun compte. Les Canadiens-Français devaient s'estimer heureux que, à leurs frais, 55 colons anglais voyageassent en Angleterre.

Homme de vraie intelligence, sans idées politiques totalement fixées et capable, en véritable Anglais, de corriger les siennes par l'observation des faits, M. Smart étudie alors la question de l'immigration française et déclare dans son rapport de 1903 que l'on pourrait recruter des colons français, pourvu que l'on employât les moyens pratiqués depuis un an en Angleterre. Il signale un des obstacles, le manque d'une ligne directe franco-canadienne : à ce souhait répondirent la création et la subvention par le gouvernement fédéral, de la ligne Allan, qui fait un service direct de quinzaine entre Montréal et Le Havre. Il ajoute que, pour le moment, on aurait plus de facilité en Belgique.

Dans son rapport de l'année suivante (1904) M. Smart revient sur la matière et constate que « les agriculteurs français et belges sont parmi les meilleurs que l'on puisse établir en Canada. » On sent que la question est mûre dans la pensée de cet éminent organisateur. Malheureusement, il quitte le pouvoir en janvier 1905. Personne ne reprend ses vues sur l'émigration française. On se contente de garder avec reconnaissance et de pousser vigoureusement son système d'émigration anglaise et américaine, qui mérite vraiment d'être étudié.

D'abord, dans l'année 1905, le surintendant de l'immigration a fait répandre 3 257 403 brochures et cartes sur le Canada, entre autres certains supplémens spéciaux de journaux américains à 1 million d'exemplaires, des géographies du Canada en anglais à 355 000, etc., etc. Dans cette « littérature, » ne paraissent presque pas de publications en français, sauf une carte de l'Ouest canadien tirée à 200 000.

Ce même haut fonctionnaire a accordé les frais de voyage à 36 délégués qui venaient se rendre compte sur place de la colonisation : 1 Autrichien, 3 Allemands, et 32 des États-Unis (1).

L'organisation anglaise a pour cadres une agence générale à

(1) *Report of the Department of the Interior, Immigration*, p. 4.

Londres, et 9 succursales installées à Liverpool, Birmingham, York, Glascow, Aberdeen, Belfast, Exeter, Cardiff et Dublin. Des œuvres anglaises établies au Canada s'occupent particulièrement des émigrans de ce pays, par exemple une inspection spéciale des enfans anglais qui émigrent et qui sont confiés dans des maisons sûres à de bons patrons, au besoin à de bonnes patronnes, c'est l'*Inspection of British immigrant children and receiving homes* (1). Les jeunes filles isolées qui arrivent à Winnipeg trouvent Mrs Sanford à la tête du précieux « Home de bienvenue de la Jeune Fille » (*Girl's home of Welcome*) (2).

L'organisation des États-Unis ou de « l'Amérique, » comme on dit au Canada, comprend un état-major de 16 agens nationaux, ayant sous leurs ordres 77 sous-agens commissionnés, et la lecture de leurs rapports annuels laisse prendre une idée de l'infatigable activité déployée par chacun d'eux, énorme correspondance, nombreux entretiens au bureau, visites personnelles dans les fermes, conférences, abondante distribution de brochures, exhibition très efficace des grains et des fruits du Canada, brillante participation aux Expositions « américaines, » voyages effectués par eux-mêmes dans l'Ouest canadien qu'ils ont à faire connaître et à vanter, excursions à prix réduits organisées par eux dans quelque partie de cette région, pour y mener des caravanes de candidats-colons, ou, selon le pittoresque mot composé anglais, de chercheurs-de-homes (*home-seekers*). L'un des agens, profond psychologue, s'est laissé dire que les femmes avaient la plus forte envie d'entendre parler du nouveau pays : il a suggéré aux fermiers d'emmener avec eux leurs femmes et leurs filles aux réunions, elles sont venues, conclut-il, « et je pense qu'elles apporteront un précieux concours pour promouvoir la cause de l'immigration (3). »

Les agens canadiens des États-Unis s'entendent à observer que la grande œuvre du « Rapatriement » s'annonce comme de plus en plus facile : il s'agit du million de Canadiens-Français de l'Est, qui, séduits par les avantages industriels des États-Unis au temps où leur région n'était guère ouverte à la colonisation nouvelle, ont franchi la frontière pour s'établir auprès

(1) Voir le Rapport de l'Inspecteur dans le Compte rendu sur l'*Immigration*, p. 135-139.
(2) *Immigration*, p. 113.
(3) *Immigration*, p. 83.

des grandes usines orientales de la nation voisine. Ils remarquent qu'un certain malaise se manifeste chez ces ouvriers des villes, et qu'ils ont les yeux fixés avec beaucoup d'intérêt sur la nouvelle prospérité de leur ancienne patrie (1). Mais, hypnotisés par l'Ouest, comme tout le service officiel d'immigration du Canada, les agens songent naturellement à attirer vers l'Ouest ces anciens Canadiens de l'Est, et l'on rencontre, qui le croirait? sous la plume de l'agent de Montréal, des regrets comme ceux-ci : « *Tandis que beaucoup d'entre eux retournent à leurs anciens « homes » de Québec et dans l'Ontario de l'Est*, un grand pourcentage dirige à présent leurs pas vers le Nord-Ouest (2). »

Un des agens officiels d'immigration, le R. Père Vachon, a osé, de son propre chef, parler du Canada dans un voyage privé qu'il fit en France, et il se risque dans son rapport annuel à en rendre compte au surintendant : « Bien que ne voyageant pas au titre officiel, je me suis fait un devoir de visiter plusieurs villages français en Bretagne et d'y donner des conférences sur l'Ouest canadien [toujours!], et, si j'en juge par le nombre de lettres reçues de France, j'y ai éveillé un profond intérêt pour notre pays (3). » La politique canadienne d'immigration est à ce point anglicisée que cette avance ne reçut pas le plus petit encouragement.

Le gouvernement entretient encore dans l'Ouest canadien un grand nombre d'agens d'émigration. Le rapport annuel de leur commissaire général, résidant à Winnipeg, contient la plus instructive appréciation des diverses nationalités européennes sous le rapport de leur faculté colonisatrice. La part de la France n'est nullement humiliante, et un pareil éloge sous la plume d'un M. Obed Smith, écrivant de Winnipeg, en anglais, au surintendant d'Ottawa, M. W. D. Scott, ne semblera certainement point partial : « Le trait caractéristique du travail de cette année a été l'arrivée d'un grand nombre de gens de France ayant avec eux leur famille, et je suis heureux de rapporter que nous avons pu leur assurer à tous de l'ouvrage avec de bons salaires, et leurs rapports devraient respirer la satisfaction pour les fins

(1) Ces Franco-Américains des États-Unis sont très attachans à suivre dans la manière dont ils se tiennent entre eux ; ils viennent de célébrer une grande victoire, ayant obtenu leur premier évêque canadien-français.

(2) *Immigration*, p. 140.

(3) *Ibid.*, p. 86.

d'immigration en Europe. Ces nouveaux arrivages sont un éclatant témoignage en faveur de ceux qui étaient arrivés du même pays l'année précédente. Ils acceptent volontiers le travail qui leur est offert, particulièrement de ceux de leur propre nationalité et ils sont ardens à mettre de côté la monnaie suffisante et à gagner le nécessaire pour s'engager dans des opérations de ferme à leur propre compte. Je suis heureux de rapporter qu'à travers l'Ouest canadien le Français et le Belge réussissent à prospérer d'une façon très satisfaisante. Leurs opérations en agriculture indiquent l'énergie et la capacité qu'ils savent montrer dans leurs ouvrages. »

De pareils satisfecits auraient pu, semble-t-il, éclairer le gouvernement d'Ottawa et le pousser à encourager l'émigration en pays de langue française. Qu'a-t-il fait? et, en face de ces 26 agences générales si fortement installées en pays anglais, combien en entretient-il en pays de langue française, en France, en Belgique et en Suisse? Une, celle de Belgique, car nul ne voudra, je pense, faire entrer en ligne de compte l'agence française qui paraît avoir été si longtemps ensevelie dans le plus profond sommeil. Son titulaire déclare, pendant quelques années, dans son Rapport officiel, qu'il n'a rien à signaler, ayant suivi les conseils de très grande prudence qui lui ont été donnés par son ministère. Puis, il estima sans doute qu'il était superflu de prendre la plume pour dire qu'il ne faisait rien, par ordre, et aucun Rapport d'agent français ne figure plus dans le volume annuel consacré par le ministère de l'Intérieur canadien à l'*Immigration*.

En revanche, le dernier Rapport officiel de l'agent belge est rempli d'intérêt, pour les Canadiens comme pour nous. M. Treau de Cœli, qui a son centre d'opérations à Anvers, constate que la récente augmentation de la propagande en Belgique (grâce sans doute à M. Smart) donne de bons résultats. Dans les écoles publiques, la géographie du Canada commence à être enseignée. On envoie des atlas et des cartes murales aux conférenciers qui veulent faire connaître le pays. La presse publie des descriptions vivantes de la jeune contrée, de ses productions, de son avenir. Depuis quelques années, des familles belges adoptent un mode de colonisation qui, de l'avis unanime des gens compétens au Canada, je m'en suis rendu compte d'autre part, est le meilleur: les fils de cultivateurs partent en avant-garde, étudient le pays, choisissent le lieu, commencent l'installation et appellent

ensuite leurs parens, qui ont pris leur temps pour réaliser leur bien du continent. Cette transplantation progressive et rationnelle de familles qui, au lieu de partir précipitamment, prennent le temps de correspondre ensemble et de s'établir à coup sûr, produit, paraît-il, un grand effet sur leurs voisins.

L'auteur du *Rapport* ajoute qu'il sollicite partout les correspondances des émigrans : « Un certain nombre de ces lettres ont été imprimées dans le dernier hiver en une publication de propagande qui donnait aussi les noms des nombreux Belges établis au Manitoba et dans le Nord-Ouest, dont on pouvait obtenir des renseignemens. Cette petite brochure fut très demandée comme établissant des faits qui pouvaient facilement être vérifiés. » On n'a certes pas fait tout ce qui était possible afin d'encourager l'émigration belge, qui est en si bonne marche. Nul ne peut pourtant reprocher au ministère de la province de Québec d'être demeuré indifférent à la Belgique; malheureusement, de regrettables incidens politiques, qui sont venus jusqu'à la Cour d'assises, ont jeté une teinte fâcheuse sur la colonisation belge, du moins sur celle qui est organisée par syndicats financiers. Mais la portée de ces événemens s'atténuera de jour en jour en ce qui regarde la Belgique, car le courant d'émigration belge est souverainement désirable pour les deux pays, heureuse exosmose entre cette petite contrée obligée de nourrir 226 habitans par kilomètre carré (plus de trois fois la densité de la France) et le Canada qui ne compte même pas un habitant dans le même espace.

L'étude des documens officiels nous convainc donc que la politique canadienne d'immigration est, consciemment ou non, franchement et presque sans réserve, *intensive*, *anglophile* et, ce qui en est la fatale conséquence, *occidentale*. L'inquiétude des Canadiens-Français, du moins de tous ceux qui n'ont point de liens gouvernementaux, semble en conséquence parfaitement justifiée, et, sur ce point, le mouvement « nationaliste, » s'il n'est point encore très carrément populaire en ce pays de tradition, qui évolue lentement, — répond plus ou moins sourdement au secret instinct de la majorité des Canadiens-Français indépendans : plus ou moins confusément ils sentent que leur argent (et ils savent bien qu'ils sont pour un tiers dans le budget de l'État) est mal employé dans ce grand et capital service de

l'Immigration, qu'il est employé en dehors d'eux, c'est-à-dire directement contre eux, contre leur langue, leur foi, leurs traditions. Ils se doutent même, non sans quelque raison, qu'il est employé contre le Canada.

Si telle est en réalité la politique canadienne, et nous croyons sincèrement n'avoir rien chargé, quelles en peuvent être les causes? Et comment se fait-il que, avec l'approbation, mais sans la moindre pression de l'Angleterre, une pareille politique émane, pour une bonne part, de ces ministres canadiens, qui savent se dire au Canada si Canadiens-Français, si Français en France? Comment ont-ils pu monter cette grande machine d'immigration si excessive et si contraire aux intérêts « français? » Il faut sans doute en demander les motifs aux conditions générales dans lesquelles ils évoluent, conditions à la fois politiques et économiques.

***

Tout d'abord, il faut tenir compte de l'opportunisme à orientation anglaise, auquel ont été ou se sont crus condamnés par les circonstances les hommes politiques « français » qui, à Ottawa, parvenaient au pouvoir. L'un des plus considérables m'avouait : « A peine sommes-nous entrés dans la politique, qu'il nous faut danser sur la corde raide. » Arrivant au sommet par leur intelligence, par le vrai libéralisme politique, joint sans doute à l'intérêt, de la majorité anglaise, dont l'idéal n'est point, comme ailleurs, de brimer la minorité, — ils ont devant l'ensemble du pays, à se faire, pour ainsi dire, « pardonner leur origine, » et il est certains abandons qu'ils croient devoir consentir, en faisant observer à leurs coreligionnaires que, s'ils n'étaient pas au pouvoir, les droits de leur race seraient beaucoup plus souvent méconnus.

A cela les intransigeans répliquent que, si les Canadiens-Français avaient affaire à un ministère uniquement anglais, ils seraient peut-être plus libres et effectivement plus forts pour revendiquer et faire respecter leurs droits, sans que leurs efforts fussent perpétuellement chloroformés par de bonnes paroles et des faveurs matérielles, et que, en définitive, servir ainsi sa race en la desservant aussi fréquemment, est bien près de la trahir.

Entre ces deux conceptions opposées de la politique canadienne, qui s'appuient chacune sur des argumens sérieux, nous

n'avons point à décider : c'est l'éternelle lutte qui s'observe en tous pays et qui divise les tenans de la même cause, partagés entre l'intransigeance et la conciliation. Mais, dans le domaine des faits, nous pouvons constater que le gouvernement de sir Wilfrid Laurier, en dépit de toutes ses ressources d'habileté, n'a pas cru pouvoir soutenir ses coreligionnaires dans les deux graves conflits des Écoles du Manitoba et des Écoles du Nord-Ouest, dont le souvenir douloureux n'est point encore effacé de la pensée des Canadiens-Français de toute province.

Aux faits de cet ordre doivent sans doute, en dépit des apparences, s'en rattacher deux autres, qui longtemps ont moins frappé le public parce qu'il ne s'agissait pas ici d'une crise aiguë comme dans les deux précédens, mais d'une progressive infiltration. Il a fallu M. Henri Bourassa et ses amis pour sonner bruyamment la cloche d'alarme au sujet de ces deux points : l'abandon successif de la langue française comme langue officielle, — et l'orientation tout anglaise de la politique d'immigration.

Tous les voyageurs français l'ont remarqué, ce n'est pas une petite ni agréable surprise pour nous que de trouver la langue anglaise installée partout, pour ainsi dire, au Canada, dans les grands magasins de Montréal, dans les plus grands hôtels de Québec, voire dans un grand nombre de familles « françaises, » qui, peu à peu, entraînées par leurs relations avec la société anglaise, finissent dans l'usage à donner la préférence à l'idiome britannique. Cela, nous l'entendons bien, c'est affaire de défaillance dans les mœurs des particuliers, et Mgr Bruchesi, l'archevêque de Montréal, a beaucoup fait pour ses compatriotes de langue française en interdisant hardiment, au mois de novembre dernier, les mariages « mixtes » entre catholiques et protestans.

Si l'on se reporte à l'article 63 de la Constitution qui reconnaît les deux langues comme également officielles, on est plus surpris encore de constater quelle est, dans les documens officiels, la prédominance de l'anglais. Il faut voir quelle difficulté l'on a à se faire entendre en français dans les bureaux de poste ou de téléphone de Montréal, et les Compagnies de chemin de fer violent, la plupart du temps, le règlement qui les oblige à annoncer dans les deux langues les heures d'arrivée et de départ des trains, sous peine d'une amende de 25 francs par infraction ; négligence évidente du gouvernement sur ce point. Mais il y a mieux. Au

mois d'avril dernier, le ministère fédéral de l'Intérieur a édité un magnifique atlas du Canada, accompagné de très nombreux diagrammes de statistiques, où ne se lit pas un mot de français (1). A la même époque, le ministre fédéral de la Justice a même publié un Code refondu des lois canadiennes, et il a osé le faire uniquement en anglais; si bien que les juges « français » de Québec et de Montréal rendent à présent la justice à leurs compatriotes de langue française sur un texte anglais. Il n'a pas fallu moins qu'une interpellation de M. Henri Bourassa et de son ami M. Armand Lavergne à la Chambre des communes pour arracher au gouvernement la promesse d'une version française, qui est en chantier et qu'au bout de onze mois, l'on en est encore à attendre. Infatigable pour notre langue, M. Armand Lavergne vient de déposer en février, au Parlement fédéral, un projet de loi qui obligerait positivement les Compagnies de chemins de fer, de télégraphe et de téléphone a employer le français comme l'anglais dans leurs rapports avec le public (2).

Quant à la politique d'immigration, pour y expliquer le laisser aller gouvernemental vers l'Angleterre, il faut encore invoquer avec assurance la force des intérêts financiers. Ils sont mêlés en tous pays aux idées politiques, mais nulle part autant que dans toute l'Amérique du Nord, ils n'exercent de pression sur elles (3). L'influence « américaine, » l'une des trois influences qui se disputent le Canada, a largement envahi sa politique, qui, dans un très grand nombre de branches, est avant tout une politique d'affaires, entre autres dans le grand service d'immigration. Affaires, par la prime de 10 à 25 francs touchée par les agens extérieurs sur chaque tête d'émigrant, si bien qu'ils n'ont qu'à s'occuper de la quantité, sans souci de la qualité, et que leur intérêt les pousse à ramasser dans n'importe quel ruisseau de grande ville des hommes bons à être jetés dans les entreponts de steamers. Cette prime individuelle, le programme « nationaliste » en réclame l'absolue suppression (4). Affaires encore et

(1) *Atlas of Canada*, by James White, déjà cité.

(2) Il faut reconnaître que M. R. Lemieux, au fort de la campagne « nationaliste, » pendant l'automne dernier, avait fait mettre des inscriptions françaises sur les bureaux de poste de la province de Québec.

(3) Cf. l'article *Politique et Finance*, dans la *Vérité* du 4 janvier 1908.

(4) M. Bourassa voudrait même qu'il y eût dans tous les grands ports européens d'embarquement d'émigrans des agens très sévères pour retenir tous les élémens « non désirables. »

affaires tout américaines, par cette savante organisation de la réclame pour le Canada et du chauffage ingénieux des imaginations, — montée un peu comme la merveilleuse publicité jadis déployée en Europe pour le « Grand cirque Barnum et Bayley. » Affaires surtout par l'influence prépondérante des grandes Compagnies de chemins de fer et de paquebots dans les opérations de l'immigration. Les 50 000 colons d'Angleterre, qui passent maintenant chaque année l'Atlantique, sont sans doute en partie recrutés par les neuf agences officielles en Angleterre, mais aussi, pour une bonne part, par les colossales Compagnies qui traversent d'un bord à l'autre les 5 000 kilomètres du Canada, ayant, de place en place, fondé, à coups de millions, des hôtels au bord de leurs interminables rubans d'acier et entretenant même une ou plusieurs flottes sur chacun des Océans : telle la compagnie du Pacifique Canadien, qui dispose, à elle seule, de six agences installées dans la Grande-Bretagne.

Les Compagnies maritimes, après s'être déchargées dans le vieux monde des nombreux produits d'exportation du Canada (bois, pulpe, produits alimentaires), ont besoin de se lester au retour, et elles ne trouvent rien de plus avantageux, au dire des compétens, que ce *fret humain*, qui paie et qu'elles nourrissent au plus juste, de sorte que, malgré des prix très bas, elles réalisent encore sur lui de beaux bénéfices, d'autant plus qu'elles jouissent, en outre, du privilège de primes officielles (1).

De leur côté, les Compagnies de chemins de fer ont tout avantage à embaucher des émigrans ; nous dirons plus, c'est une question pour elles presque de vie ou de mort. Non seulement elles arrivent à toucher, d'une façon ou de l'autre, tout ou partie de la prime individuelle attachée aux émigrans, mais elles sont vraiment au Canada à la tête de la colonisation. En fait, elles en détiennent le monopole, et la chose a été reconnue en plein Parlement fédéral lors de la dernière discussion de chemins de fer en 1906. La colonisation ne peut guère se faire dans ces immensités perdues qu'autour de leurs stations. Les colons ont besoin d'elles et elles ont encore plus besoin des colons : aussi transporte-t-on le plus de foules possible et le plus loin possible, le plus *à l'Ouest* qu'il se peut. Tous ces émigrans d'aujourd'hui sont les voyageurs de demain, et, ce qui n'est pas moins précieux,

(1) Réponse de M. Oliver à M. Armand Lavergne (*Vérité*, 25 janvier 1908).

les pourvoyeurs de marchandises, de blé, de lait, de pommes, de bestiaux, pour tous les convois qu'il faudra acheminer sur les marchés de Winnipeg, de Chicago ou de Montréal.

Il y a plus encore, et pour les véritables intérêts du Canada un danger plus grave.

Lorsqu'une de ces puissantes Compagnies a obtenu du gouvernement canadien, qui entend faire prospérer son pays, l'autorisation de construire une ligne, — surtout si c'est un de ces transcontinentaux qui vont d'un océan à l'autre, — elle a besoin de milliers d'hommes, défricheurs, terrassiers, manœuvres, qu'elle ne pourra jamais trouver sur le sol canadien encore si peu peuplé, d'autant que l'on construit vite sur le continent américain. Alors c'est pour elle un nouveau et énorme stimulant : elle embauche, elle embauche des hommes, qui n'auront pas l'intention de faire œuvre de colons et de planter un jour leur « home » au Dominion, mais à qui elle assure du travail pendant un an ou deux, et, augmentant ainsi le chiffre, non la qualité des émigrans, elle déverse sur le Canada une masse d'ouvriers, sans travail en Europe, et qui, une fois le nouveau chantier canadien fermé, se répandront de toutes parts et finiront par refluer sur les villes du Dominion. En l'année 1907, la compagnie du « Grand Tronc » avait besoin pour son Transcontinental nouveau de 60 000 hommes à ses gages, qu'elle a dû recruter surtout en Angleterre et aux États-Unis.

Pour les Compagnies qui cumulent les transports sur terre et sur mer, si l'on additionne les puissans intérêts qu'elles ont de part et d'autre à l'émigration intensive, on mesurera la formidable et presque irrésistible influence dont elles disposent : on devinera qu'elles se sentent d'aventure plus fortes qu'un ministère, même fédéral, et, au demeurant, les véritables maîtresses du Canada. Nous en avons surpris nous-même une petite preuve curieuse. Les hommes politiques le plus haut placés du Canada demandèrent un jour, pour un de leurs amis, une légère faveur de passage à l'une de ces Compagnies. Mais elle boudait à ce moment-là le gouvernement : elle refusa. Nous ne voyons pas bien en France une Compagnie de chemin de fer, même en dehors de la menace du rachat, refuser un billet de chemin de fer à M. Fallières ou à M. Clemenceau...

Comprend-on à présent comment la sereine vieillesse d'un grand homme d'État a pu, non pas monter, mais laisser monter

à côté de soi une formidable machine, actionnée par des myriades de chevaux-vapeur produits, selon les mœurs d'affaires américaines, par les capitaux unis de l'État et des grandes Compagnies, et fabriquant de l'immigration à haute dose, même parfois en sens inverse de quelques-unes de ses secrètes aspirations? La machine marche, elle ronfle, elle est mise à une pression de plus en plus élevée, elle produit un rendement chaque année plus considérable avec une progression mathématique, tout comme les usines de pâtes alimentaires à présent actionnées par une portion de la cataracte du Niagara. Tout va bien, *all right!* comme dit, toutes les deux phrases, chacun des habitans de l'Amérique du Nord. *All right!* si ce n'est qu'au pied de cet effroyable engin, qui brise tout à son approche, s'est présenté un homme, bientôt quelques hommes, sans capitaux, qui, au nom de leur race, minorité qui va être écrasée, au nom de leur patrie, qui elle-même peut être détruite bientôt par la grande machine des capitaux, se sont juré, ne craignant rien et n'espérant rien de ses maîtres, de l'arrêter ou du moins de la maîtriser. Spectacle émouvant pour un Français, parce que c'est la lutte poignante, terriblement inégale en apparence, de l'idée pure contre la force, du vieil idéalisme français, avec son coin éternel de chimère, contre le réalisme du machinisme à la yankee. Rien en ce moment n'est aussi français là-bas que cette croisade désintéressée, chevaleresque, téméraire, ardente, logique à l'emporte-pièce. Aussi le mouvement « nationaliste » canadien, quoique l'on puisse discuter froidement tel ou tel article de son programme, nous a paru unanimement sympathique aux Français de France qui habitent le Canada : nous nous étonnerions s'il n'inspirait pas les mêmes sentimens à tous nos compatriotes de la vieille patrie.

Au mois de décembre dernier, le ministre fédéral de l'Intérieur a fait adresser une circulaire à ses agences européennes pour restreindre un peu l'émigration pendant l'hiver 1907-1908 : tout émigrant, au débarqué, devra (contrairement aux émigrans des États-Unis) faire la preuve d'un engagement de travail immédiat ou produire une somme de 125 à 250 francs en monnaie canadienne (1).

M. Bourassa doit-il assez se consoler d'être « mort, » en

(1) Voir le *Journal des Débats* du 6 janvier 1908.

apercevant un commencement d'application de sa politique naître de son tombeau!

A l'opinion publique, qui se mettait, poussée par « les nationalistes, » à leur demander compte de leur incurie à l'égard de l'émigration française, les ministres fédéraux ont commencé par répondre : 1° que de la France on n'émigrait pas ; 2° que les lois françaises étaient au plus haut point restrictives de l'émigration. De là l'extrême prudence recommandée à l'agent français et d'ailleurs, nous l'avons vu, par lui si scrupuleusement observée.

Sur le premier point, le groupe nationaliste répliqua très justement que sans doute la France, à cause de sa richesse et de son charme infini, en raison aussi malheureusement de sa faible natalité, n'était point un pays de grande émigration, et qu'il n'était point question d'en soutirer chaque année 50 000 hommes, comme on faisait de l'Angleterre. Nulles prétentions n'allaient jusque-là. Mais enfin, en 1906, 7 000 Français ont émigré aux États-Unis (1); en 1885, le port du Havre a embarqué plus de 50 000 émigrans français pour l'Amérique du Sud, et le port de Marseille plus de 28 000 pour la même destination. Les « nationalistes » malheureusement ne paraissent pas avoir eu connaissance d'une révélation essentielle apportée en août 1907, par M. René Gonnard, professeur d'économie politique à l'Université de Lyon et qui a étonné plus d'une personne même en notre pays : dans le manque de statistiques officielles (la France ne tenant pas de comptes exacts pour le départ de ses enfans), cet éminent spécialiste a évalué à un minimum de *15 000* le nombre annuel des Français qui émigrent (2). De là aux 1 500 à 2 000 Français, qui arrivent, bon an mal an, sur le sol du Canada, il y a une marge considérable, qu'il s'agit, par des moyens efficaces, de tendre à diminuer.

La presse ministérielle du Canada s'est hâtée de faire argument de la malheureuse tentative des habitans de l'île Saint-Pierre de Terre-Neuve, qui, découragés de la disette du poisson dans leurs parages, se sentant plus loin de la métropole à la suite de l'accord franco-anglais de 1904 qui diminuait nos droits

(1) Très exactement 6 957.

(2) *Revue des Questions diplomatiques et coloniales*, 1er août 1907 (p. 145-154). — Le statisticien italien Bodio était arrivé, pour 1905, au chiffre de 14 000 émigrans français.

sur cette côte, se sont, au nombre de 3 000 (conseillés on ne sait par qui), abattus soudainement sur le Canada et entassés dans la ville de Montréal. Ce fut un coup de tête, et non une émigration, comme elle doit se faire aujourd'hui, selon les rationnelles et sûres méthodes modernes. Ces pauvres gens étaient venus tellement vite qu'ils n'apprirent que de la bouche de notre dévoué consul général au Canada, M. A. Kleczckowski, qu'ils s'exposaient gravement à perdre leur pension de retraite française provenant de l'« inscription maritime » à laquelle ils appartenaient pour la plupart. Et il fallut plusieurs mois d'efforts zélés à notre nouveau consul général, M. Henri Dallemagne et à ses collaborateurs pour trouver des places à quelques-uns des Saint-Pierrais au Canada, et pour en rapatrier le plus grand nombre.

La question de la législation française en fait d'émigration a donné lieu également à une discussion fort suggestive, et les précisions apportées sur ce point par la presse « nationaliste, » qui en est d'ailleurs coutumière, a remis les choses au point. Elle a publié le texte de la fameuse loi, dont le parti au pouvoir faisait sans cesse un épouvantail, en parlant toujours sans la montrer jamais. Datée du 18 juillet 1860, la loi porte tout d'abord que « nul ne peut entreprendre les opérations d'engagement ou de transport des émigrans sans l'autorisation du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, » et les dix autres articles énumèrent un certain nombre de justes garanties en faveur des émigrans, telles que leur droit à être « transportés directement, à moins de stipulations contraires, » sage mesure édictée par d'autres pays tels que la Hollande et la Belgique.

Et c'est tout, ou plutôt il y a encore un article du Code pénal français, qui a été également brandi pour faire peur aux moineaux de la majorité et leur faire craindre une complication diplomatique entre l'Angleterre et la France : c'est l'article 405, qui punit « l'emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises,... ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès... »

Sous le coup de ces textes tombent manifestement les officines clandestines ou menteuses d'émigration, comme celle qui a été surprise, l'été dernier, à Tourcoing et Roubaix. On pense si les premières dépêches elles-mêmes, qui relataient ce fait, ont été exploitées par le parti au pouvoir.

Mais les réclamations du nouveau parti canadien-français n'ont

rien à voir avec de pareilles industries et rien à craindre de notre législation. Elles portent sur l'établissement, au grand soleil de France, d'un certain nombre d'agens officiels du Canada, accrédités auprès de notre gouvernement et qui, sans exercer aucune pression déloyale, mais par des conférences, des conversations des correspondances, des articles de journaux, des expositions de produits, des publications de correspondances et des voyages en France de colons français, feront connaître le Canada tel qu'il est, avec ses avantages, son étendue, sa liberté, son climat froid mais sain, ses richesses, qui ne se ramassent pas rien qu'à se baisser, qui s'achètent au contraire par un travail acharné comme en France, mais qui rémunèrent mieux leur homme et lui assurent une belle aisance terrienne au bout de quelques années.

Il ne s'agit nullement de dépeupler et de vider notre beau pays, mais de canaliser dans la direction du Saint-Laurent les minces courans d'émigration qui s'en échappent par différentes ouvertures pour se disséminer et se perdre de côtés différens. À tous ceux qui se sentent, pour un motif ou pour un autre, trop à l'étroit sur notre sol et qui ne veulent point tenter l'exode dans nos propres colonies, — où ne les poussent d'ailleurs, la plupart du temps, ni la salubrité du climat, ni les sociétés de colonisation persuadées qu'elle doit se faire surtout par l'indigène (1), — à tous ceux-là il faut montrer et remontrer le Canada, le pays le plus français qui soit au monde en dehors de la France. Ne sont-ce pas les descendans de nos propres aïeux, qui nous y accueilleront, qui nous entoureront, professant notre langue, notre foi, notre affabilité, notre gaieté, nos chansons, nos traditions, nos mœurs, et nous donnant un peu l'illusion que nous retrouvons dans une vie nouvelle un coin de la vieille et chère France?

Qui sait même si une pareille vulgarisation ne parviendrait pas à diminuer peu à peu l'égoïsme général qui restreint de plus en plus la natalité française? si, chaque famille sachant avec certitude qu'au bout d'une ligne de paquebots se trouvent du travail assuré et de la terre à posséder pour quiconque veut seulement la cultiver, les parens ne seraient pas moins inquiets à la perspective de promouvoir de nouvelles existences? Chaque famille nombreuse compterait un ou deux « Canadiens » désignés à

(1) Conclusion d'une récente discussion du comité Dupleix.

l'avance. Puis la mode s'y mettrait, le courant s'établirait, l'on se grouperait au Canada par pays, et l'on se ferait signe de loin les uns aux autres. En dix à douze jours on se reverrait. N'oublions pas que ce sont les fils de nos paysans de la Normandie, de la Bretagne, du Poitou, de toute la France qui ont fait le Canada, alors que l'on mettait deux à trois mois pour s'y rendre. Voilà ce que les « nationalistes » se disent, non pas peut-être avec ce détail, mais voilà ce que leur campagne suggère. Ils parlent, eux, au nom des intérêts du Canada ; nous parlons, nous, au nom de ceux de la France : les uns et les autres se confondent.

A entendre certains des ministres et de leurs porte-paroles, les réclamations de ces hommes sont chimériques et vaines : ils ne sont eux-mêmes que « des brandons de discorde » ou bien « des taureaux qui se précipitent dans des magasins de faïence (1). » Avec sa noble élévation de pensée, sir Wilfrid Laurier est plus équitable envers ses mordans critiques : il leur a conféré le baptême comme grand parti reconnu. Recevant, le 15 octobre dernier, à Ottawa, les étudians en droit de l'Université Laval de Montréal, il leur a dit : « Soyez du parti libéral, du parti conservateur, ou du *parti nationaliste*, peu importe, mais soyez d'un parti. » Il a fait mieux ; il a prouvé par l'exemple à quel point une opposition intelligente peut être utile à un gouvernement qui a lui-même l'intelligence d'en profiter. Pour donner satisfaction à l'opinion publique, il a fait annoncer, au mois de septembre, par un de ses collègues du ministère que les agences françaises d'émigration seraient portées au nombre de trente-trois (2). Au mois d'octobre, un jeune avocat montréalais, M. Arthur Geoffrion, a été nommé agent officiel d'immigration à Paris, et on laisse entendre que le gouvernement canadien se propose d'entreprendre dans les pays de langue française une sérieuse campagne de propagande. Il nommerait bientôt dans chaque comté de la province de Québec, comme il l'a déjà fait pour l'Ontario, un agent chargé de répondre aux demandes de main-d'œuvre agricole avec le concours des agences de France (3). Il

(1) Ce mot malheureux d'un organe « libéral » a été relevé, comme on pense, par *le Nationaliste*. « C'est vrai, a-t-il dit, et il y a bien des cruches et des pots de vin brisés. » Tel était le ton de la polémique.

(2) Discours de M. R. Lemieux, ministre des Postes, à Nicolet. Il dit que l'on allait porter le nombre des agences de 3 à 33 : nous n'avons pas pu savoir quelles étaient ces *trois* anciennes, nous n'en connaissons qu'une.

(3) *Le Nationaliste* du 9 février 1908.

se pourrait donc faire que le grand parti « libéral » affaiblît le jeune parti « nationaliste » par le même procédé habile dont il a usé déjà envers le parti « conservateur, » c'est-à-dire en s'appropriant une portion de son programme.

Cette nouvelle propagande française se fera sans doute encore pour une part en faveur de l'Ouest canadien, que le gouvernement d'Ottawa a toujours en vue, avec ses 500 millions d'hectares de prairie à pourvoir, qui produisent en moyenne 19 hectolitres de blé, chacun (1). Mais précisément parce qu'elle est française, elle fera fatalement une large part au peuplement du Canada français, c'est-à-dire de celui de l'Est, et notamment de la province de Québec. Et l'orientation particulière de cette colonisation sera heureuse pour le Canada, nous avons expliqué pourquoi; nous ajoutons, en finissant, qu'elle le sera aussi pour les Français et pour la France.

*
* *

Parmi les nombreux colons français que nous avons vus au Canada, nous en avons rencontré sans doute qui étaient satisfaits dans la grande prairie de l'Ouest, où ils ont réussi à se grouper dans les petits centres français disséminés parmi la grande masse anglo-américaine. Mais nos voyages d'études nous ont convaincu que le mieux pour les Français est de demeurer dans l'Est, une fois plus près de la France, dans cette unique région toute française, qui s'appelle modestement *la province de Québec, État aussi grand que la France et l'Allemagne réunies* et qui contient trois belles régions de colonisation en plein essor, c'est-à-dire pour les nommer de l'Ouest à l'Est, le Temiscamingue, le Nominingue, le Lac Saint-Jean.

Il est malheureusement telle des agences officielles de cette contrée, je l'ai constaté, qui médit des colons français; c'est, hélas! ou c'était... la note officielle venant d'Ottawa. Mais, après avoir été pendant plusieurs jours, de paroisse en paroisse, voir toutes les autorités locales, je les ai trouvées unanimes à se féliciter au contraire sincèrement de nos compatriotes, et à en désirer d'autres. Je suis allé frapper à chaque cabane, chez les Français du bord de la forêt vierge, je n'ai surpris que des gens heureux de leur sort, ne regrettant rien, contens de leur milieu

(1) Récolte de 1905 : 19 hectolitres et demi (chiffres donnés par le ministère de l'Agriculture et de l'Immigration du Manitoba).

et de leur tâche rude et laborieuse, mais en somme rémunératrice.

Il est de mode parmi les partisans de la Prairie de décrier la Forêt, avec sa lutte si lassante contre les souches séculaires. Mais la forêt, ce sont aussi tous les matériaux de construction, c'est le bois de chauffage dont on ne manquera jamais par les rudes hivers, c'est le commerce du bois en gros et la moderne industrie de la pulpe, qui font monter incessamment la valeur du lot du colon et peuvent lui fournir un supplément de travail dans sa morte-saison.

Si, outre la vente du blé et de l'avoine, l'on ajoute l'industrie laitière qui est remarquablement développée dans cette province, et la récolte du sucre d'érable ou celle des baies de myrtil qui, en quinze jours, chaque année, double presque le budget du colon, on s'assure que le cultivateur français ne peut trouver nulle part ailleurs de meilleur emploi à son initiative et à sa persévérance ; que l'on songe qu'une seule de ces trois régions, la plus rapprochée de la France, celle du lac Saint-Jean, compte plus de 8 millions d'hectares ouverts à la colonisation, et seulement 70 000 âmes.

Vraiment gâtée par la nature, la province de Québec, avec ses innombrables chutes et rapides, offre une quantité de pouvoirs hydrauliques, pour ainsi dire, illimités : l'on a évalué ceux de la seule région du lac Saint-Jean au chiffre de 650 000 chevaux-vapeur. En dehors même des entreprises que nous avons plus haut mentionnées brièvement, l'on peut donc juger, dans ce pays que l'on appelle déjà « le grenier de la province, » quel est l'avenir des capitaux qui seront intelligemment dirigés dans l'agriculture ou l'industrie. Et nous comptons pour rien ce qui compte cependant beaucoup pour nos compatriotes (nous nous en sommes bien aperçus par les emplacemens choisis par eux), l'admirable pittoresque de tout ce Nord de la province de Québec, les facilités abondantes de la pêche et de la chasse, qui en font le paradis d'été de tant d'Américains, la faculté, inconnue dans l'Ouest, de conserver légalement sa nationalité française. N'est-ce point là un précieux ensemble d'avantages, que nous ne faisons que résumer et qui serait de nature à tenter bien des Français, s'ils en étaient instruits? et le moment n'est-il pas bon pour seconder dans notre pays cet effort d'émigration française que semble vouloir tenter à présent le gouvernement canadien sous la poussée

« nationaliste? » C'est affaire aux publicistes à exposer clairement, exactement et sans rien outrer, ce qu'ils connaissent par des renseignemens certains. C'est affaire à notre gouvernement, qui vient de signer un avantageux traité de commerce franco-canadien (1) et qui favorise de tout son effort, depuis quelques années, les rapprochemens avec les deux grands pays de l'Amérique du Nord. Il s'est aperçu, par malheur un peu tard, que le reploiement sur nous-mêmes, qui a suivi 1870, nous a privés, au profit de nos rivaux d'Europe, d'une grande part dans la formation des États-Unis, qui prenaient à ce moment leur plus grand essor. Ne recommençons point avec le Canada : nous serions là deux fois impardonnables, et, si l'on veut des vues très précises, il paraît bien évident que la plus sûre manière de favoriser les communications avec le Dominion serait d'aider la Compagnie transatlantique française, qui promène si fièrement notre pavillon sur l'Océan, dans les efforts qu'elle a déjà tentés par deux fois pour établir une ligne directe française du Havre à Montréal. La seule ligne qui unisse directement les deux pays est, comme on sait, une ligne anglaise assez peu confortable, ce qui fait que les Canadiens, qui viennent si souvent en Europe, désirant prendre la Compagnie transatlantique française, s'assujettissent presque tous au passage par New-York et aux ennuis scandaleux de la douane des États-Unis. Une ligne directe entre la Seine et le Saint-Laurent serait donc assurée de nombreux passagers de cabine, elle drainerait en même temps toutes les marchandises françaises qui, chose étonnante, vont s'embarquer aujourd'hui à Liverpool et sont cataloguées dans les statistiques comme exportations *anglaises* au Canada, y compris les caisses de livres, dont notre ministère de l'Instruction publique a la générosité de doter les diverses bibliothèques canadiennes. Enfin, étant donné que les Compagnies maritimes ont avantage, nous l'avons vu, à mettre une couche d'émigrans entre les caisses de la cale et les cabines, la Transatlantique française, devenue notre collaboratrice au Canada, chercherait instinctivement à aider au recrutement des émigrans français. Ils apprécieraient eux-mêmes grandement (j'en appelle à tous ceux qui ont voyagé) de se sentir dix jours de plus sur un plancher français, et quand ils reviendraient au pays, de se savoir déjà en France dès

(1) Nous avons assisté à la préparation de ce traité, due en grande partie au vice-président de la Chambre de Commerce française de Montréal.

le quai de Montréal ou de Québec. Et que dire de l'influence française toute pacifique, qui se produirait d'elle-même par ces vaisseaux français de huitaine ou de quinzaine mouillant dans les eaux canadiennes, qui en voient aujourd'hui si rarement?

Que dire aussi de l'action française qui se créerait naturellement avec nos colons devenus plus nombreux dans les provinces canadiennes-françaises? Au lieu de s'aller disperser à travers le monde, leur vive personnalité française s'amalgamant à celle des Canadiens-Français augmentera ce groupe, qui pensera de même, qui verra de même, à la manière française, c'est-à-dire, au fond, « latine, » — qui aidera à rétablir l'équilibre en faveur des droits et des intérêts français au Canada, du maintien de la langue française, de l'accès des produits et des idées saines de la France. En somme, les bonnes volontés combinées des deux rives de l'Atlantique peuvent aisément mettre en route, chaque année, 10 000 émigrans de langue française, énergiques et honnêtes, de France, de Suisse et de Belgique, pour la province de Québec.

Ainsi, par une harmonie providentielle, la France et le Canada, la mère et la fille, se feront réciproquement du bien encore une fois, l'une maintenant son originalité grâce au renfort apporté à l'un de ses deux élémens qui menaçait d'être étouffé, — l'autre envoyant ses rares fils qui consentent à la quitter, dans le seul pays du monde où ils se puissent unir aux indigènes, pour fortifier son influence générale. Et la grande puissance, dont le drapeau flotte à présent sur la haute citadelle de Québec, n'aura point à s'inquiéter; elle pourra même y trouver son compte dans l'avenir. Alors, le drapeau tricolore, suivant la vieille coutume canadienne, flottera sur des maisons plus nombreuses du Bas-Canada, demeuré sous la domination anglaise, mais bien redevenu, une seconde fois, par la langue, les mœurs, l'influence et les idées, une Nouvelle-France.

LOUIS ARNOULD.

POÉSIES

GÉORGIQUES

SIMPLE VŒU

Puissent un jour tous ces poèmes de la terre
Griser les hommes d'une ivresse salutaire,
Et parfois, les berçant de rêves musicaux,
Au fond de leur mémoire éveiller mille échos!
Puissent le rire frais des sources, les murmures
De l'arbre, la rumeur des blés aux houles mûres,
L'humble plainte des socs, l'appel clair des troupeaux
Se fondre allégrement dans mes vers plus dispos,
Pour qu'un peu d'harmonie, aux esclaves des villes,
Soupire le regret des campagnes tranquilles;
Pour qu'attendris surtout, les forçats des cités
Sentent, par quelque large et fier souffle emportés,
Que leur âme au passé légendaire s'enchaîne,
Comme au gland primitif se rattache le chêne!
Ah! combien glorieux je mourrai si j'ai su
Dans un seul cœur, par la vie amère déçu,
Laisser des visions doucement nostalgiques,
Et si n'ont pas été vaines ces Géorgiques!
Ah! si mon verbe ému fut assez éloquent,
Dans sa naïveté pastorale évoquant
Ce qui fermente et germe en d'immuables rites,
Pour rendre aux vieux logis leurs familles proscrites
Et ramener aux champs natals leurs exilés,
Comme alors mes plus chers désirs seront comblés!

O Nature, semblable à ceux que tu secondes,
J'aurai lancé le grain des paroles fécondes,
Et peut-être, tel un semeur qui, dans le soir,
A l'abri du foyer sacré revient s'asseoir,
Verrai-je aussi plus tard, débordantes de sève,
La plaine qui tressaille et la moisson qui lève.

LA VIGNE EN LARMES

Mars, bien que rude encore, a des rayons subtils
Qui grisent lentement comme un premier sourire,
Et tout ce que l'hiver semble heureux de proscrire
Revient de longs sommeils ou de mornes exils.

Quelque vernal et tiède effluve nous convie
Et, par les clairs vergers, où déjà nous songeons,
Un souffle hâte, avant qu'éclatent les bourgeons,
La résurrection suave de la vie.

Alors le vigneron, taillant les ceps tortus,
Tranche les noirs sarmens qu'a dépouillés l'automne,
Pour qu'un nouveau printemps de pampres neufs festonne
Ce bois noueux dont nul n'égale les vertus;

Et, plus gai de sentir la Nature meilleure,
Voyant, lui que la glèbe a sans trêve nourri,
Suinter un peu de sève où le cep fut meurtri,
Le rustique ouvrier dit que la vigne pleure.

Mais il sait que ces pleurs d'un jour ne sont pas vains,
Et que bientôt, non loin de la fraîche blessure,
Des grappes écloront pour la vendange sûre,
Dont le pressoir fera jaillir l'ambre des vins.

Pour que, plus tard, l'amour promis, dans la lumière
Croisse comme la grappe et, saintement pareil,
Soit doré par le plus adorable soleil,
Ne maudis pas la main qui te blesse, âme fière.

Si la douleur te rend visite, accueille-la,
Et tes yeux éblouis de chimères divines
Verront mûrir les fruits sacrés que tu devines
A la place où naguère une larme coula.

PRAIRIAL

Faucheur, l'herbe des prés, qui sous ta rude main
S'effondra, l'herbe tendre et fine dont l'arome
Circule avec la brise errante qu'il embaume,
Tu la rentres ce soir, anxieux de demain.

L'ombre gagne. Tu pars. Le vaste effort humain
S'apaise sur la glèbe immense où nul ne chôme;
Mais le foin par les chars emporté vers ton chaume
D'un vestige suave imprègne le chemin.

En moi puissent ainsi tant de choses fanées,
Que brusquement trancha la faulx des destinées,
Dans la mort n'exhaler que d'agrestes senteurs;

Pour qu'aspirant ma vie en ses heures trop brèves,
Plus tard un couple épris de rythmes enchanteurs,
Marche dans le sillage odorant de mes rêves!

RETOUR

Avec les tout petits agneaux qu'elles ont eus,
Qui, de laine frisée et fine encor vêtus,
Font des bonds innocens et bêlent autour d'elles,
Les mères, les brebis, à leur instinct fidèles,
Dans le soir alangui de baumes frais éclos
Se hâtent vers la ferme et regagnent l'enclos.
Les pis durs et gonflés par l'herbe nourricière,
Elles rentrent dans un nuage de poussière,
Le mufle bas, flairant le repos de la nuit;
Et seul le vieux bélier brutal qui les conduit,
Malgré l'accablement de la chaude journée,
Redresse fièrement, fièrement encornée
Sa tête, et va songeant qu'en de tragiques jeux
Il provoque au combat un rival ombrageux.

LE SOLITAIRE

Le bouc velu, soudain furieux, s'est cabré.
Le mufle écumant, l'œil hagard, le rein cambré,
Contre le tronc rugueux d'un orme séculaire
Il épuise âprement sa subite colère.
Vingt fois, précipitant les coups et s'acharnant,
Sans fatigue il bondit sur l'arbre frissonnant;
Vingt fois, sans que l'effort répété le harasse,
Il heurte son front rude à l'épaisse cuirasse.
L'écorce éclate au choc de ses cornes de fer;
Mais le rival plus jeune auquel il serait fier
De jeter le défi brutalement farouche
Qui hérisse son poil et bave par sa bouche,
Qui, dès l'aurore, en son regard sauvage a lui;
Mais l'époux préféré des femelles, celui
Qu'elles suivent partout, dociles et passives,
Guide la troupe loin des cornes agressives,
Et, lui-même évitant, caché dans un ravin,
Le mâle exaspéré dont le délire est vain
Et qui longtemps encor prend le tronc dur pour cible,
Subtil, se dissimule à sa haine irascible.

LA NOURRICE

Comment évoquerai-je en cette Géorgique
La scène pastorale et le tableau magique
Dont naguère mes yeux charmés furent témoins?
Quels vers seront assez harmonieux, à moins
Que tout ce qui gémit, chante, soupire ou bêle,
Prêtant un peu de grâce au rythme trop rebelle,
N'amollisse à sa guise et ne plie à son gré
La fluide douceur de mon verbe inspiré?...
A l'heure où le soleil rougit l'azur et monte,
Quelques brebis, encor frileuses de la tonte,
Erraient dans un pacage avec leurs agnelets;
Et l'ample aurore, après l'aube aux tons violets,

Empourprant un poitrail ou dorant une croupe,
De sa jeune lumière enveloppait le groupe.
Seule, à l'écart, faisant vibrer d'appels touchans
Les sonores échos des vergers et des champs,
Une mère voyait bondir dans la rosée
Deux nouveau-nés vêtus de leur toison frisée.
Sa mamelle arrondie et lourde se gonflait,
Car les jumeaux, certains d'en aspirer le lait,
Sans pitié pour le pis enflé de dures veines,
Folâtraient, comme sourds aux apostrophes vaines
Et comme insoucieux des martyres subis
Pour les agneaux légers par les tendres brebis.
Lasse enfin d'implorer de plaintes incessantes,
Pour apaiser son mal, les deux bouches absentes,
La mère, les regards noyés d'un vague amour,
Contemplait les sauteurs ingénus tour à tour,
Et sans bouger, de peur que n'augmentât sa fièvre,
Indulgente au petit, qui pour jouer se sèvre
Au lieu de se suspendre au pis qu'il doit tarir,
Semblait adorer ceux qui la laissaient souffrir.

LA MÈRE

La jument prisonnière, au passage, a flairé
Son poulain bondissant et depuis peu sevré,
Qui foule la prairie et, d'un sabot agile,
Dans ses courses parfois en fait voler l'argile.
Sous les brancards de chêne et les harnais de cuir,
La bête esclave sait qu'elle ne peut s'enfuir
Et rejoindre celui qui saute, fier et libre,
Crins au vent. Mais soudain, l'air s'émeut, l'écho vibre,
Car, mettant tout son cœur dans un hennissement,
Maternelle, elle parle au petit, doucement.
Puis, la narine ouverte et l'oreille dressée,
L'œil attendri par une instinctive pensée,
Elle jette à nouveau son appel éperdu
Jusqu'à ce qu'en son pré l'enfant ait répondu.

HARMONIES NOCTURNES

C'est un limpide soir lumineusement fin,
Fait de vierges bonheurs, d'ivresses rien qu'écloses,
Un de ces soirs où semble errer l'âme des roses,
Où de tendres lueurs se prolongent sans fin.

Presque insensiblement le ciel, de teinte en teinte,
A pâli. Le silence épand sa majesté.
Loin, très loin, comme au fond d'un rêve en nous resté,
Une cloche argentine émeut l'azur et tinte.

L'urne d'ombre épancha goutte à goutte un tel soir.
Dans la fraîcheur qu'exhale enfin le crépuscule,
Le pollen embaumé de mille fleurs circule,
Et le pacage où sont les grands bœufs devient noir.

En ses replis soyeux muant l'étoile en perle,
Par ondulations molles, comme une mer
Paisible et dont le flux ne fut jamais amer,
Le soir magique autour des grands bœufs blancs déferle.

Ceux-ci, naguère épars, sur qui la nuit descend
Frôleuse, enveloppant leur poitrail et leur croupe,
Se rassemblent dans l'ample herbage en un seul groupe,
Et chacun d'eux paraît plus grave et plus puissant.

De verdure repu, rassasié d'eau claire
Et las d'avoir foulé le somptueux tapis,
Alors que la plupart reposent accroupis,
Le reste du troupeau hume le vent qu'il flaire.

Nulle odeur ne troublant tant de naseaux subtils,
Tous les bœufs sont bientôt couchés, masses informes,
Et la voix peut gémir des hêtres et des ormes,
A peine dans un songe obscur l'entendront-ils.

A peine verront-ils, jusqu'à l'aube nacrée,
Les fantômes légers qui planeront sur eux,
Et qu'en son vague effroi des êtres ténébreux
L'imagination d'un simple pâtre crée.

LA CITÉ BLONDE

Le vieux tilleul de mon verger loge un essaim,
Et, sachant leur labeur utile autant que sain,
Les abeilles, que lie une entente sereine,
Heureuses d'obéir à la commune reine
Et d'emplir pour l'hiver les cellules de miel,
Dispersent leur essor aux quatre vents du ciel.
Toutes les tâches sont déjà distribuées
Lorsque la tiède aurore aspire les buées,
Et la rumeur qui croît avec les clairs matins
Trouve la ruche prête aux voyages lointains.
Or, jusqu'à ce que l'Astre à l'horizon décline,
Les insectes, selon l'exacte discipline,
Rapporteront au cœur de l'arbre harmonieux
Les pollens et les sucs recueillis en tous lieux,
Et, sans pitié chassant leurs frères parasites,
Butineront, après d'innombrables visites,
Les plus vierges trésors des plus suaves fleurs
O Nature, à l'écart des hommes querelleurs,
Par ces mois embaumés qu'enveloppe et satine
Et caresse la tendre atmosphère latine;
Quand vibre le soleil en chatoîmens soyeux,
Que de fois, une molle extase au fond des yeux,
Tandis que bourdonnait l'active colonie,
J'ai contemplé l'azur en sa gloire internie!
A l'ombre du tilleul sonore, que de fois,
Étudiant les mœurs, m'initiant aux lois
De la tribu légère éparse en vols rapides,
J'ai dans un rêve ouï, plus finement limpides,
Plus musicalement ailés, plus doux encor,
Bercé par l'enivrant murmure, aux heures d'or
Où la lumière agile entre les feuilles joue,
Chanter en moi les vers du Cygne de Mantoue!

UNE VEUVE

Au ciel de plomb chargé d'effluves orageux,
Éperdu, quelque oiseau fend l'air à tire-d'ailes,
Tandis que la rafale acharnée autour d'elles
Mêle les feuilles d'or en de lugubres jeux.

L'ouragan se déchaîne et hurle, lamentable.
Au fond d'un morne enclos, d'où nul ne peut s'enfuir,
Parmi les tourbillons qui leur cinglent le cuir,
Des bœufs épouvantés mugissent vers l'étable.

Les arbres, dont la cime émerge aux horizons,
Se plaignent, gémissant sur des douleurs anciennes
Où mon âme retrouve infiniment les siennes
Quand frissonnent soudain les rousses frondaisons.

Paraissant défier les souffles en démence
D'un geste qui féconde à dessein le guéret,
Sur l'argile qu'hier seule elle labourait
Une femme aujourd'hui dans l'orage ensemence.

Une mâle lueur en ses regards sereins,
Elle jette aux sillons leur nourriture austère,
Et la blessure fraîche encore de la terre
Aspire avidement les innombrables grains.

Sans faillir, bien que rude elle accomplit sa tâche.
L'homme est mort; les enfans sont trop jeunes. Il faut,
Comme un ardent soldat livre assaut sur assaut,
Agir, marcher, combattre et vaincre sans relâche.

Qu'importe! Elle se plie à mille soins touchans.
La vaillance transforme en vigueur sa faiblesse.
En vain le vent la mord ou le soleil la blesse,
Son héroïque effort reste empreint sur les champs.

Elle s'obstine et lutte, avec un cœur de mère,
Contre la glèbe hostile et le ciel indompté,
Et savoure peut-être une âcre volupté
A vivre pour ses fils une existence amère.

Car, lançant la semence éparse au sol jaloux,
Ses fières mains, ses mains énergiques de veuve,
Qu'endurcit une longue et surhumaine épreuve,
Achèvent les labeurs commencés par l'époux.

CE QUI CONSOLE.

Hors de l'intrigue vile et du lâche mensonge,
Libre, dans la Nature immuable je songe.
Ah! partir, s'isoler du tumulte odieux,
Écouter les soupirs des arbres, n'avoir d'yeux
Que pour l'azur où court le nuage et, farouche,
Jusqu'à l'heure éclatante où le soleil se couche,
Errer en attendant l'apaisement du soir
Adorable! Je viens sous un chêne m'asseoir
Et, croyant l'espérance elle-même abolie,
Je contemple la plaine avec mélancolie.
Que m'avez-vous donc fait, orgueilleuses cités,
Pour que je fuie ainsi loin des lieux habités?
Quelle souffrance ancienne et quel ancien servage
Ont changé l'enfant triste en ce rôdeur sauvage
Qui, gardant un dédain taciturne, mais fier,
N'éprouve qu'amertume aujourd'hui comme hier?...
Hélas! la solitude à la longue m'accable.
Je sens peser sur moi le silence implacable
Et, pour m'accompagner jusqu'au bout du chemin,
Irrésistiblement je cherche un être humain.
O joie! un laboureur surgit, d'allure lourde,
Agreste pèlerin muni de l'humble gourde,
Qui, dirigeant le soc, conduit sans dévier
Deux taureaux frémissans à la voix du bouvier.
Or, l'attelage, au fond du site qu'il anime,
Peuple tout l'horizon de sa forme anonyme,
Et primitif, le groupe austère est si touchant
Qu'il sillonne à la fois ma pensée et le champ.
Le geste obscur d'un seul paysan m'intéresse.
Soudainement ému d'une grave tendresse,
Je reste là, le cœur ouvert à je ne sais
Quel rêve dont les cœurs sont vaguement bercés
Ce rustique tableau charme, attire, captive
Et très longtemps retient ma prunelle attentive.
Tel que l'oiseau, par un clair miroir ébloui,
Fasciné, je regarde et n'aperçois que lui.

De ma bouche un aveu sort, que je ne puis taire.
Le fraternel frisson, le souffle salutaire,
Cet orage qui fait tressaillir par instans
Les destins les plus las et les plus inconstans
Passe en moi comme un vent d'audace qui m'enivre,
Et retrempé je goûte à la douceur de vivre.

LE VERBE AILÉ

Chante, ô fin laboureur, en guidant ta charrue.
Par un refrain naïf ta vaillance est accrue;
L'air le plus simple allège et soulage un instant
La tâche qu'enveloppe un murmure flottant,
Lorsque au soleil torride ou dans les brumes denses
Tu veux t'accompagner de rustiques cadences.
En quelque lieu qu'un soc ouvre un sillon, partout
L'universelle ivresse en rythmes se résout.
Les voix de la Nature agrestement unies
Scandent ta mélopée avec leurs harmonies,
Dont s'exhale dans l'aube un souffle avant-coureur.
En traçant les guérets, chante, ô fin laboureur.
Charme tes animaux d'une vieille romance.
Hélas! le rude effort qui sans fin recommence
Rêve parfois d'un vague et tendre bercement
Qui le repose et qui l'endorme doucement.
Chante ainsi que chanta cette obscure lignée
Dont se prolonge en toi la fierté résignée.
Quand, le soir, tu reviens par les chemins herbeux,
D'une chanson suprême encourageant tes bœufs,
Tes grands bœufs que jamais l'âpre aiguillon ne pique,
Il semble autour de toi qu'une légende épique,
Renaissant du mystère et sortant de l'oubli,
Dans le lointain écho par degrés affaibli,
Tandis qu'à l'horizon l'ombre efface ton buste,
Évoque les vertus de ta race robuste.

ÉPITAPHE

En aucun lieu, des morts la cendre n'est muette,
Qu'en songe écoutent les vivans;
Et leur pensée avec leur poussière s'émiette,
Éparse à la merci des vents.

O passant, sous ce tertre obscur, que l'herbe couvre,
Ayant peiné loin de l'erreur,
Dans son cercueil de hêtre ou sa bière de rouvre
Repose un ancien laboureur.

Simplement, sans regrets et sans mélancolie,
Gagné par le sommeil divin,
Son œuvre terminée et sa tâche accomplie,
Il a quitté ce monde vain.

Et la croix qui s'incline et que la ronce enlace,
Symbole de son humble sort,
Ici-bas désormais indiquera la place
Où gît le vieux paysan mort.

Les bœufs qu'il gouvernait ainsi qu'un tendre père
Et guidait rien qu'en les nommant,
Le chien plaintif au seuil du domaine prospère
Le cherchent encor vaguement.

Les sillons qu'il conquit sur les friches, les choses
Qui connurent son joug aimé
Pleurent encor sa bouche et ses paupières closes
Et son visage inanimé;

Car, de son éphémère et pacifique règne
Si le prestige est abattu,
La vie, autour de lui, comme autrefois s'imprègne
D'une odeur de mâle vertu;

Et, fiers comme jadis du labeur exemplaire
Que leur légua l'aïeul humain,
Ses fils, pour honorer sa mémoire et lui plaire,
Ont suivi le même chemin.

Et c'est pourquoi, devant cette fosse ignorée,
O passant ému de ferveur,
Comme si quelque mythe agreste l'eût sacrée,
Longtemps tu contemples rêveur.

LÉONCE DEPONT.

L'ŒUVRE DE PÉNÉTRATION

DES

MÉHARISTES SAHARIENS

En attendant que le « tourisme » fasse son apparition au Sahara, les voyages d'études y sont devenus possibles. C'est ainsi que deux professeurs ont pu conter récemment avec humour et bonhomie leurs pérégrinations en zigzags au pays des Touaregs. Il est vrai que ces savans sont aussi des explorateurs consommés, dont l'un, M. E.-F. Gautier, chargé de cours à l'École supérieure des lettres d'Alger, a donné sa mesure à Madagascar avant de se consacrer à l'Afrique. Quoi qu'il en soit, le fait pour celui-ci de s'être promené du Touat au Niger, d'avoir, sous faible escorte et parfois presque seul, franchi des régions aussi désolées que le Tanezrouft, aussi peu connues que l'Adrar nigritien, ne laisse pas que de surprendre. La surprise augmente encore si on songe que son ami, M. Chudeau, professeur au lycée de Constantine, a pu circuler, de février 1905 à novembre 1906, en plein désert, décrivant 10 000 kilomètres d'itinéraires entre l'Algérie et le Sénégal par le Sud-Oranais, le Touat, l'Adrar, l'Ahaggar, l'Aïr, le Tchad et le Niger, immense circuit qui englobe les deux tiers de notre empire africain.

Et cependant, ces faits ne sont pas uniques; l'expérience vient d'être renouvelée avec un plein succès par deux officiers de l'infanterie coloniale, le capitaine Arnaud et le lieutenant Cortier, chargés d'une mission scientifique et militaire au Sahara.

Partis d'Alger le 15 février 1907, ils atteignent, par le rail, notre poste de Colomb-Béchar, au Sud de Figuig, descendent la vallée de la Saoura, passent du Touat au Tidikelt, pénètrent dans le massif de l'Ahaggar, se séparent dans l'Adrar en vertu d'ordres reçus, et tandis que le lieutenant Cortier, avec cinq hommes, poursuit, dans cette partie saharienne de l'Afrique occidentale française, la série de ses observations astronomiques, le capitaine Arnaud continue sa course vers le Sud, arrive le 22 mai au Niger, descend le fleuve, coupe dans sa longueur le Dahomey pour aboutir, le 23 juin, au wharf de Kotonou.

En quatre mois, ce dernier s'est transporté de la Méditerranée au golfe de Bénin, ayant fourni un parcours de 5 200 kilomètres, dont 1 200 en chemin de fer, 2 200 à méhari, 1 200 à cheval et 600 en pirogues.

Après MM. Arnaud et Cortier, voici M. Félix Dubois qui nous revient, frais et dispos, d'Algérie par le Soudan. Que l'ancien membre de la mission Brosselard-Faidherbe, l'ancien compagnon de l'infortuné capitaine Cazemajou, le séduisant auteur de *Tombouctou la mystérieuse* ait gagné de Biskra Touggourt, El-Goléa, le Touat, puis continué vers l'Adrar et débouché, un beau jour, dans la vallée du Niger, cela n'a plus rien d'invraisemblable après les exemples que nous venons de citer. Et cependant, comment se défendre d'une surprise nouvelle, en apprenant, de la bouche même du voyageur, qu'il s'est paisiblement et tranquillement livré à l'étude des Oasis sahariennes ; qu'ensuite, pendant six mois, il a vécu en contact permanent avec les Touaregs du Sahara central, entreprenant de véritables excursions dans le massif de l'Ahaggar tout en complétant l'exploration de cette région naguère inaccessible, et cela simplement avec quelques chameliers recrutés çà et là dans les tribus, au fur et à mesure de ses besoins?

La mission Foureau-Lamy, qui fut organisée par la Société de géographie et à qui revient l'honneur d'avoir tracé le premier itinéraire de l'Algérie au Tchad (1898-1900), exigea une année d'efforts et 300 hommes d'escorte pour se rendre d'Ouargla à Zinder. Encore dut-elle renouveler les animaux de son convoi, ses mille ou douze cents chameaux ayant été complètement décimés avant son arrivée dans l'Aïr.

Que s'est-il donc passé au pays de la peur et de la soif pour

amener un pareil changement? Quel est donc l'agent d'une transformation si radicale et si rapide?

Pour répondre à cette question qui, dès 1903, se posait dans les milieux coloniaux (1), il convient de s'arrêter quelques instans à l'examen de l'œuvre accomplie par les méharistes des compagnies sahariennes. C'est ce qu'ont fait, en 1906, MM. Augustin Bernard et le commandant N. Lacroix, dans leur ouvrage *La pénétration saharienne,* véritable synthèse de nos connaissances sur l'expansion algérienne vers le Sud. Plus récemment, dans un rapport qu'il a bien voulu nous communiquer, le capitaine Arnaud abordait le même sujet, en étudiant l'utilisation des formations méharistes au point de vue militaire.

Puisque la question est à l'ordre du jour, on nous pardonnera de l'envisager à notre tour, encore que nos titres pour le faire résultent moins d'une expérience personnelle que des informations qu'il nous a été donné de recueillir de la bouche d'explorateurs, de fonctionnaires, ou de soldats ayant qualité pour émettre une opinion.

Notre but sera atteint si nous parvenons à présenter aux lecteurs de la *Revue* cet instrument de conquête et de pacification qu'on nomme les compagnies sahariennes, à leur faire apprécier les services qu'il a déjà rendus aux mains de ses inventeurs, et les perspectives qui s'ouvrent sur l'avenir depuis que l'Afrique occidentale française, prenant modèle sur l'Algérie, en a généralisé l'emploi.

Mais auparavant, pour mieux dégager notre sujet, nous jetterons un coup d'œil rapide sur quelques-unes des voies qui relient l'Afrique mineure au Soudan et sur les grandes étapes de notre marche vers le Touat et Tombouctou.

« Deux routes conduisent du Nord du continent africain au Soudan, écrivait le commandant Colonieu dans la relation de son voyage de 1860 (2) : l'une, orientale, passe par les oasis de Ghadamès et Rhat, et dessert surtout Tunis et Tripoli; l'autre, occidentale, passe par l'archipel des oasis du Gourara, Touat et Tidikelt et dessert l'Algérie et le Maroc. »

La première avait été déjà parcourue à cette époque. Barth, le capitaine de Bonnemain, Duveyrier, d'autres encore l'avaient

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, août 1903, p. 245.
(2) *Bulletin* de la Société de géographie, VIIe série, tome XII, p. 14.

empruntée. La seconde n'était connue que par renseignemens, le major Laing ayant payé de sa vie son entreprise et René Caillié ayant tracé beaucoup plus à l'Ouest son itinéraire de Tombouctou au Maroc.

On pourrait s'étonner que le commandant Colonieu n'ait pas cité comme voie de pénétration l'oued Igharghar (1), ce fleuve mort, dont la mission Foureau-Lamy suivit en partie la vallée avant de se diriger vers l'Aïr; mais il faut remarquer que les amoncellemens des sables de l'Erg oriental semblaient défier tous les efforts. L'Igharghar, issu du massif central de l'Ahaggar, s'écoule vers le Nord; son lit desséché, qu'un entassement de dunes recouvre plus en aval, se prolonge jusqu'à la dépression du chott Melghir. Son bassin inférieur, peu éloigné des montagnes de l'Aurès, est garni de palmeraies qui, politiquement, font des oasis de l'oued Rir une annexe de l'Algérie, tandis qu'entre ces oasis et l'Aïr, un gros obstacle aride et sablonneux semble barrer la route (2).

La voie de l'Ouest se présente dans des conditions diamétralement opposées. Les eaux, qui l'ont creusée, coulent vers le Sud, et, de ce fait, tout se trouve interverti. Alors que l'Erg oriental recouvre l'Igharghar au sortir des hautes terres du Sahara central, laissant au Nord se développer une région d'oasis, l'Erg occidental s'interpose entre la zone algérienne et les oasis du Sud, dites Oasis sahariennes. Celles-ci, qui sont la contre-partie de l'oued Rir et du chott Melghir, reçoivent bien, en définitive, dans les années pluvieuses, les ruissellemens des Hauts Plateaux algériens; mais les oueds qui les véhiculent, le long des pentes, dans leur cours supérieur, disparaissent presque aussitôt sous les dunes pour ne reparaître que plus bas. Seul, l'oued Saoura, dont les têtes sortent des chênes de l'Atlas, offre l'aspect d'une vallée continue. Il crée dans le Touat une « rue d'oasis; » puis, si on adopte l'hypothèse de M. E.-F. Gautier, il tourne au Sud-Ouest et, sous le nom d'oued Messaoud, va se perdre dans une cuvette lacustre encore mal définie.

Ouverte sur le Tafilalet et le grand Atlas, cette vallée fut à

(1) Il existe bien d'autres pistes, directes ou détournées, reliant la Méditerranée au Soudan, entre l'Ouest marocain et l'Est tripolitain. Quelques-unes, comme celles de l'oued Draa à Taoudéni et de l'Ouadaï à la Cyrénaïque, servent encore à la traite des Noirs, mais n'aboutissent pas au territoire français. Une étude sur le commerce saharien comporterait l'examen de ces différentes voies.

(2) *Bulletin* de la Société de géographie d'Alger, 1906, page 328 et suivantes.

la merci des coupeurs de route et des pillards marocains tant que nous ne prîmes pas le parti d'exercer une action dans la région de l'oued Zousfana et de l'oued Guir, branches mères de la Saoura.

Personne n'ignore que, vingt ans après la prise d'Alger, nos troupes avaient dépassé l'Atlas et se montraient sur les confins du Sahara. L'occupation de Laghouat et du Mzab, l'exemple de Barth, l'impulsion communiquée par le maréchal Randon, digne continuateur de Bugeaud, accélérèrent alors notre mouvement d'expansion.

Peu s'en fallut qu'en 1860 notre influence ne s'étendît au Oasis sahariennes. Le colonel de Colomb avait frayé la voie vers le Gourara; le commandant Colonieu et le lieutenant Burin la suivirent.

Soutenus par une force suffisante pour contenir les populations sédentaires des ksours, ils eussent atteint sans peine In Salah et gagné le Soudan; mais le ministère des Colonies, de création récente, se berçait d'illusions.

« Il s'agissait de savoir, écrit le commandant Colonieu, quel accueil serait fait à des ouvertures commerciales sérieuses du négoce français dans les oasis du Touat, d'aller voir sur place si réellement les relations avec les oasis étaient possibles et quel résultat on pourrait en espérer pour l'arrivée sur nos marchés des produits de l'Afrique centrale. »

Un goum de 100 cavaliers servit, il est vrai, d'escorte; mais cette escorte, sans appareil militaire, était simplement « une agglomération d'une partie des cavaliers qui, tous les ans, vont avec les caravanes (1). » Fidèles à leurs instructions, nos « délégués » annoncèrent leurs intentions pacifiques et ne reçurent en échange de leurs offres les plus séduisantes qu'un refus catégorique et des propos menaçans. Pour avoir voulu raisonner à l'européenne avec des fanatiques, le gouvernement d'alors rendit inévitable la retraite. Colonieu et Burin rentrèrent à Géryville, et cet échec fut d'autant plus fâcheux qu'il eut pour conséquence de resserrer les liens de ces fervens de l'Islam avec l'empire chérifien.

Rohlfs put le constater en 1864, quand il se rendit de Fez au

(1) *Bulletin* de la Société de géographie, VII[e] série, tome XIII, p. 43 et 47.

Touat avec un laissez-passer du grand chérif d'Ouezzan; et, cependant, il n'hésita pas à déclarer que tout le système de la Saoura et, par suite, les Oasis sahariennes devaient rentrer dans la sphère d'influence de la France. Généraux et gouverneurs, qui se succédèrent en Algérie, partagèrent cette manière de voir. Malheureusement, un soulèvement imprévu, la crainte de complications extérieures, peut-être aussi une erreur de tactique retardèrent cette solution jusqu'aux derniers jours du XIX[e] siècle.

Notre action sur la Saoura fut, en effet, brusquement interrompue par l'insurrection des Ouled-Sidi-Cheikh. Celle-ci s'éternisa d'autant plus qu'on ménageait davantage les tribus marocaines, dont les incursions jetaient le désarroi dans le Sud-oranais. Figuig, point de concentration de ces bandes, bénéficiait d'une impunité désastreuse pour notre prestige. Le colonel de Colomb en 1865, le général Deligny en 1867, le colonel Colonieu en 1868, le général de Wimpfen en 1870, durent, par ordre de Paris, s'en interdire l'accès, et dix ans plus tard, les mêmes scrupules s'opposaient à la marche en avant du général Delebecque. L'exploration subit, dans l'Ouest de nos possessions algériennes, le contre-coup d'une politique hésitante.

Au moment où les palmeraies de l'oued Rir renaissaient grâce au forage de puits artésiens, où de gros problèmes, tels que la création d'une mer intérieure saharienne et l'étude de tracés d'une voie ferrée transsaharienne sollicitaient la curiosité de nos savans et l'ardeur de nos pionniers, pas un de nos compatriotes, parti de l'Oranie, ne parut sur le chemin du Touat.

Qu'on se remémore toutes les explorations que nous entreprîmes dans le Sud-Ouest algérien. Une seule s'est-elle engagée sur la grande route de la Saoura? Soleillet, en 1874, Largeau en 1877, dix ans plus tard Foureau, le disciple et l'émule de Duveyrier, essayèrent en vain d'atteindre In Salah par l'Est. Palat fit de même, en 1885, pour aboutir au Gourara, et fut assassiné l'année suivante, sur le chemin du Tidikelt. Camille Douls, il est vrai, longea en 1888 la fameuse vallée; mais il arrivait de Fez et du Tafilalet, muni de lettres du Sultan; il passait pour musulman et voyageait sous le déguisement d'un pèlerin de la Mecque. Son subterfuge, qui lui réussit jusqu'au Touat, lui coûta la vie aux environs d'In Salah (1).

(1) *L'Exploration du Sahara*, par P. Vuillot. Paris, Challamel, 1895.

Il serait toutefois exagéré de prétendre que la question de la Saoura et des Oasis sahariennes n'avait pas fait un pas depuis la mission Colonieu. L'insurrection de Bou Amama nous avait amenés dans la région de Figuig, dont le capitaine de Castries avait dressé la carte. Le poste d'Aïn Sefra était créé. Insensiblement, le rail allait tourner l'obstacle que l'Erg occidental opposait à notre pénétration. Au surplus, notre enquête sur les oasis se poursuivait. MM. Le Chatelier, Deporter, Sabatier groupaient des renseignemens sur le Touat et le Tidikelt, qui finissaient par intéresser l'opinion. La déclaration franco-anglaise de 1890, en reconnaissant à la France une zone d'influence au Sud de ses possessions méditerranéennes jusqu'à la ligne Say-Barroua entre Niger et Tchad, fournit un argument aux partisans d'une action sur le Touat. Malgré les représentations de M. Jules Cambon (1), on se contenta de renforcer nos postes du Sud. Entre les mailles de ces postes passèrent et repassèrent les rezzous et trop souvent nos troupes de relève durent s'en garer. D'énergiques protestations se firent entendre. « On ne tient pas les nomades avec des bordjs, écrit M. de Castries (2). On ne les tient que par le ventre, » et il conclut à la nécessité pour la France de mettre la main sur les centres de ravitaillement, dans l'espèce, sur In Salah et les Oasis sahariennes.

L'occasion s'offrit le 28 décembre 1899. M. le professeur Flamand, connu par ses travaux géologiques dans le Sud-oranais, avait été chargé de poursuivre ses recherches dans la partie du Sahara comprise entre le Sud de la province d'Alger et le Tidikelt. Le goum du capitaine Pein, fort de 140 méharistes qui avaient déjà fait leurs preuves en escortant la mission Foureau-Lamy, remonta avec M. Flamand l'oued Mya et contourna le plateau de Tadmayt. Attaquée à l'improviste par 1 200 fanatiques, cette troupe entraînée les repoussa à Iguesten ; puis, dans une deuxième rencontre, avec l'appui des spahis du capitaine Germain accourus en toute hâte, elle brisa la résistance des ksouriens et reçut la soumission de la région d'In Salah, foyer des insurrections qui se tramaient depuis cinquante ans contre nous.

(1) *La Pénétration saharienne*, par MM. Bernard et Lacroix, p. 113. — Documens pour servir à l'étude du N.-O. africain, par MM. P. de la Martinière et Lacroix.

(2) *Journal des Débats* du 17 février 1899.

Le xxe siècle débutait au Sahara sous d'heureux auspices. La limite de notre action dans le Sud-Ouest se trouvait reculée de 400 kilomètres; aux yeux des Touaregs, le massacre de la mission Flatters recevait enfin le châtiment mérité; en même temps, achevant sa traversée du désert, la mission Foureau-Lamy s'avançait vers le Tchad.

Restait à dégager la route du Touat, seul moyen de ramener la sécurité dans les Oasis sahariennes. D'importantes colonnes furent mises en mouvement. L'une d'elles se porta sur le Tidikelt, où fut livré le combat acharné d'In-Rhar (19 mars 1900). Une autre s'empara sans coup férir d'Igli au confluent du Guir et de la Zousfana (5 avril); d'autres unités occupèrent le Gourara (1). Quant au Touat, il était réservé au général Servière, mis à la tête de la division d'Alger, de le traverser dans sa longueur avec une faible escorte en revenant du Tidikelt. Le commandant Laquière nous a donné de cette tournée (mai-août 1900) et de celle que le général entreprit l'année suivante une excellente relation (2).

Après l'occupation vint l'organisation. Des garnisons furent installées dans la Zousfana, la Saoura, le Gourara et le Touat.

Dans leur ensemble, ces mesures ont été vivement commentées. On s'est demandé pourquoi, avant d'atteindre les oasis, nous n'avions pas commencé par nous assurer la possession de la vallée qui y conduit; pourquoi nous n'avions pas réduit d'abord à l'impuissance les Ouled Djerir de la Zousfana, les Douï-Menia de l'oued Guir et les Berabers du Tafilalet, dont les incursions incessantes nous tenaient sur le qui-vive. Avant toute autre chose, ne devions-nous pas occuper ce couloir de la Saoura qui unit comme un mince pédoncule le Touat aux régions du Sud-Marocain? « — Quand on veut cueillir une poire, écrivait M. de Caix, on la prend par la queue. »

On ne critiquait pas moins les épreuves excessives que, dans la crainte de complications diplomatiques, nous imposions à nos troupes, sous un soleil de feu, sur un sol aride où les difficultés de la marche étaient encore aggravées par le manque d'eau. Enfin, on s'en prenait à ces envois de renforts disproportionnés, à ces lourdes colonnes, paralysées dans leurs mouvemens, et qui faisaient regretter les colonnes volantes de notre vieille armée

(1) *La Pénétration saharienne*, p. 154 et 209.

(2) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, supplément de janvier 1902.

d'Afrique ; à ces interminables convois s'acheminant péniblement loin des pâturages sur de misérables pistes où les chameaux succombaient par centaines, voire même par milliers (1).

Grâce à M. Revoil, la question de l'occupation par la France du territoire des Ouled-Djérir et des Douï-Menia fut réglée en principe par des accords avec le gouvernement chérifien (2) ; mais ces accords ne reçurent un commencement d'application que le jour où, M. Jonnart ayant été attaqué par les habitans de Zénaga et les nomades multipliant leurs agressions comme ils le firent à Tarit et à El-Moungar, les pouvoirs publics se décidèrent à donner à la subdivision d'Aïn-Sefra une organisation autonome.

Cet événement, si heureux pour la suite de nos opérations, eut lieu au mois de novembre 1902. Le général Lyautey fut, en effet, dès cette époque, investi de l'autorité directe sur les troupes stationnées dans son commandement, sous le contrôle du ministre de la Guerre et du gouverneur général (3).

Il put, de la sorte, procéder à une série de mesures dont l'effet fut de rendre ses unités plus cohérentes et en même temps plus mobiles. D'autre part, en créant le poste de Colomb-Béchar (11 novembre 1903), il coupa la route aux tribus turbulentes de la Zousfana et du Guir, qui finirent les unes par se soumettre, les autres par composer après de sévères leçons. Quant à la police du désert, elle a trouvé son instrument dans les compagnies méharistes des Oasis sahariennes, mises au point par le colonel Laperrine.

L'utilisation du chameau dans nos armées n'était pas une nouveauté. On a rappelé à ce propos que Bonaparte en avait fait usage en Égypte et que le général de Galliffet avait monté à méhari ses fantassins, en 1872, pour se porter rapidement sur El-Goléa. Les capitaines Le Chatelier, en 1884, Lamy, en 1893 et, après eux, d'autres officiers d'El-Goléa et de Ghardaïa renouvelèrent ces essais. En décembre 1895, furent créés un bataillon et un escadron sahariens. Le premier, qui n'était pas monté à

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, supplément de décembre 1901, p. 181-197.

(2) Protocole du 20 juillet 1901 interprétant et complétant le traité du 18 mars 1845.

(3) *Revue africaine*, n° 257, 2e trimestre, 1905, p. 247. *Revue des questions sahariennes*, par le capitaine H. Simon (Alger, 1905).

l'origine, fut dans la suite pourvu de chameaux, dont il fit une consommation effrayante pendant l'expédition des Oasis; le second contient en germe les élémens constitutifs des compagnies sahariennes. Cet escadron mhariste de spahis sahariens, pourvoyant eux-mêmes à leur entretien et à celui de leurs montures au moyen d'une solde appropriée à ces besoins, aurait pu protéger nos frontières ou évoluer dans le désert à la poursuite des bandes de pillards. On limita son action à la protection des convois qui s'échelonnaient entre nos postes du Sahara algérien. En réalité, il fallut l'arrivée du capitaine Laperrine en 1898, pour transporter ces méharistes sur un champ plus digne de leurs efforts et développer leurs qualités essentielles.

Le pas décisif fut fait le 1er avril 1902, date de la création des trois compagnies sahariennes du Touat, du Gourara et du Tidikelt, qui devaient se remonter et s'équiper à leurs frais. Chaque compagnie devait comprendre 20 méharistes, 20 cavaliers et plus de 200 fantassins. Cette énorme proportion d'hommes à pied eût enlevé à la formation nouvelle toute son agilité, si le commandant Laperrine, nommé commandant supérieur des Oasis, n'avait progressivement remédié au mal en augmentant le nombre des méharistes, en supprimant les piétons et en ajoutant à ces réformes une série d'améliorations pratiques que le décret du 1er avril 1905 a définitivement consacrées. Aujourd'hui, tous ces tirailleurs sont montés, leur recrutement assuré, l'effectif au complet.

Dans une brochure très documentée (1), le capitaine Métois, qui commandait l'annexe d'In Salah, raconte comment, en créant des élèves méharistes pris parmi les fantassins de bonne volonté qui auraient acheté un chameau, il fit naître chez ses tirailleurs l'espoir d'appartenir un jour à ce corps d'élite et provoqua par ce moyen de nombreux rengagemens. En fait, chaque tirailleur a la perspective d'être nommé méhariste. Quant aux compagnies elles-mêmes, elles forment des corps autonomes commandés par des officiers des Affaires indigènes pourvus de fonctions militaires et administratives. Elles sont organisées et équipées suivant les nécessités du pays qu'elles ont à surveiller.

La première compagnie, montée en chevaux, protège la Zousfana et le Guir; la seconde, comprenant autant de méha-

(1) *La Soumission des Touareg du Nord*, Paris, Challamel, 1906.

ristes que de cavaliers, s'oppose aux Berabers et fait face aux rezzous qui menacent la Saoura; la troisième, renforcée en méharistes, couvre le Gourara et le Touat tout en constituant, entre les mains du colonel Laperrine, une réserve mobile capable de se porter rapidement vers l'Ouest; enfin, la quatrième, dont la mission se réduisit d'abord à la défense et à l'occupation du Tidikelt, étend, depuis deux ans, sa surveillance à tout le pays des Azdjers. Cette dernière se décompose ainsi : une portion centrale tenant garnison à In Salah, un groupe mobile toujours en mouvement, un groupe de pâturage dans lequel les chameaux se refont à la suite d'un raid ou d'une tournée, un groupe d'observation opérant dans l'Est. En réalité, sa zone de parcours se développe d'Iférouane à Taoudéni et, éventuellement, des confins de la Tripolitaine à l'extrême-Sud marocain. Cette compagnie du Tidikelt, vrai type de la formation saharienne, heureusement définie par M. E.-F. Gautier « une tribu nomade militairement encadrée, » a rempli dans son intégralité le programme géographique, militaire et politique que son organisateur lui avait tracé.

Par elle, sous la haute direction du commandant Laperrine et sous les ordres immédiats du capitaine Cauvet (1), remplacé en mai 1903 par le capitaine Métois, le massif central du Sahara a été révélé et ses abords reconnus. Les itinéraires de nos officiers couvrent tout le plateau qui s'étend de l'Ahaggar au Tidikelt; ils sillonnent le haut bassin de l'Igharghar, pénètrent fort avant dans l'Est chez les Azdjers et, plus au Sud, dans l'Aïr. Ce réseau se complète aux environs du méridien de Paris, par des levers qui aboutissent à l'Adrar, où s'effectua, le 18 avril 1904, la première rencontre des troupes algériennes et soudanaises. Plus à l'Ouest, les tournées de méharistes atteignent Taoudéni, coupent l'Erg Echagh et, par l'Erg d'Iguidi, se prolongent jusqu'aux contreforts méridionaux de l'Atlas marocain (2).

Sans prétendre nommer tous ceux qui, dans la compagnie saharienne du Tidikelt, ont participé à ce travail de découverte, il nous faut citer les lieutenans Cottenest et Guillo-Lohan qui, les premiers, nous ont révélé la Koudia de l'Ahaggar; le lieutenant Besset qui poussait jusqu'au Tassili des Azdjers et reliait ses

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, 1905. Supplément, p. 395.

(2) Consulter l'*Esquisse du Sahara algérien*, carte au 2 500 000e dressée en 1907 par le gouvernement général de l'Algérie.

levers à ceux du capitaine Pein et de la mission Foureau-Lamy; le lieutenant Voinot, dont les vastes circuits se développent dans l'Edjéré, le Tassili, l'Anahef, le massif central et l'Ahnet. Cette reconnaissance, opérée en 1905-1906, avait eu pour but principal d'observer et de maintenir les Azdjers. Les tournées Clor et Halphen, en 1907, eurent le même objectif. La première, en revenant du Tassili, s'est reliée aux troupes soudanaises à Iférouane.

Ce n'était pas la première fois que nos officiers du Tidikelt atteignaient l'Aïr. En 1904, le lieutenant Roussel, venu du Mouydir, contourna par le Nord le massif de l'Ahaggar pour se porter dans cette direction et, l'année suivante, le capitaine Dinaux, prenant par le Sud, aboutit au puits d'Iférouane avec M. Chudeau. « Le capitaine Dinaux, écrit M. Gautier, a résolu élégamment un problème en apparence insoluble : assurer à la fois avec la même escorte la sécurité de trois voyageurs à itinéraires divergens, M. Étiennot, M. Chudeau et moi-même. » Cet hommage n'est pas isolé ; tous les voyageurs qui ont eu recours à cet officier sont d'accord avec M. Gautier pour lui témoigner leur très vive gratitude.

L'Erg d'Iguidi, qui se développe à l'Ouest de la Saoura et dont René Caillié et Lenz avaient coupé la partie occidentale, a été parcouru en 1904-1905 par le capitaine Flye de Sainte-Marie, commandant de la compagnie saharienne du Touat (1). Secondé par les lieutenans Mussel et Niéger et l'aide-major Taillade, le capitaine put, conformément aux instructions du commandant Laperrine, recouper les routes du Tafilalet conduisant au Soudan, reconnaître les points d'eau et les régions de pâturages, s'opposer aux rezzous des Berabers dans l'extrême Sud algérien et à la marche des caravanes d'esclaves qui du Soudan s'acheminent vers le Maroc.

Toujours en avant et payant de sa personne, le commandant supérieur ne s'est pas contenté de donner l'impulsion aux compagnies sahariennes réunies sous sa direction. Tour à tour on le vit entreprendre des tournées dans le Mouydir, l'Ahaggar, l'Ahnet, l'Adrar nigritien, la région de Taoudéni, opérant à deux reprises sa jonction avec les troupes du Soudan et formant à son contact une phalange de jeunes officiers, dont il sut démêler et développer les aptitudes spéciales. C'est ainsi que le lieute-

(1) *Dans l'ouest de la Saoura*, rapport de tournée par le capitaine Flye Sainte-Marie. Publication du Comité du Maroc, Paris, 1905.

nant Niéger, nommé récemment capitaine et appelé au commandement de la compagnie du Tidikelt en remplacement du capitaine Dinaux, s'est chargé de la carte avec autant de conscience que d'habileté.

Les résultats politiques obtenus par le colonel Laperrine ne sont pas moins concluans. Dès 1904, il obtenait la soumission des Kel Ahnet. Actuellement, les Kel Ahaggars ont déposé les armes, les rezzous de l'Ouest ne s'aventurent plus sur la ligne des oasis du Touat. Seuls quelques groupes dissidens du Sud et les Touaregs Azdjers, quoique devenus circonspects, gardent encore une attitude hostile.

« La mainmise sur les nomades du désert, nous écrit le lieutenant Cortier, membre de la mission d'études militaires envoyée dans les Oasis sahariennes par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française (1), s'est opérée par ces trois étapes successives : peur, apprivoisement, pacification.

« La peur est le premier stade indispensable à toute action chez les Touaregs. Ceux-ci savent fort bien que nous venons dans leur pays avec des intentions et des intérêts contraires aux leurs. Ils vivent de pillage, et nous venons établir l'ordre ; ils aiment l'anarchie et les guerres, et nous imposons la pacification. Il est inutile de chercher à les soumettre par la persuasion ou l'attrait d'avantages qu'ils ne comprennent pas. Il faut prouver que nous sommes les plus forts. Jusqu'au combat de Tit, dans lequel le lieutenant Cottenest les convainquit de notre supériorité écrasante (1902), les Kel Ahaggars ne cessèrent de nous harceler. À partir de ce moment, ils offrirent leur soumission.

« Vient alors l'apprivoisement. Vaincus, ils s'attendaient à mille maux ; ils ne récoltèrent que des bienfaits. Peu à peu, ils fréquentèrent les campemens et, dès lors, devint possible cette œuvre qui fait si grand honneur au colonel Laperrine : l'éducation morale des Touaregs, troisième étape d'un dressage qui comporte beaucoup de patience et de bonne humeur avec beaucoup de ténacité. »

Ajoutons que nos méharistes, vivant comme les nomades, s'initient plus facilement à leurs propres affaires et discernent mieux leurs besoins. Est-ce à dire qu'un revirement est à tout jamais écarté ? Avec des fanatiques, tout est possible, mais on

(1) Note manuscrite de novembre 1907.

ne peut nier qu'un grand progrès est réalisé et que, sous l'empire de nécessités économiques nouvelles, les Touaregs évoluent (1).

« Notre Sahara algérien est aujourd'hui parcouru incessamment, croisé et recroisé en tous sens et annuellement par des détachemens de méharistes ; où qu'on veuille aller, avec un peu de patience, de chance et, sans doute aussi, de protection, on trouve toujours une patrouille à suivre. Tout cet immense territoire est devenu, pour ces nomades enrégimentés, terrain de pâturage et zone de surveillance. On s'explique dès lors qu'il y règne une sécurité inaccoutumée. »

Si on veut bien considérer que ces résultats, signalés par M. Gautier (2), ont été obtenus à peu de frais et sans perte appréciable de chameaux, tandis que, lors de la conquête du Touat, la colonne de la Zousfana, par exemple, fit une consommation de 30 000 chameaux, et que, pour la conquête des Oasis, les frais occasionnés par ces achats dépassèrent 10 000 000 francs, on n'en apprécie que davantage l'instrument de police et de pacification qui met le Trésor à l'abri de pareilles surprises.

La sécurité qui permit à M. Villatte, ancien membre de la mission Foureau-Lamy et calculateur à l'observatoire d'Alger, à MM. les professeurs Gautier et Chudeau, à M. l'inspecteur des postes et télégraphes Étiennot, au regretté directeur de la medersa de Constantine, M. de Motylinski, à M. Félix Dubois et à d'autres, de circuler presque seuls à travers le Sahara, devait fatalement amener des transformations heureuses dans la vie des Oasis sahariennes.

Ces pauvres populations sédentaires ne vivent plus dans la crainte perpétuelle d'être pressurées par les Touaregs ou razziées par les Berabers. Leur nombre, qui ne dépasse pas, paraît-il, 60 000 habitans, tendrait à s'accroître. Il ne faudrait pas, cependant, se faire illusion sur l'avenir de ces contrées, dont les ressources, tant vantées jadis, se réduisent à presque rien. Nous faisons de notre mieux pour améliorer leurs cultures en forant des puits et en rétablissant leurs *foggaras*, ces canaux indigènes qui conduisent et distribuent l'eau des oueds ; mais la nappe sou-

(1) *L'Évolution du nomadisme en Algérie*, par MM. Aug. Bernard et Lacroix, Alger et Paris, 1906.

(2) Assemblée générale de la Société de Géographie du 15 décembre 1905. *La Géographie*, XIII, I, p. 9.

terraine ne permet pas d'augmenter impunément les irrigations et son niveau baisse d'une façon continue.

Quant au mouvement des échanges, voici comment nous le dépeignent, avec preuves à l'appui, les auteurs de *l'Évolution du nomadisme en Algérie* (1) : « En résumé, l'occupation des Oasis sahariennes a profondément modifié, comme on devait s'y attendre, les directions et les modes du commerce. Au point de vue des directions, la province d'Alger et même la voie Gabès-Ouargla tend à se substituer aux voies du Sud marocain et du Sud-oranais; mais cette modification n'est peut-être pas définitive, et le commerce reviendra sans doute, en partie du moins, vers la Zousfana, à mesure que la sécurité se rétablira de ce côté. Au point de vue des modes de commerce, le négociant mozabite ou israélite, du fond de sa boutique, commande maintenant les denrées au fur et à mesure de ses besoins et se substitue au commerce par caravanes. L'exportation, déjà si faible, disparaît presque par suite de l'extrême pauvreté du pays. Il n'y a plus d'esclaves, et les dattes ne trouvent plus preneur, parce qu'on ne les rapportait guère que pour ne pas revenir à vide. D'ailleurs, les dattes du bassin oriental sont meilleures et plus proches. L'occupation française a donc achevé de tuer le commerce d'exportation du Touat. Quant au commerce d'importation, il a plutôt augmenté, mais d'une manière tout à fait artificielle, par suite de l'établissement des troupes et d'un embryon d'administration, établissement qui produirait les mêmes résultats en un point quelconque du globe, si déshérité qu'on le suppose. »

Peu à peu la connaissance des Oasis sahariennes se précise. Les officiers et les explorateurs, groupés autour du commandant supérieur, ont comblé les lacunes. Quelques-uns ont publié leur notes, mais beaucoup les ont conservées manuscrites.

C'est le cas de M. A.-G.-P. Martin, officier interprète, qui, depuis 1904, suivant ses propres expressions, « erre d'oasis en oasis, de ksar en ksar, interrogeant les gens, fouillant les vieilles maisons et les coffres antiques où, depuis de très longs ans, les termites mangeaient tout doucement les papiers des ancêtres. » Pièces en mains, il a pénétré dans leur lointain passé, essayant de reconstituer les grandes périodes de leur histoire,

(1) *L'Évolution du nomadisme en Algérie*, p. 239.

et s'acheminant vers la prise d'Alger. Il serait, en effet, bien curieux de suivre les étapes de la conquête française vue non plus du dehors, derrière nos armées, mais du dedans, du fond des oasis, de l'intérieur des ksours, sous la poussée des événemens. Il y a là une tâche digne d'attirer le chercheur. Dans un second dossier, qui sera sans doute publié avant peu, M. Martin s'est proposé de dresser l'inventaire des Oasis sahariennes. Successivement il étudie les habitans, les eaux, les productions, l'industrie et le commerce, les conditions physiques de l'existence, les formes de la vie végétale, animale et humaine, enfin les possibilités d'avenir. Cette monographie s'inspire des principes si nettement formulés par M. Henri Schirmer dans le *Sahara* (1), livre aujourd'hui classique, qui demeure le guide de ceux que tente l'examen des grands phénomènes dont les êtres et les choses subissent la loi dans ces immensités désertiques.

De telles enquêtes nous entraîneraient bien loin. Bornons-nous à constater le rôle de route intercoloniale que joue la ligne des Oasis au Niger dans l'empire africain français. On s'en tient, pour le moment, à l'exécution d'un télégraphe transsaharien qui, du Sud-oranais, va à la Saoura et se prolongera jusqu'au Touat pour rejoindre, au Nord de l'Adrar, un autre tronçon venant de la région de Tombouctou. C'est un commencement. L'avenir nous dira s'il faut nous engager plus avant dans cette voie.

Quoi qu'il en soit, le programme de pénétration par le Touat, dont le maréchal Randon fut l'inspirateur, est enfin rempli après un demi-siècle d'attente, et l'honneur en revient surtout aux méharistes des compagnies sahariennes.

Il ne nous paraît pas hors de propos de signaler, à côté des officiers et voyageurs dont nous venons de résumer les travaux, un autre Français qui exerce son ministère au cœur même du Sahara. Moine, n'appartenant à aucune congrégation, ce prêtre, qui se contente de prêcher d'exemple, a acquis, grâce à la dignité de sa vie, la trempe de son caractère et son inlassable charité, la plus heureuse influence sur les Touaregs.

Dans sa jeunesse, il porta l'épaulette et peu après, seul, sans l'aide de personne, sous le travestissement du juif méprisé mais utile, il accomplissait au Maroc un voyage qui le classa parmi nos grands explorateurs. « Prenant bravement ce rôle, il a fait

(1) *Le Sahara*, Paris, Hachette, 1893.

abnégation absolue de son bien-être, et c'est sans serviteur, sans monture, sans tente, sans lit, presque sans bagages qu'il a travaillé pendant onze mois chez des peuples qui, ayant plus d'une fois démasqué l'acteur, l'ont, à deux ou trois reprises, placé en face du châtiment qu'il méritait, c'est-à-dire de la mort (1). » Cette phrase de Duveyrier est extraite de son rapport sur la médaille d'or que la Société de géographie accorda le 24 avril 1885, au vicomte Charles de Foucauld.

Tel est, en effet, le nom du solitaire qui, dans son ermitage de Tamanrasset, se reconnaît encore à ces traits, notés par notre grand Africain dans cet autre passage de son rapport : « C'est vraiment une ère nouvelle qui s'ouvre, grâce à M. de Foucauld, dans la connaissance géographique du Maroc, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, ou de ces résultats, si beaux et si utiles, ou du dévouement, du courage et de l'abnégation ascétique, grâce auxquels ce jeune officier français les a obtenus (2). »

S'il a fait ses adieux au monde, le Père de Foucauld n'a renoncé ni à la géographie, ni à son pays. Tout Français qui passe à sa portée est sûr de recevoir l'hospitalité la plus cordiale et l'appui le plus efficace. Qu'il s'agisse de la langue tamachèque, qui n'a plus de secret pour lui, de ce Sahara qu'il parcourt souvent à pied en observateur avisé, des Touaregs qui le regardent comme un grand marabout chrétien, ou encore des progrès de l'exploration soigneusement portés sur ses cartes, jamais sa documentation n'est prise en défaut. On fait mieux que glaner en sa compagnie ; on revient les mains pleines, respectant autant que possible son désir de vivre dans l'oubli.

Malgré l'extrême modestie du Père de Foucauld, les services qu'il rend depuis six ans à la pénétration Saharienne ne sont plus ignorés de tous. Son nom se retrouve dans quelques récits de voyage. Ici même, il y a trois mois, dans un article très documenté (3), M. René Pinon rappelait son influence et le respect dont les Touaregs l'environnent. On nous excusera donc d'avoir levé un coin du voile et consacré quelques lignes à ce silencieux, qui sert avec tant de cœur et d'intelligence la cause de la France avec celle de la civilisation.

(1) *Bulletin* de la Société de Géographie, série 6, t. VI, 1885, p. 139.
(2) *Ibid.*, p. 321.
(3) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1907.

Ce que l'Algérie a fini par accomplir, l'Afrique occidentale française l'entreprend. Déjà en face des Sahariens du Nord se présentent les Sahariens du Sud.

A l'époque où les ksours du Gourara fermaient leurs portes au commandant Colonieu et au lieutenant Burin (1860-62), Faidherbe, réalisant les projets de l'amiral Bouët-Willaumez, donnait l'essor à notre colonie du Sénégal, envoyait des reconnaissances au Nord du fleuve chez les Maures et préparait notre expansion sur le Niger.

Les routes du Soudan, devenues plus sûres, attirèrent vers la côte atlantique un courant commercial dont les caravanes du désert ressentirent le contre-coup. Les Touaregs ne se méprirent pas sur les effets de cette concurrence, et Duveyrier, qui reçut leurs confidences, nous fit part de leurs appréhensions (1).

Le lieutenant de vaisseau Mage et le docteur Quintin s'avancèrent alors jusqu'à Ségou-Sikoro sur le Niger, où, de 1864 à 1866, Ahmadou leur fit subir une demi-captivité.

Quatorze ans se passèrent et les opérations militaires, toujours doublées d'exploration, recommencèrent avec des moyens plus puissans. Le général Brière de l'Isle avait repris le plan de Faidherbe, d'où sortit l'Afrique occidentale française, œuvre réconfortante pour ceux qui avaient éprouvé l'humiliation de la défaite et l'horreur de l'invasion. Sans comparer à la joie d'un retour de fortune en Europe l'impression qu'alors nous ressentions, nous respirions plus à l'aise en suivant les progrès de nos armes dans ces contrées tropicales que la vaillance de nos soldats plaçait sous notre autorité.

Avec un peu de recul, on apprécie mieux cette époque héroïque, marquée dans les régions voisines du Sahara par des campagnes telles que celles de Borgnis-Desbordes ou d'Archinard. Nos officiers rivalisèrent d'audace à la poursuite d'Ahmadou et de Samory. Quoi de plus crâne que l'attitude de Péroz tenant tête à celui-ci, le 25 mars 1887, et lui imposant le traité de protectorat de Bissandougou; et quoi de plus brillant que la capture de ce chef de bandes et la prise de son camp à Guélémou par la poignée de Sénégalais qu'entraînait Gouraud, le 29 septembre 1898! Combien parmi ces braves devinrent d'incomparables pionniers! S'il est impossible de les citer tous, comment résis-

(1) Duveyrier, *les Touaregs du Nord*, p. 360 et *Un siècle d'expansion coloniale*, par Marcel Dubois et A. Terrier, p. 282 et suiv.

ter au plaisir de nommer quelques-uns de ceux qui préparèrent ou rendirent possible la pénétration du Sahara par le Soudan?

Galliéni, en 1880, reconnaissait entre le Sénégal et le Niger la région où le commandant Derrien fit les premières études d'une voie ferrée. Le lieutenant de vaisseau Caron, en 1887, conduisit sa canonnière, *le Niger*, jusqu'au port de Tombouctou; puis vinrent Binger (1887-1889), qui nous valut la boucle du grand fleuve avec le pays de Kong, et enfin Monteil, dont la course épique de l'Atlantique au lac Tchad (1890-1892) se termina par la traversée du Sahara oriental.

En 1894, Hourst et ses compagnons révélaient la région des lacs à l'Ouest de Tombouctou où nous nous installions non sans peine. A cette époque, le général de Trentinian devint gouverneur du Soudan et réalisa de grands progrès. Peu après, Coppolani prenait contact avec les Maures et les Touaregs Oullimindens, pénétrant dans le Tagant et l'Azouad, puis s'engageant sur la route d'Araouan, que le lieutenant Pichon, des spahis soudanais, atteignait, en 1900, avec quelques cavaliers.

La Mauritanie occidentale se constituait et son inventeur, devenu commissaire du gouvernement général, en poursuivait l'organisation, quand, en 1905, il fut assassiné à Tidjikja. Précédemment la mission Blanchet explorait l'Adrar occidental, tombait dans un guet-apens, courait les plus grands dangers et n'échappait au massacre que pour perdre son chef, emporté par la maladie sur le chemin du retour.

Dans l'Est, sur les traces du capitaine Cazemajou et de l'interprète Olive, dont les noms s'ajoutent à notre martyrologe africain, s'engageait, en 1899, la mission Afrique centrale. Le capitaine Joalland et le lieutenant Meynier poussèrent jusqu'au Tchad, se portant au secours de la mission du Chari, rejointe ensuite par la mission Saharienne. A ces heures tragiques, le sergent Boutel se maintint seul à Zinder. Le capitaine Joalland reprit le commandement de ce poste après sa campagne du Chari et le conserva jusqu'à l'arrivée de la compagnie de relève du capitaine Moll (octobre 1900).

Au colonel Péroz et au commandant Gouraud était dévolue la tâche ingrate d'organiser, entre Niger et Tchad, le troisième territoire militaire de l'Afrique occidentale, dont il fallut ensuite rectifier la frontière. Sur cette ligne s'échelonnèrent les missions

de délimitation du commandant Moll puis du capitaine Tilho, dont les travaux d'abornement s'achèvent.

Sur le front enfin dégagé, qui s'étend des bouches du Sénégal au bassin du Nil, pionniers et soldats de l'armée coloniale exécutent vers le Nord une marche dont le résultat sera la conquête du Sud saharien. Incertaine au début, cette marche devient mieux assurée, à mesure que se développent et se perfectionnent, dans notre Afrique occidentale, les formations de méharistes. Au colonel Klobb revient le mérite d'avoir tenté le premier essai, en 1897. Le corps de chameliers qu'il institua était surtout destiné à la conduite des convois; mais, l'année suivante, un véritable peloton de méharistes put effectuer sous le commandement du lieutenant de Gail, des reconnaissances au Nord du Niger. D'autres unités furent organisées dans la région de Zinder, qui, transformées en 1902 par le commandant Gouraud, fournirent deux sections montées de 50 fusils et un groupe de trente tirailleurs sous les ordres du capitaine Cauvin. Des améliorations successives permirent d'en généraliser l'emploi et, bien que ces formations n'aient pas atteint la perfection des compagnies sahariennes, on peut, dans une vue d'ensemble, apprécier les services considérables qu'elles ont rendus au cours de ces trois dernières années (1).

Du côté de l'Atlantique, chez les Maures Trarzas, que les officiers de Faidherbe avaient commencé à visiter en 1857, mais qui, plus de trente ans après, rendirent encore la tâche terriblement ingrate à un modeste et consciencieux explorateur, trop oublié, Léon Fabert (2), une section de méharistes a pu évoluer librement, atteindre l'Inchiri, s'avancer jusqu'à l'Adrar occidental, refouler les rezzous des Ouled Bou-Sbâ et des Eulabs.

A l'autre extrémité de notre empire, le capitaine Mangin, avec ses méharistes du Kanem, imposait une sévère leçon aux Tedas et aux Kreidas. De 1904 à 1906, il rayonna dans l'Eguëi,

(1) Pour cette partie de notre article nous avons plus spécialement utilisé les renseignemens contenus dans un rapport du capitaine Arnaud, qui sera inséré dans un ouvrage que MM. Arnaud et Cortier vont éditer chez Laroze sous ce titre: *Nos Confins sahariens*. D'autre part, la *Dépêche coloniale illustrée* du 15 février 1908 publie une intéressante étude du capitaine Cauvin sur la pénétration saharienne et les méharistes Soudanais.

(2) *Bulletin* de la Société de géographie, p. 375-392, avec carte et *Compte rendu* des séances de la Société de géographie, 1896, p. 31.

le Bodélé et le Borgou, où seul Nachtigal l'avait précédé; et il préparait ainsi pour l'avenir, à la grande satisfaction des populations sédentaires, l'occupation du Tibesti et de l'Ennedi.

Au Nord même du Tchad, les exploits des nomades déterminèrent le lieutenant Ayasse à s'avancer jusqu'à l'oasis de Bilma (1904-1905) par une pointe hardie qui rouvrit aux caravanes la route de Tripoli tout en contribuant à la soumission des Ouled Sliman (1).

Une autre route se dégage, celle qui par l'Aïr relie notre Algérie-Tunisie au Damergou. Le capitaine Touchard, dès 1903 (2), en avait jalonné de puits la partie Nord; il compléta ce travail, l'année suivante, entre Fort-Lallemand et Témassinine, puis il continua par le Tassili des Azdjers jusqu'à Djanet, rejoignant ainsi le chemin des caravanes de Rhat et de Ghadamès (3). A cette même époque, les Sénégalais montés à méhari du lieutenant Plomion rétablissaient l'amorce Sud de la route algérienne, en exécutant un premier raid jusqu'à Agadès, qui reçut, peu de temps après, la visite du lieutenant Jean. La nécessité d'assurer la sécurité de la région de Zinder décida le commandant Gadel à effectuer, en 1905, une longue tournée dans l'Aïr. C'est au cours de celle-ci qu'une section poussa jusqu'au puits d'Iférouane pour y reprendre, le 18 octobre, M. Chudeau venu d'In Salah par l'Ahaggar en compagnie du capitaine Dinaux.

Peu s'en fallut que ce jour ne marquât la première rencontre à l'Est du massif de l'Ahaggar, des troupes sahariennes et soudanaises. Les circonstances en décidèrent autrement, et les Algériens durent prononcer un mouvement du côté des Touaregs Azdjers. Ce ne fut que partie remise et l'événement tant souhaité se produisit au même point, juste à une année d'intervalle, dans des conditions identiques. Le 18 octobre 1906, en effet, le détachement algérien du lieutenant Clor, rencontrait à Iférouane le capitaine Lafforgue, chef de la section montée de Tahoua.

Cette section, opérant concurremment avec celles de Zinder et de Gouré, sous les ordres du commandant Gadel, eut alors, et

(1) *Revue des Troupes coloniales*, juin 1907, p. 553-582.

(2) Rapport du capitaine Touchard. *Bulletin de l'Afrique française*, 1906. Supplément 10-11-12.

(3) Malheureusement Djanet reste jusqu'à présent en dehors de notre action. La Porte en profite pour attirer en territoire tripolitain nos tribus dissidentes qui demeurent impunies. Il en résulte, chez les Azdjers, une effervescence qui retarde la pacification.

jusqu'aux premiers jours de 1907, l'occasion de déployer sa valeur. En soutenant victorieusement avec elle le choc de nombreux partis Toubous et Azdjers, nos Soudanais ne firent pas seulement preuve de courage ; il leur fallut un dévouement à toute épreuve pour lutter contre le sol et contre le climat dans le Tanezrouft désolé qu'ils eurent à parcourir.

Ces opérations amenèrent l'occupation de l'Aïr et de Bilma.

Si les routes de caravanes se déblayent à l'Est et si la pénétration française progresse aux deux extrémités du Sahara méridional, le rétablissement du trait d'union, entre In Salah et la région de Tombouctou, n'en demeure pas moins l'acte capital.

Par les facilités naturelles, — et malheureusement bien relatives, — qu'elle offre, grâce aux Oasis, par l'importance des pays algériens et soudanais qu'elle relie, par son étendue moindre, cette voie prime, à nos yeux, toutes les autres.

« L'axe de notre politique saharienne penche à l'Ouest. » Sur son trajet une entente commune s'impose entre l'Algérie et le Soudan. C'est bien cette pensée que traduisait le colonel Klobb le jonr où, prenant le commandement du territoire de Tombouctou, il dit à ses troupes : « Ici, nous ne sommes pas dans le Soudan des Noirs, mais dans le Sud algérien. »

Pour lui, la liaison entre les deux grandes fractions de l'Afrique française devait s'opérer par cette voie. En fait, les méharistes, qu'il fut le premier à introduire dans nos possessions du Soudan, réalisèrent son vœu ; car, trois fois en trois ans, ils opérèrent leur jonction avec les Algériens, reliant les oasis du Tidikelt aux rives du Niger.

Le 16 août 1904, le capitaine Theveniaut, escorté par la section de méharistes du lieutenant Jérusalémy, rencontrait à Timiaouine, dans l'Adrar nigritien, la colonne du commandant Laperrine, fort en état de pousser jusqu'à Tombouctou si l'occasion s'en était présentée. Rompus à la vie du désert, très au fait des soins qu'exigeaient leurs montures, les Algériens avaient supporté sans dommage cette longue tournée qu'ils prolongèrent encore avant de regagner les oasis.

Après un parcours moindre, la section soudanaise, encore à ses débuts, perdit presque tous ses chameaux. L'expérience servit pour l'avenir, et la première rencontre des deux reconnaissances françaises en plein Sahara fit sur les nomades un effet considérable.

Ce résultat décida le gouvernement local à prélever sur son budget la somme nécessaire pour remonter à méhari une compagnie du 2ᵉ sénégalais. Sous le commandement du capitaine Cauvin, cette troupe rendit des services signalés. C'est elle qui, dans des circonstances extrêmement difficiles, opéra la deuxième jonction avec la compagnie du Tidikelt.

Au début de 1906, le capitaine Cauvin faisait pâturer ses animaux au Nord de Tombouctou, dans une région herbeuse de l'Azaouad, quand l'ordre lui parvint de se porter en toute hâte sur Taoudéni à la rencontre du colonel Laperrine. Cette reconnaissance improvisée, exécutée à la mauvaise saison, avec un personnel inexpérimenté et sans les ressources qu'exige une semblable entreprise, atteignit cependant le but qui lui était assigné. Du 22 avril au 9 mai, 45 tirailleurs montés franchirent en ligne droite les 500 kilomètres qui les séparaient de Taoudéni, frayant leur route au milieu d'une plaine de sables arides ou de mamelons désolés. La pénurie des vivres força la petite colonne, après une vaine attente, à reprendre le chemin du Soudan par deux voies différentes. Le capitaine Cauvin, qui eut l'honneur de planter le drapeau français sur les murs de cette place, réduite aux proportions d'une simple bourgade mais importante encore comme point de rencontre, se heurta sur la route du retour à de nouvelles difficultés, dont d'autres moins expérimentés que lui ne seraient pas sortis. On sait, d'autre part, quelles souffrances dut supporter la section dirigée par le lieutenant Cortier, mais aussi quelle joie lui fut réservée, le 20 mars au matin, près du puits de Gattara, quand il vit venir à lui le lieutenant Niéger et deux Chambas d'escorte, précédant les troupes du colonel Laperrine.

« Grand est alors l'enthousiasme, écrit le lieutenant Cortier, parmi les Européens comme parmi les Noirs eux-mêmes; la déception des jours passés le rend plus sensible et plus prenant. Notre mission se complète; son succès aura été total. Chacun est désormais tout à la joie de cette jonction entre camarades venus de si loin, au plaisir de la réunion que nous voulons aussi cordiale que possible et aussi affectueuse, en ce plein centre du désert, en ce Gattara jamais vu (1). »

Ils étaient faits pour se comprendre, ces deux lieutenans solli-

(1) *La Géographie*, XIV, n° 6, 15 déc. 1906, p. 334.

cités l'un et l'autre par le goût des études géographiques, la passion des voyages et l'amour du métier. Leurs levés consciencieux et précis serviront à ceux qui retourneront après eux dans ces solitudes. Sur ces pistes que le sable efface, mais que les Sahariens retrouvent, il sera désormais plus facile à nos méharistes du Tidikelt ou du Soudan de barrer la route aux rezzous des pillards marocains.

D'ailleurs, l'Erg Echach est-il si déshérité? En l'absence de tout guide, il eût été téméraire de s'y risquer; mais, après l'expérience de 1906, on demeure convaincu que le nomade, autant que le climat, a fait le vide dans ces dunes traversées autrefois par des caravanes. Çà et là des puits, abandonnés depuis longtemps, ont été dégagés; des prairies éphémères ont été repérées.

Dans le Sud, le Sahara fait place à la steppe. C'est le régime, que nous avons constaté dans les Hauts Plateaux algériens, qui succède ici au régime désertique et nous achemine vers les contrées fertiles du Sénégal et du Niger. C'est la région sahélienne avec ses pâturages permanens et ses oueds herbeux, clairsemés d'abord, puis plus étendus et plus denses, au milieu desquels s'aperçoivent, à mesure qu'on s'avance dans le Soudan, des touffes d'arbres et des marigots. Dans l'Adrar, par exemple, certains indices attestent que des sédentaires ont précédé les nomades. Des tumuli, des poteries, des pierres taillées évoquent le souvenir de l'empire songhaï. Ainsi, sous les pas de nos méharistes, un lointain passé ressuscite, en même temps que d'immenses espaces, ignorés la veille, entrent dans le domaine de la géographie positive.

Comme il fallait s'y attendre, après le tour de force de Taoudéni, la compagnie du capitaine Cauvin dut être remontée. Cependant, l'utilité des formations sahariennes s'était affirmée une fois de plus au Soudan, et la cause des méharistes y était définitivement gagnée.

Une nouvelle compagnie, créée à Gao, sur le Niger, et commandée par le capitaine Pasquier, put circuler chez les Oullimindens. En nomadisant près de leurs campemens, elle a su les attirer et préparer un rapprochement plus complet.

Peu à peu, les groupemens méharistes de l'Afrique occidentale parviennent à combiner leurs efforts, à se répartir la besogne, à relier leurs opérations. Néanmoins, malgré les progrès

réalisés, il subsiste au Soudan des imperfections dans l'organisation et dans l'emploi d'une troupe dont le colonel Laperrine tire au Tidikelt le meilleur parti. Le mieux était donc de puiser à la source même l'enseignement nécessaire au bon fonctionnement des formations méharistes. Tel fut l'avis de M. Roume, dont les réformes, toujours réfléchies, ont largement contribué à donner l'essor aux colonies placées sous sa haute autorité. Il désigna pour cette tâche son officier d'ordonnance, le capitaine Arnaud et il lui adjoignit le lieutenant Cortier, qui venait de faire ses preuves à Taoudéni. Ce sont ces officiers qui, partis d'Alger, ont gagné la vallée de la Saoura et les oasis, étudié sur place les compagnies sahariennes et partagé leurs travaux. Sous la conduite du capitaine Dinaux, ils ont continué par l'Ahaggar et le Tanezrouft jusqu'au puits de Timiaouine, où ils retrouvèrent, à la fin d'avril 1907, les méharistes soudanais venus à leur rencontre.

Le passage suivant d'un récit publié au retour du capitaine Arnaud (1) donnera, mieux qu'un long exposé, une idée exacte des progrès de notre double pénétration dans le Sahara central.

« Le 28 avril au matin, on aperçoit les premiers tirailleurs noirs placés en sentinelles à la crête des rochers et les patrouilles qui courent vers le puits pour annoncer l'arrivée du détachement. A dix heures, les Algériens arrivent à Timiaouine. Les deux sections de méharistes soudanais, en ligne sur le front de bandière des deux camps, rendent les honneurs sous les ordres de leurs chefs respectifs, le lieutenant Lenglumé, commandant la section de Bamba, et le lieutenant Vallier, commandant la section de Gao. Les capitaines Cauvin et Pasquier commandant les compagnies et les cercles de Bamba et Gao, se portent au-devant des Algériens formés en bataille, la carabine au poing, précédés de leurs officiers, du capitaine Arnaud et du lieutenant Cortier.

« Les méharistes du détachement mettent pied à terre et forment leur camp à proximité du campement soudanais. »

Les deux troupes se trouvaient aux confins de leurs zones de surveillance.

Depuis juin 1905, en effet, une limite conventionnelle sépare, au point de vue administratif, les Touaregs du Nord des Touaregs du Sud. Elle laisse d'une part à l'Algérie les territoires

(1) *Dépêche coloniale illustrée*, 15 novembre 1907, p. 264.

des Hoggars et des Azdjers avec une partie de l'Adrar orientale et de l'Ouest saharien, de l'autre à l'Afrique occidentale française et pays de Taoudéni, l'Azaouad, l'Aïr et Bilma.

La première relevant du ministère de l'Intérieur, la seconde du ministère des Colonies, il était d'autant plus utile de spécifier leurs sphères d'action respectives, que les Touaregs ne savaient, le plus souvent, où s'adresser, à In Salah ou à Tombouctou, pour formuler une plainte, solliciter un appui, tenter un rapprochement.

Cette ligne de démarcation, qui n'a rien d'une frontière, est devenue, sur le passage de nos détachemens, un véritable rendez-vous. Timiaouine, où deux fois déjà Algériens et Soudanais ont opéré leur jonction, recevra désormais de fréquentes visites, si, comme nous avons lieu de le penser, un service de correspondance s'établit entre le Tidikelt et la vallée du Niger. Un premier courrier vient de quitter In Salah à destination de Gao et, suivant toute probabilité, d'autres départs s'effectuent à intervalles réguliers. En rétablissant ces relations, la France n'a fait que reprendre à son profit une tradition séculaire dont seule l'insécurité avait empêché le maintien. Il n'en serait pas moins téméraire de compter sur les profits très problématiques du commerce par caravanes. L'abolition de l'esclavage lui a porté un coup d'autant plus rude que la voie ferrée du Sénégal au Niger lui fait une concurrence dont la gravité ne pourra que s'accroître.

Tout en tenant compte de ces difficultés, nous devons considérer que le trait d'union tiré par nos méharistes entre In Salah et la région de Tombouctou marque une des étapes décisives de la pénétration française au Sahara.

Par la voie ouverte, le contact s'établit entre troupes d'origines diverses, mais servant sous le même drapeau, en même temps qu'un lien nouveau relie, sur le sol même, les parties disjointes de l'Afrique française.

BARON HULOT

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Les Trois Sultanes* de Favart, *Arlequin poli par l'amour* de Marivaux. — Renaissance : *La Femme nue*, comédie en quatre actes, par M. Henry Bataille. — Odéon : *Ramuntcho*, pièce en cinq actes et douze tableaux de M. Pierre Loti, musique de M. Gabriel Pierné. — Théâtre des Arts : *Le Grand Soir*, pièce en trois actes de M. Léopold Kampf, traduite par M. Robert d'Humières.

La Comédie-Française a repris les *Trois Sultanes* et *Arlequin poli par l'amour*. Ç'a été un enchantement. Il serait si facile de nous offrir plus souvent un pareil régal ! Il n'y aurait qu'à puiser dans le répertoire si peu connu, si peu exploité et pourtant si riche, du théâtre de second ordre au XVIIIe siècle.

Les *Trois Sultanes* surtout nous ont ravis. Encore une pièce tirée d'un roman ! Car c'est un exemple qu'il faut ajouter à une liste déjà bien fournie. La bluette de Favart démontre élégamment qu'on peut faire une bonne pièce avec un mauvais roman et en le suivant de tout près. Marmontel a donné dans ses « contes moraux » un *Soliman II*. Tout y est. Seulement, l'explique qui pourra, le conte moral de Marmontel est plus ennuyeux que l'ennui : tout s'allège, s'anime, s'égaie, transposé par l'art ingénieux de Favart.

Ce qui charma d'abord les gens du XVIIIe siècle dans les *Trois Sultanes*, ce fut le décor. L'Orient était à la mode, et non pas seulement l'Orient tragique de *Bajazet* ou de *Zaïre*, mais bien plutôt l'Orient comique, celui de la cérémonie du *Bourgeois gentilhomme*, celui des turqueries chères au Théâtre de la foire et à la Comédie italienne (1). L'intérieur du sérail, le sultan et le chef des eunuques, les

(1) Cf. P. Martino, *l'Orient dans la littérature française*.

huit esclaves noirs, le dîner à la turque, les carreaux, le grand rond de maroquin, les sofas, les tentures, les costumes, pierreries et turbans, cela divertissait. On aimait l'exotisme; on le prenait pour ce qu'il vaut et on savait bien à quoi il sert : c'est à amuser. Tous ces détails étranges et qui frappent par la nouveauté, sont là pour tirer le regard. Ils flattent la curiosité dans ce qu'elle a de plus frivole et contentent la badauderie. Ajoutez que ces traits de mœurs, ces usages singuliers sont essentiellement plaisans. Il faut qu'ils le soient, puisqu'ils diffèrent des nôtres. Ce qui contraste avec nos habitudes, n'est-ce pas cela qu'on appelle le ridicule? Songez donc! Des gens qui mangent sur la terre accroupis comme des sapajoux! Comment peut-on être Turc? Quand il serait si simple d'être Français...

Un des avantages de l'exotisme est en effet qu'il souligne l'attrait et le prix des choses de France. Nous nous comparons; donc nous nous préférons. L'art de l'auteur dans cette pièce turque est de reporter sans cesse notre esprit vers Paris ou Versailles, et d'opposer à la barbarie orientale les raffinemens de notre civilisation. Tout célèbre ici cette douceur de vivre que connut et dont s'enivra cette société de l'ancien régime jetant, à la veille de finir, son suprême éclat.

Point d'esclaves chez nous : on ne respire en France
Que les plaisirs, la liberté, l'aisance,
Tout citoyen est roi sous un roi citoyen.

Ce qu'on prend alors pour de la vertu et qu'on décore du nom de bonté, c'est la facilité des mœurs. L'absence de contrainte est la nouveauté dont on s'enchante. On a rejeté l'ancienne discipline. Libéré, l'esprit s'échappe en mille saillies et se grise de ses propres hardiesses :

... Dans les soupers qu'à Paris on se donne
Sur tout légèrement on discute, on raisonne,
Et l'on n'a jamais plus d'esprit
Que quand on ne sait ce qu'on dit.
Les Français sont charmans.

Ils en étaient persuadés alors, et ils aimaient à se l'entendre dire. Ce dont ils étaient fiers par-dessus tout, c'était de leur galanterie. Entendons-nous bien : cette galanterie à la mode du XVIIIe siècle n'a rien du culte idéal que d'autres âges professèrent pour la femme. Mais il faut orner la vie et passer agréablement ce peu de temps qui aura si

tôt fait de nous échapper. La femme embellit par sa présence les plus beaux lieux du monde, et rien n'égale les plaisirs qu'elle nous donne. C'est son charme qui la sacre souveraine.

Roxelane personnifie le type de la femme telle que la comprend et la désire la société d'alors, la beauté à la mode de 1760. On n'a que faire de beautés majestueuses ou altières, ni de langoureuses ou de sentimentales. « Le sentiment est beau, mais il n'amuse pas. » Or ce qu'on redoute le plus, en étant le plus menacé, dans une époque blasée, c'est l'ennui. Soliman s'ennuie. Beaucoup de Français sont Turcs sur ce point, à moins que Soliman ne soit lui-même un de nos Français. Roxelane est vive, étourdie, espiègle, un prodige d'espièglerie. Belle? Jolie plutôt, — elle saura bien s'en vanter, — agaçante et piquante. C'est d'elle qu'on pourrait dire qu'elle a une physionomie pétrie d'esprit. Irrévérencieuse et, à un degré rare, dénuée du sens du respect, elle se rit de tout. Ennemie de toute contrainte, elle n'a qu'une loi, celle de son caprice ; mais elle entend que tous s'y soumettent.

Ah! qui jamais aurait pu dire
Que ce petit nez retroussé
Changerait les lois d'un empire!

C'est le mot de Pascal transposé à l'usage des contemporains de la Pompadour. Roxelane est merveilleusement ressemblante à l'époque qui l'a façonnée et qui la fête. Elle en porte l'âme en elle, la petite âme légère et folle, avec ce goût de l'indiscipline, ce besoin de railler toutes choses et de se narguer soi-même, cette fatuité, cette impertinence. Et après tout, entre cette Française joliment fantasque et la « Parisienne » perverse et triste par qui l'a remplacée le théâtre d'aujourd'hui, si nous avions à choisir, nous n'hésiterions pas une minute.

Roxelane est infiniment « intéressante ; » et la pièce de Favart est toute pleine de Roxelane ; c'est pourquoi elle n'a pas cessé de nous intéresser. Nous y goûtons l'évocation d'un moment de notre vie française. Nous y prenons le plaisir du collectionneur mis en présence d'un bibelot de la bonne époque, complet, intact, et tout à fait pur de style. Nous admirons de quels élémens divers elle est faite et comme ils s'y mêlent en de justes proportions : l'observation et la fantaisie, la satire et l'invention comique, le spectacle, le dialogue, la versification libre, ailée, ce qui est pour le plaisir des sens et ce qui est pour le plaisir de l'esprit. Menu chef-d'œuvre, sans doute ; mais de ceux qu'il y a, plus que jamais, utilité à nous remettre sous les yeux ; car c'est un chef-d'œuvre de goût.

La pièce de Favart est montée avec beaucoup de soin et très joliment jouée. M. Albert Lambert s'est composé un type fort pittoresque de sultan comique et de croquemitaine pour rire; et M. Berr est tout à fait divertissant en gardien du sérail. Deux sultanes ont plu sous les traits de M[lles] Delvair et Lifraud. Mais la troisième a été acclamée. M[lle] Lecomte dans Roxelane, c'est l'artiste et le personnage ne faisant qu'un; nul doute que le rôle n'ait été écrit pour elle. On lui a fait une ovation. Toute la salle pour Roxelane avait les yeux de Soliman.

Les *Trois Sultanes* sont quelque chose comme un vaudeville où il n'y aurait pas de quiproquos, une opérette où il y aurait de l'esprit. *Arlequin poli par l'amour*, qu'on a repris pour les débuts de M. J. de Féraudy, est une féerie. La donnée ressemble étrangement à celle du *Songe d'une nuit d'été;* ce n'est qu'une coïncidence, mais elle est curieuse. — Et Arlequin, dès qu'il aura de l'amour, se découvrira de l'esprit. C'était sur ce point la manière de voir du XVIII[e] siècle. Les romantiques sont venus, et dès lors l'amoureux nous est apparu sous les traits d'une sorte de maniaque possédé par la passion qui fait de lui un fou furieux. Les réalistes ont renchéri : il a été entendu que, pour être amoureux, on en devient parfaitement imbécile. En ce sens, le rapprochement de deux titres est assez suggestif : *Arlequin poli par l'amour,* disait Marivaux; Barrière répond par les *Jocrisses de l'amour.* Il est difficile au surplus de prétendre que Marivaux n'entendît rien à la matière : sa pièce fourmille de jolis traits qui sont déjà du meilleur « marivaudage. » Et devant cette féerie, où le merveilleux et les danses tiennent une place moindre que l'analyse des mouvemens du cœur, on se demande si le genre a beaucoup gagné à devenir le *Pied de mouton* ou même *Geneviève de Brabant.*

Aimez-vous les préfaces? Celle que M. Henry Bataille vient de mettre en tête de son Théâtre complet (1), contient de bonnes indications sur le mouvement de notre théâtre et le sens où il conviendrait de le diriger. L'objet que M. Bataille propose au théâtre, c'est l'imitation de la vérité. Encore faut-il définir cette vérité, dont on avait déjà beaucoup parlé avant lui. « Nous ne voulons point parler d'une vérité superficielle, toute d'apparences, d'un réalisme brutal en effet, aisé à conquérir et qui donne à bon marché au public l'illusion de la vie: celle-là est à l'humanité ce que la carte postale est à Velasquez; non, nous voulons dire : les rapports des vérités intérieures de l'âme avec

(1) Henry Bataille, *Théâtre*, 1 vol. Fasquelle.

les vérités extérieures. » Retenez bien ces deux termes : M. Bataille y reviendra sans cesse; ils enferment toute l'essence de sa définition. « Nous appelons vérités extérieures les apparences exactes et proportionnelles des choses, tout ce qui est tangible et énoncé dans la nature; c'est aussi bien le langage parlé que le spectacle ambiant... Nous appelons vérités intérieures le secret des êtres, ce qui bouillonne en l'individu et qu'il n'exprime pas directement; ce sont les raisons profondes et déterminantes, ce sont aussi les sphères inconscientes et agissantes de l'âme. » On pourrait dire les choses plus simplement, mais on n'en pourrait dire de plus justes. D'après M. Bataille, le théâtre doit être réaliste au sens complet du terme, exprimant tout à la fois la réalité matérielle et la réalité morale, et celle-ci par celle-là. L'auteur dramatique doit représenter la société de son temps avec ses mœurs, ses usages, ses travers, son atmosphère de passions, d'idées et de préjugés; c'est la part de l'observation. Et il doit rendre sensible l'état des âmes, nous faire pénétrer dans leurs replis cachés, nous initier au travail souvent inconscient qui sans cesse déforme et reforme la personnalité : c'est la part de l'analyse. Observation et analyse, c'est tout le théâtre; et nos auteurs dramatiques se passent trop souvent de l'une et de l'autre.

Je crois que M. Bataille a raison et que sa remarque vient à son heure. A le prendre dans l'ensemble, et en faisant les exceptions nécessaires, le théâtre, depuis une vingtaine d'années, est allé sans cesse en s'éloignant de la vie. La faute en a été d'abord à une mode de littérature brutale qui, comme il arrive toujours, nous a dégoûtés pour longtemps de la littérature vraie. Elle revient pour une bonne part à nous autres critiques, qui craignons comme le feu de faire les pédagogues, au lieu de comprendre que notre unique raison d'être est de représenter le bon sens, et de ramener sans cesse public et auteurs à l'observation du réel, à la nature et au vrai. Voici qu'un écrivain de théâtre prend sur lui de nous suppléer. Il déclare que ses confrères et lui-même ont assez battu les buissons et qu'il est temps de rentrer dans la route commune. Souhaitons que la protestation ne soit pas vaine et qu'elle annonce un retour à ce « réalisme intégral » qui fut tout uniment le réalisme classique.

Il y a pour un auteur un danger à formuler des théories: c'est qu'on les lui applique et qu'on le juge d'après sa propre règle. Nous voici obligés de rechercher si l'auteur de *La Femme nue* s'est conformé à son idéal. Le sujet est l'histoire d'un peintre qui a épousé son modèle, avec ce qui s'en est suivi. Pierre Bernier a pris dans le ruisseau

Louise Cassagne, dite Loulou, et vit avec elle depuis des années. Elle pose pour ses tableaux; elle a notamment posé pour cette « femme nue, » qui, à l'heure où nous sommes, pourrait bien remporter la médaille d'honneur. C'est l'instant du vote. Bernier et Loulou en attendent les résultats, Bernier avec un air d'indifférence affectée, Loulou avec une angoisse qu'elle ne cherche pas à dissimuler. Les confrères, les camarades, les rivaux vont et viennent, échangent les pronostics, apportent les nouvelles. Enfin, on apprend que Bernier a la médaille. Le voilà grand homme, en route pour la fortune et pour la gloire. Dans l'élan d'une joie d'autant plus irrésistible qu'il s'est donné plus de mal pour contraindre son émotion, attendri, reconnaissant et cherchant quelle folie il pourrait bien faire, il épouse sa maîtresse... Ce premier acte, un peu vide de substance, est amusant par le grouillement des personnes et le brouhaha des conversations. Les propos d'artistes que nous y entendons nous surprennent un peu. Médaillés, décorés, consacrés, est-ce que les peintres conservent quand même l'argot de l'atelier et le genre rapin? Nous en doutons; nous avons des exemples du contraire. Il se pourrait que l'auteur eût fait une concession au goût du public qui veut qu'un peintre parle « la langue peintre, » comme un Londonien parle l'anglais et un Peau-Rouge l'iroquois. Mais la situation est nettement posée, et c'est l'important.

Nous songeons à part nous : « Le pauvre Bernier! En voilà un qui vient de se mettre la corde au cou. Cette Louise Cassagne, avec ses airs bonne fille, faut-il qu'elle soit forte! Elle est arrivée à se faire épouser. Elle ne le lâchera plus. Auquel entre les ménages d'artistes que nous connaissons ce ménage va-t-il ressembler? Bernier va-t-il imposer sa femme et bénéficier de l'inépuisable complaisance qu'a notre société pour quiconque l'éblouit de son luxe ou la séduit par son talent? Ou bien la fille épousée va-t-elle jalousement écarter son nigaud de mari de tout milieu où elle aurait la sensation d'être déplacée? Bernier est-il aveuglé pour jamais? Ou bien, aura-t-il quelque jour honte de sa compagne et de lui-même? Quoi qu'il advienne, ce qui est sûr c'est qu'il est prisonnier et qu'il ne s'évadera pas. Nous allons assister au supplice d'un homme. » Nous raisonnons ainsi parce que nous regardons dans la vie. Mais, hélas! nous sommes au théâtre...

Nous constatons, au second acte, que Bernier est maintenant le peintre à la mode. Il s'est installé dans le grand genre; il a un hôtel dans les quartiers neufs, il donne des raouts : c'est l'artiste snob. Il était marqué pour devenir l'amant d'une princesse. Cette princesse n'a

pas une goutte de sang bleu dans les veines ; elle est juive ; avec les millions paternels, amassés dans un trafic quelconque, elle s'est acheté un vieux mari titré. De se savoir l'amant d'une princesse, Bernier en crève de vanité satisfaite. Auprès de Mme de Chabran il est comme fou, imprudent à la manière d'un collégien, et se fait bel et bien pincer par Loulou, qui adore toujours son mari, et qui du coup s'évanouit... Tout cela est juste, d'une bonne observation courante, et nous eussions seulement souhaité qu'on nous l'eût dit moins longuement. Il eût été si facile de réduire ces deux actes en un !

Mais voici du nouveau, et de l'imprévu. La princesse veut épouser Bernier ; il n'y faut qu'un double divorce : une bagatelle ! Tout de suite, nous cessons de comprendre. Épouser Bernier, pourquoi, à quoi bon, et qu'est-ce que cette belle opération rapportera à la princesse, devenue l'ex-princesse, en échange de tout ce qu'elle va lui coûter ? Celle qui s'appelle aujourd'hui la princesse de Chabran est une ambitieuse ; riche, il lui manquait la noblesse ; elle y a mis le prix et y tient sans doute à proportion de ce qu'elle lui a coûté. Il n'est pas impossible que, dans cette aristocratie dont elle a forcé les portes, elle ait eu quelques humiliations à subir ; c'est une raison de plus pour qu'elle s'obstine et ne lâche pas la partie. Cette ambitieuse est en outre une sensuelle ; en Bernier, elle apprécie l'amant râblé : elle a le plaisir avec la considération, les joies de l'adultère avec les honneurs d'une grande situation sociale. Que voilà une vie bien ordonnée ! Et la femme qui de ce rêve admirable a fait une réalité, va de ses propres mains défaire son bonheur ! Allons donc ! Rien ne nous prépare à admettre, chez une personne si maîtresse d'elle-même, cette forme de l'aliénation mentale. Mais voilà où il eût été bon que l'auteur se fût mis en frais de nous renseigner sur ses personnages et leur « vérité intérieure. »

L'invraisemblance de ce rôle apparaît d'autant mieux qu'en regard, et comme pour la faire ressortir, on a placé le personnage du prince admirable, ou, si vous préférez, hideux de réalité. Ce vieux drôle n'a qu'un souci : défendre la tranquillité et préserver le pain de ses derniers jours. Avide de toutes les jouissances et dénué de tous les scrupules, il a toujours su prendre la vie comme il faut et tirer des situations le meilleur parti. Sa femme a voulu un titre : il le lui a vendu. Elle réclame maintenant sa liberté : qu'elle l'achète ! Tout n'est qu'affaires en ce bas monde : il s'agit de traiter au taux le plus avantageux. Celui-là du moins ne nous paraît pas un type irréel et fabriqué à plaisir. Nous n'en ferions probablement pas notre ami ; mais nous ne pouvons nier qu'il ne soit de nos connaissances.

La princesse demande le divorce; le prince y consent; Bernier, hésitant, le veut sans le vouloir; il est dans la situation gênée d'un homme entre deux femmes et qui voudrait bien faire plaisir à l'une, mais sans faire trop de peine à l'autre. Et Loulou, comment va-t-elle s'y prendre pour disputer son mari à sa rivale? C'est une personne sans éducation et qui joue le tout pour le tout; elle n'a pas de ménagemens à garder; elle a la partie belle. Or, elle crie, elle menace, elle supplie; finalement, elle signe je ne sais quel papier et elle va se tirer un coup de pistolet. C'est tout ce qu'elle a trouvé: le suicide! Remercions encore l'auteur qu'il ne l'ait pas envoyée se jeter dans la Seine toute proche. La noyade en pareil cas est de rigueur... Mais, qu'en pensez-vous, princesse? Et voyez-vous l'inconvénient, qu'il y a pour une personne distinguée, à se mettre en tiers dans l'intimité des ménages bourgeois?

Loulou s'est un peu blessée; elle en réchappera; elle achève sa convalescence dans une maison de santé où sa sœur, la princesse, son mari, un tas de gens viennent la voir. Nous ne doutons pas du rétablissement d'une personne qui reçoit tant de monde. Seule intéressante est la visite de Bernier. Il est venu signifier à la convalescente les arrangemens qu'il a pris pour la vie qu'ils mèneront désormais. Ce sera une vie en partie double: les jours pairs seront consacrés à sa femme, les autres appartiendront à la princesse. Bernier est très correct; il est d'une correction impeccable; il sera pour Loulou exactement ce qu'on doit être pour une femme qui s'est suicidée à votre intention et qu'on n'aime plus. Car il ne l'aime plus, et c'est un point sur lequel le doute n'est pas possible. De la pitié, et même une certaine sorte d'affection, Bernier en a encore pour Loulou; mais de l'amour, c'est autre chose, et c'est quelque chose à quoi on ne peut rien: on aime ou on n'aime pas. Bernier n'aime plus. Tel est le résultat de l'examen de conscience auquel il vient de se livrer devant nous, et devant Loulou. Je ne puis dire à quel point cet étalage de psychologie nous a paru cruel, et déplacé, et inutile. Décidément, quel homme est ce Bernier? Pourquoi cette forfanterie de sincérité? D'où vient qu'il prenne ce plaisir néronien à faire souffrir? Et comme nous l'eussions compris davantage s'il eût protesté de son amour en laissant à la voix, à l'accent, à je ne sais quoi d'indéfinissable et qui ne trompe pas, le soin de le démentir! Pour conclure, la princesse épousera Bernier, je le crois du moins, et je leur souhaite à l'un et à l'autre bien du plaisir. Un ancien amant vient au secours de Loulou; c'est un vieux rapin qui n'a aucun talent et qui peut donc garder de beaux sentimens;

ils se remettent ensemble : ils feront un ménage de braves cœurs.

La pièce de M. Bataille n'est pas ennuyeuse ; elle est surtout attendrissante ; c'est la veine inaugurée par *Poliche*, qui déjà nous avait coûté tant de larmes! Il y a une victime : nous prenons parti pour elle. Vertueuse comme toutes les fleurs du pavé de Paris, Loulou est une sacrifiée : nous pleurons sur ses malheurs. Mais à cette comédie larmoyante, combien nous eussions préféré une véritable comédie de mœurs, un tableau qui aurait ressemblé à la vie, une étude où la « vérité extérieure, » assez bien attrapée par M. Bataille, eût été le signe de la « vérité intérieure ! »

L'interprétation de *La Femme nue* est excellente. Il fallait un acteur aussi sûr de lui que l'est M. Guitry, et aussi sûr des sympathies du public, pour faire passer le rôle très désobligeant de Pierre Bernier. Mme Bady est infiniment émouvante. Mme Mégard est très suffisamment princesse, mais avec, je ne sais pourquoi, des intonations de Mme Simone. Et il faut louer tout particulièrement M. A. Bour qui a composé avec une rare finesse le type du prince de Chabran.

Aux tableaux de l'*Apprentie*, l'Odéon fait succéder les tableaux de *Ramuntcho*. Que *Ramuntcho* fût dans son essence une œuvre lyrique, nous n'en avons jamais douté. Pour adapter à la scène son propre ouvrage. M. Loti n'avait qu'à le vouloir : les tableaux s'arrangeaient d'eux-mêmes. Tous les lecteurs, ont présent à l'esprit ce roman, l'un des meilleurs de M. Loti. Ils revoient le pittoresque du pays basque : l'église et le jeu de pelote, la place où on danse le fandango, le jardin où chaque soir Gracieuse rêve sur le banc rustique, le couvent où elle s'est enfermée, autant de motifs tout prêts pour le peintre. Voilà pour le décor ; voici pour les personnages et pour le sujet. Le type du contrebandier est un de ceux que de tout temps et le plus fidèlement a célébrés le drame lyrique. Et pour plaire au public, il n'est pas besoin de chercher une autre histoire que celle de l'amour partagé et contrarié, pourvu qu'on sache la conter. L'idylle de deux jeunes gens au milieu des spectacles de la nature, la douleur de la séparation, et cette ombre de la mort qui plane sur l'image de l'amour, quoi de plus poétique ? En vérité, l'opéra guettait *Ramuntcho*. Respectueux d'un texte que le succès et tant de larmes ont consacré, M. Loti s'est borné à y découper un certain nombre de tableaux qu'il nous semblait à chaque fois reconnaître et que nous avons salués comme des amis. Nous y prenions une joie très douce. Et tandis que nous écoutions, avec un plaisir que notre incompétence ne nous permet

pas d'analyser, la partition de M. Gabriel Pierné, tandis que nous regardions défiler la série des décors tantôt lumineux et tantôt vaporeux, nous songions quelle est la merveille de ce style de M. Loti qui, rien qu'avec des mots, avec les mots les plus simples et les moins rares, égale les prestiges de la musique et de la peinture, et nous ouvre sans effort les pays illimités du rêve.

M. Alexandre (Ramuntcho), Mlle Sylvie (Gracieuse) n'ont pas été inférieurs à leurs rôles; mais leur succès a été un peu éclipsé par celui des pelotaris engagés spécialement et des cent musiciens de l'orchestre.

Nous avons attendu pour parler du *Grand Soir* que le succès s'en fût établi et prolongé. Car l'intérêt en est, non du tout dans la pièce elle-même, mais dans l'accueil qui lui est fait. L'ouvrage russe traduit par M. Robert d'Humières se compose de trois tableaux d'un réalisme photographique, et, comme on eût dit naguère, de trois tranches de vie. Nous sommes chez les anarchistes. Au premier acte un logement où s'impriment des placards révolutionnaires; les excellentes gens s'énervent au bruit que fait la presse à main et qui peut s'entendre de l'étage inférieur; ils tremblent à chaque coup de sonnette. Si c'était la police! C'est elle en effet; la voici qui envahit la pièce, confisque les feuilles, brise la presse, emmène en prison tout ce qu'elle trouve d'hommes et de femmes. Au second acte, délibération entre frères et amis; on se partage la besogne; chacun choisit son poste de combat et de dévouement à la Cause. Cependant s'élève et grandit une grave mélopée; le peuple se livre à une manifestation pacifique et grandiose. Un crépitement de coups de fusil. C'est l'autorité qui intervient. Vainement! Les chants reprennent aussi calmes, aussi religieux, lorsque de nouvelles décharges mettent les grévistes en déroute : la manifestation est dispersée à coups de feu, noyée dans le sang. Au troisième acte, nous sommes dans un salon donnant sur la rue où va passer la voiture du gouverneur; derrière la fenêtre de ce salon va s'allumer le flambeau qui donnera à un homme posté en face, de l'autre côté de la rue, le signal de jeter une bombe. L'explosion se produit en effet, et en temps utile; et nous avons tout lieu de croire que le résultat en est tel qu'on l'espère sur la scène, — et qu'on le souhaite dans la salle.

Bien entendu, à travers cette action circule un couple d'amoureux : Annia et Vasili éprouvent l'un pour l'autre même tendresse; ils n'avaient pour vivre heureux qu'à se laisser vivre; mais ils se

doivent à leur mission. C'est la jeune fille qui donnera le signal de l'attentat, c'est le jeune homme qui jettera la bombe. Ils sont éminemment les personnages sympathiques. Idylle et assassinat. Amour et nitroglycérine. Ce sont trois tableaux d'un art sommaire. On n'imagine pas une exhibition plus pénible. On la subit comme une courbature. On sent passer le frisson de la petite mort.

C'est celui même qu'on était venu chercher. Car nous sommes avides des émotions malsaines : nous les recherchons, et on nous en prive! Impossible d'assister à une exécution capitale, depuis que la peine de mort est réellement supprimée. Nous avons bien les faits divers et les journaux qui nous renseignent abondamment sur les exploits des apaches et sur les « crimes politiques. » Mais, au lieu d'en lire le récit, y assister! Entrer dans les officines où s'organise la propagande par le fait. Et savoir que ce ne sont pas là des histoires de brigands inventées et combinées pour faire peur, que tout cela est réel, authentique, exact, s'est passé hier et pourra se passer demain, que nous voyons se préparer sous nos yeux de vrais crimes, ceux mêmes qui jettent à nos idées d'humanité et de civilisation les plus atroces démentis, voilà le plaisir!

Il va sans dire que notre compassion ou notre admiration ne saurait s'égarer. Les policiers, nous les avons vus, au premier acte, envahir le domicile de nos amis les révolutionnaires, sans aucun souci de l'inviolabilité du *home :* ce sont des brutes. Les soldats, nous les avons entendus, au second acte, fusiller la foule inoffensive : ce sont des bourreaux. Les bourgeois, il y en a un, au troisième acte, qui débite les maximes de son égoïsme repu : ce sont d'infâmes jouisseurs. Mais chez les apôtres de l'évangile nouveau, chez les défenseurs de la Cause et les martyrs de l'Idée, quelle noblesse, quelle pureté, quelle sublimité! Chez eux et non pas ailleurs se sont réfugiées toutes les vertus. Aussi, comme on les plaint et comme on les applaudit! On goûte, sans mélange, cette joie d'entendre traiter les gendarmes d'assassins et les assassins de héros!

Tel est ce « spectacle dans la salle, » si curieux, et qui porte si éloquemment témoignage pour notre déliquescence. Notez-le bien en effet : ce public de qui cent représentations n'ont pas épuisé l'enthousiasme est un public infiniment distingué : c'est un public de salon, composé des personnes les mieux rentées ; nous n'en avons pas qui soit de qualité supérieure. Il est instruit et il sait son histoire : il appartient lui-même à l'histoire, qui est une éternelle recommenceuse ; et sous d'autres noms, en d'autres temps, il a déjà accueilli avec la

même complaisance les plaisanteries ou les déclamations qui sonnaient le glas des catastrophes prochaines. Ayant naguère applaudi aux adorables hardiesses de Figaro, il a pu faire le compte de ce qu'il lui en a coûté. Il n'ignore pas que les mouvemens partent d'en haut, et que les utopies où s'est amusé le dilettantisme des raffinés descendent sûrement dans des cerveaux plus rudes pour s'y changer en convictions fanatiques et en actes sauvages. Mais l'attrait d'une sensation rare est le plus fort. *Quos vult perdere Jupiter dementat :* c'est un vent de folie qui pousse ces mondains vers le théâtre où l'on a imaginé de faire de l'appel à la révolution sociale un divertissement. Il fallait noter cette forme détestable du snobisme.

La mise en scène du *Grand Soir* n'a rien de fort original, et l'interprétation en est quelconque. Il faut toutefois tirer hors de pair Mme Vera Sergine, très dramatique et qui a fait preuve de dons remarquables.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES PÈLERINAGES NAPOLÉONIENS D'UN PASTEUR ANGLAIS

Before and after Waterloo, Letters from Edward Stanley (1814-1816) avec une introduction et un commentaire historique par Mmes Jane H. Adeane et Maud Grenfell, 1 vol. in-8°, illustré; Londres, librairie Fisher Unwin, 1907.

On connaît l'histoire de cet « amateur » anglais qui, afin de pouvoir assister au dépècement possible d'un certain dompteur par une ou plusieurs de ses bêtes, avait passé de longues années à suivre le dompteur dans tous ses voyages à travers l'Europe. Le souvenir de cette histoire m'est resté constamment à l'esprit, je ne sais trop pourquoi, pendant que je lisais l'intéressant recueil des lettres écrites à ses parens et amis d'Angleterre, en 1814 et en 1816, après la première abdication de Napoléon et après Waterloo, par un jeune pasteur anglican, Edward Stanley, qui était destiné à devenir bientôt évêque de Norwich, et dont l'un des fils, le célèbre Doyen Stanley, allait être l'un des plus éloquens orateurs religieux du XIXe siècle. Non pas qu'Edward Stanley ait eu la bonne fortune de pouvoir suivre, dans ses dernières « tournées, » le grand dompteur corse qu'il aspirait passionnément à voir enfin dépecé : mais du moins, à défaut de cette bonne fortune, il s'est offert le plaisir, à deux reprises, aussitôt qu'il a appris la chute de Napoléon, de visiter tous les lieux qui avaient été le théâtre de la résistance suprême de ce personnage, et avec des sentimens qui devaient ressembler beaucoup, me semble-t-il, à ceux de son légendaire compatriote employant sa vie à guetter la fin du

légendaire dompteur. Et la lecture de ses lettres m'a révélé encore qu'il était loin d'être le seul Anglais qui, au lendemain de la Campagne de France comme de Waterloo, eût eu l'idée de ce pèlerinage quelque peu macabre : car, à chaque pas, le jeune pasteur rencontre des groupes d'Anglais qui, de même que lui, s'en vont de village en village, interrogeant les paysans et les aubergistes, acharnés à ne point perdre un détail des vains efforts, de la défaite et de l'humiliation de l'Empereur.

Des renseignemens historiques ainsi obtenus, et qui remplissent un gros volume de trois cents pages, on comprendra sans peine que la plupart n'aient qu'une valeur assez douteuse : car nombre des témoins questionnés par Edward Stanley ont tâché surtout, évidemment, à bien gagner les pourboires qu'ils attendaient de lui. Mais le recueil de ses lettres n'en demeure pas moins, dans son ensemble, un document très précieux, à la fois pour la connaissance des mémorables événemens que le voyageur a entrepris de reconstituer et pour celle de l'état des villes et des campagnes françaises au début des deux Restaurations. Avec toute la férocité de sa haine pour Napoléon, et toute l'immensité de son mépris pour la France, le futur évêque de Norwich est un homme intelligent, instruit, sachant regarder et écouter; et c'est aussi, en fin de compte, un brave homme, ouvert à la pitié comme à toutes les émotions généreuses, encore que l'excès de ses préventions patriotiques l'empêche presque toujours d'étendre à la France et aux Français la charité chrétienne que nous le voyons prodiguer à des Cosaques, Prussiens, Belges, et Italiens, à tous les malheureux que le hasard a jetés sur sa route. A quoi j'ajouterai que ses lettres sont écrites d'un style charmant, familier sans vulgarité, et abondent en petites scènes pittoresques qui mériteraient d'être signalées.

Le recueil débute par une série de lettres écrites de France en 1802, à une date où la haine du jeune pasteur pour « Buonaparte » était encore contenue et balancée, dans son cœur, par un mélange de reconnaissance et de respect pour l'homme qui avait délivré l'Europe du terrible cauchemar de la Révolution. Malheureusement, ces lettres, d'ailleurs peu nombreuses, ne contiennent guère de faits bien instructifs. La première est écrite de Rouen, le 11 juin 1802. Stanley est frappé des « marques de pauvreté » qu'il découvre, « aussi bien dans les maisons que chez leurs habitans : » mais tout de suite, il est forcé d'avouer que cette pauvreté est en train de disparaître, et que Rouen, en parti-

culier, « se trouve dans l'état le plus florissant. » Il y assiste à une représentation de *La Dot* et de *Blaise et Babet* : la salle est toute remplie d'officiers et de soldats ; et, comme plusieurs auditeurs se sont permis de siffler une cantatrice, voici qu'un corps de troupe s'empare des mécontens et les conduit au poste ! A Paris, où « les Anglais sont innombrables, » le voyageur ne se défend point d'admirer « l'ordre et la régularité qui règnent partout : » d'où il conclut qu'un régime « militaire » et de forte police, tel que vient de l'inaugurer le Premier Consul, « est le meilleur qui convienne à ce pays-ci, — encore qu'à Dieu ne plaise que nous en soyons jamais affligés en Angleterre ! » Car toute la France n'est « qu'une vaste caserne, » et Paris, à lui seul, « contient plus de 15 000 soldats. »

Stanley, naturellement, serait très heureux de voir le nouveau grand homme ; mais celui-ci tarde à se montrer en public, et notre voyageur se remet en route pour Lyon, où il a, du moins, la consolation de pouvoir assister à une belle séance de la guillotine. Cinq voleurs de grand chemin sont exécutés, tour à tour, sur la Place des Terreaux. « Tout l'ensemble de l'opération n'a pas duré plus de cinq minutes... Je me rappelle surtout l'affreuse situation du cinquième prisonnier : il a vu ses compagnons monter, l'un après l'autre, sur l'échafaud, a entendu chacun des coups fatals, et regardé la manière dont on écartait les corps, afin de lui faire place. Jamais je n'oublierai l'expression de son visage, au moment où il s'est étendu sur la planche mortelle : après avoir aperçu l'endroit où les têtes de ses compagnons étaient tombées, il a fermé les yeux, et, au même instant, son visage, qui était d'une pâleur livide, est devenu rouge cramoisi ; puis un cordon a été tiré, et il a cessé de vivre. »

Entre Lyon et Genève, Stanley soupe, dans une auberge, avec deux officiers français, dont l'un se trouve être de nationalité suisse. Celui-là déteste le Consul « parce qu'il a détruit sa patrie ; » mais l'autre, le Français, le déteste bien plus encore, au nom de Rousseau et de ses principes républicains. Cet officier « sans-culotte, » dont Stanley s'aperçoit avec épouvante qu'il « doute de l'existence du Diable, » reproche également à Bonaparte « d'avoir fait la paix avec l'Angleterre ; » mais le plus étonnant est que, « tout en parlant sans cesse, il ne cesse point de manger. » On aimerait à savoir ce que sont devenus, par la suite, les deux officiers, et s'ils ont persévéré dans leur jacobinisme lorsque Napoléon, après leur avoir attaché sur la poitrine sa croix d'honneur en les tutoyant paternellement, les a entraînés derrière lui à la conquête du monde.

Mais cette première série de lettres, comme je l'ai dit, n'a pour nous qu'un intérêt assez maigre; et nous nous accommoderions volontiers, aussi, de ne point connaître les lettres qui forment le chapitre suivant, et qui décrivent le séjour à Londres du roi de Prusse et de l'empereur Alexandre, si nous n'y trouvions le curieux récit d'un dîner chez sir Humphry Davy, où Mme de Staël s'est livrée à un « duel d'éloquence » avec lord Byron. « Éloquence est un grand mot, mais pas trop gros pour elle. Elle parle comme elle écrit; et, ce soir-là, en outre, elle a été inspirée par l'indignation, se voyant aux prises avec deux tendances opposées... Elle s'est montrée toute stupéfaite d'apprendre que la pure et parfaite constitution anglaise exigeait, elle-même, une réforme radicale..., et que la Grande-Bretagne, ce rempart du monde, n'était qu'un faible esquif, disjoint, et presque sur le point de périr. C'est ainsi, du moins, que notre pays a été représenté à Mme de Staël par son antagoniste, Childe Harold (lord Byron), dont l'opinion, en partie peut-être pour le besoin de sa controverse, est devenue sans cesse plus sombre à mesure que sa partenaire témoignait de plus d'enthousiasme. Quant à l'esprit, sur ce point là tout l'avantage a été pour le poète. Celui-ci est un mélange de mélancolie et de sarcasme, mais contenu par la bonne éducation, et avec une veine de génie original qui compense la tournure bizarre, et trop peu héroïque, de tout l'ensemble de son caractère. C'est une âme qui jamais ne nous suggère une idée de la lumière du soleil, — une nuit ténébreuse sur laquelle, par instans, s'allument des éclairs. »

La lettre qui nous raconte cette entrevue n'est pas d'Edward Stanley, mais d'une amie de sa jeune femme. Le futur évêque se trouvait, cependant, à Londres durant les triomphales visites des princes vainqueurs de Napoléon; et sa femme nous rapporte même que, un dimanche, comme il prêchait dans une église, elle a vu entrer, s'asseoir dans un coin, et écouter avec toutes les apparences de l'attention la plus recueillie, un inconnu qui, s'il n'était pas le roi de Prusse en personne, lui ressemblait, au moins, de la façon la plus singulière. Mais Edward Stanley, dès ce moment, n'avait plus de pensées que pour l'expédition qu'il avait projetée : il se sentait une hâte fiévreuse d'aller, en quelque sorte, s'assurer directement que l'odieux dompteur de l'Europe avait bien été mangé, et jouir de la vue des gouttes de son sang qui restaient visibles encore, sur le sable de la cage où venait de se produire la catastrophe longtemps attendue. Tout en prêchant ses sermons et tout en guettant, dans les rues de Londres, le passage du roi de Prusse, du tsar Alexandre, ou de l'excentrique sœur de celui-ci, la

duchesse d'Oldenbourg, dont l'accoutrement et les reparties faisaient alors le bonheur de l'aristocratie anglaise, il combinait des itinéraires, s'informait des phases successives de la campagne récemment terminée, et se préparait à parcourir, en sens inverse, de Paris jusqu'au Rhin, tous les endroits où Napoléon avait perdu ses dernières forces et ses derniers espoirs. Enfin, le 26 juin 1814, du Havre, il annonçait joyeusement à sa femme qu'il avait franchi le « Rubicon » et abordé en France, où « toutes choses lui paraissaient nouvelles, intéressantes, et infiniment délicieuses. » D'avance, il se léchait les lèvres à l'idée du savoureux régal qu'il allait s'offrir.

Au Havre, comme ensuite à Paris et dans toute la France, l'une de ses impressions les plus agréables était de découvrir les égards que lui conférait, à présent, sa qualité d'Anglais. Vingt fois, dans ses lettres suivantes, il mande à sa femme que cette qualité lui vaut d'être admis partout, placé au premier rang, et traité avec une déférence qui, d'ailleurs, lui est un motif de plus pour mépriser la bassesse du caractère français. Et ainsi, sous la protection respectueuse des autorités, et parmi l'empressement d'une population qui, peut-être, le craint véritablement. comme il se plait à le penser, ou qui peut-être n'apprécie, en lui, qu'une possibilité permanente de pièces de deux sous et de pièces de vingt francs, ainsi, du Havre à Châlons, il procède à l'accomplissement de son pèlerinage.

A Paris, il se hâte de visiter Belleville et Montmartre, où se sont jouées les scènes finales de la tragédie. « Des groupes étaient là (à la Barrière Montmartre), examinant les lieux et s'entretenant de la bataille ou de Buonaparte. Jusqu'à ce jour, je n'avais encore jamais entendu personne avouer honnêtement et ouvertement son opinion sur lui ; mais, ici, j'ai trouvé plusieurs occasions de me glisser dans des groupes où son nom était accablé de toutes les invectives qu'eussent pu inventer la haine et l'exubérance françaises. *Gueux*, *bête*, *voleur*, etc., étaient la monnaie courante dont ses anciens sujets le payaient de son despotisme. » Des renseignemens qu'il recueille, Stanley conclut que les hauteurs entourant Paris « n'ont été défendues que d'une façon très insuffisante, et très peu guerrière. » Un témoin lui raconte que, durant le combat, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély est apparu, un moment, à la Porte de Clichy, « a demandé, très haut, un verre d'eau-de-vie, puis s'est un peu avancé; mais, aussitôt après, son cheval ayant pris peur, le cavalier se trouva entièrement du même avis que sa bête, et tous deux s'enfuirent loin du danger, pour

ne plus reparaître. » D'ailleurs, Paris, ce jour-là, s'est résigné à son sort avec une rapidité étonnante. « A cinq heures du soir, tout était absolument fini; la garde nationale et les alliés, en collaboration, veillaient au bon ordre de la ville. Les théâtres, seulement, ne s'ouvrirent point, dans la soirée; mais cette soirée fut l'unique exception, et, dès le lendemain, le Palais-Royal était aussi brillant et plus gai que jamais, avec le mélange bariolé de ses visiteurs. » Il est vrai que la plupart de ces renseignemens, de l'aveu même de Stanley, lui ont été fournis « par son hôtelier, » qui, du reste, affirme avoir naguère combattu à Marengo.

Quelques jours après, notre voyageur est invité à dîner chez Mme de Staël, où il rencontre Lafayette et Mme Récamier. Le premier est « un homme de haute taille, et gauchement bâti, avec un visage révélant du bon sens, mais ne laissant voir aucune trace de vivacité ni d'éclat. » De Mme Récamier, « encore qu'elle ne soit plus dans sa première jeunesse, » Stanley « comprend sans peine qu'elle ait, jadis, ébloui le monde. » Ses manières sont « fort agréables, mais un peu trop *à la languissante*, comme celles des autres beautés françaises d'à présent. » Suivent de minutieuses et souvent curieuses descriptions de la messe du Roi aux Tuileries, des leçons du Jardin des Plantes, d'une séance du Corps Législatif, dont le pasteur anglais se demande si, avec le « parfait désordre » qu'il y a constaté, il doit l'estimer « dégoûtante, » ou simplement « ridicule. » Mais le principal désir de Stanley, pendant son séjour à Paris, est de voir les maréchaux de Napoléon; et c'est encore à son hôtelier qu'il doit d'être enfin admis à les voir, aux Tuileries, un jour de revue.

Le 13 juillet, Stanley se remet en route, pour visiter, de Fontainebleau jusqu'à Châlons, les villes et les villages où s'est déroulée la récente campagne. A Fontainebleau, un des employés du Palais lui raconte que c'est lui qui, le 31 mars, vers neuf heures du matin, a aidé Napoléon à sortir de sa voiture. « L'Empereur paraissait *triste, bien triste*. Sans parler à personne il est monté dans son cabinet, le plus vite qu'il a pu, et puis a appelé pour demander ses plans et ses cartes. » Sur quoi notre voyageur anglais se rend, lui-même, dans ce cabinet, se fait montrer le fauteuil favori de Napoléon, et, entre autres choses, s'amuse à examiner les livres de sa bibliothèque, « en assez petit nombre, presque tous consacrés à l'histoire, et tous expressément choisis par Buonaparte lui-même. Parmi ces livres se trouve, cependant, une traduction française des pièces de Shakspeare; et

une rangée entière est formée d'ouvrages d'histoire ecclésiastique, « qui, si leur possesseur les a lus, — ajoute plaisamment Stanley, — nous expliquent, en une certaine mesure, qu'il ait cru devoir emprisonner le Pape, comme le dernier représentant des animaux dangereux ayant occasionné plus de la moitié des querelles et des guerres rapportées dans ces ouvrages. »

Le lit de Napoléon, à Fontainebleau, était « une machine très incommode, consistant en cinq ou six matelas, sous un dais royal, avec deux oreillers de satin à chaque extrémité. » Pendant son dernier séjour au Palais, l'Empereur n'est pas sorti, une seule fois, au delà des grilles. Il se promenait, le plus souvent, « dans une longue et belle galerie ayant, sur ses deux côtés, des bustes de ses grands généraux. » Il dînait dans « une misérable petite chambre sans le moindre apparat; et c'est également « dans une antichambre de très pauvre aspect » qu'il a signé son abdication. Enfin Stanley, avant de quitter Fontainebleau, apprend qu'un autre ennemi de Napoléon est venu, quelques jours auparavant, visiter la « petite antichambre » de l'abdication. Son guide lui dit simplement qu'il a vu entrer, au Palais, « trois messieurs étrangers, » dont il ignore le nom ; mais ces messieurs ont inscrit eux-mêmes leurs noms, sur un carré de papier qu'ils ont discrètement glissé derrière une glace, dans la salle à manger du principal hôtel de la ville : « Sa Majesté le roi de Prusse, accompagné du prince Guillaume, son fils, a dîné dans cet appartement, avec son premier chambellan M. le baron d'Ambolle, le 8 juillet 1814. »

A Guignes, Stanley déjeune dans une misérable auberge où Napoléon a passé une nuit. « L'aubergiste me l'a décrit, vêtu d'un manteau gris, *comme un perruquier* (1); il est entré précipitamment, s'est beaucoup agité, est monté dans sa chambre de très bonne heure, et a reparu de nouveau, à neuf heures, le lendemain matin. Mais, ajoutait l'aubergiste, *je réponds bien qu'il n'a pas dû dormir pendant tout ce temps-là !* » A Meaux, le voyageur « commence à découvrir les effets de la guerre. » On lui montre un pont de pierre que Napoléon a fait sauter, ainsi que les traces de la terrible explosion des magasins de poudres. Le magasin a été entièrement détruit ; et nombre de maisons voisines restent à demi ruinées ; l'explosion a même abattu plusieurs arbres, dans un jardin du voisinage; mais une seule personne a été tuée sur place, « probablement un maraudeur occupé à piller. »

De Meaux jusqu'à Châlons, ensuite, Stanley constate un phéno-

(1) Les mots imprimés ici en italiques sont en français, dans le texte original.

mène qu'il ne parvient pas à comprendre, mais qui le divertit infiniment. Dans tous les endroits où s'est livrée une bataille, les gens du pays, — malgré ses pourboires, — lui affirment que c'est Napoléon qui a eu le dessus. Et quand il demande comment il se fait, dans ces conditions, que ce vainqueur prétendu ait pourtant été forcé d'avouer qu'il avait perdu sa partie, les pauvres gens, embarrassés de sa dialectique, finissent toujours par attribuer l'échec final de l'Empereur à « *une petite trahison.* » Réponse qui ne manque point d'exaspérer le voyageur anglais. « Voilà ce qu'ils me disent, invariablement ; et, en vérité, ils méritent bien, et je leur souhaite de tout mon cœur, d'être humiliés dans leur orgueil et leur impudence ! »

A Soissons, dans les faubourgs, pas une maison n'était intacte. « Je ne puis vous donner une meilleure idée de la quantité des coups de feu tirés qu'en vous assurant que, sur la façade d'une seule maison et prise au hasard, j'ai compté près de 300 marques de balles. J'étais appuyé contre un fragment de mur brisé, dans un jardin, qui paraissait former l'entrée d'une sorte de cave, lorsque le jardinier s'est approché, et m'a raconté divers détails du combat. Dans la cave de son jardin, lui-même et quarante-quatre autres habitans du faubourg se sont tenus cachés, avec une peur affreuse que, tout à coup, ami ou ennemi s'avisât de les découvrir. La bataille terminée, c'est un groupe de soldats russes qui ont pénétré dans la cave, s'attendant à y trouver des soldats français : mais, voyant à qui ils avaient affaire, ils se sont bornés à les envoyer se cacher ailleurs. » Et comment ne pas signaler encore, dans la lettre de Soissons, une particularité à peine croyable ? Rappelant à sa femme que « Buonaparte, » dans un de ses *Bulletins*, a blâmé un gouverneur qui a permis aux alliés de prendre possession de la ville, pendant qu'il était en train de les poursuivre, — blâme que « l'Angleterre a été unanime à considérer comme une fantastique vantardise, » — voici que, pour la première et dernière fois, il donne expressément raison à « Buonaparte ! »

Chavignon, Laon, Corbény, Berry-au-Bac, autant d'étapes du pèlerinage. A Craon, les déclarations du maître de la poste achèvent de détruire, dans l'esprit du pèlerin, la bonne opinion qu'il avait failli se faire, l'avant-veille, de Napoléon. « L'Empereur, qui commandait en personne, a mandé devant lui le maître de poste, et s'est entretenu avec lui pendant près d'une heure. Si cet homme m'a dit vrai, la conversation impériale paraît avoir été passablement puérile. Après une foule de questions sur les routes et le pays, Napoléon s'est mis à proférer un torrent d'injures contre les Russes, en affirmant au maître de

poste qu'il était résolu à leur infliger un châtiment sommaire. » A Berry-au-Bac, petite ville qui a été prise quatre fois par les Russes, et trois par les Français, Stanley déplore la triste destinée d'un pont achevé, par ordre de l'Empereur, en décembre 1813, et détruit par lui le 19 mars suivant. « Au bruit de l'explosion, plusieurs des habitans sont morts de frayeur ; un homme ayant l'apparence d'un *gentleman* m'a certifié que son propre père avait été du nombre. »

Mais je ne puis songer à analyser ici, lettre par lettre, cette minutieuse relation du voyage de Stanley. Je dirai seulement encore que, à Reims, parmi les blessés d'un hôpital improvisé dans une ancienne église, le voyageur a la surprise de rencontrer un compatriote, un soldat anglais, blessé à la bataille de Saint-Jean-de-Luz; et que, à Verdun, où Napoléon a longtemps retenu de nombreux Anglais, Stanley, une fois encore, est forcé de reconnaître que l'opinion publique de son pays a été trompée, car le sort de ces Anglais, en somme, n'a eu rien de tragique, et au contraire leur propre conduite semble avoir été assez peu exemplaire. Enfin, voici une petite scène, à la fois curieuse et touchante, qui s'est produite pendant que le futur évêque se rendait, en *cabriolet*, de Verdun à Metz :

Sur la route, nous rencontrâmes un pauvre diable, tout anéanti, qui marchait péniblement, son manteau de bivouac attaché, en ceinture, autour de lui. — « Monsieur ne permettra-t-il pas que je monte? — me demanda-t-il, du ton le plus pitoyable. — Bien volontiers, répondis-je; montez tout de suite! » Au bout de quelques minutes, je fus curieux de voir quel était ce compagnon de voyage que je m'étais donné : et figurez-vous ma surprise quand j'appris qui c'était! Essayez de deviner quelle espèce d'homme Buonaparte avait enrôlée pour assurer sur son front le diadème impérial, pour lui gagner ses batailles, et pour se distinguer dans un métier qui a pour objet d'ensanglanter la terre! Eh bien! il avait choisi, pour tout cela, un moine de la Trappe! Depuis trois ans, mon compagnon vivait de silence et de solitude dans cette sévère communauté, lorsque Buonaparte décréta que tous les novices du couvent eussent, désormais, à reprendre, tout ensemble, l'usage de leurs langues et celui de leurs épées. Et ainsi, sans trop d'entrain, le pauvre homme partit. A la bataille de Lutzen, il combattit et vainquit. A la bataille de Leipzig, il combattit et tomba. Le *vent* d'un coup de canon lui arracha un œil et le jeta à terre, tandis que le coup lui-même tuait sur place son plus proche voisin ; après quoi, il fut fait prisonnier par les Suédois. Maintenant il revenait de Stockholm, et tâchait à rejoindre les frères de son couvent, qui s'étaient transportés aux environs de Fribourg. Il me raconta toute cette histoire avec une simplicité qui aurait suffi à m'en garantir la vérité ; mais, en outre, il tint à me montrer son rosaire et ses certificats.

Lorsque nous eûmes longtemps causé des batailles où il avait pris

part, je changeai de matière, ayant résolu de voir si mon homme s'entendait aussi bien à manier le glaive de la controverse que celui de la guerre. Je lui dis donc qui j'étais, et lui demandai son opinion sur notre foi protestante. Il parut, d'abord, hésiter à me répondre : « *Attendez, Monsieur, il faut que je réfléchisse un peu!* » Mais une minute ne s'était point passée que, déjà, il frappait sur la cloison qui nous séparait. « *Eh bien! Monsieur, j'ai réfléchi!* » Et, là-dessus, il aborda le sujet, qu'il discuta avec beaucoup de bon sens et de verve, parfois en latin, parfois en français; et, encore qu'il soutînt son argument de la façon la plus énergique et la plus inflexible, il y déploya une libéralité de sentiment et un véritable esprit chrétien qui m'attachèrent à lui très sincèrement. Je lui demandai ce qu'il pensait de la possibilité du salut pour les protestans. « *Écoutez-moi!* répondit-il. *Je pense que ceux qui savent que la religion catholique est la vraie religion, et qui cependant ne la pratiquent pas, seront damnés; mais pour ceux qui ne pensent pas comme nous, oh! non, Señor, ne le croyez pas! Oh! mon Dieu! non, non, jamais, jamais!* » Pour le tâter sur un autre terrain, je lui dis : « Êtes-vous absolument certain qu'un prêtre ne puisse pas se marier? Car, enfin, vous vous rappelez que saint Pierre était marié! — « *Oui, c'est vrai,* répliqua-t-il : *mais, du moment où il suivit Notre Seigneur, on n'entend plus jamais parler de sa femme!* » Nous procédâmes de là à divers autres thèmes, et notamment à la question de savoir s'il convient de renoncer à une religion où l'on croit découvrir des opinions erronées. « *Monsieur,* dit-il, *écoutez!* Est-il possible qu'une religion soit bonne quand elle dérive d'un principe mauvais? *Or, les Anglais étaient, autrefois, de bons catholiques : le divorce d'un roi capricieux fut la première cause de leur changement. Ah! cela n'était pas bon...* »

Enfin, au moment où nous allions nous séparer, il se tourna vers moi : « *Monsieur, j'espère que je ne vous ai pas fâché! Si je me suis exprimé trop fortement devant vous, qui m'avez rendu un si grand service, il faut me pardonner; mais c'est que je pensais que c'était mon devoir!* »

« Il m'a entretenu et intéressé sur tout le chemin, — écrit encore Stanley, — jusqu'à Metz, où, bien contre ma volonté, nous nous sommes dit adieu : car, si même il avait désiré aller jusqu'au bout de mon propre voyage, j'aurais été ravi de lui offrir un siège dans ma voiture. » Le fait est qu'il venait de rencontrer là une « espèce d'homme » assez sympathique, avec ce « véritable esprit chrétien, » et cette égale adresse, mêlée de simplicité, à « manier le glaive de la controverse et celui de la guerre. » Et sans cesse, au cours de son exploration, d'autres figures de Français se sont présentées à lui, qu'il a été forcé de trouver parfaitement aimables : mais sans cesse aussi, derrière elles, il apercevait la figure, le spectre, du « Français, » ce personnage fictif, mais d'autant plus effrayant et odieux, qui, depuis vingt ans surtout, hantait la brûlante imagination de ses compatriotes.

Il y aurait, pareillement, à signaler bien des passages curieux dans

les lettres qui forment la seconde partie du volume, et où Edward Stanley nous raconte ses visites, le 18 juin 1816 et les jours suivans, au champ de bataille de Waterloo. Le voyageur, cette fois, avait emmené avec lui un jeune officier anglais, qui avait pris part au combat du 18 juin 1815 : ce qui ne l'a pas empêché, selon son habitude, d'interroger minutieusement tous les aubergistes, fermiers, bergers, ou autres « témoins » locaux, qu'il a pu rencontrer à Waterloo même ou dans les environs, de manière à se représenter, avec le plus d'exactitude possible, tout le drame des dernières résistances et de l'écrasement définitif de « Buonaparte. » Après quoi il s'est dirigé, à petites étapes, vers Paris, toujours assidu à chercher, sur son chemin, les traces sanglantes que le terrible dompteur, désormais blessé à mort, avait pu y laisser; et chacune de ses lettres de Paris, ensuite, abonde en traits d'observation et menues anecdotes dont l'ensemble nous offre un tableau singulier, et vraiment assez désolant, du sans-gêne avec lequel les vainqueurs de Napoléon étalaient alors, parmi nous, l'insolent orgueil de leur victoire. « La chose est du plus haut comique : Paris ne se reconnait plus. Où sont les Français ? Nulle part. Tout est anglais. Des carrosses anglais remplissent les rues, et l'on ne voit pas un seul équipage de luxe qui ne soit anglais. Dans les loges des théâtres, dans les hôtels, les restaurans, — en un mot, partout, — John Bull s'est installé et a pris possession... Tout au plus si, aux alentours des Tuileries, et çà et là par la ville, quelques petits vieux *bien poudrés, des bons Papas du temps passé*, apparaissent, errant de leur pas incertain, secs et ridés comme des momies, avec leurs rubans et leurs croix de Saint-Louis. » Les soldats anglais de l'armée de Wellington, pendant leur séjour à Paris, s'étaient composé une chanson qu'ils vociféraient en se promenant sur les boulevards :

Louis Dixhuite, Louis Dixhuite,
We have licked all your armies and sunk all your fleet !

ce qui signifiait : « Louis XVIII, nous avons avalé toutes tes armées, et coulé toute ta flotte ! » Et Stanley ajoute que « les badauds parisiens, en entendant le *Louis Dixhuite*, prenaient la chanson pour une ode en l'honneur des Bourbons, et y répondaient par un affectueux sourire approbateur. »

Mais plus intéressante encore que tout cela est une lettre du 1er février 1815, où un ami des Stanley, le célèbre lord Sheffield, leur communique le récit d'un long entretien que l'un de ses neveux vient d'avoir, à l'île d'Elbe, avec Napoléon.

Fred Douglas écrit que Buonaparte ne ressemble absolument à aucun de ses portraits gravés. C'est un gros homme, avec une taille épaisse qui le fait paraître court. Ses traits sont plutôt durs, et ses yeux assez ternes; mais sa bouche, quand il sourit, s'anime d'une expression très douce et très bienveillante. Au premier abord, on a l'impression de se trouver en face d'ou homme tout à fait ordinaire, au moins d'apparence : mais à mesure qu'on l'observe et que l'on cause avec lui, on s'aperçoit que son visage est rempli de profonde pensée et de résolution.

Napoléon, entre autres choses, a expliqué à son interlocuteur que « la France ne pourrait jamais s'accommoder de la constitution anglaise, faute de posséder ces *nobles de campagne* qui sont un des élémens principaux de la vie politique du Royaume-Uni. » Il était d'avis que la paix de l'Europe ne pourrait pas durer, et que « la nation française ne se résignerait pas à abandonner la Belgique. » Quant à lui, « il aurait consenti à tout céder, excepté cela. » Il affirmait aussi que son plus grand regret était de n'avoir pas pu « établir la Pologne en royaume indépendant : car il avait toujours beaucoup aimé les Polonais, et leur avait eu de très grandes obligations. » Paroles où se retrouvait, peut-être, un écho de la visite que venait de faire, au souverain de l'île d'Elbe, une dame polonaise aussi patriote que belle. Et j'imagine qu'Edward Stanley, en lisant cette lettre, où le neveu de lord Sheffield rendait hommage à l'évidente supériorité intellectuelle et morale de « Buonaparte, » aura haussé les épaules avec le même mélange d'incrédulité et d'agacement dont il écoutait, naguère, ces « stupides » soldats de la Grande Armée qui, ruinés par la chute de leur Empereur, s'obstinaient cependant à le tenir pour un bon général.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

On continue de se demander ce qui se passe au Maroc, ce qui s'y fait, ce qui s'y prépare : et ces questions restent sans réponse. Ce n'est pas que le gouvernement ne réponde pas lorsqu'on l'interroge; son langage est même parfaitement clair et net; mais ses actes sont toujours équivoques. Quant à la majorité de la Chambre, elle éprouve à son égard une profonde méfiance, ce qui ne l'empêche nullement de lui donner un vote de confiance toutes les fois que l'occasion s'en présente. Les opérations du général d'Amade contre la tribu des Chaouias et le voyage du général Lyautey à Paris ont plus d'intérêt que les manifestations oratoires du Palais-Bourbon : au moins ce sont des faits, au lieu d'être des mots. Mais les opérations militaires ne sont pas encore décisives, bien qu'elles viennent enfin d'être marquées par un succès important, et il est pour le moment impossible de dire quelles suites aura le voyage du général Lyautey.

Nous avons rendu compte des premières opérations du général d'Amade : elles ont laissé quelque incertitude dans les esprits. Sans doute le général n'avait pas éprouvé un échec; il avait même exécuté, et très brillamment, une grande partie de son plan; toutefois il n'avait pas obtenu un plein succès, et un nouvel effort de sa part était nécessaire. Telle avait bien été l'impression du gouvernement, puisqu'il a télégraphié aussitôt au général pour lui proposer des renforts. Notez que le général n'avait pas manifesté le désir d'en recevoir : l'initiative, en l'espèce, est venue du ministère. Le général d'Amade ne s'est pas contenté de s'abstenir d'en demander ; il a déclaré n'en avoir aucun besoin. On les lui a envoyés tout de même, et le corps expéditionnaire a été augmenté de 4000 hommes. Autant qu'il est possible d'en juger, la réponse négative du général s'explique par deux motifs principaux. Bien que

les renforts fussent prêts à être expédiés, il fallait un certain temps pour qu'ils arrivassent à Casablanca et le général estimait que ce temps pouvait être mieux employé qu'à les attendre : il fallait, d'après lui, frapper vite et ne pas laisser les Chaouias sous l'impression qu'ils avaient remporté un demi-avantage. A cette raison s'en ajoutait une autre plus sérieuse encore, à savoir que le général d'Amade dispose d'un matériel de transports qui, déjà insuffisant pour 8 000 hommes, le serait encore plus pour 12 000. C'est à cette insuffisance qu'est due, en partie, la situation périlleuse où s'est trouvée naguère la colonne Taupin : après avoir épuisé ses munitions, elle n'a pas pu se ravitailler sur place et s'est repliée sur Fedala. Il y a une proportion à maintenir entre le nombre d'hommes engagés dans une opération militaire et le matériel qui y correspond : cette proportion n'existe pas au Maroc, et on aggrave l'inconvénient au lieu de l'atténuer lorsqu'on multiplie les hommes sans augmenter d'autant le matériel. Le gouvernement le sait bien : aussi a-t-il fait expliquer par ses journaux que les renforts envoyés à Casablanca devaient seulement servir à la relève de troupes déjà fatiguées et même exténuées. Quoi qu'il en soit, le général n'a pas attendu les 4 000 hommes qu'on lui annonçait pour continuer sa campagne, et il a bien fait ; le résultat a justifié sa tactique, puisque les Mdakra et les Mzab, attaqués vigoureusement, ont été refoulés dans les ravins de Mquarto et des Ach-Ach. Le général d'Amade, qui n'a pas l'habitude de se vanter, dit dans sa dépêche que nos pertes ont été légères et que celles de l'ennemi ont été « énormes. » Il faut espérer que, cette fois, la leçon infligée aux Marocains portera ses fruits. Nous souhaitons que les renforts deviennent inutiles, comme le général d'Amade les a jugés. Cependant rien n'est fini ; la pacification n'est pas faite et nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Mais abandonnons un moment le général d'Amade pour le général Lyautey.

L'arrivée de ce dernier à Paris devait provoquer un grand mouvement de curiosité et d'attention. Il a semblé, au premier abord, qu'on n'avait pas appelé le vainqueur des Beni-Snassen sans un motif grave et urgent : on assure toutefois que son voyage était chose convenue depuis assez longtemps déjà, et qu'il n'a pas un rapport direct avec les derniers événemens. Au surplus, cela importe peu. Il était naturel que le gouvernement désirât causer avec le général Lyautey, profiter de son expérience des choses africaines et l'interroger sur l'ensemble des opérations militaires. Le général est resté une dizaine de jours à Paris. Il a vu à maintes reprises les membres du gouver-

nement. Le président du Conseil et les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine ont eu de nombreuses conférences avec lui. Qu'en est-il résulté jusqu'ici? Nous n'avons pas la prétention de le savoir; mais, au temps où nous sommes, il suffit d'avoir l'habitude de lire les journaux officieux pour découvrir entre leurs lignes au moins une partie de la vérité. La manière dont le général Lyautey s'est défendu d'aller commander le corps d'expédition à Casablanca montre qu'on a eu quelque intention de l'y envoyer pour cela. Il a dit, avec beaucoup de bon sens, qu'il serait plus utile sur la frontière algérienne ; il y connaissait la situation dans tous les détails; il y avait fait ses preuves ; nul autre ne pouvait l'y remplacer avec avantage, ne fût-ce qu'à cause de la confiance réciproque qui existe entre ses troupes et lui : à Casablanca, au contraire, il aurait un apprentissage à faire, et il n'était nullement sûr d'y réussir mieux qu'un autre. Le gouvernement lui a communiqué la correspondance du général d'Amade. Il a tout approuvé, a donné son adhésion pleine et entière à tout ce qui avait été fait et a ajouté qu'il n'aurait pas agi autrement s'il avait été chargé de diriger les opérations. Le général Lyautey a fait entendre par là qu'il désirait rester sur la frontière algérienne ; mais il est un soldat trop discipliné pour ne s'être pas mis absolument à la disposition du gouvernement.

Qu'a fait celui-ci ? Il a pris une détermination sur le caractère de laquelle nous ne saurions, dès aujourd'hui, nous prononcer. Le général d'Amade protestait qu'il n'avait pas besoin de renforts ; on lui en a expédié. Le général Lyautey aurait préféré revenir directement à Lalla-Marnia ; on l'a dirigé sur Casablanca. On l'y a envoyé dans des conditions spéciales et, assure-t-on, toutes temporaires, conjointement avec M. Regnault, notre ministre à Tanger. Ils sont chargés l'un et l'autre d'une mission politico-militaire dont nous ignorons l'objet réel. Inspection, a-t-on dit; mais qu'est-ce que le général Lyautey et M. Regnault pourraient avoir à inspecter? Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'ils manœuvrent ensemble, puisqu'ils se sont trouvés tous les deux à Rabat lorsque le Sultan y est venu, incident que nous rappelons sans y insister, car il nous a créé un gros embarras. Mieux aurait valu, à coup sûr, laisser le Sultan à Fez ; et qui sait si la mission nouvelle de M. Regnault et du général Lyautey n'a pas précisément pour but de chercher le meilleur moyen de l'y ramener ? En dépit des assurances contraires qu'il a multipliées à la tribune, le gouvernement a tout l'air en effet de n'avoir pas renoncé à se mêler des affaires intérieures du Maroc. On ne fera croire à per-

sonne, — et d'ailleurs on ne cherche pas à le faire, — qu'il n'a été pour rien dans le prêt de deux millions et demi qui vient d'être consenti au sultan Abd-el-Aziz. L'envoi de renforts que le général d'Amade estimait superflus a aussi une signification qui fait naître plus d'une hypothèse. Au même moment, le gouvernement envoie à Casablanca le général le plus brillant, le plus expérimenté, le plus heureux qu'il ait en Afrique, et le représentant le plus qualifié de sa politique au Maroc. Il semble bien qu'il prenne une attitude d'attente; mais qu'attend-il?

A l'en croire, il poursuit toujours strictement la même politique, qui consiste à pacifier les tribus des Chaouias et à rétablir l'ordre à Casablanca, rien de moins, rien de plus. Telle est la vérité officielle : la vérité vraie est que deux courans distincts agissent sur le ministère et l'entraînent tour à tour. Ces deux courans correspondent à deux partis, celui de l'extrême prudence et celui de l'action : le gouvernement donne des paroles au premier, et des actes au second. Aujourd'hui, le courant de l'action semble l'emporter : qu'en sera-t-il demain? Il n'y a pas de pire politique que celle qui obéit à des influences intermittentes et opposées : elle aboutit infailliblement à ne rien faire bien, ou plutôt à tout faire mal. Le ministère hésite, tâtonne, ne prend que des demi-partis, n'agit jamais qu'en sourdine et en se cachant : c'est ce qui laisse l'opinion incertaine. Si on réunit toutefois les symptômes que nous venons d'énumérer, il y a lieu de croire que nous entrons timidement dans une phase nouvelle : nous dirions même sournoisement, si M. Jaurès n'abusait pas de cette expression. Nous faisons toutes réserves sur cette politique; ce n'est pas celle qu'on nous avait promise. A la vérité, elle n'est encore qu'esquissée, et en quelque sorte marquée de quelques jalons. Le gouvernement n'y est pas engagé de manière à ne pas pouvoir se reprendre et s'arrêter à propos. Les événemens qu'il attend peuvent ne pas se produire; d'autres peuvent survenir et lui donner des avertissemens opportuns. Mais, si on en juge par les apparences, quelque chose se prépare que nous ne distinguons pas très bien.

Pourquoi, dira-t-on, ne pas le demander au gouvernement? La tribune n'est-elle pas ouverte? M. Clemenceau et M. Pichon ont-ils jamais refusé de répondre aux questions qu'on leur posait? Sans doute; et si on prenait au pied de la lettre les réponses de M. Pichon et de M. Clemenceau, jamais gouvernement n'aurait eu une politique plus ferme et plus suivie que la leur. C'est précisément ce qui découn-

rage de les interroger, et de leur valoir un ordre du jour de confiance de plus.

La situation, depuis quinze jours, ne s'est pas sensiblement modifiée dans les Balkans. Elle semble toutefois s'être un peu détendue, car le gouvernement autrichien a confirmé les déclarations qu'il avait faites dès le premier moment, à savoir qu'il ne s'opposerait pas à la création d'un chemin de fer transversal du Danube à l'Adriatique; mais il faut attendre que les faits eux-mêmes confirment les déclarations. En attendant, le gouvernement russe a pris position, la seule qu'il pouvait prendre : il s'est chargé de plaider lui-même auprès des puissances la cause des chemins de fer balkaniques.

La Serbie avait pris les devans, mais si elle pouvait amorcer la question, son autorité, malgré les sympathies qu'elle excite, n'était pas assez grande pour en amener la solution. Il en est autrement de la Russie, qui ne s'est jamais désintéressée des affaires balkaniques et s'en désintéresse aujourd'hui moins que jamais. La note russe s'appuie sur l'affirmation du gouvernement autrichien qu'en poursuivant la création du chemin de fer de Mitrovitza, il n'a eu qu'un but économique, et qu'il n'a eu d'autre intention, en facilitant les communications dans les Balkans, que d'aider au développement normal des divers États et des populations de la péninsule. Sur un pareil terrain, tout le monde peut s'entendre. La Russie affirme à son tour qu'elle n'a jamais eu d'autre préoccupation que celle dont le gouvernement autrichien s'est inspiré : elle veut, elle aussi, en ouvrant aux diverses parties de la péninsule des débouchés maritimes, leur rendre le progrès plus facile et la paix plus sûre. Quant à lui, il n'a dans cette affaire aucun intérêt personnel et ne poursuit aucun avantage particulier. Il s'est toujours abstenu et s'abstiendra toujours de rechercher pour son propre compte des constructions de chemins de fer dans la péninsule, se contentant de favoriser la création de ceux qui doivent servir l'intérêt de tous. Il exprime, en terminant, l'espérance que toutes les puissances partageront sa manière de voir et agiront dans le même sens que lui à Constantinople.

Nous ne doutons pas, en effet, qu'il n'en soit ainsi. On vient de voir que l'adhésion du gouvernement autrichien est assurée d'avance, et on peut compter aussi sur celle du gouvernement allemand : reste à savoir quel degré de chaleur les deux cabinets de Vienne et de Berlin mettront à défendre auprès de la Porte la cause des chemins de fer balkaniques. La bonne volonté de l'Italie et de la France est assurée.

En ce qui concerne l'Angleterre, il y a un point d'interrogation. L'Angleterre est un pays généreux qui s'intéresse autant que tout autre, et sous toutes les formes, aux progrès de la civilisation dans les pays balkaniques; mais elle a l'esprit pratique et elle croit, suivant une expression à la mode, qu'il vaut mieux « sérier » les questions que de les traiter toutes à la fois, et qu'il est sage de ne passer à une seconde qu'après avoir épuisé la première. Or, la première à ses yeux est en ce moment celle des réformes : elle est posée, il convient de s'y tenir. Elle est posée par le fait que les pouvoirs des commissaires des puissances en Macédoine, arrivant à leur terme, doivent être renouvelés, et qu'ils doivent être auparavant développés et complétés. Nous n'entrerons pas, aujourd'hui du moins, dans les détails de la question. On sait que l'effort de l'Europe a consisté jusqu'ici à mieux garantir en Macédoine, par des organismes appropriés, la sécurité des personnes et l'administration des deniers publics; mais il reste beaucoup à faire dans ce sens, et notamment à étendre le contrôle des puissances à l'administration judiciaire. Les questions de ce genre passionnent l'Angleterre, quand aucune autre ne l'en distrait. N'est-elle pas la patrie de Gladstone? Le parti libéral n'est-il pas au pouvoir? Au surplus, ce n'est pas seulement un parti, c'est le pays tout entier qui, à des degrés divers, s'intéresse aux réformes macédoniennes : le gouvernement, lorsqu'il en poursuit la réalisation, est sûr d'être d'accord avec l'opinion. Voilà pourquoi il a montré au premier moment quelque réserve, sinon même quelque froideur, lorsqu'on lui a parlé de s'associer à la croisade des chemins de fer. — Ne mêlons pas, a-t-il dit, deux choses aussi différentes : les réformes d'abord, les chemins de fer ensuite. — En quoi il aurait eu parfaitement raison si la question avait été intacte. Malheureusement, elle ne l'était plus : l'Autriche avait lancé l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza, et soulevé par là une émotion qui n'est pas calmée. Nous sommes convaincus que le gouvernement anglais, s'il a été consulté, ou plutôt lorsqu'il a été consulté par l'Autriche sur ses dispositions au sujet du chemin de fer de Mitrovitza, a déconseillé l'entreprise comme inopportune. Mais, à Vienne, on n'a pas tenu plus de compte de son sentiment que de l'opposition russe. On a passé outre, et on a dès lors créé une situation dont une partie de l'Europe devait se préoccuper et dont l'autre doit par conséquent s'occuper. L'Angleterre ne saurait rester en dehors de ce mouvement. Elle a besoin de donner quelques satisfactions aux autres puissances, si elle veut que celles-ci appuient à leur tour quelques-

uns des projets, un peu particuliers, qu'elle cherche à faire prévaloir dans les Balkans.

L'Angleterre, en effet, a une conception qui lui est propre des réformes à introduire en Macédoine, qu'il s'agisse, soit de l'organisation de la gendarmerie, soit de l'administration de la justice, et il y a lieu de croire que la Porte y résistera par tous les moyens dilatoires dont elle dispose. Nous ne dirons pas que l'opposition de la Porte est légitime, car sa détestable administration dans les Balkans appelle les correctifs les plus vigoureux, mais elle est naturelle. Son autorité souveraine serait entamée si les projets anglais se réalisaient. Sir Edward Grey, dans un discours récent qu'il a prononcé à la Chambre des communes, n'a parlé de rien moins que d'instituer en Macédoine un gouverneur accepté, c'est-à-dire désigné par les puissances, à l'exemple de ce qui se passe au Liban. « Si un gouverneur turc, a-t-il dit, était nommé pour un certain nombre d'années, un homme dont les fonctions et les pouvoirs seraient reconnus par les puissances, et s'il avait les mains libres, si sa position était assurée, je crois que toute la question de Macédoine pourrait être résolue. » Nous n'en sommes pas aussi sûr que sir Edward Grey. La nomination d'un gouverneur investi d'une sorte d'autonomie pourrait sans doute exercer une influence heureuse sur la situation intérieure de la Macédoine, mais elle n'éteindrait nullement les ambitions et les rivalités ardentes qui menacent du dehors cette malheureuse province, et qui visent à tout autre chose qu'à faire d'elle un nouvel État semi-indépendant. Il ne faut d'ailleurs pas confondre un discours parlementaire avec un acte diplomatique, et sir Edward Grey n'a pas fait, à notre connaissance, un acte de ce genre. Il n'a adressé, au sujet de l'institution d'un gouvernement de la Macédoine, aucune proposition aux puissances, non plus qu'à la Porte, et le plus probable est qu'il a voulu seulement donner à réfléchir à cette dernière. Mais la Porte, en effet, fera bien de réfléchir à toutes les éventualités qui pourraient se produire si les prétendues réformes macédoniennes continuaient d'être un mensonge et une duperie.

Le danger pour elle ne serait pas seulement dans l'impatience qui pourrait gagner l'Europe, et l'amener à prendre des résolutions énergiques. A côté des grandes puissances parfois imprudentes, mais pacifiques et sages, les petits États balkaniques n'ont pas toujours ces qualités au même degré, et quelques-uns se tiennent prêts à profiter de tous les événemens qui peuvent se produire en Macédoine, sinon même à les provoquer. La Bulgarie, par exemple, — pourquoi

ne pas la nommer puisque nous n'avons rien à en dire de désobligeant? — la Bulgarie a fait, pendant ces dernières années, des armemens qui ne sont pas en rapport avec ses ressources normales, et qui les dépassent même de beaucoup. Il en résulte pour elle une charge très lourde qu'elle ne saurait supporter longtemps sans fléchir. Son armée est arrivée à grand prix au degré de force le plus élevé qu'elle peut atteindre dans un pays où tout le monde est soldat : elle est de plus de 50 000 hommes sur le pied de paix et, dit-on, de 400 000 sur le pied de guerre. Si on excepte la Roumanie, il n'y en a pas dans les Balkans une autre capable de contre-balancer celle-là. La tentation de mettre son armée en œuvre peut venir à un prince ambitieux, et encore plus peut-être à un peuple hardiment et froidement résolu : mais il leur faut un prétexte, et c'est à la Porte qu'il appartient de ne pas le fournir. Au milieu de tant de matières inflammables, on voit très bien d'où peut venir l'étincelle qui y mettrait le feu à la première occasion, et l'occasion se présenterait naturellement, fatalement, si les puissances n'étaient pas d'accord avec la Porte, ou si elles cessaient de l'être entre elles. Or on a pu croire, un moment, que l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza amènerait un refroidissement, et même un peu plus qu'un refroidissement, entre la Russie et l'Autriche. Beaucoup d'attentions qui paraissaient somnolentes se sont alors réveillées et sont devenues inquiètes. Il est probable que cette situation n'aurait pas pu se prolonger impunément.

La condition première de toute action efficace sur la Porte, et par elle sur les Balkans, étant l'accord absolu des puissances, l'Angleterre fera, nous n'en doutons pas, le nécessaire pour le maintenir. Bien qu'elle soit toujours prête, et quelquefois même très prompte aux initiatives hardies, elle n'entend pas se séparer des autres. Sir Edward Grey a fait, à cet égard, les déclarations les plus catégoriques. « Je ne crois pas, a-t-il dit, qu'une action séparée de ce pays, faite en dehors du concert, serait efficace pour résoudre la question macédonienne... Je suis convaincu que si nous entreprenions une action séparée qui comporterait une action coercitive, nous commencerions bien par la question de Macédoine ; mais personne ne peut dire avec quelle question nous finirions. » Rien de plus vrai. Sir Edward Grey a le sentiment très vif de la corrélation qui existe entre tant de questions que le vulgaire croit indépendantes les unes des autres, de la solidarité d'intérêts qui en résulte entre les puissances pacifiques, et de la nécessité pour elles d'agir toujours de concert. Mais ce concert ne peut être établi et maintenu qu'au prix de concessions

ou de sacrifices réciproques. Si on marche quelquefois très lentement, on est sûr du moins de ne pas s'égarer lorsqu'on marche avec lui.

L'Angleterre était absorbée par ces questions balkaniques lorsqu'une autre, d'un caractère très différent, est venue tout d'un coup s'imposer à elle. Le *Times* a publié le 6 mars une nouvelle très impressionnante, à savoir que l'empereur d'Allemagne avait écrit une lettre à lord Tweedmouth, premier lord de l'amirauté, lettre qui était de nature à influencer le ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Le *Times* tenait la nouvelle de son collaborateur militaire, qui la lui avait communiquée par une lettre dont voici le texte : « Je considère de mon devoir de vous demander d'attirer l'attention du public sur une question de grave importance. J'ai appris que Sa Majesté l'empereur d'Allemagne avait récemment envoyé une lettre privée à lord Tweedmouth, ministre de la Marine, au sujet de la politique navale anglaise et allemande, et que sa missive constituait une tentative pour influencer, dans l'intérêt de l'Allemagne, le ministre responsable du budget de la Marine. La lettre est authentique, sans aucun doute, et une réponse a été envoyée. Dans ces circonstances, et comme l'affaire ne peut être tenue secrète longtemps, par suite du nombre de personnes qui, malheureusement et à tort, ont été mises au courant, j'ose espérer que vous insisterez pour que la lettre en question, ainsi que la réponse, soient soumises au Parlement sans délai. » Le *Times* a fait suivre cette lettre de commentaires qui en précisaient et en aggravaient encore la portée. Ce n'est pas exagérer de dire qu'il y a eu en Angleterre, lorsqu'elle a été connue, une tempête d'indignation et de colère. Chaque Anglais s'est cru atteint dans sa dignité et dans son indépendance. Quoi ! un souverain étranger avait écrit à un ministre sur des affaires qui ne le regardent pas, et auxquelles la défense et la sécurité du pays sont attachées ? Qu'a écrit l'Empereur ? Qu'a répondu le ministre ? Pendant plusieurs jours l'Angleterre n'a pas eu d'autre préoccupation que de le savoir. Il a fallu que le gouvernement apportât tout de suite quelques explications au Parlement ; mais elles n'ont pas suffi, et effectivement elles n'étaient pas suffisantes. En l'absence de sir Henry Campbell Bannerman, que sa santé tient en ce moment éloigné des affaires, M. Asquith a dit à la Chambre des communes qu'une lettre privée avait été effectivement écrite par l'empereur Guillaume au ministre de la Marine, que celui-ci y avait répondu, que cette correspondance n'avait pas

été communiquée au Cabinet, mais que celui-ci avait arrêté avant la réception de la lettre impériale sa décision finale au sujet du budget naval de l'année. La déclaration de M. Asquith n'a pas mis fin à l'incident; on l'a considérée seulement comme un aveu. Il ne s'agissait pas de savoir si la lettre impériale avait précédé ou suivi l'établissement du budget; après tout, les plus exaltés seuls pouvaient croire que le ministre de la Marine s'était peut-être laissé influencer par elle; mais si l'Empereur l'avait écrite, et le fait n'était plus douteux, quelle intention avait-il eue en l'écrivant, sinon d'exercer sur lord Tweedmouth son influence personnelle au profit de l'Allemagne, et par suite au détriment de l'Angleterre? Le fait paraissait certain : si on se trompait, la publication des lettres pourrait seule le montrer. On a donc demandé avec véhémence, avec passion, que les lettres fussent publiées. Mais pouvaient-elles l'être sans le consentement de l'Empereur? Et comment le lui demander? Le procédé ne serait-il pas offensant? Encore une fois, il s'agissait d'une lettre privée, écrite dans le style le plus familier. Le malheur est que lord Tweedmouth l'avait montrée à plusieurs personnes, qui elles-mêmes en avaient parlé à beaucoup d'autres. En pareil cas la discrétion ou l'indiscrétion doit être complète.

Une seconde fois, l'affaire est revenue devant le Parlement, et lord Tweedmouth s'en est expliqué lui-même devant la Chambre haute. Son langage, qui avait été concerté en conseil des ministres, a été plein de convenance et de dignité. — Il est exact, a-t-il dit, que j'ai reçu, le 18 février, une lettre de Sa Majesté Impériale l'empereur Guillaume. Cette lettre m'est parvenue par la poste; elle avait un caractère particulier et personnel; le ton en était très amical et n'avait rien d'officiel. Dès que j'ai eu cette lettre entre les mains, je suis allé la montrer à sir Edward Grey, qui m'a déclaré partager mon avis, à savoir que la communication devait être considérée comme personnelle... J'ai la ferme conviction que mon attitude était bonne et qu'elle était conforme à celle que nous voulons tous adopter en vue de maintenir une bonne entente entre l'Allemagne et nous. — Sans doute. Lord Rosebery a tenu à dire que l'alliance cordiale ne devait pas avoir pour conséquence une attitude hostile à l'égard de l'Allemagne, vérité si évidente, et d'ailleurs si incontestée, qu'elle n'avait peut-être pas besoin d'être énoncée avec tant de solennité. C'est lord Lansdowne, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement conservateur, qui a prononcé les mots les plus justes et tiré avec le plus de bon sens et d'esprit la morale de l'incident. Il a admis qu'un souverain étranger pouvait, en certains cas, écrire à un ministre, à condition toutefois

que cette correspondance privée ne fût pas en contradiction avec la correspondance officielle. Et comme lord Tweedmouth lui faisait des signes d'assentiment, il n'a pas pu se retenir de lui donner une leçon probablement méritée. — Le ministre de la Marine me pardonnera cependant, a-t-il dit, si je fais remarquer qu'il y a une autre règle à observer au sujet de ces correspondances quelque peu irrégulières : c'est que, si elles doivent être considérées comme privées, cette intimité doit être rigoureusement respectée. Je crains, dans l'occasion dont il s'agit aujourd'hui, ou que le ministre n'ait trahi lui-même le secret, ou bien qu'il n'ait permis à d'autres personnes de le trahir. Il semble que la correspondance privée en question ait eu un caractère secret dans le même sens que, par exemple, le vernissage du Salon de l'Académie royale des Beaux-Arts peut être considéré comme ayant un caractère d'intimité. — La Chambre des lords a ri; mais l'opinion n'a peut-être pas été complètement désarmée. Quoi qu'il en soit, l'incident a été clos.

Nous croyons que nos voisins et amis en ont un peu exagéré l'importance. L'empereur Guillaume n'a pas eu contre eux les noirs desseins dont ils le soupçonnent. L'éducation de l'Empereur et son tempérament particulier ne l'ont pas préparé et prédestiné à être un souverain à la manière britannique. Il obéit à des impulsions vives et rapides, successives et quelquefois contradictoires, auxquelles il n'attache peut-être pas lui-même, si ce n'est sur le moment, une importance exagérée. Il n'a pas été élevé pour exercer le pouvoir par l'intermédiaire de ministres responsables devant un Parlement : aussi a-t-il conservé la franchise crue d'un langage mêlé de boutades, pittoresque, incisif, bruyant, qui aurait mis à diverses reprises le monde sens dessus dessous, si on l'avait pris au pied de la lettre, mais auquel le monde s'est peu à peu habitué au point de ne plus en éprouver qu'une émotion atténuée. L'Empereur écrit comme il parle, et sans doute il se demande aujourd'hui pourquoi on s'émeut si fort de ses lettres alors qu'on trouve sa conversation séduisante. Il est allé récemment en Angleterre, où il a passé un mois: il y a produit sur tous ceux qui l'ont approché une impression sympathique. Ce qu'il a écrit depuis à lord Tweedmouth, très vraisemblablement il le lui a dit et répété alors sans que personne en ait pris ombrage; et il s'est exprimé dans le même style avec beaucoup d'autres hommes politiques, se préoccupant fort peu de savoir s'ils étaient ministres d'aujourd'hui, ou d'hier, ou de demain. Tout cela a plu, et l'Empereur s'est cru autorisé à continuer en passant du procédé oratoire au

procédé épistolaire. Il aurait dû se défier, pourtant, car ce dernier lui a déjà joué quelques méchans tours. On rappelle en ce moment un peu partout sa fameuse lettre au président Krüger, et même celle qu'il a adressée au comte Goluchowski après la conférence d'Algésiras. Après cette double expérience, n'aurait-il pas dû devenir plus circonspect? Il est vrai qu'en écrivant à lord Tweedmouth, l'Empereur croyait n'écrire qu'une lettre privée; mais entre un souverain et un ministre la lettre la plus privée conserve des chances de devenir publique, et il est prudent, avant de l'écrire, de tourner sept fois sa plume dans son encrier.

Quoi qu'il en soit, l'effet produit par la révélation du *Times* a été foudroyant. Au premier moment, toute l'Angleterre en a tressailli, et la légende s'est aussitôt formée avec une force contre laquelle rien ne prévaudra tout à fait: on n'enlèvera pas d'un grand nombre d'esprits la conviction que l'empereur Guillaume a essayé d'exercer une influence perfide sur un ministre de la Marine britannique; que, s'il n'y a pas réussi, ce n'est pas sa faute; enfin que, peut-être, son intervention n'a pas été sans produire quelque effet indéfinissable et inaperçu. On attribuera des profondeurs machiavéliques au souverain le plus prime-sautier de l'univers. On accusera de complaisance et de faiblesse un ministre et même un gouvernement qui en sont incapables. L'aveugle psychologie des foules l'emportera sur tout ce qu'on pourra dire pour l'éclairer. Il serait exagéré de croire que les rapports de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui commençaient à s'améliorer, en seront altérés; mais le rapprochement se fera avec plus de lenteur et de difficultés. On en a le sentiment en Allemagne. Les explications soumises par le gouvernement anglais y ont produit une impression excellente : toutefois, le ton de la presse est resté embarrassé, et la plupart des journaux conviennent qu'il aurait mieux valu que la lettre impériale n'eût pas été écrite. Il aurait mieux valu encore que lord Tweedmouth ne l'eût montrée qu'à sir Edward Grey.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.